



HAL
open science

Le voyage pour la vie des zapatistes. Un événement transnational pour construire des solidarités militantes

Héloïse Deydier

► To cite this version:

Héloïse Deydier. Le voyage pour la vie des zapatistes. Un événement transnational pour construire des solidarités militantes. Science politique. 2021. dumas-04167375

HAL Id: dumas-04167375

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04167375>

Submitted on 20 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Le voyage pour la vie des zapatistes

*Un événement transnational pour construire des
solidarités militantes*

Héloïse Deydier

Mémoire de M2 en science politique
dirigé par David Dumoulin Kervran, IHEAL.

Master 2 Sciences Sociales de l'Amérique latine.

Université Sorbonne Nouvelle – IHEAL

Novembre 2021

Remerciements

Pour les conversations qui m'ont tant appris
et l'aide concrète apportée pour l'élaboration de ce mémoire, je remercie
Elena, doctorante en sociologie,
mon allié.e de Paris, que je ne nommerai pas,
la parejita de Grenoble,
Nanda,
Alex,
Emma,
et puis les autres.

Pour le temps consacré à raconter leur parcours, je remercie
Eric,
Coline
et Laura.

Merci à David Dumoulin, mon directeur de recherche,
et à Mathilde Allain, qui a dirigé mon mémoire de master 1.

Enfin, merci infiniment aux compas zapatistes de l'Escadron 421,
à l'équipe du coordinateur Kaïn et à Juan et Pedro du CNI
qui sont venus jusque dans le Doubs alors que je terminais d'écrire ce mémoire,
et qui ont incarné pour nous la lutte pour la vie.



Image : « Zapatistes, envahissez-nous », banderole étendue à la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, 3 mai 2021, <https://www.facebook.com/zadnddlif>

Liste de sigles

AMP – Action Mondiale des Peuples	FPDTA – Front des Peuples en Défense de la Terre et de l’Eau des États de Puebla, Tlaxcala et Morelos
CI – Caravane Intercontinentale	IDF – Île-de-France
CIDH – Commission inter-américaine des droits humains	JAD – Jardins à Défendre
CICP – Centre International de Culture Populaire	KRRS – Karnataka Rajya Ryota Sangha, Organisation de fermiers en Inde
CNI – Congrès National Indigène	LGBT – lesbiennes, Gays, Bisexuels, Trans
CNT – Confédération Nationale du Travail	LPM – Mouvement Populaire des Sans Terre
CPA – Collectif Paris Ayotzinapa	LVC – La Via Campesina
CSA – Centre Social Autogéré	MAREZ – Municipalités Autonomes Rebelles Zapatistes
CSIA – Comité de soutien aux Indiens des Amériques	MMF – Marche Mondiale des Femmes
CSP – Collectif de Sans Papiers	MST – Mouvement des Paysans Sans Terre
CSPM – Collectif de Sans Papiers de Montreuil	NDDL – Notre-Dame-des-Landes
CSPCL – Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte	OGM – Organismes Génétiquement Modifiés
EZLN – Ejército Zapatista de Liberacion Nacional, Armée Zapatiste de Libération Nationale	OMC – Organisation Mondiale du Commerce
FAO – Food and Alimentation Organization, Organisation pour l’Alimentation et l’Agriculture	ONG – Organisation Non Gouvernementale
FIPI – Front Indépendant de Peuples Indigènes	ONU – Organisation des Nations Unies
FMI – Fonds Monétaire International	OTAN – Organisation du Traité de l’Atlantique Nord
FMLN – Front Farabundo Marti de Libération Nationale	PIM – Projet Intégral Morelos
	UCL – Union Communiste Libertaire
	ZAD – Zone à Défendre

Table des matières

Remerciements.....	2
Liste de sigles.....	3
Introduction.....	8
PARTIE 1.....	36
Chapitre 1. S’organiser pour défendre la vie. Le CNI, l’EZLN et le FPDTA.....	37
1. Le voyage pour la vie, une injonction à l’auto-organisation en Europe ?.....	37
2. Défendre la vie sur son territoire. Contexte et histoire des mobilisations du CNI, de l’EZLN et du FPDTA.....	39
2.1 L’organisation de mouvements indiens et paysans au Mexique pour défendre leur vie, leur culture et leurs terres.....	39
<i>Les mouvements chiapanèques préalables au soulèvement zapatiste.....</i>	<i>39</i>
<i>L’insurrection zapatiste.....</i>	<i>40</i>
<i>Les alliances entre l’EZLN et les mouvements indigènes, et la naissance du CNI.....</i>	<i>41</i>
<i>L’organisation du FPDTA.....</i>	<i>42</i>
2.2 L’organisation de mouvements de femmes indigènes au sein du CNI et des communautés zapatistes.....	43
<i>Les organisations de femmes et le mouvement zapatiste.....</i>	<i>43</i>
<i>Les femmes, des sujets politiques centraux au sein de l’EZLN et du CNI.....</i>	<i>44</i>
<i>Les femmes du FPDTA.....</i>	<i>45</i>
2.3 La répression des mouvements sociaux et l’organisation collective au Mexique.....	45
<i>La répression des luttes socio-environnementales, le cas du FPDTA.....</i>	<i>46</i>
<i>La non reconnaissance et la répression des indigènes du Chiapas.....</i>	<i>47</i>
3. Les modalités d’organisation : autonomie, assemblées, décentralisation.....	47
3.1 L’autonomie zapatiste.....	48
3.2 Une autonomie fonctionnelle et politique.....	50
3.3 Les principes de l’autonomie zapatiste.....	51
Chapitre 2. S’organiser à l’échelle planétaire. Les antécédents du « voyage pour la vie ».....	53
1. La transnationalisation des revendications.....	53
2. Les antécédents de la solidarité européenne avec les zapatistes et la relation avec d’autres réseaux de solidarité Nord-Sud.....	55
2.1 Les réseaux transnationaux de solidarité : ONG et mouvements altermondialistes.....	56
2.2 La transnationalisation zapatiste au regard d’autres mouvements sociaux transnationaux.....	57
2.3 Les réseaux transnationaux de solidarité avec le Chiapas en Europe.....	60
<i>La Sexta : une solidarité mondiale par l’information, la sensibilisation, et le café.....</i>	<i>60</i>
<i>Europa Zapatista : le réseau européen de solidarité avec les zapatistes.....</i>	<i>61</i>
<i>Europa Zapatista : un espace de communication et d’échanges transatlantiques.....</i>	<i>62</i>
3. Les caravanes militantes : un élément historiquement présent dans le répertoire transnational des mouvements sociaux.....	63
3.1 Les objectifs des caravanes militantes.....	64
3.2 Le cas de la Caravane Intercontinentale de 1999.....	66
<i>Les similarités entre la caravane zapatiste et la caravane Intercontinentale.....</i>	<i>67</i>
<i>Les spécificités de la caravane zapatiste.....</i>	<i>69</i>
3.3 Les caravanes militantes : une forme d’action collective exigeante.....	70

Chapitre 3. Les modalités et les enjeux de l'organisation européenne du « voyage pour la vie »	72
.....	
1. L'organisation européenne pour accueillir les zapatistes.....	72
1.1 Une coordination européenne appuyée sur les réseaux de solidarité pré-existants.....	73
1.2 Les modalités de fonctionnement et les dysfonctionnements de la coordination européenne.....	73
1.3 Les coordinations nationales et régionales infra-européennes.....	75
1.4 Les coordinations locales et régionales, et leurs spécificités.....	77
2. Une thématique centrale : le genre.....	78
2.1 La thématique du genre dans le mouvement zapatiste.....	79
2.2 Limiter les inégalités et les violences de genre dans le militantisme.....	81
2.3 Le genre dans le « voyage pour la vie ».....	83
2.4 Des rencontres de femmes qui luttent en Europe.....	84
<i>Une flottille atlantique de femmes et dissidences.....</i>	<i>85</i>
<i>Des Rencontres de femmes, personnes trans, inter et non-binaires de l'Autre Europe à Notre-Dame-des-Landes.....</i>	<i>86</i>
<i>Auto-identification de genre.....</i>	<i>87</i>
<i>Interdiction de la vente d'alcool.....</i>	<i>87</i>
<i>Dispositifs anti-sexisme.....</i>	<i>88</i>
<i>Inversion de la division sexuelle du travail.....</i>	<i>89</i>
<i>Des ateliers de déconstruction pour hommes cisgenre.....</i>	<i>90</i>
2.5 Une thématique prise au sérieux par les coordinations européennes.....	90
<i>Le protocole de la commission genre européenne.....</i>	<i>91</i>
<i>Le féminisme et l'attention aux rapports de genre dans les assemblées locales.....</i>	<i>92</i>
<i>Une approche sur le genre et décoloniale pour accueillir les zapatistes.....</i>	<i>95</i>
3. S'organiser dans la diversité : des réseaux sociaux militants hétérogènes.....	96
3.1 Des groupes militants invitants hétérogènes.....	96
<i>Décrire l'hétérogénéité.....</i>	<i>96</i>
<i>Critères de catégorisation des groupes invitants.....</i>	<i>97</i>
<i>Typologie des groupes invitants.....</i>	<i>98</i>
3.2 Faire travailler ensemble des personnes et groupes aux cultures politiques et aux pratiques organisationnelles diverses.....	102
<i>Travailler ensemble dans la diversité, un enjeu et un défi pour les militant.es.....</i>	<i>102</i>
<i>Des pratiques organisationnelles diverses.....</i>	<i>103</i>
<i>Stratégies et répertoires : négociations ou action directe ?.....</i>	<i>107</i>
<i>Des cultures militantes différentes : le cas du rapport au secret.....</i>	<i>110</i>
4. L'enjeu des rapports de pouvoir.....	114
4.1 L'insertion préalable dans des réseaux sociaux militants comme pré-requis.....	115
4.2 Disposer de capacités, de connaissances et de capitaux inégalement répartis.....	116
5. Les principes de fonctionnement de l'organisation du voyage : d'instables compromis.....	118
5.1 S'inspirer des zapatistes pour définir des modalités d'organisation.....	118
5.2 Faire avec la diversité, adopter des postures d'évitement.....	119
<i>Éviter les débats idéologiques.....</i>	<i>119</i>
<i>Traiter des problèmes logistiques ou techniques : le cas des questions sanitaires.....</i>	<i>120</i>
<i>Technicisation et hiérarchies temporelles : dépolitisation et résistances.....</i>	<i>121</i>
5.3 Principes de fonctionnement en « coordinations ».....	123
<i>Le choix d'un fonctionnement par coordination.....</i>	<i>123</i>
<i>Le cas de la coordination française.....</i>	<i>123</i>
<i>Premier principe : autonomie des groupes locaux.....</i>	<i>123</i>
<i>Deuxième principe : décisions par consensus.....</i>	<i>125</i>
<i>Troisième principe : bienveillance et communication non violente.....</i>	<i>126</i>
PARTIE 2.....	129

Chapitre 4. Produire la solidarité par des dispositifs mythiques, symboliques et émotionnels.....130

1. Exalter les dimensions historiques et symboliques du voyage des zapatistes dans les discours.....	131
1.1 « Un moment historique » : un voyage aux dimensions mythico-symboliques.....	131
<i>Analyser les discours et leurs effets.....</i>	131
<i>Annoncer et anticiper les émotions.....</i>	132
<i>Faire référence à l'histoire pour donner une profondeur aux événements vécus.....</i>	133
<i>Le mythe de l'invasion inversée et consentie.....</i>	134
1.2 Le regard perçu des zapatistes : un « exotisme inversé » ?.....	134
1.3 « Le voyage a déjà commencé » : idéalisation de l'organisation européenne.....	136
1.4 Idéalisation du mouvement zapatiste : entre angélisme et dépolitisation.....	137
2. Créer l'union par des dispositifs de sensibilisation dans l'action.....	139
2.1 Susciter des ambiances conviviales.....	140
2.2 Des dispositifs d'union émotionnelle et spirituelle : cérémonies et rituels.....	141
<i>Des dispositifs visuels : une esthétique militante aux inspirations diverses.....</i>	142
<i>Sensibiliser par la musique : folklore, chants militants et cumbia.....</i>	147
<i>Les slogans et les cris : de l'initiation au rassemblement.....</i>	150
<i>Susciter la participation pour mieux créer l'adhésion.....</i>	151
<i>L'hommage aux absent.es pour un rassemblement au-delà de la vie.....</i>	152
<i>Des cérémonies et des rituels.....</i>	155
2.3 Recourir aux émotions et à la spiritualité pour les politiser.....	158
2.4 Une solidarité par l'action et l'émotion de lutter ensemble.....	160
<i>Soutenir publiquement d'autres luttes : le cas de la lutte des Sans Papiers.....</i>	160
<i>Soutenir des territoires en lutte : les Jardins à Défendre d'Aubervilliers.....</i>	162

Chapitre 5. Prendre en compte les rapports de pouvoir pour construire des solidarités politiques.....165

1. Rapports de pouvoir et militantisme : unité ou solidarité ?.....	166
1.1 Le mythe, le piège : l'unité.....	166
1.2 Contextes spatiaux, rapports de pouvoir et émotions.....	167
<i>Des lieux symboliques pour l'empowerment des militant.es.....</i>	168
<i>Les relations de pouvoir dans les lieux « alternatifs ».....</i>	169
<i>Faire cohabiter les différences.....</i>	170
<i>Investir les lieux de la domination.....</i>	172
1.3 Qui met en place les dispositifs de sensibilisation ? Des dynamiques de pouvoir à l'œuvre.....	172
2. Reconnaître les différences et les inégalités : adopter une approche intersectionnelle.....	175
2.1 Reconnaître ses propres privilèges.....	175
2.2 Désactiver les rapports de domination en réunion par des mécanismes concrets.....	176
2.3 Ne pas reproduire la domination dans les manifestations publiques.....	177
3. Les dynamiques de pouvoir dans le fonctionnement des coordinations.....	179
3.1 Dénoncer les dominations.....	179
<i>Sexisme et racisme à Vigo.....</i>	179
<i>Tensions à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes sur la dissidence de genre.....</i>	180
3.2 Les pièges de l'informalité.....	184
3.3 Risques de personnalisation, professionnalisation et spécialisation.....	186
<i>Risques de personnalisation.....</i>	186
<i>Mécanismes pour réduire la personnalisation du leadership.....</i>	187
<i>Professionnalisation et spécialisation.....</i>	187
<i>Risques de prises de pouvoir.....</i>	189
3.4 La croissante désaffection des coordinations européennes.....	190

Conclusion.....	193
Bibliographie.....	196
Sources secondaires	203
Index des figures.....	207
Index des tableaux.....	207
Annexes.....	208
Résumé.....	212

Introduction

En octobre 2020, les zapatistes ont annoncé leur intention de parcourir le monde à la rencontre des luttes des autres continents. Cette annonce a provoqué un grand remue-ménage parmi les réseaux militants d'Europe. Le mouvement zapatiste est, en effet, une référence de poids dans le militantisme de gauche. Si ses méthodes ne font pas l'unanimité, l'organisation autonome des institutions mexicaines que le mouvement a créé suscite l'admiration d'une grande partie de la gauche dans le monde. Sur la Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes, une grande banderole aux couleurs vives souligne cet enthousiasme : « zapatistes, envahissez-nous !!! ».

Le mouvement zapatiste

Le mouvement zapatiste s'est constitué dans l'état du Chiapas, au Mexique, l'un des plus pauvres du pays. Dans les années 1960 et 1970, de grandes propriétés exploitaient la main d'œuvre indigène avec des méthodes féodales. Des réformes de « modernisation » ont été entreprises par le gouvernement mexicain entre les années 1970 et 1980. De grands barrages hydroélectriques ont privé les paysan.nes¹ des meilleures terres. L'élevage intensif était largement subventionné, mais créait des conflits entre éleveuseuses métis.ses et paysan.nes majoritairement indigènes. Des processus de colonisation des terres habitées par des dizaines de milliers de personnes de peuples Tojolabales, Tzotzils, Chols ou encore Tzeltals ont également créé de nombreux conflits. L'ensemble de ces processus a donné lieu à un vaste mouvement social paysan et indigène.

Trois formes de contestation ont alors convergé. L'Église catholique, qui diffusait la théologie de la libération, a promu l'auto-organisation des « opprimé.es ». Des militant.es venu.es d'autres régions du Mexique, principalement maoïstes ont rejoint les mobilisations indigènes. Les communautés elles-mêmes se sont organisées, de manière autonome, et ont amplifié le champ de leurs revendications et leur politisation.

A partir de 1983, un groupe marxiste-léniniste guévariste s'est constitué en organisation politico-militaire au Chiapas. Le 17 novembre 1983 a été fondée l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), par une poignée d'hommes et femmes, métis.ses et indigènes. Jusqu'en 1985, ce groupe est resté isolé dans les montagnes, puis a commencé à se faire connaître par les paysan.nes,

1 Note sur l'écriture inclusive : Dans ce texte, je favorise les mots épiciènes, et use de néologismes afin de réduire la binarité du langage et d'éviter les répétitions. Ainsi, au lieu de dire « celles et ceux », j'écris « ceux ». De même, j'ai recours au pronom neutre « iels ». J'utilise le point médian (« paysan.nes »), sauf si la création d'un néologisme prononçable permet de l'éviter (« auteurices »). Enfin, j'emploie la règle de proximité selon laquelle l'accord de l'adjectif ou du participe passé se fait avec le nom le plus proche.

qui ont vu en elleux une possibilité d'assurer leur autodéfense, dans un contexte tendu. Le nombre des combattant.es a augmenté, jusqu'à plusieurs milliers en 1990.

Au début des années 1990, les tensions sociales se sont accrues en raison des politiques menées par le gouverneur du Chiapas et le gouvernement fédéral. De nombreuses manifestations, très suivies, ont été organisées. En 1993, les communautés indigènes ont décidé de se soulever en armes, malgré de vives tensions internes. Le 1er janvier 1994, l'EZLN s'est emparée de quatre municipalités. Le 2 janvier, l'EZLN s'est retirée pacifiquement de la capitale du Chiapas, San Cristobal de Las Casas, avant l'arrivée des soldats fédéraux, mais soutenait d'intenses combats en d'autres lieux stratégiques. Rapidement, une trentaine de communes autonomes ont été proclamées. Après un cessez-le-feu unilatéral du gouvernement, le mouvement a entamé des négociations avec le gouvernement mexicain, qui n'a pas rempli les promesses des accords de paix. En parallèle, les zapatistes ont organisé des rencontres internationales et se sont constituées en force civile majeure.

Les communautés au Chiapas ont fait l'objet d'une guerre de basse intensité, organisée par les gouvernements successifs. Des groupes paramilitaires, tacitement acceptés par le gouvernement, s'y sont multipliés. En 1997, un massacre de grande ampleur a été perpétré contre 45 indigènes Tzotzils à Actéal. En réponse, plus d'un millier de zapatistes ont marché sur Mexico. L'alternance politique de 2000 n'a pas non plus donné gain de cause aux revendications de l'EZLN et du Congrès National Indigène (CNI), réseau d'organisations de mouvements indigènes, qui s'est constitué à ses côtés. Les zapatistes ont donc décidé de s'organiser de manière autonome sur le territoire occupé au Chiapas. Les communes autonomes se sont développées et reliées entre elles, à diverses échelles.

Dès l'insurrection et jusqu'à présent, le mouvement zapatiste a maintenu de forts liens avec un réseau de solidarité national et international. Des rencontres internationales ont été organisées. En 2013, les zapatistes ont invité plus de cinq mille personnes à la « petite école zapatiste », qui ont pu partager le quotidien de familles zapatistes dans les territoires rebelles, pour découvrir l'organisation concrète de l'autonomie. En 2015, un séminaire international, intitulé « La pensée critique face à l'hydre capitaliste » s'est tenu dans divers pays. En 2016 et 2017, des rencontres consacrées aux arts et aux sciences ont été organisées. En mars 2018 puis en décembre 2019, ce sont des rencontres internationales de femmes sont organisées par les femmes zapatistes¹. Puis, en octobre 2020, un communiqué intitulé « une montagne en haute mer » a annoncé l'intention de l'EZLN d'envoyer des délégué.es zapatistes, mais aussi du Congrès National Indigène, en Europe.

J'entends par « mouvement zapatiste » un ensemble large et aux contours indéfinis, qui regroupe toutes les personnes qui s'identifient comme zapatistes sur le territoire occupé, au Chia-

1 Ce paragraphe a été réalisé en m'appuyant principalement sur Baschet Jérôme (2019). *La rébellion zapatiste*, Flammarion, 393 p.

pas. Ces personnes peuvent être membres de l'EZLN, faire partie des bases d'appui de l'EZLN, vivre dans des communautés zapatistes. Je distingue le « mouvement zapatiste » localisé au Chiapas et vivant sous les modalités de l'autonomie zapatiste des « réseaux de soutien aux zapatistes » qui existent aux échelles régionales, nationale et internationale. Je traite ici aussi du Congrès National Indigène (CNI), et du Front des Peuples en Défense de la Terre et de l'Eau de Puebla, Morelos et Tlaxcala (FPDTA), qui ont aussi été invités à prendre part au voyage pour la vie.

Le « voyage pour la vie »

Depuis l'annonce du voyage, une organisation de grande ampleur s'est mise en mouvement pour préparer l'accueil des délégué.es en Europe. Les réseaux de soutien aux zapatistes ont été sollicités, et ont ensuite mobilisé d'autres réseaux militants, qui se sont réunis en coordinations, à différentes échelles. Le voyage a connu des changements de programme successifs, et a fait face à de grandes difficultés logistiques et politiques. Le contexte de la pandémie de covid-19 a compliqué les choses, rendant difficile l'entrée sur le territoire européen des délégations. Au lieu d'arriver en bateau, la centaine de délégué.es a dû prendre l'avion. Seule une petite délégation a été envoyée en voilier transatlantique. L'« Escadron 421 », tel est son nom, est arrivé en juin 2021, au port de Vigo, en Galice. Les sept personnes qui le composent sont reparties au terme des trois mois autorisés, en septembre 2021. L'Escadron devait être rejoint par la délégation aérienne dès son arrivée, mais cela n'a pas été possible. La délégation est arrivée en septembre 2021, à Vienne, et non pas à Paris comme cela avait été d'abord imaginé. 177 délégué.es zapatistes et une vingtaine de délégué.es du CNI ont alors initié une tournée de trois mois dans trois zones européennes : d'abord l'Europe de l'Est, puis l'Europe de l'Ouest, du Nord et du Sud, et enfin la péninsule ibérique. Réparti.es en groupes de cinq à dix personnes, les délégué.es se sont rendu.es dans divers groupes locaux qui leur avaient envoyé des invitations, depuis janvier 2021.

Ce voyage, aussi décrit comme une « tournée », est un sujet d'étude exceptionnel et complexe. La décision de ce voyage provient du mouvement zapatiste, qui a simultanément invité le CNI à y prendre part. La tournée a pour destination l'Europe, dans un premier temps, mais se fait avec peu de moyens financiers, ce qui nécessite la solidarité de militant.es européen.nes, pour organiser le voyage, récolter des fonds, et permettre les rencontres. Autrement dit, les militant.es en Europe sont partie intégrante de ce voyage et le rendent possible d'un point de vue logistique. La tournée a été présentée par l'EZLN et comprise en Europe comme une manière de favoriser des rencontres et s'unir contre des ennemis communs, pour renforcer les mouvements sociaux de part et d'autre de l'Atlantique. Malgré les difficultés, le voyage a pu avoir lieu. Les effets de ces rencontres sont difficiles à estimer et à envisager scientifiquement. En revanche, la phase préparatoire de la

tournée peut en dire long sur les réseaux militants européens, leur compréhension du mouvement zapatiste et les modalités de leurs organisations.

Le « Voyage pour la vie » des zapatistes pourrait être analysé de très diverses manières. D'abord, il peut être vu comme une manière de renouveler les liens internationaux du mouvement zapatiste. Ensuite, à la lumière de la sociologie des mouvements sociaux, il peut être vu comme une modalité de transnationalisation du mouvement zapatiste et de diffusion de la lutte anticapitaliste. Enfin, à la lumière d'approches féministes et décoloniales des sciences sociales, un regard spécifique peut être porté à la création concrète de liens entre militant.es divers.es.

Renouveler les liens internationaux du mouvement zapatiste ?

Cette initiative peut être vue comme une manière de renouveler les liens internationaux qu'entretiennent les zapatistes avec d'autres militant.es, qui se sont rendus maintes fois au Chiapas. Dans ce cas, le « voyage pour la vie » peut être comparé à d'autres initiatives des zapatistes, comme la Petite Ecole zapatiste en 2013-2014, les rencontres intergalactiques et les rencontres de femmes qui se sont tenues en territoire zapatiste, l'envoi de café aux Etats-Unis contre le mur de Trump et pour favoriser l'organisation des militant.es de gauche et d'extrême-gauche dans ce pays, etc.

La plupart des auteurices qui ont analysé le mouvement zapatiste ont étudié le moment du soulèvement de 1994 et les spécificités du mouvement, ou alors les modalités de vie en autonomie, développées à partir de 2003 au Chiapas. En 2006, Bernard Duterme fait un bilan des analyses du mouvement zapatiste. Depuis 1994, le mouvement a fait l'objet d'une très ample littérature, journalistique et scientifique, dans toutes sortes de disciplines. D'après Duterme, la plupart de la littérature produite analyse la portée utopique du mouvement, depuis des positions politiques diverses mais le plus souvent revendiquées. Il distingue deux principales écoles parmi les commentateurices du zapatisme. D'un côté, se trouvent les marxistes, structuralistes, de l'autre les tourainiens, post-structuralistes. Chacune des deux écoles s'attache à expliquer les causes structurelles et conjoncturelles (marxistes) ou les processus socio-culturels (tourainien.nes) qui ont conduit à l'insurrection de 1994. Chacune des deux écoles travaille aussi à comprendre l'originalité des zapatistes¹. La chercheuse en sciences politiques et sociales brésilienne Victoria Inés Darling, par exemple, considère que ce qui fait la singularité politique du zapatisme est « le maintien de l'autonomie comme noyau de l'activité politique indigène, même si elle établit des canaux de dialogue avec le système institutionnel de l'État mexicain »². L'autonomie zapatiste a, en effet, fait l'objet de nombreuses

1 Duterme Bernard (2006). « Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste », *Mouvements*, 45-46(3), 107-119.

2 Darling Victoria Inés (2019). « La singularidad política del zapatismo », *Política y Sociedad*, 56(1), 235-251.

recherches. John Holloway, sociologue marxiste irlandais qui vit au Mexique, étudie les stratégies zapatistes de résistance et l'autonomie. Le refus de la prise de pouvoir militaire l'interroge. Il explique la stratégie zapatiste comme une façon de créer des « fissures » ou « brèches » dans le capitalisme, et adopte un regard micro-politique¹. L'anthropologue mexicain Gilberto Lopez y Rivas étudie, quant à lui, les processus de construction du projet politique de l'EZLN, avec une approche marxiste. Avec d'autres chercheuses du continent, il relie l'expérience zapatiste aux luttes pour l'autonomie de nombreux autres peuples indigènes d'Amérique latine, afin de mettre au jour la pluralité des modalités d'autonomie mises en œuvre². Héctor Díaz Polanco, dans le même mouvement, analyse les modalités de l'autonomie et le contexte auquel font face les peuples indiens du Mexique, dans de nombreuses publications³.

Les liens internationaux du mouvement zapatiste ont été étudiés de diverses manières. Une première manière de les concevoir passe par l'analyse de ses rapports avec d'autres mobilisations. Xochitl Leyva Solano décrit les « réseaux néozapatistes » qui se constituent au Chiapas, au Mexique et à l'échelle internationale. Elle les définit comme le « processus de convergence entre les demandes politiques de l'EZLN et divers acteurs, processus qui va au-delà de l'EZLN mais qui trouve en lui, dans un temps et un espace déterminés, sa raison d'être et son inspiration politique »⁴. D'après elle, les luttes pour l'autonomie indianiste soutiennent le mouvement zapatiste à diverses échelles. La convergence entre mouvements indigènes et EZLN a d'ailleurs donné lieu à la formation du Congrès National Indigène⁵. Le mouvement zapatiste s'appuie aussi sur les luttes de femmes indigènes. Karen Kampwirth, par exemple, a comparé différents mouvements révolutionnaires, dont le mouvement zapatiste, et la place du féminisme en leur sein. Elle explique que la mobilisation des femmes dans l'EZLN a été possible grâce à l'existence préalable d'organisations de femmes indigènes. A partir de la littérature sur les révolutions, elle examine ce qui pousse les femmes à s'engager dans la guérilla, puis ce qui se passe après le déclin sandiniste au Nicaragua, les accords de paix au Salvador et les négociations des zapatistes avec le gouvernement mexicain⁶. Sabine Masson relie aussi la lutte des femmes zapatistes à d'autres mouvements de grande ampleur. D'après elle, la lutte des femmes indigènes du Chiapas « jette des ponts entre altermondialisme, féminisme et anti-ra-

1 Holloway John (2002). *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, London and Sterling, VA: Pluto Books, 237 p., et (2010). *Crack Capitalism*, Pluto Press, 272p.

2 Lopez y Rivas Gilberto (2005). *Autonomías indígenas en América Latina: nuevas formas de convivencia política*. México: Plaza y Valdés.

3 Voir par exemple Díaz Polanco Héctor (1997). *La rebelión zapatista y la autonomía*, Siglo Veintiuno Editores, 243 p.

4 Leyva Solano Xóchitl, Sonnleitner Willibald (2000). « ¿Qué es el neozapatismo? », *Espiral*, VI(17), 163-201.

5 Leyva Solano Xochitl (2005). « Indigenismo, indianismo y ciudadanía étnica de cara a las redes neozapatistas », In Davalos Pablo, Díaz Polanco Héctor, *Pueblos Indígenas, estado y democracia*, Buenos Aires, CLACSO.

6 Kampwirth Karen (2004). *Feminism and the Legacy of Revolution : Nicaragua, El Salvador, Chiapas*, Ohio University Press, 279 p.

cisme, rompt avec l'universalisme occidental, mais sans diluer l'action politique dans une conception relativiste, différentialiste ou fragmentaire du sujet »¹.

Au niveau international, Xochitl Leyva Solano définit un « néozapatisme internationaliste-anti-néolibéral », composé de réseaux transnationaux qui connectent individu.es et organisations sur tous les continents, par des comités locaux, urbains, régionaux, qui diffusent des informations et appuient la cause zapatiste à échelle internationale. Ces groupes sont très divers, composés d'internationalistes investi.es dans des « réseaux de plaidoyer », de jeunes rebelles anti-*statu quo*, de secteurs de la gauche radicale, ou encore de groupes de soutien, comme le Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL) à Paris². De même, Arnaud Martin considère que le néozapatisme est aussi un mouvement anti-néolibéral, qui vise à fédérer des mouvements indigènes à échelle nationale pour faire pression sur le pouvoir, et à remettre en cause le néolibéralisme à échelle mondiale :

« Le mouvement néozapatiste a rapidement levé le voile sur son projet réel, plus large que la défense de la cause indigène au Chiapas, lequel vise, au niveau du Mexique, à fédérer les mouvements indigènes pour faire pression sur le pouvoir et, au niveau mondial, à remettre en cause le néolibéralisme »³.

Pour ce faire, le mouvement organise des rencontres internationales, comme celle de 1996, souvent considérée comme l'apogée du mouvement. Ces échanges transnationaux s'inscrivent dans le mouvement altermondialiste et l'expérimentation d'un modèle de société altermondialiste⁴.

L'analyse de ces rencontres internationales et des échanges transnationaux est une deuxième manière de comprendre les liens internationaux créés par le mouvement zapatiste. En effet, l'expérience zapatiste a attiré des européen.nes au Chiapas, en une forme de « tourisme politique », étudiée par Sabrina Melenotte et Clément Marie Dit Chirot. Des militant.es s'investissent au sein de campements pour la paix ou de brigades civiles d'observation des droits humains, faisant du Chiapas un point de confluence de réseaux mondiaux de militant.es altermondialistes. Iels décrivent ces militant.es comme des « cosmopolites enraciné.es »⁵, au profil relativement homogène : des jeunes européen.nes, fortement politisé.es, militant.es dans leur pays d'origine, généralement diplômé.es ou étudiant.es et provenant de milieux sociaux caractérisés par une prédominance du capital culturel sur le capital économique⁶. De la même manière, Elena Apostoli Cappello montre que durant leur

1 Masson Sabine (2006). « Sexe-genre, classe, race : décoloniser le féminisme dans un contexte mondialisé. Réflexions à partir de la lutte des femmes indiennes au Chiapas », *Nouvelles Questions Féministes*, 25(3), p.71.

2 Leyva Solano Xóchitl, Sonnleitner Willibald (2000). *Art. cit.*

3 Martin Arnaud (2019). « L'expérience zapatiste et la question indigène au Mexique », *Pouvoirs*, 171(4), p. 88.

4 *Ibid.*

5 Ce concept est emprunté par les auteurices à Tarrow Sidney (2005). *The New Transnational Activism*, Cambridge : Cambridge University Press.

6 Melenotte Sabrina, Marie Dit Chirot Clément (2010). « Entre voyage et militantisme : les ambiguïtés du tourisme politique dans l'État du Chiapas », *RITA, Revue Interdisciplinaire de travaux sur les Amériques*, 3.

« pèlerinage politique » au Chiapas, les militant.es italien.nes suivent une « initiation », en participant à des « rites », admirant une vie communautaire paysanne pré-industrielle et ramenant ensuite dans leur pays des récits et des « artefacts » qui construisent une image parfois idéalisée du mouvement zapatiste¹.

Troisièmement, les liens internationaux du zapatisme se construisent par des réseaux de solidarité concrets. Ils passent, par exemple, par la circulation et la vente de café produit au Chiapas. La commercialisation transnationale du café zapatiste a été étudiée comme une modalité d'économie sociale et solidaire par Mehdi Bouzouina et Juliette Bouchier, par exemple².

Le « voyage pour la vie » diffère néanmoins des précédentes modalités de rencontres internationales mises en œuvre par le mouvement zapatiste. Cette fois-ci ce sont des délégué.es de ce mouvement qui quittent le Chiapas pour aller à la rencontre d'autres mouvements. Le voyage des zapatistes est un objet politique. Leur but affirmé est de venir à la rencontre des luttes d'Europe et de « créer des liens » entre groupes militants. De tels processus ont été analysés en sociologie des mouvements sociaux comme une volonté de « transnationalisation » des mouvements.

Transnationaliser le mouvement zapatiste, diffuser la lutte anticapitaliste ?

Des événements similaires au « voyage pour la vie » ont déjà été étudiés. Le géographe britannique David Featherstone a étudié un événement altermondialiste assez proche de celui entrepris par les zapatistes. Ses travaux sur la « Caravane Intercontinentale de solidarité et de résistance » de 1999, formée par 450 représentant.es de mouvements du Sud, majoritairement du Mouvement Indien des Nouveaux Fermiers, analysent les modalités de rencontre entre les militant.es des Suds et des militant.es au Nord. Initié par un syndicat de fermiers d'Inde, le projet devait renforcer les solidarités transnationales entre des mouvements altermondialistes. Pour cela, les militant.es indien.nes ont fait appel à des réseaux déjà constitués, en particulier autour du soutien au mouvement zapatiste³. Paul Routledge étudie d'autres « caravanes militantes », comme une forme d'action militante intégrant un répertoire transnational. Il analyse les effets de ces caravanes sur les militant.es qui se

1 Apostoli Cappello Elena (2017a). « Buissonnière et initiatique : la participation locale à travers les pèlerinages politiques », *Participations*, 19(3), 73-95.

2 Bouzouina Mehdi, Bouchier Juliette (2020). « Filières militantes et fixation des prix : une économie qui s'invente dans un circuit court d'importation de café du Chiapas », in Paturel Dominique *et al.*, *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*, Champ social, *Acteurs sociaux*, 215-224.

3 Featherstone David (2003). « Spatialities of Transnational Resistance to Globalization : The Maps of Grievance of the Inter-Continental Caravan », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28(4), 404-421.

déplacent, ainsi que sur ceux qui les accueillent. Selon lui, ces voyages construisent une « politique de solidarité multi-scalaire »¹.

Les caravanes militantes relèvent de processus de « transnationalisation » des mouvements sociaux. Les processus de transnationalisation ont d'abord été étudiés en relations internationales. En science politique, les deux autrices qui font référence sur la transnationalisation des mouvements sociaux se sont surtout intéressées aux ONG. Margaret Keck et Katherin Sikkink parlent de « réseaux de plaidoyer transnational », qui s'articulent autour d'une cause. Selon elles, ils sont intégrés par une multiplicité d'acteurs collectifs : des organisation de recherche, des mouvements sociaux locaux, des fondations, des médias, des églises, des syndicats, etc. Cependant, elles se focalisent principalement sur les ONG, en définissant les réseaux transnationaux de plaidoyer comme des réseaux au niveau de formalisation relativement élevé, qui s'articulent autour d'une finalité interne plutôt partagée entre les militant.es. Elles interrogent les liens entre ces réseaux et les institutions internationales, les facteurs facilitant l'émergence de ces réseaux et les liens entre les niveaux d'action (nationaux et internationaux)². Or, la transnationalisation des mouvements sociaux concerne de nombreux autres groupes que les seules ONG. D'après Johanna Siméant, l'analyse en termes de « réseaux de plaidoyer transnational » fait disparaître « des pans entiers du substrat organisationnel des mobilisations »³. De même, Pascale Dufour considère comme bien plus importante la diversité des acteurs qui participent aux actions collectives transnationales, et la multiplicité des échelles d'action qui contribuent à la production du transnational⁴.

Par la suite, les sociologues se sont intéressé.es à divers objets de « transnationalisation ». Johanna Siméant invite à s'interroger sur ce qui se transnationalise véritablement : les organisations, les mouvements sociaux, les acteurs, les problèmes identifiés ? Si Keck et Sikkink et les relations internationales analysent davantage la transnationalisation d'organisations formalisées, d'autres auteurices ont travaillé davantage sur la transnationalisation de mouvements sociaux et de causes. Les mouvements altermondialistes ont été particulièrement étudiés comme pouvant conduire à l'émergence d'une « société civile transnationale », qui agirait à échelle mondiale, contre la mondialisation néolibérale. Cette approche a ensuite été relativisée. La nouveauté de ces mouvements a été sur-estimée, étant donné que l'internationalisation de la contestation a des précédents historiques

1 Routledge Paul (2015). « Engendering Gramsci : Gender, the Philosophy of Praxis, and Spaces of Encounter in the Climate Caravan, Bangladesh », *Antipode*, 47(5), 1321-1345.

2 Keck Margaret, Sikkink Katherin (1998). *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*, London, Cornell University Press.

3 Siméant Johanna. (2010). « Chapitre 6./ La transnationalisation de l'action collective », in Agrikoliansky Eric et al., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 121-144.

4 Dufour Pascale (2016). « Pour une analyse comparée de la transnationalisation des solidarités. La Marche mondiale des femmes comme 'objet' transnational complexe », *Revue internationale de politique comparée*, 23(2), 145-173.

très significatifs, en particulier dans les mouvements ouvriers¹. De plus, Isabelle Sommier rappelle que les mouvements altermondialistes s'inscrivent « d'abord dans la recomposition de la politique contestataire propre à chaque pays »². Pour elle, la transnationalisation est donc la poursuite d'une « logique interne de globalisation des luttes à l'œuvre antérieurement à l'échelle nationale »³. Cette logique répond généralement à un environnement hostile, qui impose une économie d'échelles et la création de réseaux. Elle est rendue possible grâce à la multi-positionnalité des militant.e.s, à l'apprentissage de luttes communes, et au partage de traits sociaux et politiques qui facilitent la convergence des représentations.

La transnationalisation des mouvements sociaux peut signifier, d'une part, l'extension de l'action d'un mouvement social spécifique. McAdam, Tarrow et Tilly parlent d'un « processus de changement d'échelle », qui produit « un changement dans le nombre et le niveau des actions protestataires coordonnées » et à mobiliser davantage d'actrices⁴. D'autre part, il peut s'agir de la création de réseaux internationaux. Les militant.es altermondialistes ont, par exemple, souhaité mettre en place un réseau transnational coordonné. Selon Pascale Dufour, politiste canadienne, les militant.es altermondialistes démontrent une prédilection « pour la formation de liens transnationaux plus informels et mouvants que dans les cas des réseaux basés sur les organisations non gouvernementales internationales »⁵. Ces militant.es, engagé.es dans des organisations formelles de mouvements sociaux ou non affilié.es, se regroupent autour d'une « identité collective » partagée, construite sur la contestation du capitalisme néolibéral. Elle-même a travaillé sur la formation du réseau de la Marche Mondiale des Femmes (MMF)⁶. Dans sa recherche, elle veut comprendre le quotidien de la transnationalisation sur un temps long, au-delà des événements ponctuels⁷.

Cette sociologie s'est intéressée à diverses problématiques. Premièrement, il s'est agi de caractériser sociologiquement les militant.es investi.es dans des processus de transnationalisation. D'après Isabelle Sommier, les actrices du mouvement altermondialiste sont souvent « multi-positionné.es », c'est-à-dire engagé.es dans plusieurs groupes, avec des parcours de militantisme complexes. Eric Agrikoliansky, Boris Gobille et Hajji Ilhame ont étudié les caractéristiques socio-économiques des militant.e.s présent.e.s à deux événements altermondialistes au début des années 2000 et confirment cette idée. Ces militant.e.s font globalement partie d'une élite nationale plutôt cosmo-

1 Siméant Johanna (2010). *Art. Cit.*

2 Sommier Isabelle (2012). « Le renouveau de la critique sociale depuis les années 1990. Entre mythe et réalité », *Modern & Contemporary France*, 20(2), p. 162.

3 *Ibid.*

4 McAdam Doug, Tarrow Sidney, Tilly Charles (2001). *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, p.331 (traduction libre).

5 Dufour Pascale (2016). *Art. cit.*, p. 150.

6 Ce réseau, autonome des institutions, existe depuis 1989 et réalise des actions mondiales tous les cinq ans, des rencontres internationales régulières et des actions quotidiennes à l'échelle locale.

7 Dufour Pascale (2016). *Art. cit.*

polite, partagent des idées en grande majorité de gauche sur l'échiquier partisan, et détiennent un fort volume de capital culturel, avec une forte sur-représentation des professions intermédiaires et des cadres et professions intellectuelles supérieures¹. Les réseaux de chercheuses autour de Donatella della Porta en Europe et de Sydney Tarrow aux Etats-Unis ont également travaillé sur les caractéristiques des militant.e.s et des organisations qui participent aux grands événements altermondialistes.

Deuxièmement, les jeux entre les échelles multiples de la mobilisation ont été questionnés, avec un regard davantage géographique. Dans ses travaux sur la MMF, Pascale Dufour analyse le travail de construction des échelles militantes et leur imbrication, en particulier quand elles sont distinctes des niveaux institutionnels de gouvernement. A propos des réseaux féministes transnationaux, les géographes étasuniennes Sarah Dempsey, Patricia Parker et Kathleen Krone étudient les échelles d'action des réseaux et les imaginaires politiques qui construisent ces échelles. Elles distinguent des imaginaires régionaux, qui situent l'action et l'identité des actrices à échelle régionale, des imaginaires transnationaux, qui se construisent dans la mobilisation face aux institutions internationales dominantes, et des imaginaires trans-locaux, dans lesquels l'échelle locale est mise au premier plan, sans tomber dans un particularisme militant localiste, toujours reliée aux autres échelles d'action². Dans ses travaux sur la Caravane Intercontinentale, le géographe David Featherstone entremêle la question des échelles et des lieux d'action militante avec celle des identités et solidarités politiques. Les pratiques spatiales sont, selon lui, constitutives d'identités politiques. Les mouvements des Suds et des Nordes travaillent ensemble, non pas pour une solidarité des Nordes vers les Suds, mais contre un ennemi commun. Pour Featherstone, les solidarités créées ne sont pas seulement des liens entre des acteurs de différents lieux ou nations. Il développe une approche processuelle des solidarités et des connexions, comme fonctionnant en réseaux et productives. Les réseaux de politiques transnationaux sont, par ailleurs, imprégnés de relations de pouvoir, qui sont travaillés constamment dans la formation des solidarités. Il définit donc les « solidarités » non pas comme des « intérêts fixes formés autour d'un objet statique », mais plutôt comme « des interventions permanentes dans l'ordonnement des réseaux »³.

D'autres analyses se focalisent sur les effets à long terme des processus de transnationalisation. Pascale Dufour interroge la construction de solidarités transnationales et analyse les processus

1 Agrikoliansky Eric, Gobille Boris, Ilhame Hajji (2009). « Que savons-nous des militants altermondialistes ? Réflexion sur les conditions d'internationalisation d'un mouvement social », *Politique et Sociétés*, 28(1), 135-166.

2 Dempsey Sarah .E., Parker Patricia S., Krone Kathleen J. (2011). « Navigating socio-spatial difference, constructing counter-space: Insights from transnational feminist praxis », *Journal of International and Intercultural Communication*, 4, 201-220.

3 « Rather than solidarities being seen as fixed interests formed around a static object, they can be reconfigured as ongoing interventions in the orderings of networks » (traduction libre) : Featherstone David (2012). *Solidarity : Hidden Histories and Geographies of Internationalism*, London : Zed, p. 5.

de transnationalisation internes des mouvements de la MMF, au quotidien. Pour ce faire, elle se propose d'observer la diffusion et circulation d'un enjeu spécifique, celui de la souveraineté alimentaire. Ainsi, elle est en mesure d'observer « le processus de transnationalisation en train de se faire » et de saisir des transformations en cours¹. D'autres chercheuses, comme la plupart de celles qui publient dans l'ouvrage collectif dirigé par Donatella Della Porta et Alice Mattoni en 2015, se concentrent surtout sur la diffusion de pratiques militantes et éléments de répertoire d'action collective, et observent l'ancrage territorial ou local d'une lutte et sa « résonance » avec d'autres contextes ou mobilisations². L'engagement des actrices se fait surtout au niveau local, bien que soient observées des interactions avec d'autres échelles d'action collective. Elena Apostoli Cappello montre l'interaction entre les échelles locales et transnationale, en étudiant les voyages de militant.e.s italien.ne.s vers le Chiapas, au Mexique, et la circulation d'idées, de personnes et de pratiques entre ces deux géographies. D'après elle, ce voyage transnational véhicule de fortes idées de « territoire » et de « biens communs », provenant des autochtones amérindiennes, que les activistes italien.nes incorporent à leurs pratiques d'action collective en Italie. Les regards réciproques modèlent les identités, les imaginaires politiques et les dispositifs mythologiques de chacun des groupes, si bien que les Italien.nes de retour chez eux, valorisent davantage une certaine dimension autochtone, et, par conséquent, leur territoire de vie, afin de légitimer sa réappropriation. L'anthropologue nomme ce processus « appropriation conjoncturelle »³.

Ainsi, le voyage des zapatistes peut être étudié comme une modalité de transnationalisation du mouvement, mais aussi comme une façon de (re)créer des réseaux transnationaux. La littérature des mouvements sociaux ouvre de nombreuses pistes de recherche, que ce soit sur la composition de ces réseaux, les modalités concrètes de la transnationalisation, les effets de long terme de ces rencontres militantes et les effets des contextes spatiaux. Cependant, le mouvement zapatiste n'est qu'une partie de l'objet « voyage pour la vie ». De l'autre côté se trouvent les mouvements sociaux européens, qui préparent leur arrivée. Le processus de transnationalisation semble commencer avant même le début du voyage, puisqu'une « mise en réseau » s'opère pour recevoir les zapatistes.

Produire des solidarités entre luttes « en bas à gauche » ?

Les modalités concrètes de la transnationalisation méritent d'être étudiées dans le quotidien politique de la préparation du voyage pour la vie. Pour ce faire, il me semble indispensable d'adopter une conceptualisation du « politique » non hégémonique. En science politique, l'attention se

1 Dufour Pascale (2016). Art. cit., p. 153.

2 Della Porta Donatella, Mattoni Alice, dir. (2014). *Spreading Protest: Social Movements in Times of Crisis*. Colchester: ECPR Press, 305 p.

3 Apostoli Cappello Elena. (2017b). « Autochtonies contraires. Circulations d'idées et de pratiques de résistances indigènes transatlantiques », *Autrepart*, 84(4), 177-195.

porte presque toujours sur la politique institutionnalisée, même lorsque l'objet étudié est un mouvement social ou un groupe autonome. Ce qui compte, ce sont les relations avec la politique gouvernementale ou inter-gouvernementale, les rapports avec le régime politique et le système politique. Les mouvements sociaux sont généralement définis par rapport à une autorité institutionnalisée. Par exemple, dans l'Introduction à la sociologie politique de Dormagen et Mouchard, « le mouvement social vise (...) à exprimer et défendre collectivement des demandes et des revendications face à une autorité considérée comme détentrice de la possibilité de faire aboutir ces revendications »¹.

Ces approches sont évidemment heuristiques, mais elles tendent à effacer d'autres dimensions, qui ne sont pas moins « politiques ». Les zapatistes, tout comme des groupes militants sympathisants du zapatisme en Europe, travaillent tout autant contre des autorités extérieures que contre des rapports de domination qui traversent les mondes sociaux, contre des structures capitalistes, cishétéropatriarcales, racistes et colonialistes, validistes, etc. Ces militant.es travaillent aussi pour la construction d'individualités ou de collectifs politiques critiques, qui se posent la question des dominations et organisent leur vie quotidienne de sorte à les réduire. Le politique est au cœur de l'activité de ces groupes, même si ce n'est plus uniquement ni de manière centrale la politique « institutionnelle » ou « conventionnelle » qui est en jeu. Le politique de ces mobilisations n'est pas uniquement un rapport à la « sphère institutionnelle spécialisée », centré sur l'action de l'état ; je considère comme politisés des intérêts, attitudes et pratiques qui n'ont pas toujours de lien direct avec la sphère institutionnelle². Je conçois le politique comme intrinsèquement lié à des relations de pouvoir, qui existent dans tous les espaces. D'après Olivier Fillieule :

« On le sait, la définition classique du champ politique est androcentrée et la prééminence qui y est donnée à l'État et aux élites, si elle correspond bien entendu largement à la réalité matérielle des inégalités de pouvoir, contribue en même temps à trop vite exclure d'autres domaines de la vie sociale comme la communauté, la famille, les réseaux de parenté, etc., lesquels sont généralement assignés et donc principalement investis par les femmes »³.

Geneviève Pruvost emploie le concept de « politisation du moindre geste » pour désigner l'imbrication du politique dans les actions quotidiennes et la revendication de positionnements politiques dans le quotidien. Elle l'observe dans les chantiers autogérés, collectifs ou participatifs, dans des lieux comme la « zone à défendre » (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes⁴, mais aussi parmi des

1 Dormagen Jean-Yves, Mouchard Daniel. (2015). *Introduction à la sociologie politique* (4ème édition). Deboeck supérieur, 288 p.

2 Aït-Aoudia Myriam, Bennani-Chraïbi Mounia, Contamin Jean-Gabriel (2011). « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 50, 9-20.

3 Fillieule Olivier (2009). « Chapitre 1/ Travail militant, action collective et rapports de genre », in Fillieule Olivier, Roux Patricia, *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, p. 29.

4 Pruvost Geneviève (2015). « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57(1), 81-103.

féministes qui valorisent les naissances alternatives¹, et plus généralement dans le monde rural « alternatif ». Dans son dernier ouvrage, elle nomme « alternatifs » « des personnes qui estiment que leur mode de vie incarne une forme de politisation » et qui « [contestent] la division de l'existence en sphères privées, professionnelle et publique »². Les frontières usuelles entre privé et public, politique et domestique sont remises en question par les militant.es « en bas à gauche », pour reprendre les termes zapatistes.

Cette conception du « politique » gagne à être mise en relation avec l'idée, développée par David Featherstone à propos de la Caravane Intercontinentale, que les voyages militants contribuent à développer des solidarités, entre militant.es des Nords et des Suds, mais aussi au sein des militant.es qui accueillent le voyage. Je ne reviens pas ici sur les origines chrétiennes et républicaines du concept de solidarité en Occident. Je m'intéresse plutôt à sa formulation par les féministes décoloniales, qui, comme Chandra Mohanty, voient dans la solidarité, la « mutualité, responsabilité, reconnaissance d'intérêts communs comme la base des relations entre diverses communautés »³. Créer des solidarités, des alliances, des liens, des « ponts » entre différents mouvements sociaux semble être l'enjeu du « voyage pour la vie ». Or, cette lutte pour des « intérêts communs » se fonde sur la reconnaissance des rapports inégaux de pouvoir, qui persistent dans les milieux militants.

De nombreuses chercheuses se sont intéressées à ces rapports de pouvoir. Dans l'ouvrage collectif *Le sexe du militantisme*, les rapports de genre persistants dans les milieux militants syndicaux libertaires, anarchistes, ou encore communistes sont décortiqués. Les rapports de race et de classe sont également pris en compte⁴. De même, les « logiques patriarcales du militantisme » ont fait l'objet d'un dossier dans la revue *Nouvelles Questions Féministes*, en 2005. La division sexuelle du travail militant est analysée, ainsi que la charge de travail domestique qui s'ajoute pour les femmes militantes⁵. De nombreux autres rapports de pouvoir agissent aussi dans le monde militant, reflétant la complexité du monde social. Pour décrire les effets conjoints et croisés du genre, de la race et de la classe, principalement, des autrices féministes ont forgé le concept d'intersectionnalité.

On lui reconnaît généralement une double généalogie. D'une part, le Combahee River Collective, un groupe du Black Feminism afro-américain des années 1970, a publié un manifeste en 1977,

1 Pruvost Geneviève (2018). « Le monde de la naissance alternative : une myriade de points de vue féministes », *Travail, genre et sociétés*, 39(1), 207-213.

2 Pruvost Geneviève (2021). *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, La Découverte, p. 19-20.

3 Mohanty Chandra Talpade (2003). *Feminism without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Duke University Press, p. 7, traduction de Dufour Pascale (2016), *Art. cit.*, p.152.

4 Fillieule Olivier, Roux Patricia (2009). *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 368 p.

5 Roux Patricia, Perrin Céline, Pannatier Gaël *et al.* (2005). « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 4-16.

pour lutter contre les oppressions de race, de genre, mais aussi hétérosexuelles et de classe¹. Dans ce texte, il étend le principe féministe selon lequel « le personnel est politique » aux thématiques de la race et de la classe. La connaissance s’ancre dans l’expérience des femmes noires, et ne dessine aucune hiérarchie entre ces divers axes d’oppression, refusant même de les séparer les uns des autres². D’autre part, la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw a élaboré le concept d’intersectionnalité pour rendre compte en termes juridiques de l’entrecroisement des oppressions³. Par la suite, de nombreuses autres féministes, comme Norma Alarcón, Gloria Anzaldúa, Angela Davis, bell hooks, June Jordan, Audre Lorde, Maria Lugones, ou Chandra Talpade Mohanty ont repris ce concept, l’ont critiqué, remodelé, et utilisé de manière heuristique pour dénoncer et lutter contre des « inégalités multiples et interdépendantes »⁴.

Reprenant toutes les critiques qui ont été faites à ce concept, y compris par les féministes qui l’ont développé et utilisé, la géographe féministe catalane Maria Rodó-Zárate en propose une définition imagée et opérationnelle. Selon elle, les axes d’inégalités sont multiples et traversent chaque personne, dans toutes les sphères sociales dans lesquelles elle évolue. Pour décrire cette réalité, elle recourt à la métaphore du « panier de pommes » : les individu.es sont aussi divers.es qu’un panier de pommes de variétés multiples. Tout comme chaque pomme a des couleurs, saveurs, textures et tailles différentes, les individu.es ont des propriétés distinctes. L’autrice propose une analogie entre les propriétés des pommes et les positions sociales des individu.es : « la couleur comme le genre, la taille comme l’ethnicité, la texture comme l’âge, le goût comme l’orientation sexuelle et la maturité comme la classe sociale »⁵. Elle insiste sur le fait que les critères pour décrire les pommes, tout comme ceux pour décrire les humain.es, sont construits comme pertinents à travers des processus sociaux. Ces propriétés ne sont donc ni fixes, ni immuables. Elles sont socialement produites et, donc, peuvent être transformées⁶. Cette approche complexifie le regard sur les caractéristiques sociales des individu.es, qui se combinent, et les placent dans des positions tour à tour privilégiées ou opprimées, selon l’axe d’inégalité défini. Par exemple, une personne peut vivre des situations d’oppression du fait d’être homosexuelle, mais être privilégiée d’être née en Europe et détenir un passeport européen. De la même façon, une femme âgée ne vivra pas les mêmes oppressions qu’une femme jeune, et selon qu’elle se trouve chez elle ou dans le monde professionnel.

1 The Combahee Collective (1983). « The Combahee river collective statement », in Barbara Smith (dir.) *Home Girls, A Black Feminist Anthology*, New York, Kitchen Table/Women of Colors Press, p. 272-282.

2 Analysé par Viveros Vigoya Mara (2015). « L’intersectionnalité au prisme du féminisme latino-américain », *Raisons politiques*, 58(2), 39-54.

3 Crenshaw Kimberlé W. (1989). « Demarginalizing the intersection of race and sex: a black feminist critique of anti-discrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics », *University of Chicago Legal Forum*, 139-167.

4 Viveros Vigoya Mara (2015). *Art. cit.*

5 Rodó-Zárate Maria (2021). *Interseccionalidad. Desigualdades, lugares y emociones*, Bellaterra Edicions, p. 41 (traduction libre).

6 *Ibid.*

Cette approche est très différente d'une approche par « identités ». L'autrice nomme des « positions », qui varient selon les contextes et temporalités. Ce qui compte n'est pas tant l'identité des personnes selon ces diverses positions, mais plutôt les effets matériels produits par les inégalités. De plus, elle insiste sur le fait que tout.e individu.e est toujours positionné.e sur chacun de ces axes. Toute personne a un âge, est positionnée sur l'axe du genre, a une nationalité, est positionnée par rapport à son orientation sexuelle, sa classe sociale, son état de santé, etc. – du moment que ces catégories ont une existence socialement et historiquement construite et acceptée. Ces positions sont généralement associées à des hiérarchies sociales, et donnent plus ou moins de privilèges, selon les contextes. Parler d'« identités » pourrait conduire à dépolitiser des problématiques aux effets structurels profondément matériels liés aux inégalités.

Cette approche permet de comprendre la complexité des rapports sociaux, qui se jouent aussi dans les milieux militants. Parmi les effets matériels des inégalités, Maria Rodó-Zárate s'intéresse particulièrement à ceux qui touchent les corps et les émotions des personnes. Une telle approche permet de comprendre les réactions et comportements des militant.es, éclaire leurs choix politiques pour davantage d'égalité et d'horizontalité, mais fait aussi écho aux positionnements zapatistes. Les femmes zapatistes ont lutté pour faire reconnaître les effets de leur triple position de femmes, d'indigènes et de paysannes pauvres. L'entrecroisement de ces caractéristiques et ses effets politiques les ont conduites à développer, aux côtés de nombreuses autres auteurices latino-américain.es, un positionnement politique appelant à prendre en compte les différences et les inégalités, sans chercher une uniformisation qui pousserait à l'oppression. Marta Sanchez Néstor, militante indigène au Mexique, insiste en ce sens :

« Je continue donc à considérer que notre lutte de femmes indiennes a son rythme propre. Bien que pour certain·e·s elle semble lente et débutante, lorsqu'elle surgit des montagnes, son écho génère des voix qui rompent les barrières et rencontrent d'autres voix très diverses. Le défi est alors de considérer le cumul de ces expressions non comme une expérience homogène de femmes, mais comme son expression plurielle et diverse, ce qui est l'expression même de la diversité des cultures d'où nous venons »¹.

Des conflits peuvent surgir de ces différences. La journaliste et militante Juliette Rousseau s'intéresse à ces conflits et débats. Contre « l'injonction récurrente des dominant.es à 'bien s'entendre' et savoir 'vivre ensemble' dans la 'diversité', (...) l'injonction à taire toute conflictualité avec celles et ceux qui nous oppriment »² et contre une « pacification des rapports sociaux [qui] n'est ni possible ni même désirable »³, une attention aux conflits et aux débats est essentielle. Pour

1 Sanchez Néstor Marta (2005) « Construire notre autonomie. Le mouvement des femmes indiennes au Mexique », Editions Antipodes, *Nouvelles Questions Féministes*, 24(2), p. 58.

2 Rousseau Juliette (2018). *Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques*, Cambourakis, p. 32.

3 *Idem*, p. 33.

prendre en compte les différences dans les groupes militants, l'unité ne peut plus être entendue comme une tentative d'homogénéisation, et contraire, la solidarité doit tenir compte et travailler avec les différences. Les rapports de pouvoir doivent être constamment pris en compte.

Ces approches sont à mettre en relation avec les études décoloniales et le concept de « plurivers ». Ce concept a principalement été pensé à partir du groupe Modernité / Colonialité, dans une approche philosophique décoloniale du monde. Ce groupe de recherche situé en Amérique latine est pluridisciplinaire et a été fondé dans les années 1990. Le concept de « plurivers », développé, entre autres, par Enrique Dussel¹, s'oppose à un universalisme occidental considéré comme eurocentrique et homogénéisant. Il s'oppose aussi au particularisme, appuyé sur des identités culturelles fixes et immuables, au risque de conduire au fondamentalisme. Aimé Césaire, penseur afro-caribéen originaire de Martinique, qui a influencé les chercheuses de ce groupe, a contribué à affirmer cette position nouvelle : « Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers »².

L'analyse de ces auteures s'appuie sur une critique de la modernité. Iels nomment « colonialité » ce qui a survécu au colonialisme, dans toutes les sphères de la vie sociale et non plus seulement dans le champ politique et juridique. Cette colonialité est constitutive de la modernité. La décolonisation doit donc se poursuivre par une décolonialité. Il s'agit de décoloniser les rapports de pouvoir, ainsi que les savoirs. Anibal Quijano définit le « modèle du pouvoir colonial » comme affectant « toutes les dimensions de l'existence sociale comme la sexualité, l'autorité, la subjectivité et le travail »³. D'après Ramon Grosfoguel,

« la 'colonialité du pouvoir' apparaît comme un système tissé de formes multiples et hétérogènes de hiérarchies / dispositifs sexuels, politiques, épistémiques, économiques spirituels, linguistiques et raciaux de domination et d'exploitation à l'échelle mondiale »⁴.

A cette colonialité du pouvoir, s'ajoute une colonialité du savoir, épistémique et culturelle, qui s'est exercée lorsque « les formes subalternes de pensée ainsi que les modalités locales et régionales de configuration du monde se sont vu exclure, omettre, ignorer ou invisibiliser du domaine de la connaissance »⁵. Ainsi, de multiples relations de pouvoir sont dénoncées, qui visent à construire un

1 Dussel Enrique (1992). *1492. El encubrimiento del otro: hacia el origen del mito de la modernidad*, La Paz, Plural-CID, 187 p.

2 Césaire Aimé (1994). « Lettre à Maurice Thorez [1956] », dans Ngal G., *Lire Le Discours sur le Colonialisme d'Aimé Césaire*, Paris, Présence Africaine, p. 141.

3 Quijano Anibal (2000). « Coloniality of Power, Ethnocentrism, and Latin America », *Nepantla*, 1(3), 533-560, cité par Grosfoguel Ramón (2006). « Les implications des altérités épistémiques dans la redefinition du capitalisme global. Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale », *Multitudes*, 26(3), p. 57.

4 Grosfoguel Ramón (2006). *Art. cit.*, p. 57.

5 Hurtado Lopez Fatima (2017). « Universalisme ou pluriversalisme ? Les apports de la philosophie latino-américaine », *Tumultes*, 48(1), p. 43.

universel, mais qui en réalité imposent des inégalités eurocentriques, coloniales et capitalistes. Pour Grosfoguel, tout comme pour de nombreuses féministes des Suds, l'ensemble de ces relations de pouvoir sont imbriquées, indissociables :

« Contrairement à ce que propose la perspective eurocentrique, les relations raciales, sexuelles, spirituelles, épistémiques et de genre ne sont pas des éléments qui s'ajoutent aux structures économiques et politiques du système-monde capitaliste, mais elles sont une partie intégrante et constitutive du paquet de relations de pouvoir entremêlées que j'appellerai le système-monde Européen / euro-nord-américain moderne / colonial capitaliste / patriarcal »¹.

En ce sens, les approches décoloniales latino-américaines peuvent être rapprochées des théories intersectionnelles. Le concept philosophique de « plurivers » invite à penser ensemble des « mondes » différents et à critiquer des rapports de pouvoir structurels. Cependant, la manière concrète pour appliquer une telle pensée et effectivement déjouer ces rapports de pouvoir structurels est peu étudiée dans ce courant de recherche. Au sein des mouvements sociaux « en bas à gauche », pour reprendre la terminologie zapatiste, cette question a davantage été abordée, puis analysée en sociologie.

La notion d'ethos militant me paraît particulièrement pertinente, à ce sujet. Max Weber a utilisé la notion d'ethos pour rendre compte du passage de l'« éthique protestante », ou « l'éthique rationnelle du protestantisme ascétique », à « l'esprit du capitalisme » ou « l'esprit de la vie économique moderne »². Bernard Fusulier retrace l'origine de cette notion, qu'il a ensuite appliquée dans ses études de sociologie du travail³. Cela le conduit à définir l'ethos professionnel ainsi :

« l'ethos professionnel constitue un dénominateur commun à un ensemble d'individus pratiquant une activité similaire qui se reconnaissent et sont reconnus comme membres d'un groupe professionnel, ce qui n'empêche pas ce dernier d'être stratifié et segmenté »⁴.

Des ethos spécifiques à des segments de ce milieu peuvent donc exister et être mis en concurrence ou en dissonance. De la même manière, il est possible de définir des ethos de genre, de classe populaire, militant. Maristella Svampa adopte une définition de l'ethos militant beaucoup plus large pour décrire une évolution historique dans le militantisme latino-américain. D'après elle, un nouvel ethos militant émerge, basé sur un ancrage plus territorial des luttes, la pratique de l'action directe et de l'assemblée, ainsi que la demande d'autonomie. Elle définit cet ethos comme « un ensemble d'orientations politiques et idéologiques qui configure l'action collective et s'exprime au travers de

1 Grosfoguel Ramón (2006). *Art. cit.*, p. 58.

2 Weber Max (1964). *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 341 p.

3 Fusulier Bernard (2011). « Le concept d'ethos. De ses usages classiques à un usage renouvelé », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 42(1), 97-109.

4 *Idem*, p. 104.

modèles de militantisme tels que le militant territorial et l'activiste culturel »¹. Ce nouvel ethos s'articule principalement autour de la demande d'autonomie, et est particulièrement visible dans le mouvement zapatiste :

« Au-delà des idées qu'on peut s'en faire, le zapatisme a impliqué une reformulation de l'horizon des gauches latino-américaines dans un mouvement qui l'a placé clairement, grâce au discours de Marcos, à contre-courant des visions de l'avant-garde du pouvoir, dans un mouvement qui l'a séparé des gauches vernaculaires mais l'a directement mis en phase avec le nouvel ethos de l'époque (qu'illustre de façon emblématique le récit autonomiste) »².

Ces deux approches peuvent être combinées pour définir un ethos militant propre à un réseau militant, quoique hétérogène, comme celui qui accueille le voyage des zapatistes. Ainsi, il est possible de considérer par ethos un ensemble de comportements, de valeurs et de principes intériorisés, liés à une position sociale particulière.

Pour construire un ethos militant propre à un collectif, les mouvements sociaux usent de moyens pour créer des sentiments d'appartenance et de l'adhésion. D'abord, les sociologues des mouvements sociaux ont travaillé sur les « rétributions » de l'engagement, qui peuvent renforcer le sentiment d'appartenance au groupe militant. Daniel Gaxie relie le militantisme à un « tissu de relations et d'interactions », dans lequel l'engagement donne lieu à des « rétributions ». Ces dernières fonctionnent comme des incitations, d'ordre matériel ou symbolique. Selon lui, les personnes qui s'engagent dans le militantisme peuvent espérer gagner en responsabilités, en capital social et culturel, en visibilité sociale, ainsi qu'en estime de soi, ou encore obtenir un meilleur accès à l'emploi. Pour Gaxie, les attentes de rétribution des militants varient en fonction de leur position dans le groupe. En effet, une « carrière militante » est constituée de différentes « positions institutionnelles » qui sont associées à des attentes particulières³. Divers auteurices ont ensuite complété cette approche, en soulignant que la mobilisation peut aller de pair avec la construction de significations y compris dans la vie quotidienne, par le partage d'émotions au cours de la mobilisation.

Le militantisme engage aussi par les émotions. Prendre en compte les émotions en science politique est un enjeu de décolonisation des savoirs, mais aussi une question féministe et politique :

« Soyons-en persuadés : l'insensibilité et la promotion de l'insensibilité sont politiques. À quoi, sans relâche, il faut et faudra opposer la défense d'une conception exigeante, joyeuse, généreuse, commune et égalitaire du savoir, de l'art et de l'éducation »⁴.

1 Svampa Maristella (2009). « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, 74, p. 127.

2 *Idem*, p. 127-128.

3 Gaxie Daniel. (1977). « Économie des partis et rétributions du militantisme, » *Revue française de science politique*, 27, 123-154.

4 Collectif (2020). « Les vibrations du politique », *Sensibilités*, 7(1), 8-9.

Le rapport au monde passe tant par le cœur que par la raison, comme le soulignent de nombreuses penseuses latino-américaines en reprenant le concept de « senti-penser », développé par le sociologue colombien Orlando Fals Borda¹. De même, le mouvement zapatiste recourt souvent au concept de « corazonar », que l'on peut traduire par « cœuraisonner ». Comme l'écrivent Ludivine Bantigny, Déborah Cohen et Boris Gobille dans un éditorial de la revue *Sensibilités*, il est devenu nécessaire de « penser l'articulation entre le politique, le sensible et l'expérience, et notamment vers ce qu'on appellera ici l'expérience sensible du politique »². D'après eux, le politique est vécu dans l'expérience, singulièrement.

En science politique européenne, les émotions ont connu un gain d'intérêt dans les années 1990, sous l'influence des neurosciences. Le comportement électoral, par exemple, a été ré-analysé au prisme des émotions³. En sociologie des mouvements sociaux, trois types d'approches peuvent être distinguées. Premièrement, le rôle des émotions dans le passage au militantisme. Deuxièmement, le travail de mobilisation des émotions par les mouvements sociaux. Troisièmement, les émotions comme conséquences de l'engagement, comme ciment du collectif et permettant le maintien de l'engagement⁴. Ces deux dernières approches sont les plus pertinentes pour le cas qui nous occupe.

Il est d'abord possible de considérer les émotions construites et travaillées par les mouvements sociaux. Par exemple, Christophe Traïni travaille sur les « dispositifs de sensibilisation » mis en place par des mouvements sociaux pour faire adhérer à la cause de la protection animale. Il définit ces dispositifs comme « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue »⁵. Les émotions sont produites par les groupes militants :

« Des régimes collectifs d'affects se construisent, et ces processus de composition des émotions n'ont rien d'une simple agrégation spontanée d'émotions individuelles : ils sont l'objet et le résultat d'un véritable travail politique à l'origine d'une puissance d'agir »⁶.

-
- 1 Voir par exemple Fals Borda Orlando (2015). *Una sociología sentipensante para América Latina / Orlando Fals Borda*, anthologie et présentation par Víctor Manuel Moncayo, México, D. F. : Siglo XXI Editores, 239 p.
 - 2 Bantigny Ludivine, Cohen Déborah et Gobille Boris (2020). « Expériences sensibles du politique », *Sensibilités*, 7(1), p. 15.
 - 3 Cordell Crystal (2017). « Emotions entre théories et pratiques », *Raisons politiques*, 65(1), 5-13.
 - 4 Cette distinction est proposée par Jacquemart Alban (2020). « L'engagement au risque des sentiments. Souffrances et bonheurs dans les trajectoires de militants féministes », *Sensibilités*, 7(1), 40-53.
 - 5 Siméant Johanna, Traïni Christophe (2009). « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause », in C. Traïni (dir.), *Émotions...Mobilisation !*, Paris, Presses de Science Po, 2009, p. 13.
 - 6 Bantigny Ludivine, Cohen Déborah et Gobille Boris (2020). *Art. cit.*, p. 16.

Les émotions sont aussi des conséquences de l'engagement, au niveau individuel et collectif. Elles surgissent dans le militantisme, et permettent l'attachement au groupe. En effet, les rétributions du militantisme ne sont pas seulement d'ordre matériel, mais aussi « affectives et symboliques »¹. Pour Bantigny, Cohen et Gobille, les émotions sont « des forces sociales qui produisent des clivages, des solidarités, des groupes et des significations ». A ce titre, iels proposent plutôt de parler de « sensibilités », pour leur donner une profondeur historique et sociale, et les différencier des émotions plus spontanées.

Le vocabulaire mobilisé reste encore « instable »². Christophe Traïni distingue « émotions » (morales, construites) et « affects » (réactions, corporelles, mais néanmoins liés à des socialisations préalables). Bantigny, Cohen et Gobille ajoutent le terme « sensibilités ». Isabelle Sommier propose la notion de « dimension affectuelle » des mouvements sociaux, pour regrouper les « affects », relevant de l'échelle individuelle, les « émotions », intenses mais de courte durées, dont l'expression et la répression sont à la fois individuelles et collectives, les « passions », qui ont une dimension davantage collective dans l'histoire des idées politiques, et les « sentiments », moins intenses mais plus durables, aussi bien individuels que collectifs³. Malgré la diversité des définitions, souvent appuyées sur des résultats des neurosciences, Bantigny, Cohen et Gobille soulignent que ces approches de sciences sociales ont en commun d'attribuer aux émotions une dimension sociale, liée à la socialisation, les appartenances collectives, les cultures politiques des individus.

L'instabilité des termes et des définitions appelle à la prudence. La catégorisation souvent binaire selon la durée (temps long/temps court) ou la dimension individuelle/collective, souvent associée à des valorisations hiérarchisées doit être critiquée au prisme des théories décoloniales et féministes. Ne voulant pas reproduire des hiérarchisations et dualismes patriarcaux et colonialistes, liés à l'histoire eurocentrique des idées, je m'abstiens de dissocier parmi cette « dimension affectuelle ». Par commodité et suivant les théories féministes, j'emploie uniquement le terme « émotions », qui pourra être déplié pour désigner, selon la parole propre des actrices, des biens-être, des malaises, des douleurs, des joies, des colères et des sentiments affectueux entre personnes. A la suite de Maria Rodó-Zárate, je considère que les émotions peuvent être politisées, sont vécues de manière inégales selon différents axes de pouvoir et les contextes spatio-temporels et ont des effets matériels⁴. Par ailleurs, il me semble que ces émotions ne doivent pas être placées sur un plan psy-

1 Siméant Johanna, Traïni Christophe (2009). *Art. cit.*

2 Bantigny Ludivine, Cohen Déborah et Gobille Boris (2020). *Art. cit.*, et Jaquemart Alban (2020). *Art. cit.*

3 Sommier Isabelle (2010). « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », in Agrikoliński Eric, Fillicole Olivier, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris : La Découverte, 185-202.

4 Rodó-Zárate Maria (2021). *Op. cit.*

chologique, mais analysées par les sciences sociales comme pouvant aussi relever des contextes et dynamiques structurelles, toujours politiques.

La tournée mondiale des zapatistes et du CNI semble vouloir produire une rencontre de mondes. Cet objet transnational, proche des caravanes militantes, est complexe. Les littératures latino-américaines et occidentales se croisent, pour rendre compte de cette complexité. La littérature portant sur le mouvement zapatiste permet de comprendre ce mouvement et les enjeux de ce voyage, en le situant dans le contexte historique plus large de la mobilisation au Mexique. La littérature de sociologie des mouvements sociaux est également utile. Elle permet de comprendre le processus de transnationalisation du mouvement zapatiste au regard d'autres mouvements sociaux et d'autres objets transnationaux, tels que les marches mondiales ou les caravanes militantes. Néanmoins, pour analyser la transnationalisation dans le quotidien du travail militant préparatoire au voyage, du côté européen, d'autres outils de la sociologie des mouvements sociaux apportent un éclairage différent. Le concept de solidarité permet d'entrevoir une manière de travailler ensemble, pour organiser un événement militant, mais aussi pour envisager que les liens interpersonnels créés perdurent dans le temps long. Les théories intersectionnelles et décoloniales donnent au concept de solidarité un caractère indissociable des relations de pouvoir et des inégalités sociales et structurelles.

Générer des solidarités par un événement transnational ?

L'événement transnational, en l'occurrence le « voyage pour la vie », peut être comparé à divers autres événements. La contextualisation du cas d'étude amènera nécessairement des éléments de comparaison, mais la comparaison n'est pas l'enjeu de cette recherche. C'était pourtant mon point de départ. Avant de commencer l'observation participante, mes recherches documentaires me poussaient plutôt à envisager des comparaisons. J'ai en particulier longuement investigué sur la Caravane Intercontinentale étudiée par David Featherstone.

Les observations participantes ont ouvert d'autres pistes, que je n'aurais pas pu imaginer initialement. Je me suis insérée dans l'organisation concrète et politique du voyage des zapatistes, j'ai rencontré les personnes qui y participaient, ai participé à des moments collectifs qui m'ont semblé d'une importance frappante. J'ai eu besoin d'autres outils et d'autres littératures, et j'ai eu besoin de comprendre ce qui se jouait concrètement dans le quotidien de l'organisation. De plus, j'ai rapidement compris l'omniprésence de la dimension féministe de ce voyage. En octobre 2020, les zapatistes envisageaient de débarquer en Europe pour le 8 mars 2021. Iels ont rapidement annoncé que leur délégation serait composée de trois quarts de femmes. L'observation participante m'a permis de voir à quel point cette thématique féministe était prise au sérieux par les militant.es européen.nes.

J'ai donc senti la nécessité de m'appuyer sur les théories et travaux féministes sur les mouvements sociaux pour l'analyse.

Par ailleurs, les temporalités de la recherche en master ne permettent pas d'envisager un suivi sur le temps long de cet objet transnational, comme l'ont fait Pascale Dufour et Isabelle Giraud pour la Marche mondiale des femmes. Une vision dans une temporalité restreinte est pourtant heuristique. L'analyse du moment préparatoire du voyage donne à voir concrètement la mise en réseau de personnes intéressées par le mouvement zapatiste, dans des lieux déterminés.

Ainsi, j'ai étudié la préparation et la première phase de la tournée mondiale des zapatistes et du CNI. La période de préparation étudiée se déroule entre octobre 2020, date de l'annonce du voyage, et septembre 2021, date de l'arrivée effective de 177 zapatistes et délégué.es du CNI. La première phase de la tournée se tient à partir du 22 juin, date de l'arrivée de l'Escadron 421 à Vigo, et son départ, mi-septembre, de Vienne.

Je me suis interrogée sur les modalités d'organisation du voyage des zapatistes. J'ai cherché à savoir qui y prenait part, quels étaient les groupes militants qui s'organisaient pour préparer ce voyage. J'ai observé l'organisation en coordinations de ces militant.es pour préparer le voyage et analysé les modalités de fonctionnement, les choix politiques et les enjeux de cette organisation. Je me suis aussi interrogée sur l'influence que pouvait avoir le mouvement zapatiste sur ces choix. La temporalité courte de cette recherche et le fait d'être relativement limitée dans les déplacements que je pouvais réaliser, m'ont poussée à observer, en quelques lieux concrets, la manière dont se construisaient, de manière pratique, palpable, des alliances, voire une solidarité entre les militant.es. J'ai cherché à comprendre les mécanismes concrets de production de solidarités entre des personnes amenées à se rencontrer et s'organiser ensemble dans un même but politique. Là encore, je me suis demandé si la référence zapatiste pouvait agir pour faciliter les alliances. L'approche féministe et décoloniale que j'ai choisie m'a conduite à interroger enfin les rapports de domination qui peuvent exister entre les militant.es qui soutiennent ce voyage. Dans quelle mesure étaient-ils identifiés ? Lesquels en particulier ? Je me suis demandé quels mécanismes étaient mis en place pour les éviter, tout en cherchant à savoir si l'absence de tels mécanismes pouvait être un obstacle à la création de solidarités entre militant.es. La question centrale est, finalement, la suivante : en quoi un événement politique transnational, comme le « voyage pour la vie », permet-il de générer des solidarités concrètes entre des militant.es par maints aspects hétérogènes ?

Analyse documentaire et observation participante

J'ai mis en œuvre des techniques et méthodes d'enquête diverses pour répondre à ce questionnement central.

Dans un premier temps, j'ai entendu parler du « voyage pour la vie » dans le cadre de mes activités militantes. Je milite dans un mouvement écologiste de désobéissance civile, à Besançon, en Bourgogne-Franche-Comté. Mon expérience militante est relativement réduite. J'ai milité d'abord dans une organisation de jeunesse liée à un parti écologiste, puis au sein d'Amnesty International, durant mes premières années universitaires. Puis, j'ai été socialisée au féminisme par des amies étudiantes, et me suis formée à ses différents courants théoriques. Mon parcours universitaire a aussi favorisé certains positionnements. L'étude des sciences sociales m'a portée à développer des approches critiques de la mondialisation, du développement, du colonialisme. J'ai appris l'importance d'approches réflexives, subjectives et situées, qui m'ont convaincues sur un plan à la fois scientifique et politique. Un voyage en Colombie et un premier mémoire sur les mouvements paysans colombiens m'ont également rapprochée des théories décoloniales latino-américaines. Le voyage des zapatistes a donc suscité mon intérêt de militante écologiste, féministe et anticapitaliste, en même temps que mon intérêt sociologique.

Rapidement, j'ai décidé d'étudier ce sujet, dans le cadre du master. J'ai commencé à assister à des réunions internes et nationales de mon groupe écologiste, en avril 2021, et à me mettre en relation avec les personnes à Besançon qui avaient envoyé une invitation aux zapatistes. La situation pandémique n'était alors pas très favorable aux rencontres. Les réunions se tenaient en visio-conférence, ce qui était à la fois avantageux et peu commode, pour une recherche. J'ai reporté le moment de l'observation participante, que je sentais être nécessaire, pour aborder un tel sujet.

Je me suis donc concentrée dans un deuxième temps, sur des recherches documentaires. Les recherches documentaires m'ont permis de mettre en relation le voyage des zapatistes avec d'autres types de voyages transnationaux et militants. En parallèle, j'ai peu à peu intégré le réseau qui organisait le voyage des zapatistes et eu accès aux documents internes. Mon corpus se compose donc de textes issus directement du mouvement zapatiste (communiqués), d'articles de presse sur deux décennies portant sur les voyages militants, et de documents internes à l'organisation en France du voyage (compte-rendus de réunions, documents de travail en ligne, sites internet, échanges de mails sur deux listes régionales). J'ai analysé ces trois types de documents séparément et systématiquement, puis en relation les uns avec les autres. J'ai mené une analyse thématique et littéraire des communiqués zapatistes, pour faire ressortir les thèmes récurrents, les éléments de langage employés, et les cadrages des problèmes soulignés. J'ai comparé ces résultats avec des textes de presse mentionnant d'autres voyages de militant.es. Ces articles de presse, classés par événements, ont été complétés par une recherche systématique d'informations documentaires supplémentaires concernant les groupes militants investis dans ces autres voyages. Par exemple, concernant la Caravane Intercontinentale, j'ai complété mon corpus d'articles de presse par la lecture du site internet

de l'Action Mondiale des Peuples, le réseau qui a organisé ce voyage. J'ai lu et classé tous les documents internes à l'organisation du voyage pour la vie en France qui m'étaient accessibles. A partir des compte-rendus des réunions, j'ai réalisé un document chronologique, afin d'observer les évolutions des thèmes abordés pendant les réunions, et de comprendre le déroulé de cette organisation. J'ai également construit des dossiers thématiques, en particulier portant sur les thèmes suivants : organisation des coordinations, fonctionnement des assemblées, questions logistiques, rapports de pouvoir. J'ai eu accès à deux listes mails régionales, qui m'ont également permis de compléter le document chronologique. Enfin, j'ai lu et recensé les invitations par des groupes locaux en France, dans un document qui m'a ensuite servi à élaborer une typologie de ces groupes.

Dans un troisième temps, j'ai choisi de mettre en œuvre des techniques d'observation participante, pour accéder à l'échelle interpersonnelle de la préparation du voyage. L'ambivalence de mon positionnement, tant comme militante que comme étudiante, m'a permis de m'insérer dans ces réseaux d'interconnaissance. Il n'est pas toujours aisé de se présenter comme étudiante ou chercheuse dans certains milieux militants de gauche. Carine Farias, à l'occasion d'une thèse en théorie des organisations, s'est sentie comme une intruse dans les communautés et coopératives agricoles Longo Maï, dans le sud-est de la France. Réciproquement, elle a senti que les enquêté.es l'observaient et faisaient intrusion dans son intimité. L'une de ses enquêté.es lui aurait dit : « si tu veux comprendre Longo Maï, tu dois en faire partie : la compréhension passe par la pratique, pas par des réflexions intellectuelles ». La recherche est perçue par ces militant.es comme « une activité qui implique une séparation entre la pensée et l'action » et « entre en contradiction avec la praxis préfigurative qui caractérise la vie quotidienne du groupe »¹. L'hostilité à sa recherche prévalait donc. Elle n'a pu lui donner du sens qu'en créant des relations amicales, « caractérisées par de l'intégrité et de la réciprocité ». Malgré cela, elle reconnaît que l'utilisation de donnée recueillies par des interactions amicales peut donner « l'impression de relations artificielles et manipulatrices »². Pour déjouer ceci, elle prend soin de retourner sur le terrain après l'écriture et garde des contacts réguliers avec les participant.es à son enquête. De même, pour David Featherstone, l'observation participante a été l'outil le plus adéquat pour comprendre l'organisation en Angleterre du voyage de la Caravane Intercontinentale. Il a ainsi participé aux réunions hebdomadaires du comité d'accueil londonien, ce qui lui a permis d'identifier les enjeux, discussions et tensions principales qui ont influé sur la conduite de la caravane. Il a également participé à certaines actions menées par les militant.es de la caravane et des groupes locaux et à leur préparation. L'observation participante lui a aussi donné accès à des discussions avec des militant.es, dans l'informalité, autour de la prépara-

1 Jaumier, S., Picard, H., Islam, G., Germain, O., Farias, C., Hildwein, F. & Le Theule, M. (2019). « Unplugged - The Critical Corner », *M@n@gement*, 1(1), p. 118.

2 *Idem*, p. 119.

tion et le partage de repas, la musique, la peinture de banderoles. Son approche a ensuite été complétée par la collecte de documents, tels que des articles de presse, y compris de médias alternatifs, la lecture de listes mails, les sites internet des mouvements¹.

L'observation participante m'a semblé être la meilleure manière d'accéder à la préparation concrète du voyage, aux relations interpersonnelles qui s'y jouent, aux temps de travail militant et à des moments davantage informels. L'observation participante a débuté en juillet 2021. J'ai choisi un lieu qui me semblait central et pertinent alors pour commencer l'observation : Paris. En effet, les zapatistes avaient annoncé leur arrivée imminente à Paris en avion, et l'Escadron 421 y est arrivé le 9 juillet. A Paris, de nombreuses militant.es s'étaient déplacé.es, comme moi, pour contribuer à la préparation de l'arrivée de la « grande » délégation et à l'accueil de l'Escadron 421. Le milieu d'interconnaissance formé par la coordination d'Île-de-France (IDF) était simultanément rejoint par de nombreuses personnes venues d'ailleurs, ce qui a facilité aussi mon insertion sur le terrain. Tout en étant localisée en un seul lieu, cette convergence de militant.es français.es et européen.es a facilité un regard relativement vaste. J'ai côtoyé des personnes venues d'autres régions de France (Rhône-Alpes, Nord-Ouest, Sud-Est...), et d'autres pays et régions européennes (Danemark, Catalogne, Valence, Suisse, Allemagne, Portugal, etc.). L'observation participante s'est déroulée en quatre phases, correspondant à des lieux différents, durant lesquelles j'ai pu observer tant des réunions formelles, que des actions collectives ou des temps de travail militant et des moments informels entre militant.es (voir tableau 1).

Tableau 1. Phases de l'observation participante réalisées, selon le degré de formalité des moments considérés.

	Phase 1. Île-de-France. 8 au 26 juillet.	Phase 2. ZAD de NDDL. 26 juillet au 2 août.	Phase 3. Madrid 10 au 14 août.	Phase 4. Paris, Grenoble, Be- sançon. 20 août au 8 novembre.
Temps formels.	<ul style="list-style-type: none"> - 6 réunions bi-hebdomadaires de l'assemblée d'IDF. - participation aux travaux d'une commission préparant les événements en IDF. - 2 réunions de coordination européenne en visio-conférence avec des personnes d'IDF. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion de préparation de la réunion inter-régionale. - Réunion de la coordination inter-régionale, 30 juillet et 1er août. - Réunion dans le cadre du protocole Festivités Fight Sexism, 30 juillet. - Table-ronde de présentation des coordinations, 31 juillet. - Réunion de l'assemblée d'IDF à Paris, 2 août. 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 réunions du groupe de médias libres et auto-nomes qui suivent le voyage. - 3 rencontres de militant.es européen.nes, à Esta Es Una Plaza et au Parc du Casino de la Reina, le 11, 12 et 14 août. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion en visio-conférence de la coordination inter-régionale, avec d'autres membres de la coordination IDF, août. - Réunion de l'« assemblée zapatiste » de Grenoble, 24 août.

1 Featherstone David (2003). *Art. cit.*

Temps informels.	<ul style="list-style-type: none"> - Travail militant en petits groupes affinitaires (banderoles, écriture, tri et rangement de matériel...). - Discussions informelles, à l'occasion de repas ou déplacements. - 4 visites, avec des militant.es, aux Jardins à Défendre (JAD) d'Aubervilliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Voyage avec l'équipe de sécurité et l'Escadron 421 de Paris à Nantes, 26 juillet. - Discussions informelles, à l'occasion de repas ou déplacements, avec des militant.es. - Moments festifs en soirée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Bénévolat pour la cuisine collective avec des militant.es. - Vie collective avec 5 militant.es durant les 5 jours passés à Madrid. - Temps d'échange informels, quartier du Lavapiés. - Discussions informelles, à l'occasion de repas ou déplacements, avec des militant.es. 	<ul style="list-style-type: none"> - Discussions informelles avec des militant.es en IDF. - Discussions et repas avec des militant.es de Grenoble. - Participation à la préparation de la venue d'une délégation à Besançon.
Actions militantes avec l'Escadron 421.	<ul style="list-style-type: none"> - Cérémonie d'accueil de l'Escadron 421 à Montreuil, le 10 juillet, et moments de préparation de la Parole Errante en amont. - Marche avec le collectif des Sans Papiers de Montreuil et l'Escadron 421 le 24 juillet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accueil de la Flottille de Femmes et Dissidences, Couëron, 27 juillet. - Accueil et bienvenue à l'Escadron 421, 28 juillet. - Activités militantes : projection-débat, spectacles audio-visuels et théâtral, atelier de sérigraphie, arpentage, discussions et conférences. - Cérémonie de clôture, 29 juillet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manifestation « Nos Conquistaron, No Claudicaremos », 13 août, Madrid. 	
Actions militantes avec des militant.es d'Europe.	<ul style="list-style-type: none"> - Marche pour Adama à Beaumont-sur-Oise, le 17 juillet. - Rassemblement pour exiger l'entrée en France de la délégation zapatiste, place Saint-Augustin, dans le 8e arrondissement de Paris, 22 juillet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rassemblement devant la préfecture de Nantes, 30 juillet. - Cérémonie d'ouverture des rencontres intergalactiques, 30 juillet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rituel « Plantando una semilla por la vida », Plaza del Carmen, 13 août. - Danses de « Guerreros de luz », Puerta del Sol, 13 août. 	<ul style="list-style-type: none"> - Marche des Sans Papiers pour les 25 ans des expulsions de l'église Saint-Bernard, 21 août.

Mes positionnements sociaux et militants ont influé sur ma manière de conduire cette recherche. Le fait de militer dans un groupe écologiste de désobéissance civile m'a facilité l'entrée sur le terrain. Dire le nom de ce groupe en même temps que j'annonçais mon statut d'étudiante donnait un gage « éthique » à ma recherche. C'était comme garantir aux militant.es rencontré.es que je ne dépolitiserai pas leurs propos, ne les dévoierai pas pour les discréditer, mais aussi que j'étais consciente de l'enjeu de la préservation de leur anonymat. Cependant, mon expérience militante reste réduite, comparativement à la plupart des militant.es rencontré.es. Ajouté à mon jeune âge, cela me positionnait comme une novice en politique militante. Les carences de mon bagage militant ont influé sur la conduite de la recherche. Je connaissais très peu les débats théoriques, les courants, les tendances, les alliances et les lignes rouges qui caractérisaient chaque mouvance politique. Bien qu'ayant travaillé à dépasser cette méconnaissance initiale, j'ai été poussée à me tenir plutôt à

l'écart de débats idéologiques, qui demandaient une certaine érudition, et portée à participer à des choses plus pratiques, logistiques. Par ailleurs, malgré une forte attention pour les thématiques féministes parmi les groupes observés, ma propre participation a pu être influencée par une division genrée des rôles. J'ai eu tendance à participer plutôt à des tâches généralement dévolues aux personnes perçues comme femmes dans les milieux militants, c'est-à-dire les tâches administratives, la préparation logistique d'événements, les tâches liées au soin et les tâches artistiques.

Si mon expérience militante me plaçait dans une position plutôt dominée dans les milieux observés, sur d'autres critères, en revanche, j'étais plutôt privilégiée. J'ai été socialisée comme une personne de classes moyennes, dont les parents ont vécu une situation d'ascension sociale par rapport à leurs propres parents, citadine, blanche, cisgenre, neurotypique et valide. Avoir fait des études supérieures, voyagé en Amérique latine et appris le castillan m'a favorisée, au moment de m'insérer dans les milieux militants formés pour le voyage des zapatistes. Je pouvais participer sans trop de difficultés : je comprenais des échanges en plusieurs langues, pouvais sans difficulté prendre des notes, comprendre les enjeux, m'exprimer en public. De plus, mon statut d'étudiante et ma situation économique relativement confortable m'ont permis de réaliser des déplacements divers lors de ma période d'observation participante.

Toutes les observations réalisées ont fait l'objet de notes assidues et quotidiennes. J'ai également eu recours à des enregistrements lors de discours ou échanges formels publics, qui m'ont permis de retranscrire mot pour mot des prises de parole. Tout au long de ces différentes phases, j'ai multiplié les discussions avec les militant.es, à divers moments. Les ateliers et les temps de travail militant étaient particulièrement propices à solliciter des anecdotes, des récits, des appréciations, commentaires ou critiques. Ces discussions ont également été transcrites dans un carnet de terrain, et parfois il m'était possible de prendre des notes durant la conversation ou immédiatement ensuite. En revanche, il était moins aisé de demander des enregistrements, dans le cadre d'entretiens plus formels. L'arrivée imminente des zapatistes durant la première phase de terrain, le foisonnement des activités militantes lors des deuxièmes et troisièmes phases ne permettaient pas de trouver le temps de réaliser des entretiens approfondis, en tête à tête dans un lieu calme. J'ai pu cependant mener deux entretiens enregistrés, d'une durée de deux et quatre heures, qui ont eu une portée plutôt exploratoire. J'ai également mené plusieurs entretiens approfondis avec un.e militant.e qui n'a pas souhaité être enregistré et a requis la protection de son anonymat. J'ai échangé longuement et de manière répétée avec une quinzaine de personnes, dont j'ai pu dresser des portraits détaillés. Ces quelques militant.es m'ont particulièrement aidée à comprendre et analyser les événements auxquels nous assistions, m'ont ouvert des pistes et m'ont amenée à rencontrer d'autres personnes et m'insérer dans d'autres espaces et groupes.

Ce mémoire se découpe en deux parties principales.

La première s'attache à comprendre comment se constitue le « voyage pour la vie ». Comme « événement transnational », ce voyage est une manière de diffuser la volonté, née de la nécessité, d'organisation collective pour « défendre la vie », pour les mouvements impliqués (chapitre 1). De plus, il s'inscrit dans le mouvement de transnationalisation du mouvement zapatiste, qui a organisé d'autres événements de dimension planétaire et suscité la création de réseaux de solidarité dans le monde entier. Cet événement transnational est comparable à d'autres événements similaires, et peut être mis en relation avec d'autres modalités de transnationalisation, mises en œuvre par divers mouvements (chapitre 2). L'organisation que suppose un tel événement a conduit les militant.es d'Europe, sur lesquelles reposaient les conditions logistiques et financières du voyage, à s'organiser en coordinations. Les formes concrètes qu'a prise cette organisation du voyage soulève de nombreux enjeux (chapitre 3).

Dans la seconde partie, j'interroge plus spécifiquement la manière concrète dont des solidarités se créent entre les militant.es concerné.es par cet événement militant. Des dispositifs concrets sont mis en place pour produire une solidarité, à l'occasion du voyage des zapatistes, mais aussi dans l'idée de construire des liens durables entre militant.es d'Europe (chapitre 4). Cependant, cette solidarité se heurte à la question des rapports de pouvoir, dénoncés par des militant.es anti-autoritaires, mais qui continuent d'exister dans les réseaux militants (chapitre 5).

PARTIE 1

Défendre la vie à échelle planétaire. Antécédents d'un événement transnational, modalités et enjeux de l'organisation collective

Comment se constitue le voyage des zapatistes ? Quels sont les antécédents historiques et contextuels de ce voyage ? Pour le comprendre, je reviens d'abord sur l'histoire et les modalités d'organisation du mouvement zapatiste, du CNI et du FPDTA, qui a plus tardivement été invité à participer au voyage. Ensuite, je situe cet événement transnational dans l'histoire longue de la transnationalisation du mouvement zapatiste. Au regard d'autres processus de transnationalisation de mouvements sociaux, je détaille les spécificités du voyage des zapatistes. Enfin, je déplace le regard vers les groupes militants européens qui préparent le voyage et étudie les formes concrètes de leur organisation collective, ainsi que les principaux enjeux auxquels ils font face.

Chapitre 1.

S'organiser pour défendre la vie. Le CNI, l'EZLN et le FPDTA

L'organisation de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), des bases d'appui zapatistes, du Congrès National Indigène (CNI) et du Front des Peuples en Défense de la Terre et de l'Eau des états de Puebla, Morelos et Tlaxcala (FPDTA), qui participent au « voyage pour la vie », dépend en grande en partie du contexte social, politique et économique que les populations intégrant ces mouvements affrontent. Pour les personnes qui vont accueillir ce voyage, en Europe, l'organisation semble être un mot d'ordre zapatiste. Je montre ici que l'organisation a permis à des populations paysannes, indigènes et aux femmes de défendre leur territoire, leur vie, et de porter leurs revendications à l'échelle nationale et internationale. Je détaille ensuite les modalités de l'organisation zapatiste au Chiapas, en particulier. Puis, je m'attarde sur les processus de transnationalisation du mouvement social indigène et zapatiste du CNI et de l'EZLN qui conduisent, en 2021, ces deux mouvements ainsi que le FPDTA à organiser une tournée mondiale.

1. Le voyage pour la vie, une injonction à l'auto-organisation en Europe ?

Les récits qui sont faits de ce voyage mobilisent un registre élogieux à l'encontre des zapatistes. Les personnes qui tiennent ce type de discours insistent sur la gratitude qu'elles ressentent et confèrent un statut d'exemplarité aux zapatistes. Lors d'une table-ronde présentant les coordinations européennes préparant le « voyage pour la vie », aux Rencontres Intergalactiques à Notre-Dame-Des-Landes, Nathalie, de la coordination parisienne et membre historique du Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL), raconte :

« Ce voyage pour la vie, c'est en réalité un défi lancé par les zapatistes. On doit s'organiser pour préparer cet accueil. Il va falloir qu'on commence à s'organiser entre différents groupes qui ne se connaissaient pas, qui ne regardent pas forcément cette organisation depuis la même fenêtre. Notre objectif est aussi de mobiliser les gens en bas à gauche, toutes ces personnes qui sont mentionnées dans le texte [La Déclaration pour la Vie] (...). Les zapatistes convoquent absolument tous les gens en bas à gauche, à s'organiser, à construire autre chose (...) »¹.

1 Nathalie, 31 juillet 2021, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, notes de terrain.

Pour Amelia, de la coordination catalane, « ça a été un très grand cadeau de recommencer à nous rencontrer avec des gens, recommencer à renforcer nos réseaux, au niveau catalan mais maintenant aussi au niveau européen »¹. Elle a participé à l'accueil de l'Escadron 421 à Vigo, l'a suivi jusqu'à Paris, puis à la ZAD. Durant tout ce temps, elle sent que des liens se sont créés. Elle dit, en castillan : « *hemos hecho mucha familia* », avant de répéter que c'est un « cadeau de la part des *compas*² ». Cette expression, difficilement traduisible, signifie que les liens constitués ont créé des amitiés fortes, qu'elle compare à une « famille » ; cela a été comme « faire famille ». Mona, qui vient de la région de Valence, dans l'État espagnol, militante depuis plusieurs années dans l'Assemblée de Solidarité avec le Mexique de la région, et qui prépare le voyage des zapatistes dans le Réseau Solidaire Voyage pour la Vie du Pais Valencia (Xarxa solidaria Xira per la Vida, Pais Valencia), confirme :

*« Cet appel zapatiste pour la vie nous a secoué.es, nous a mobilisé.es, nous a fait nous re-rencontrer. Il n'a pas seulement permis de nous retrouver avec des gens que nous avons connus tout au long de nos vies, en raison de nos liens avec le Chiapas, mais aussi avec des gens au niveau local. Il nous permet de nous reconnaître mieux entre les différentes luttes qui sommes présentes. Je crois que cela s'est produit dans de nombreux territoires, on sait que telle personne lutte pour le logement ou pour le territoire, mais nous ne nous connaissons pas. Et pour nous renforcer et nous organiser, la première chose est de nous reconnaître, savoir qui nous sommes et ce que nous ressentons »*³.

Pour ces militant.es, le voyage des zapatistes est un prétexte à s'organiser, à se rapprocher, à dialoguer et à en finir avec les scissions et les lignes de fracture entre militant.es « en bas et à gauche »⁴. Cela part d'une croyance forte et partagée par les zapatistes, les indigènes du CNI et le FPDTA, que l'organisation des peuples est la seule manière de défendre la vie sur son territoire, c'est-à-dire de lutter contre des projets extractifs, la répression, l'assimilation, la destruction des territoires et des cultures, le capitalisme.

1 « *ha sido un regalo muy grande volver a encontrarnos con gente, volver a fortalecer nuestras redes, ya no solo a nivel catalán, sino a nivel europeo* » (traduction libre), 31 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain.

2 Le terme « *compas* », diminutif épïcène de « *compañeros* », est le mot utilisé par les zapatistes entre eux. Il pourrait être traduit par « camarades », mais il est utilisé, y compris par les militant.es non hispanophones, en castillan, pour désigner les zapatistes et les délégué.es du CNI et du FPDTA.

3 « *Este llamado zapatista por la vida nos ha sacudido, nos ha movilizado, nos ha vuelto a reencontrarnos. No solamente permite reencontrarnos con gente que nos hemos conocido a lo largo de la vida, porque hemos estado vinculadas a Chiapas, sino también al nivel local. Nos permite reconocernos mejor con las diferentes luchas presentes. Yo creo que esto pasa en muchos territorios, que sabes que cada uno se dedica a la lucha por la vivienda, por el territorio, pero no nos conocemos. Y para poder fortalecer y organizarnos, lo primero es reconocernos, y saber quienes somos y qué sentimos* » (traduction libre), Mona, 31 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain.

4 « En bas à gauche », c'est ainsi que les textes zapatistes définissent leur orientation politique. C'est une position de gauche, mais qui s'oppose à la politique « d'en haut », institutionnelle.

2. Défendre la vie sur son territoire. Contexte et histoire des mobilisations du CNI, de l'EZLN et du FPDTA

Le CNI, l'EZLN et le FPDTA partagent une volonté historique de s'organiser pour défendre des droits, au Mexique. Ces organisations (EZLN, FPDTA) et réseau (CNI) émergent dans un contexte de mobilisations indiennes et paysannes au Mexique, mais peuvent aussi s'appuyer sur l'organisation de femmes indigènes. L'organisation mise en œuvre par l'EZLN mobilise un ample répertoire d'actions, que je décris rapidement. Le contexte de ces organisations est aussi celui d'une forte répression des mouvements sociaux et des leaderships paysans et indigènes.

2.1 L'organisation de mouvements indiens et paysans au Mexique pour défendre leur vie, leur culture et leurs terres

Au Mexique, les paysan.nes et indigènes sont mobilisé.es depuis des décennies. Des processus d'organisation de long terme, à partir des échelles très locales, ont permis ensuite l'émergence de l'EZLN et du CNI.

Les mouvements chiapanèques préalables au soulèvement zapatiste

De très nombreuses études se sont penchées sur les raisons de l'émergence du mouvement zapatiste et les conditions qui l'ont rendue possible. L'un des facteurs souvent mentionné est le degré d'organisation préalable.

Au Chiapas, les mouvements indigènes sont actifs bien avant la création de l'EZLN, en réaction à un contexte économique, social et politique défavorable. Dans les années 1940, une réforme agraire a eu pour effet d'accroître l'élevage intensif par de grand propriétaires fonciers. De 1974 à 1984, les populations indigènes se sont retrouvées concentrées sur les hautes terres du Chiapas, du fait du processus de redistribution de terres. La police et l'armée étaient très présentes sur ces territoires, en raison du conflit au Guatemala voisin, qui faisait affluer les réfugié.es. D'après Arnaud Martin, le gouvernement a mis en place « une politique d'assistanat au détriment des activités productives »¹. Parmi de nombreuses autres mesures défavorables aux paysan.nes et indigènes chiapanèques, le gouvernement a refusé d'accorder des subventions pour soutenir les producteurices de café, dont le cours mondial s'est effondré en 1989². En octobre 1974, plus d'un millier de délégué.es indigènes se sont regroupé.es au Chiapas dans un grand Congrès Indigène, qui a conduit à la

1 Martin Arnaud (2019). « L'expérience zapatiste et la question indigène au Mexique », *Pouvoirs*, 171(4), p. 92. Il mentionne notamment le programme de développement économique et social du Chiapas (1971-1976), le plan national des zones défavorisées et des groupes marginalisés (1977-1988) et le programme national de solidarité (1989).

2 *Idem*, 91-93.

création de plusieurs organisations. Selon Xochitl Leyva Solano, dans les années 1980, de plus en plus d'organisations indigènes se sont extraites du système corporatif institutionnel. En 1988, ont émergé les premières demandes d'une citoyenneté ethnique pour des droits différenciés, sur une base culturelle et ethnique. Elles étaient principalement portées par le Front Indépendant de Peuples Indigènes (FIPI), composé d'organisations Tojolabales, au Chiapas. Le FIPI exigeait des changements constitutionnels pour reconnaître légalement l'existence de ces peuples, la récupération des territoires ethniques, des droits à l'autonomie, l'officialisation des langues indiennes, le renforcement des cultures et identités indigènes, la représentativité politique et la liberté d'organisation.

Le cadrage sur la reconnaissance des droits indigènes a favorisé, selon Leyva Solano, des alliances internationales¹. En effet, il faisait écho aux idées multiculturalistes qui se diffusaient dans d'autres pays latino-américains. Au début des années 1990, de nouvelles organisations indianistes² ont été créées, à l'occasion de la célébration des cinq cents ans de la « découverte de l'Amérique ». Les cadrages et répertoires d'action ont été très divers. Si les leadereuses Tojolabales indianistes mobilisaient un discours porté sur les droits humains et le multiculturalisme, d'autres luttaien principalement pour la terre, ou se préparaient clandestinement pour la révolution armée. Des marches, des occupations de terre, des occupations de mairies ont été organisées, en parallèle de forums et congrès nationaux et internationaux.

L'insurrection zapatiste

L'EZLN a organisé son soulèvement armé dans ce contexte, quoique les préoccupations indianistes et paysannes n'aient pas été immédiatement intégrées dans son discours. L'EZLN a été fondé en 1983 par des militant.es issu.es de la révolte universitaire de 1968. Le 1er janvier 1994, des centaines de personnes sont descendues de la Forêt Lacandona, où se réunissait clandestinement l'EZLN, et ont opposé douze jours de résistance armée aux institutions étatiques. Le 12 janvier 1994, l'État a décrété un cessez-le-feu unilatéral, et des négociations ont été entamées cinq jours plus tard. Dans les premiers temps, une rhétorique révolutionnaire a prévalu. Mais rapidement, à mesure des négociations et du recueil de soutiens locaux, nationaux et internationaux, le cadrage discursif de l'EZLN a changé, pour se focaliser sur la lutte contre le néolibéralisme³.

1 Leyva Solano Xochitl (2005). « Indigenismo, indianismo y 'ciudadanía étnica' de cara a las redes neozapatistas », *art. cit.*

2 L'indianisme est un courant idéologique qui vise la libération des indigènes, la reconnaissance de leurs droits et leur autonomie. Il s'oppose à l'indigénisme, qui a souvent été mis en place dans les gouvernements latino-américains, en particulier par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) au Mexique, et qui se présente de manière paternaliste et produit l'assistanat des populations concernées.

3 Martin Arnaud (2019). *Art. cit.*

Les alliances entre l'EZLN et les mouvements indigènes, et la naissance du CNI

Le 20 janvier 1994, l'EZLN a adressé son premier communiqué en direction des « autres organisations indigènes », en appelant à l'unité, dans la diversité des moyens employés¹. En août 1994, l'EZLN a convoqué une Convention Nationale Démocratique, à laquelle ont convergé six mille délégué.es de tout le pays, dont des représentant.es d'organisations indigènes. En octobre 1994, s'est tenue la Première Convention Nationale Indigène à Mexico, organisée par des participant.es indigènes à la CND. Le 18 décembre 1994, à partir des travaux de cette convention, a été publiée la Déclaration de la Montagne de Guerrero, dans laquelle le mouvement indigène a rendu public son soutien aux demandes zapatistes. Le 26 février 1995 s'est tenue une deuxième Convention Nationale Indigène dans l'état d'Oaxaca². Lors des négociations entre l'EZLN et le gouvernement mexicain, une table de négociations a porté sur les « droits et cultures indigènes ». L'EZLN y a défendu l'autonomie des mouvements indigènes qui le soutenaient. En janvier 1996, un Forum National Indigène a été organisé dans la capitale du Chiapas, par des mouvements indigènes et l'EZLN. Plus de quatre cents délégué.es de tout le pays y ont participé. En juillet, un second Forum National Indigène a eu lieu à Oventic, dans les hautes terres du Chiapas. Les participant.es à ce forum ont déclaré former une assemblée permanente pour organiser un premier Congrès National Indigène, en octobre 1996, à Mexico. Pour ce premier Congrès, près de huit cents délégué.es étaient présent.es, dont la Commandante Ramona, représentante de l'EZLN.

L'organisation préalable d'organisations indigènes et leur inscription dans des réseaux transnationaux de défense des droits permet à l'EZLN d'adopter rapidement des revendications en faveur des droits des peuples indigènes et de l'autonomie. D'après Xochitl Leyva Solano, le fait que l'EZLN fonctionne avec une politique d'alliances a donné une place privilégiée aux organisations indianistes pré-existantes. L'EZLN a alors adopté une « politique inclusive », qui dépassait le discours indianiste, très focalisé sur l'exclusion et la domination subies par les indigènes et qui rendait difficile l'organisation avec des populations non indigènes. Les forums convoqués par l'EZLN ont ouvert des espaces de réflexion et de solidarité favorables à l'émergence du CNI, un réseau décentralisé qui regroupe de nombreuses organisations indigènes de tout le pays. Le CNI fonctionne en Congrès, qui se tiennent assez rarement et en assemblées générales, plus régulières. C'est un forum de revendication et un réseau socio-politique de leadereuses et organisations indigènes et paysannes³. Des manifestations sont organisées, comme la Marche des 1 111 zapatistes, qui ont par-

1 CCRI-CG de l'EZLN, « Es común la tierra que nos dio vida y lucha », 20 janvier 1994, http://palabra.ezln.org.mx/comunicados/1994/1994_01_20_a.htm (consulté le 11 septembre 2021).

2 « Consejo Nacional Indígena », chronologie du CNI, *Subversiones*, <https://subversiones.org/cni> (consulté le 12 septembre 2021).

3 Leyva Solano Xochitl (2005). *Art. cit.*

couru le pays en 1997, rejoint.es par des personnes provenant de peuples et communautés indigènes, pour exiger l'application des Accords de San Andrés¹.

L'organisation du FPDTA

Le Front des Peuples en Défense de l'Eau et de la Terre des états de Puebla, Morelos et Tlaxcala (FPDTA) s'organise aussi autour de revendications indigènes pour la défense de la terre. D'autres Fronts des Peuples en Défense de l'Eau et de la Terre existaient déjà lorsque, en 2012, s'est créé celui de Puebla, Morelos et Tlaxcala. Dans ces trois états, plus d'une centaine de peuples et communautés indigènes sont menacées et affectées par le Projet Intégral Morelos (PIM). Il s'agit d'un projet énergétique de construction de deux centrales thermo-électriques qui, pour fonctionner, nécessitent un approvisionnement en gaz naturel et en eau. Pour cela doivent être construits un gazoduc de plus de 160 kilomètres de long, qui passe sur les flancs à risque du volcan Popocatepetl, un aqueduc qui transporte les eaux de la rivière Cuautl sur douze kilomètres vers les centrales, et une ligne électrique de haute tension. Ce projet est porté par le gouvernement fédéral et des entreprises principalement espagnoles et italiennes.

En 2012, des achats de terre et des travaux ont commencé, sans consultation, suscitant la curiosité des habitant.es. Ces dernier.es, en très grande majorité indigènes de divers peuples Nahuatl, se sont mis en quête d'informations. Les différentes autorités indigènes et les voisinages se sont regroupés. Certain.es leadereuses ont convoqué des assemblées communautaires et, avec des informations difficilement réunies, se sont organisé.es pour prendre position collectivement.

Durant toute la mobilisation, les cadrages des événements ont été multiples. Le discours des droits humains a beaucoup été mobilisé, en particulier au contact d'organisations de défense des droits humains et de grandes ONG internationales. La détention arbitraire et abusive des activistes, porte-paroles et avocats du mouvement a été dénoncée, ainsi que, plus largement, la répression de la mobilisation et la violence mise en œuvre et/ou couverte par les gouvernements. Les risques induits par la proximité des installations sur la santé des habitant.es ont été soulignés, ainsi que le fait que le gazoduc empêchait l'accès aux voies d'évacuation en cas d'irruption volcanique. Le discours des droits des peuples indigènes, en particulier les droits au territoire, à l'autonomie et à la libre détermination ont été revendiqués. Les risques que le gazoduc fait courir aux peuples vivant sur les flancs de l'un des volcans les plus actifs du Mexique ont aussi été décrits comme des risques pour

1 EZLN, « Comunicado del Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional », 22 août 1997, http://palabra.ezln.org.mx/comunicados/1997/1997_08_22.htm (consulté le 12 septembre 2021).

leur culture, qui disparaîtrait avec elleux. Des arguments écologiques et environnementaux ont été déployés, pointant les risques élevés de pollution hydrique ou encore l'artificialisation des sols¹.

L'EZLN, le CNI et le FPDTA se sont appuyés sur des mouvements indigènes et paysans de défense des droits indigènes et du territoire lors de leur émergence et ont mobilisé des cadrages proches de ces mouvements. Néanmoins, leur organisation s'appuie aussi sur des mouvements de femmes indigènes et leurs revendications.

2.2 L'organisation de mouvements de femmes indigènes au sein du CNI et des communautés zapatistes

L'EZLN et le CNI ne sont pas à l'origine de mouvements de femmes indigènes ou de leurs prises de conscience féministes, comme cela a pu être affirmé depuis certaines positions androcentriques. Au contraire, ces deux organisations se constituent sur une longue histoire locale de coopératives, organisations et mouvements de femmes².

Les organisations de femmes et le mouvement zapatiste

Ces organisations ne se définissaient généralement pas comme féministes. Elles critiquent les féministes métisses, qui se préoccupent peu des questions intersectionnelles de race et de classe, et adoptent souvent des pratiques autoritaires et victimisantes à leur égard³. Lorsque l'EZLN s'est constitué, des femmes ont rejoint ce mouvement révolutionnaire, pour lutter contre des conditions d'oppression, acquérir des compétences et travailler pour le changement social. D'après Karen Kampwirth, rares sont celles qui ont intégré le mouvement en tant que féministes. Cependant, leur participation a renforcé des positionnements que l'on peut considérer comme « féministes », même si le terme n'est pas toujours employé⁴. Les commandantes Ramona et Susana ont parcouru les communautés avant le soulèvement armé, pour dialoguer avec les femmes et comprendre leurs principaux problèmes. Grâce à leur mobilisation, la force armée de l'EZLN comptait un tiers de femmes en 1994, qui avaient l'espoir que « la politique ne serait pas exclusivement conduite par et pour les hommes »⁵.

1 Ce paragraphe a principalement été pensé et écrit à partir des travaux intitulés « Derecho de réplica. Hablan los Pueblos », coordonnés par Gloria Muñoz Ramírez, journaliste à *La Jornada*, un quotidien mexicain à fort tirage, et directrice de la revue internationale en ligne *Desinformémonos* au Mexique. Ces travaux mobilisent une équipe de plusieurs journalistes qui ont réalisé un travail de reportage écrit et audiovisuel disponible en ligne : https://hablanlospueblos.org/Proyecto_Integral_Morelos.html (consulté le 12 septembre 2021).

2 Masson Sabine (2006). *Art. cit.*

3 Cette position est notamment expliquée par Martha Sánchez Néstor (2005). *Art. cit.*

4 Kampwirth Karen (2004). *Op. cit.*

5 Kampwirth Karen (1997). « Inégalité de genre et mouvement zapatiste. Les femmes s'organisent au Chiapas », *Cahiers du genre*, 18, p. 147.

La « Loi Révolutionnaire des Femmes » publiée fin 1993 par l'EZLN, à l'initiative de militant.es zapatistes, a soulevé beaucoup d'admiration chez les observateurices étranger.es. Ce texte a été utilisé comme base dans les discussions et le travail politique des organisations de femmes. Toutefois, Karen Kampwirth recommande de ne pas surestimer l'importance des éléments féministes dans le programme de l'EZLN, qui est « après tout une organisation dominée par les hommes »¹. Le soulèvement zapatiste a eu pour conséquence inattendue la création d'un mouvement de femmes, à partir de groupes qui auparavant communiquaient peu entre eux.

Les femmes, des sujets politiques centraux au sein de l'EZLN et du CNI

A partir des années 2010, l'importance des questions de genre dans l'action du CNI et de l'EZLN s'accroît. En mars 2018, la première rencontre en non-mixité des « femmes qui luttent » a réuni plus de huit mille femmes du monde dans le Caracol de Morelia, au Chiapas. Pendant trois jours, des activités culturelles, sportives, artistiques et politiques ont été organisées contre les violences envers les personnes identifiées comme femmes. S'organiser entre femmes et dissidences de genre est devenu une nécessité pour les zapatistes. En témoigne ce discours, prononcé par la Commandante Amanda lors de l'inauguration des deuxièmes rencontres internationales de « femmes qui luttent », en 2019 :

« Sœur et compañera / Nous devons nous défendre. / Nous devons nous défendre en tant qu'individues et en tant que femmes. / Et surtout, nous devons nous défendre de manière organisée. / Nous devons nous soutenir mutuellement. / Nous protéger toutes. / Nous devons toutes nous défendre. / Et nous devons commencer maintenant. (...) / Nous, zapatistes, pensons qu'il est préférable que nous soyons organisées. Nous savons que certain.es pensent que c'est possible aussi individuellement. Mais nous, nous le faisons organisées comme les zapatistes que nous sommes. Parce que nous sommes des femmes qui luttent, oui, mais nous sommes des femmes zapatistes »².

Ce message d'organisation est répété lors du discours de clôture : « pour nous défendre, nous protéger et nous soutenir, nous avons besoin d'être organisées, nous le savons. Et nous savons aussi que chacune a sa propre manière de s'organiser »³. Concrètement, pendant ces rencontres, l'en-

1 *Idem*, p. 164.

2 « *Hermana y compañera: / Tenemos que defendernos. / Autodefendernos como individuos y como mujeres. / Y sobre todo tenemos que defendernos organizadas. / Apoyarnos todas. / Protegernos todas. / Defendernos todas. / Y tenemos que empezar ya. (...) / Nosotras como zapatistas pensamos que es mejor para esto el estar organizadas. Lo sabemos que hay quien piensa que también se puede de individual. Pero nosotras lo hacemos organizadas como zapatistas que somos. Porque somos mujeres que luchan sí, pero somos mujeres zapatistas. »* (traduction libre). « Palabras de las mujeres zapatistas en la inauguración del segundo encuentro internacional de mujeres que luchan », Comandanta amada, 27 décembre 2019, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/12/27/palabras-de-las-mujeres-zapatistas-en-la-inauguracion-del-segundo-encuentro-internacional-de-mujeres-que-luchan/> (consulté le 6 septembre 2021).

3 « *Para esto de defendernos, protegernos y apoyarnos necesitamos estar organizadas, eso lo sabemos. Y sabemos también que cada quien su modo para organizarse »* (traduction libre). « Palabras de las mujeres zapatistas en la clausura del segundo encuentro internacional de mujeres que luchan », Comandanta Yesica, 29 décembre 2019, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/12/31/palabras-de-las-mujeres-zapatistas-en-la-clausura-del-segundo-en->

semble de la logistique a été prévue par les femmes zapatistes. D'après Laura Mota Diaz, les zapatistes sont devenu.es par leur action un « référent décolonial ». Le féminisme construit lors des rencontres et dans la vie quotidienne et politique des zapatistes est un « autre féminisme », qui inclut la diversité des points de vue et des nécessités des actrices¹.

En parallèle, l'EZLN et le CNI se sont unis pour présenter une candidate commune aux élections présidentielles, en 2018. María de Jesús Patricio Martínez, une femme indienne d'une cinquantaine d'années, porte-parole du CNI, a entamé la procédure de recueil de signatures pour se présenter en tant que candidate indépendante. Les organisations engagées pendant les semaines qu'ont duré la campagne de collecte de signatures ne sont pas parvenues à en obtenir un nombre suffisant. Elles ont toutefois parcouru le pays et participé à faire connaître les revendications du CNI et de l'EZLN, et à créer des alliances avec d'autres mouvements.

Les femmes du FPDTA

Au sein du FPDTA, les femmes ont rapidement intégré la contestation du projet énergétique et sont devenues des leadeuses du mouvement. Elles ont formé des cordons humains contre les forces de l'ordre et participé aux organisations. Elles font face aux réticences des hommes de leurs communautés, mais apprennent à se reconnaître comme « défenseuses du territoire ». D'après les entretiens journalistiques réalisés par Gloria Muñoz Ramírez, des militantes déclarent avoir appris, dans l'activité militante, à prendre la parole en public, à dialoguer en assemblées et à participer aux actions².

2.3 La répression des mouvements sociaux et l'organisation collective au Mexique

L'organisation politique des personnes vise à défendre une culture, un territoire, l'amélioration de conditions matérielles, mais aussi à défendre des vies. La répression des mouvements sociaux est très forte au Mexique. En science politique, l'étude de la relation entre mouvements sociaux et la répression, et en particulier des effets de la répression sur ces derniers, ne parvient pas à des conclusions systématiques. La répression peut tout autant « décapiter » un mouvement ou conduire à son renforcement en produisant des « chocs moraux », comme l'expliquent Hélène

cuentro-internacional-de-mujeres-que-luchan/ (consulté le 6 septembre 2021).

1 Mota Diaz Laura (2015). « La alternativa zapatista frente a las políticas hegemónicas de 'equidad de género' », *Oximora, Revista interaccional de ética y política*, 7, 263-275.

2 « Mujeres, el movimiento que las sacó de sus casas », Hablan Los Pueblos, *Desinformémonos*, non daté, [https://hablanlospueblos.org/PIM/mujeres-el-movimiento-que-las-sac%c3%b3-de-sus-casas-y-las-regres%c3%b3-diferentes/](https://hablanlospueblos.org/PIM/mujeres-el-movimiento-que-las-saco-de-sus-casas-y-las-regres-diferentes/) (consulté le 12 septembre 2021).

Combes et Olivier Fillieule¹. Dans les cas présents, la répression n'est pas parvenue à neutraliser la contestation, et a conduit à la mobilisation du cadrage des droits humains et, dans le cas de l'EZLN, a pu renforcer l'organisation autonome dans certains contextes.

La répression des luttes socio-environnementales, le cas du FPDTA

Dans le cadre de l'extraction des ressources naturelles, au Mexique comme dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les gouvernements promeuvent l'installation de grandes entreprises, souvent multinationales, et assurent la sécurité des installations et la poursuite des activités, contre toute entreprise protestataire, par des moyens qui dépassent souvent tout cadre légal et constitutionnel.

Contre la construction d'autoroutes et d'autres méga-projets dans les états de Puebla et Tlaxcala, le FPDTA valorise l'organisation et la contestation collective contre ces projets : « il n'y aura pas de négociation individuelle avec le gouvernement ». Le mouvement refuse de « tomber dans des provocations » et opposera « des ressources légales et l'organisation du peuple, face aux invasions et tout abus d'autorité ». Ses slogans sont : « Halte à la destruction de la vie ! Vivent les peuples organisés ! »². Face au projet intégral Morelos, la contestation est assez forte. En 2019, le président Lopez-Obrador a annoncé la réalisation d'une consultation publique pour rendre opérationnelle la centrale thermo-électrique de Huexca. Trois jours avant la consultation, Samir Flores Soberanes, un défenseur du territoire, journaliste communautaire et d'origine Nahuatl, a été assassiné devant chez lui. Il faisait partie du FPDTA et du CNI.

Les défenseuses du territoire et des droits des indigènes font face à de nombreuses autres modalités de répression, harcèlement, emprisonnement et criminalisation. Plusieurs manifestations ont été organisées pour dénoncer l'assassinat dans les trois états couverts par le FPDTA, et ont empêché l'installation des urnes et bureaux de vote pour la consultation. Une cérémonie religieuse a été organisée sur le volcan Popocatepetl, en l'honneur de la mémoire de Samir Flores. Le gouvernement a réagi, en organisant de nouvelles consultations, mais suivant une méthodologie différenciée. Dans les états de Puebla et Tlaxcala, seules les populations affectées ont été consultés. En revanche, dans l'état de Morelos, l'ensemble de la population a été appelée à se prononcer, y compris des per-

1 Combes Hélène, Fillieule Olivier (2011). « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 61(6), 1047-1072.

2 « *No habrá negociación individual con el gobierno (...). No caer en provocaciones e interponer recursos legales, y la organización del pueblo, ante invasiones y cualquier abuso de autoridad. (...) ¡Alto a la destrucción de la vida! ¡Vivan los pueblos organizados!* » (traduction libre), FPDTA, « Manifiesto del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra y Agua Puebla Tlaxcala. Con motivo del 199 aniversario de la independencia de México », 15 septembre 2009, Indymedia México, <http://www.mexico.indymedia.org/spip.php?article934> (consulté le 11 septembre 2021).

sonnes qui ne sont pas exposées à un risque immédiat. Ces dernières ont voté en faveur du projet, qui, selon le gouvernement, conduirait à des réductions des coûts de l'électricité¹.

La non reconnaissance et la répression des indigènes du Chiapas

Au Chiapas, la stratégie et le répertoire mobilisé par l'EZLN varie considérablement selon le contexte politique environnant et les niveaux de répression. Lors du soulèvement armé, la stratégie était politico-militaire. Puis, les négociations avec le gouvernement fédéral et l'ouverture à des secteurs larges de mobilisation ont conduit l'EZLN à adopter un répertoire civil. Le cadrage discursif de l'organisation s'est progressivement modifié, au contact d'autres mouvements et organisations. Il est passé d'un discours marxiste sur la construction du socialisme à un discours citoyen pour la démocratie et la justice². L'EZLN a participé, en parallèle des négociations avec le gouvernement, à de grandes rencontres multi-sectorielles et à la préparation d'événements contestataires. Néanmoins, la faible prise en compte des revendications exprimées lors des négociations, en dépit des promesses faites, a conduit l'EZLN et le CNI à organiser une grande « marche de la couleur de la terre » en 2001, pour exiger la réforme constitutionnelle attendue depuis la conclusion des négociations. Plus de deux cents mille manifestant.es se sont réuni.es sur la place du Zocalo, à Mexico. D'autres événements d'échelle nationale ont été organisés, pour continuer de faire entendre ces revendications. Par exemple, en 2006, les zapatistes ont mis en œuvre une contre-campagne présidentielle pour porter leurs revendications dans le débat politique mexicain. La répression a été très forte, ce qui a contribué à renforcer la solidarité internationale envers les zapatistes. En ce qui concerne l'EZLN, la répression des mouvements sociaux et l'absence de prise en compte institutionnelle des revendications a poussé les communautés zapatistes à s'organiser de manière autonome.

Ainsi, défendre la vie sur son territoire prend de multiples formes, selon diverses revendications et cadrages. La répression et les enjeux économiques font du mouvement social un enjeu de survie. Défendre la vie a donc un sens très pragmatique, qui passe par l'action collective, mais aussi par l'organisation autonome.

3. Les modalités d'organisation : autonomie, assemblées, décentralisation

Au Chiapas, l'organisation politique zapatiste passe par l'organisation d'une autonomie sur le territoire occupé. Le terme autonomie signifie, de manière très large, se gouverner selon ses propres

1 « Hablan Los Pueblos », *Desinformémonos*, non daté, https://hablanlospueblos.org/Proyecto_Integral_Morelos.html (consulté le 12 septembre 2021).

2 Leyva Solano Xóchitl, Sonnleitner Willibald (2000). *Art. cit.*

règles. Concernant les zapatistes, l'autonomie peut signifier fonctionner hors des institutions de l'état : ne plus reconnaître l'administration officielle, ne plus recourir aux services publics (déjà largement absents du plus pauvre état du Mexique), ni aux aides étatiques, ne plus participer à l'impôt ni aux élections. L'autonomie est également une revendication indianiste pour le droit à l'auto-détermination et le droit à des formes de gouvernement propres¹. Cela signifie aussi que les peuples indigènes décident eux-mêmes quels programmes mettre en œuvre et comment, au lieu de recevoir des politiques publiques relevant de l'assistanat et du paternalisme². Le CNI et l'EZLN luttent d'abord pour une réforme constitutionnelle. Face à l'échec de cette mobilisation, les zapatistes ont finalement décidé de construire une autonomie *de facto*, puisqu'elle ne peut pas être *de jure*, c'est-à-dire inscrite dans un cadre légal³. Pour la décrire, je m'appuie sur les *Cahiers de la « petite école » zapatiste*, rédigés en 2013 par des zapatistes⁴, ainsi que sur plusieurs travaux universitaires.

3.1 L'autonomie zapatiste

Le soulèvement armé de 1994 a déséquilibré l'organisation sociale existante, ainsi que les institutions étatiques présentes sur le territoire. Rapidement, les tâches de gestion publique dans les zones occupées ont été prises en charge par des responsables militaires et politiques liés à l'EZLN. En décembre 1994, une quarantaine de communes autonomes avaient été créées sur la zone occupée par l'EZLN. Des assemblées communales ont été formées par les représentant.es de chaque communauté. Des autorités locales et municipales ont pris en charge la justice et géré les travaux collectifs, en particulier les services de santé et d'éducation. Peu à peu, l'organisation des services publics s'est étoffée. En 1997, l'assemblée des conseils municipaux a été nommée Association des Communes Autonomes. Cette association s'occupait de gérer la santé, l'éducation ou encore la commercialisation des produits agricoles et artisanaux. Puis, en 2003, des Conseils de Bon Gouvernement, de dimension régionale, ont été créés. Ses membres, délégué.es des municipalités autonomes, avaient des tâches très diverses et ne se spécialisaient pas. Au bout d'un temps déterminé, les Conseils sont renouvelés, par tuilage, afin qu'il y ait toujours simultanément des personnes expérimentées et de nouvelles personnes. Géographiquement, chaque Conseil de Bon Gouvernement se

1 *Ibid.*

2 Harvey Neil (2016). « Practicando la autonomia : el zapatismo y la liberacion decolonial », *El Cotidiano*, 200, 7-19.

3 Guimont Marceau Stéphane (2010). « Autonomie et développement en territoire zapatiste : la participation citoyenne au cœur d'une expérience de résistance », *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, 35(70), 85-112.

4 La « petite école zapatiste » s'est tenue en trois sessions, en août et décembre 2013, puis en janvier 2014. Quatre « livres de textes » ont été rédigés par l'EZLN, dans les cinq zones zapatistes. Ils présentent une auto-évaluation des processus zapatiste, rassemblent des témoignages et des réflexions des acteurs de l'autonomie. Ils s'intitulent : *Gobierno autónomo I* ; *Gobierno autónomo II* ; *Participación de las mujeres en el gobierno autónomo* ; *Resistencia autónoma*.

double d'un Caracol (« escargot » en castillan), un lieu de rencontre installé dans la capitale régionale, tourné aussi bien vers les communautés que vers l'extérieur.

Chaque Conseil de Bon Gouvernement englobe plusieurs communes autonomes, gérées par des Conseils Municipaux Autonomes. Lors des assemblées du Conseil de Bon Gouvernement, les participant.es se mettent d'accord sur des propositions, qui sont ensuite soumises aux villages pour consultation. Les réponses des villages sont communiquées aux assemblées suivantes. En cas d'urgence, des assemblées extraordinaires sont convoquées, au sein du Conseil de Bon Gouvernement mais aussi entre Conseils Municipaux Autonomes. Selon Araceli Burguete Cal y Mayor, l'autonomie zapatiste repose sur des territoires sur lesquels se superposent le fonctionnement zapatiste et les fonctionnements étatiques gouvernementaux, et dans lesquels habitent aussi bien des zapatistes que des non-zapatistes. Elle définit donc les municipalités autonomes comme « des territoires virtuels, articulés en réseaux, comportant des démarcations imaginaires qui superposent leur juridiction à d'autres territorialités qui leur sont préexistantes avec lesquelles elles sont en compétition, ce qui explique qu'elles soient constamment en redéfinition »¹.

L'organisation autonome fonctionne à plusieurs échelles et de manière décentralisée. Dans la zone de Los Altos de Chiapas, autour du Caracol d'Oventik, par exemple, les autorités autonomes fonctionnent sur trois niveaux : les agent.es et commissaires autonomes présent.es dans chaque communauté zapatiste (niveau communautaire), les autorités autonomes de la commune autonome (niveau municipal), et le Conseil de Bon Gouvernement (niveau régional). L'autorité la plus élevée revient aux villages, qui gèrent six domaines de travail : (1) le système de santé autonome, (2) le système d'éducation rebelle autonome, (3) l'agroécologie autonome, (4) les radios communautaires, (5) des coopératives et collectifs d'artisanat, et (6) une société coopérative de café. Les zapatistes insistent aussi sur la gestion collective des travaux. Au sein du Conseil de Bon Gouvernement de la Realidad, le travail se répartit en différents domaines : santé, éducation, transport, etc. Cela ne signifie pas que toutes les décisions sont prises par les commissions de travail : « celui qui s'occupe de l'éducation n'est pas celui qui résout tous les problèmes de l'éducation. Le travail de gouvernement, nous le faisons en collectif »². Les conseils municipaux autonomes sont aussi convoqués pour y répondre, définir un plan de travail ou un projet à initier.

L'organisation de la vie quotidienne et politique zapatiste est donc principalement réalisée en assemblées. Cette modalité d'administration s'appuie sur des fonctionnements pré-existants dans de

1 Burguete Cal y Mayor Araceli (2001). « Desplazando al Estado: la política social zapatista ». In Pérez-Ruiz Maya Lorena, *Tejiendo Historias: Chiapas en la mirada de mujeres*, México: INAH, p. 29, cité par Guimont Marceau Stéphane (2010). « Autonomie et développement en territoire zapatiste : la participation citoyenne au cœur d'une expérience de résistance », *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, 35(70), 85-112.

2 « Les fonctions du gouvernement autonome », *Gouvernement Autonome I. La liberté selon les zapatistes*, Premier Cahier de la Petite Ecole zapatiste, p. 16

nombreuses communautés autochtones, qui prennent leurs décisions par assemblées populaires, au consensus. Historiquement, ces assemblées sont composées d'hommes mariés. Les zapatistes tentent de donner davantage la parole aux personnes femmes et jeunes¹. Dans les cahiers de la petite école zapatiste, un axe central concerne la participation politique des femmes. Il est écrit, par exemple, que dans le Caracol La Realidad, une seule femme avait participé à la première période du Conseil de Bon Gouvernement. Mais ensuite, la participation des femmes a été encouragée pendant les assemblées municipales et, pour la deuxième période, six femmes ont participé, puis douze lors de la troisième période. Dans le Caracol d'Oventik, seuls des hommes composaient le premier Conseil de Bon Gouvernement. A la date de rédaction des Cahiers, l'équipe a atteint la parité. Chaque commune nomme deux femmes et deux hommes pour intégrer le Conseil, pour trois ans.

3.2 Une autonomie fonctionnelle et politique

En raison des complexités territoriales du Chiapas, l'autonomie ne se constitue pas tant sur des bases territoriales que sur des bases organisationnelles. Stéphane Guimont Marceau parle « d'autonomie fonctionnelle » :

« Une autonomie fonctionnelle existe lorsque l'autonomie, plutôt que de reposer sur un territoire clairement défini et sur une reconnaissance légale, s'appuie sur un réseau d'institutions, parallèles aux institutions étatiques et mises sur pied pour répondre aux besoins d'une communauté particulière »².

Selon elle, cela implique que pour maintenir l'autonomie, l'important est de se constituer en sujets politiques, par la participation à des organisations sociales.

« Le changement social, pour ces acteurs, passe par les organisations sociales. Ils vont parfois jusqu'à maintenir un modèle d'organisation collectif, même s'il n'est pas rentable économiquement, à cause de ses effets aux plans social et politique. Pour les acteurs zapatistes, faire avancer le processus d'autonomie signifie consolider les organisations sociales. L'organisation de l'autonomie passe par les organisations sociales »³.

S'organiser devient une manière de maintenir l'autonomie politique. En 2019, la situation au Chiapas s'est détériorée. L'état du Chiapas est considéré comme l'un des plus pauvres du Mexique, et a connu, à partir de décembre 2018, un climat de violence très tendu. Le Centre de droits humains Fray Bartolomé de Las Casas a dénoncé des actes de criminalisation et de judiciarisation par l'état des défenseuses des droits humains et de l'environnement, le 16 juillet 2019⁴. Le 30 mai 2019, la

1 Guimont Marceau Stéphane (2010). *Art. cit.*

2 *Idem*, p. 99.

3 *Idem*, p. 100.

4 Frayba, « En Chiapas se criminaliza a quienes defienden el medio ambiente », 16 juillet 2019, <https://frayba.org.mx/en-chiapas-se-criminaliza-a-quienes-defienden-el-medio-ambiente/> (consulté le 6 septembre 2021).

Commission inter-américaine des droits humains (CIDH) de l'ONU a exprimé sa préoccupation face à l'augmentation des assassinats de défenseuses des droits humains au Mexique¹. Le CNI a dénoncé, depuis décembre 2018, des spoliations, déplacements forcés, détentions arbitraires, disparitions forcées, menaces, harcèlement, criminalisation et tentatives d'exécutions, ainsi que des attaques contre des médias communautaires. Durant les cinq premiers mois de 2019, six défenseuses du territoire organisé.es au sein du CNI ont été assassiné.es, dont Samir Flores Soberanes. Depuis décembre 2018, les territoires zapatistes ont fait face à une militarisation accrue et à des incursions, survols et espionnages de la part de l'armée nationale². Dans ce contexte, le 17 août 2019, le sous-commandant Moises annonce la création de nouveaux Caracoles :

« Nous nous présentons devant vous avec de nouveaux Caracoles et des municipalités rebelles zapatistes plus autonomes dans de nouvelles régions du sud-est du Mexique. Maintenant, nous aurons aussi des Centres de Résistance Autonome et de Rébellion Zapatiste. Dans la plupart des cas, ces centres seront également le siège des Caracoles, des Conseils de Bon Gouvernement et des Municipalités Autonomes Rebelles Zapatistes (MAREZ). Bien que lentement, comme il se doit d'après leur nom, les 5 Caracoles originaux se sont reproduits, après 15 ans de travail politique et organisationnel ; et les MAREZ et leurs Conseils de Bon Gouvernement ont également dû faire des petits et les regarder grandir. Maintenant il y aura 12 escargots avec leurs Juntas de Buen Gobierno »³.

3.3 Les principes de l'autonomie zapatiste

La politique mise en œuvre par l'EZLN et le CNI suit l'idée de « gouverner en obéissant » (mandar obedeciendo). D'après Ramon Grosfoguel, la politique de ces organisations et réseaux fonctionne « en avançant et en écoutant », sans se baser sur des modèles théoriques préalables. Le principe Tojolabal « avancer en questionnant » se construit de manière très distincte à des modalités

- 1 CIDH, « CIDH y las Oficinas de ONU Derechos Humanos expresan su preocupación por la situación de personas defensoras de derechos humanos en el primer cuatrimestre del año », 30 mai 2019, <https://hchr.org.mx/comunicados/cidh-y-las-oficinas-de-onu-derechos-humanos-expresan-su-preocupacion-por-la-situacion-de-personas-defensoras-de-derechos-humanos-en-el-primer-cuatrimestre-del-ano/> (consulté le 6 septembre 2021).
- 2 Frayba, « Contrainsurgencia a Pueblos Originarios que construyen la vida digna », 27 mai 2019, <https://frayba.org.mx/contrainsurgencia-a-pueblos-originarios-que-construyen-la-vida-digna/> (consulté le 6 septembre 2021). Ces mêmes faits ont été dénoncés par l'EZLN, « Mensaje del Ejército Zapatista de Liberación Nacional en los 100 años del asesinato del General Emiliano Zapata », 10 avril 2019, <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/04/10/comunicado-del-ejercito-zapatista-de-liberacion-nacional-2/> (consulté le 6 septembre 2021).
- 3 « Nos presentamos ante ustedes con nuevos Caracoles y más municipios autónomos rebeldes zapatistas en nuevas zonas del sureste mexicano. Ahora tendremos también Centros de Resistencia Autónoma y Rebellía Zapatista. En la mayoría de los casos, estos centros serán también sede de caracoles, Juntas de Buen Gobierno y Municipios Autónomos Rebeldes Zapatistas (MAREZ). Aunque con lentitud, como debe ser según su nombre, los 5 caracoles originales se reprodujeron después de 15 años de trabajo político y organizativo; y los MAREZ y sus Juntas de Buen Gobierno también tuvieron que hacer crías y ver que crecieran. Ahora serán 12 caracoles con sus Juntas de Buen Gobierno » (traduction libre), EZLN-CCRI-CG, « Comunicado del CCRI-CG y del EZLN. Rompimos el cerco », 17 août 2019, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/08/17/comunicado-del-ccri-cg-del-ezln-y-rompimos-el-cerco-subcomandante-insurgente-moises/> (consulté le 6 septembre 2021).

occidentales de démocratie, qui, imprégnée de valeurs judéo-chrétiennes, fait politique en « prêchant et convainquant »¹. Au contraire, le processus politique zapatiste se construit et se pense collectivement, lentement, comme le symbolise l'image de l'escargot. Pour Neil Harvey, le présent n'est pas « sacrifié pour un objectif futur », puisque ce qui compte, ce sont les interactions sociales, la formation de solidarités, la délibération collective et l'autonomie concrète et quotidienne². Walter Mignolo souligne le caractère « décolonial » et « libérateur » de la lutte zapatiste, qui donne une dimension éthique très forte à la construction de formes d'organisation politique moins hiérarchique³. Le programme de lutte est un « résultat » et non un « point de départ », issu d'un dialogue critique, qui inclut une « diversité épistémique », c'est-à-dire qui en prend en compte toutes les revendications particulières des personnes opprimées du Mexique concernées, depuis leur propre point de vue⁴.

Ainsi, la valorisation de l'autonomie, de la décentralisation, de l'horizontalité des fonctionnements permet de mettre en place des modalités d'organisation collective spécifique pour faire face aux conditions matérielles dégradées, aux discriminations, aux spoliations et à la répression.

Les modalités d'organisation autonome des zapatistes, mais aussi du CNI sont présentées comme des modèles par des militant.es très investi.es dans l'organisation de leur tournée en Europe. En effet, dans leur contexte spécifique, s'organiser en tant que peuples indigènes, en tant que femmes et/ou en tant que paysan.nes a été nécessaire, afin de s'assurer une survie, puis une existence digne et politique. Rapidement, leur volonté d'organisation s'est étendue vers d'autres échelles. Le voyage en Europe prévu en 2021 est un épisode dans un long parcours de transnationalisation et de construction de solidarités internationales.

1 Grosfoguel Ramon (2010). *Art. cit.*, p. 137.

2 Harvey Neil (2016). *Art. cit.*

3 Mignolo Walter (2011). "The Zapatistas Theoretical Revolution", In Mignolo Walter. (ed.), *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*, Duke University Press, 213-251.

4 Grosfoguel Ramon (2010), *Art. cit.*, p. 138.

Chapitre 2.

S'organiser à l'échelle planétaire. Les antécédents du « voyage pour la vie »

Si s'organiser est un impératif pour « défendre la vie », les zapatistes, le CNI et le FPDTA envoient un message d'organisation transnationale en prévoyant une tournée européenne, et peut-être ensuite mondiale. Dans un premier temps, je décris la constitution de réseaux de soutien au mouvement zapatiste, au Mexique et dans le monde. Ensuite, je rapproche la tournée européenne organisée par ces organisations du répertoire des mouvements sociaux transnationaux et d'autres cas de constitution d'une solidarité mondiale. Je reviens enfin sur les réseaux de solidarité avec le mouvement zapatiste en Europe et sur la modalité des « caravanes militantes ».

1. La transnationalisation des revendications

Le mouvement zapatiste se mobilise sur d'autres échelles que son propre territoire et crée des alliances internationales. Ces alliances se constituent par le soutien spontané et circonstancié de mouvements, individu.es et organisations à la rébellion zapatiste, mais aussi par une volonté d'expansion de l'EZLN. Pour cela, l'EZLN met en œuvre un répertoire d'action élargi, sur des échelles différentes.

Sur son propre territoire, l'EZLN a organisé des rencontres de dimension internationale. Dès 1996, huit jours de Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme ont rassemblé des militant.es de quarante-deux pays. A l'issue de ces rencontres, le Sous-Commandant Marcos, porte-parole de l'EZLN, a annoncé la création d'un « réseau sans structure d'organisation, sans commandement central et sans hiérarchie », « de résistance contre le néolibéralisme (...) et pour l'humanité », doublé d'un réseau de communication alternative¹. Six autres rencontres anti-néolibérales intercontinentales ont eu lieu au Chiapas, entre 1997 et 2015². En 2013 et 2014, la « petite école zapatiste » a permis à plus de cinq mille personnes de se rendre dans les villages zapatistes, participer à la vie quotidienne et recevoir des cours portant sur l'autonomie mise en œuvre par les zapatistes.

1 « Segunda Declaración de La Realidad por la Humanidad y contra el Neoliberalismo », Sub-Comandante Marcos, 3 août 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/1996/08/03/segunda-declaracion-de-la-realidad-por-la-humanidad-y-contra-el-neoliberalismo/> (consulté le 8 septembre 2021).

2 Martin Arnaud (2019). *Art. cit.*

Un large réseau de solidarité « internationaliste-antinéolibéral », et « anticapitaliste » depuis la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandona, se constitue en soutien aux zapatistes. Ces réseaux ne sont ni « un mouvement politique ni une organisation ; ils sont un flux de convergences »¹ proches de « réseaux de mouvements sociaux ». Sonia Alvarez et ses co-auteurices indiquent que parler de réseaux (*webs*) fonctionne comme une métaphore qui donne à voir « la complexité et la précarité des multiples imbrications et des liens établis entre les organisations du mouvement, les participant.es individuel.les, et d'autres acteurices de la société civile et politique et de l'État »².

Ces réseaux de mouvements sociaux regroupent des organisations de mouvements sociaux, leurs membres actif.ves, sympathisant.es, participant.es occasionnel.les, collaborateurices partisan.nes, universitaires, institutionnalisés.es³. L'EZLN les nourrit par son activité politique, mais aussi par des actions explicites visant à promouvoir leur organisation. Son action fédératrice et pro-active est soulignée dans des récits qui racontent la fondation de réseaux, et qui fonctionnent comme des mythes originels. Une militante rencontrée à Madrid, qui se présente comme « guatémaltèque née en Californie », raconte la fondation du réseau Sexta Grietas del Norte. Le nom de ce réseau fait référence à la Sixième Déclaration de la Selva Lacandona (*La Sexta*), de laquelle le réseau est adhérent, et aux fissures (*grietas*) dans le « système capitaliste ». L'image de la fissure a été utilisée lors de la campagne « Les murs du capital, les fissures de la gauche », pendant laquelle l'EZLN a envoyé du café zapatiste vers les Etats-Unis pour aider les proches de personnes ayant migré ou s'étant réfugié aux Etats-Unis et au Canada, en 2017. Voici comment Sipi raconte la formation du réseau :

« Aux Etats-Unis, les adhérents de la Sexta ne s'articulaient pas, ils étaient seulement en relation directement avec le Chiapas, ou avec Enlace [le site internet enlacezapatista.ezln.org.mx], mais pas au niveau national. En 2017, les zapatistes nous ont envoyé des milliers de kilos de café gratuitement, pour lutter contre le mur de Trump [entre les Etats-Unis et le Mexique]. Dans un communiqué de Moisés, en avril 2017, qui s'appelle 'Du café contre le Mur', cela a été annoncé. Le café est arrivé à Tijuana, mais ensuite nous avons dû lui faire traverser la frontière. Et ce qui s'est passé a été très magique. La Sexta des Etats-Unis avait besoin de s'articuler avec tout le groupe de San Diego, parce que ce groupe savait comment passer la frontière, il connaît très bien la frontière. (...) C'est ainsi que le groupe de San Diego, le groupe de la Sexta là-bas, a organisé des conférences par zoom, en 2017, avec tout le groupe de la Sexta aux Etats-Unis, pour rendre des comptes du café, se connaître et construire de la confiance. A partir de

1 « un movimiento político ni una organización; son un fluido de convergencias » (traduction libre), Leyva Solano Xóchitl, Sonnleitner Willibald (2000). *Art. cit.*, p. 13.

2 « the intricacy and precariousness of the manifold imbrications of and ties established among movement organizations, individual participants, and other actors in civil and political society and the state. » (traduction libre), Alvarez Sonia E., Dagnino Evelina, Escobar Arturo (dir.) (1998). *Cultures of Politics. Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder: West View Press, p. 15.

3 *Idem*, p. 16.

ce moment-là, le café a pu être distribué dans tous les Etats-Unis, New York, le Texas, la Caroline du Nord, la Californie, Chicago... et les personnes se sont rencontrées »¹.

Par la suite, ce réseau a participé à collecter des signatures pour la campagne présidentielle de la candidate du CNI et de l'EZLN, en 2018, ce qui a contribué à renforcer leurs liens :

« Ce réseau du café s'est constitué en réseau de soutien au CIG [Conseil Indigène de Gouvernement, instance décisionnaire de l'EZLN](...). Nous aussi nous avons besoin de nous organiser pour l'autonomie, pas seulement pour ce qui concerne la solidarité. Nous aussi nous avons des luttes aux Etats-Unis, dans toutes nos géographies... c'est un réseau qui a grandi. Il y a près de 40 individus et des collectifs qui nous réunissons deux fois par mois, en assemblée, par zoom. Nous traduisons les communiqués du CNI et certains de l'EZLN, parce qu'il y en a beaucoup. (...) Nous sommes aussi en train de construire une maison d'édition, qui s'appelle Grietas, qui est aussi une revue, ainsi qu'un site internet. Nous faisons aussi des webinaires, en espagnol, avec une traduction vers l'anglais »².

La tournée mondiale des zapatistes s'inscrit dans la continuité de ces répertoires d'action divers, et dans le répertoire transnational mobilisé par l'EZLN, en particulier. Elle s'intègre dans la lignée des rencontres intergalactiques et intercontinentales, mais est déplacée vers d'autres territoires. Enfin, elle fait aussi partie de la lignée de la promotion de l'auto-organisation par l'envoi de produits zapatistes aux Etats-Unis, au détail près que cette fois-ci, les zapatistes envoient des militant.es et des milicien.nes. Ce voyage poursuit également le travail conjoint entre EZLN, CNI et d'autres organisations indiennes et paysannes, comme le FPDTA.

2. Les antécédents de la solidarité européenne avec les zapatistes et la relation avec d'autres réseaux de solidarité Nord-Sud

La tournée européenne organisée par les zapatistes, le CNI et le FPDTA s'inscrit dans le répertoire développé par des mouvements sociaux transnationaux depuis des décennies. Elle mobi-

1 « *En Estados Unidos, los adherentes a la Sexta no se articulaban, solo se relacionaban directamente con Chiapas, o con Enlace, pero no al nivel nacional. En 2017, les zapatistas nos mandaron miles de kilos de café gratis, para luchar contra el muro de Trump. En un comunicado de Moisés, en abril 2017, que se llama « Café Contra el Muro » se anunció. El café llegó a Tijuana pero luego nos tocó cruzarlo. Y lo que pasó fue algo muy mágico. La Sexta de Estados Unidos necesitaba articularse, con toda la banda de San Diego, porque esta banda sabía como cruzar, conoce la frontera muy bien. (...) Así que la banda de San Diego, la Sexta ahí, armó tener conferencias en zoom, en el 2017, con toda la banda de la Sexta en Estados Unidos, para poder rendir cuentas del café, y conocerse, y construir confianza. De ahí, el café se pudo distribuir en todos Estados Unidos, Nueva York, Texas, Norte Carolina, California, Chicago, ...y se conocieron. »* (traduction libre), Sipi, prise de parole lors d'une rencontre de militant.es européen.nes, 12 août 2021, notes de terrain.

2 « *Esa red del café se construyó en red de apoyo al CIG (...). Nosotros también necesitamos organizarnos para la autonomía, no solo cosa de solidaridad. Nosotros también tenemos luchas aquí, en Estados Unidos, en todas nuestras geografías, así que... es una red que ha crecido. Hay como 40 individuos, colectivos, que nos reunimos dos veces al mes, en asamblea, a través del Zoom. Traducimos los comunicados del CNI, y algunos del EZLN, porque hay muchos. (...) Estamos construyendo una editorial, que se llama Grietas, que es también una revista, y también un sitio web. También hacemos webinars, en español, con traducción en inglés. »* (traduction libre), *Ibid.*

lise des réseaux militants qui s'ancrent dans une histoire longue de création de solidarité mondiale, mais aussi les réseaux de solidarité historiques avec le mouvement zapatiste.

2.1 Les réseaux transnationaux de solidarité : ONG et mouvements altermondialistes

Les réseaux de solidarité transnationaux se constituent en grande partie autour de l'action transnationale des ONG et de la solidarité humanitaire. Comme l'écrivent Alexandre Dupont et Caroline Moine, le « registre des sensibilités et des émotions » construit un « sentiment humanitaire à l'origine des mobilisations », qui favorise une solidarité transpartisane¹. Margareth Keck et Kathryn Sikkink, par exemple, s'intéressent principalement à la transnationalisation des ONG et la formation de « réseaux de plaidoyer transnational », qui gravitent autour des grandes institutions internationales comme l'ONU. Ces réseaux sont plutôt formalisés et s'articulent autour d'une finalité interne partagée entre les militant.es qui les intègrent². Les ONG de défense des droits humains, de l'environnement et humanitaires sont présentes au Chiapas, mais elles ne forment qu'une très petite partie des réseaux transnationaux de solidarité zapatiste.

Cependant, des réseaux plus décentralisés travaillent d'autres modalités de lutte que le plaidoyer et construisent d'autres types de solidarité. Le réseau altermondialiste Action Mondiale des Peuples (AMP), organisé en contestation des grandes institutions de la gouvernance et de l'économie néolibérale mondiale, fonctionnait comme « espace de convergence », d'après Paul Routledge³. Divers mouvements sociaux ont formé ce réseau multi-scalaire. Il visait à coordonner des mouvements aux revendications, histoires, cultures et idéologies différentes. L'AMP a pour origine les Rencontres Intercontinentales organisées au Chiapas en 1996 et l'appel du sous-commandant Marcos à construire un réseau intercontinental de résistance contre le néolibéralisme⁴. En 1997, une dizaine de mouvements sociaux se sont réunis, dont le Mouvement des paysans Sans Terre du Brésil (MST), et l'union syndicale des fermiers du Karnata, en Inde, et ont ré-affirmé l'idée de constituer un réseau. En février 1998, l'AMP s'est formellement constituée lors d'une contre-conférence à la conférence ministérielle de l'OMC, organisée à Genève. L'objectif était de créer un réseau qui permette la coordination et le soutien mutuel à échelle internationale. L'AMP proposait cinq principes centraux :

(1) rejeter le capitalisme, l'impérialisme et le féodalisme ;

1 Dupont Alexandre, Moine Caroline (2019). « Médiatiser la solidarité internationale : informer, mobiliser et agir au-delà des frontières », *Le Temps des médias*, 33(2), p. 10.

2 Keck Margaret, Sikkink Katherin. (1998). *Op. cit.*

3 Routledge Paul (2003). « Convergence space : process geographies of grassroots globalization networks », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28(3), 333-349.

4 *Ibid.*

(2) rejeter toutes les formes et systèmes de domination et discrimination, et promouvoir la dignité de tout être humain ;

(3) adopter une attitude de confrontation, plus efficace que le lobbying ;

(4) appeler à l'action directe et la désobéissance civile, soutenir toutes les formes de résistance qui respectent la vie et les droits des personnes opprimées, et favoriser la construction d'alternatives locales au capitalisme ;

(5) promouvoir la décentralisation et l'autonomie dans les modes d'organisation¹.

L'AMP servait d'abord à relayer des informations et à communiquer entre mouvements sociaux et personnes impliquées, ce qui était facilité par l'usage croissant de l'Internet au début des années 2000. Ensuite, le réseau a permis l'organisation d'actions de solidarité, par le biais de manifestations de soutien ou de la signature de pétitions. Le réseau impulsait aussi des campagnes globales d'action (dans lesquelles les mouvements peuvent participer à échelle locale ou globale). Le réseau organisait des « contre-sommets et grands rassemblements internationaux militants » : conférences régionales et internationales, meetings, manifestations collectives face à des cibles communes de protestation (conférences de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale ou du G8), et caravanes militantes (voir infra).

2.2 La transnationalisation zapatiste au regard d'autres mouvements sociaux transnationaux

D'autres réseaux se sont articulés pour mener une action collective à l'échelle transnationale, comme la Marche Mondiale des Femmes ou la Via Campesina. Ils sont constitués par des mouvements « de base », dont les actions conjointes finissent par créer un collectif transnational qui n'est pas simplement la somme des unités de base. A partir des unités de base, localisées dans le monde entier, la Marche Mondiale des Femmes et la Via Campesina mènent un travail politique spécifiquement transnational.

Tableau 2. La Marche Mondiale des Femmes, un réseau transnational de solidarité

<p>La Marche Mondiale des Femmes organise une grande marche mondiale tous les cinq ans depuis 1998, ainsi que des actions quotidiennes et des rencontres internationales régulières, qui regroupent les déléguées des coordinations nationales de la MMF pour former l'instance décisionnelle la plus élevée. Ce réseau se déploie dans une soixantaine de pays, et se compose d'environ six cents groupes, regroupant des milliers de militantes, « femmes de la base ». Il est autonome des</p>

¹ Site internet de l'AMP, <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/indexfr.htm> (consulté le 27 avril 2021), et Routledge Paul (2003). *Art. cit.*

institutions étatiques¹. D'après Pascale Dufour, « la Marche fonctionne surtout sur la base de l'autonomie locale, même dans sa dimension internationale. Chaque unité de la Marche a un pouvoir de décision important sur ce qui va être dit ou fait dans chaque société y compris au moment des actions mondiales »².

Les groupes membres se réunissent en coordinations nationales, puis élisent des représentantes pour aller au Comité international, qui se réunit deux fois par an. Un secrétariat international représente la MMF dans de grands événements mondiaux et sert « d'instance de coordination ». Malgré l'existence de ces structures, la MMF se caractérise par une « grande fragilité organisationnelle » et une « forte volatilité territoriale »³. Cela conduit les groupes locaux et coordinations nationales à s'approprier différemment les enjeux, les modalités et l'organisation de la MMF.

Dans ce mouvement, les positions sociales des actrices sont différentes, mais les réseaux tentent de donner à chaque membre une place égale, en valorisant les différences :

« il ne s'agit pas de construire une internationale hiérarchiquement organisée, mais de trouver des manières de traduire, dans un rapport le plus égalitaire possible, les différences afin de permettre leur cohabitation, des enrichissements mutuels et une reconnaissance pleine et entière »⁴.

Tableau 3. La Via Campesina, un mouvement social transnational

La Via Campesina (LVC) se constitue en 1992 au Nicaragua, dans le cadre d'un congrès réunissant des dirigeant.es d'organisations paysannes d'Amérique centrale, d'Amérique du Nord et d'Europe. En 1993, LVC est définie formellement comme « un mouvement paysan international » qui permet à des paysan.nes marginalisé.es de « prendre en charge eux-mêmes la défense de leur cause »⁵. Il regroupe 182 organisations syndicales, coopératives, mouvements de paysan.nes sans terre, mouvements de femmes paysannes, dans 81 pays⁶.

Plusieurs grandes conférences internationales sont organisées depuis, ainsi que de grandes campagnes d'action, décentralisées et portées vers les institutions internationales, comme l'ONU. Des secrétariats régionaux, un secrétariat international tournant, un comité de coordination international et plusieurs groupes de travail thématiques constituent l'organisation de LVC.

Le mouvement est autonome et indépendant du travail des ONG, vues comme des organisations qui pourraient parler « au nom et à la place des paysans »⁷. Ses actions peuvent néanmoins s'approcher d'une attitude de coopération avec les organisations internationales. Le mouvement adopte une stratégie de plaidoyer qui met à profit les instruments juridiques qui pourraient servir la cause des paysan.nes⁸.

Ce mouvement est constitué à partir du travail politique réalisé par des organisations locales pour

1 Dufour Pascale (2016). *Art. cit.*, p. 159.

2 *Idem*, p. 160.

3 *Idem*, p. 161.

4 *Idem*, p. 157.

5 Thivet Delphine (2015). « Défense et promotion des 'droits des paysans' aux Nations unies : une appropriation oblique de l'advocacy par La Via Campesina », *Critique internationale*, 67(2), 67-81.

6 Voir le site internet de la Via Campesina, URL : <https://viacampesina.org> (consulté le 20 septembre 2021).

7 Thivet Delphine (2015). *Art. cit.* p. 71.

8 *Ibid.*

la souveraineté alimentaire. D'après Jeffrey Ayres et Michael Bosia, la Via Campesina se situe à l'intersection du global et du local, et met en œuvre des stratégies de relocalisation, en particulier avec la promotion de la souveraineté alimentaire¹.

La transnationalisation du mouvement zapatiste ne fonctionne pas sur le même modèle. Elle part d'un mouvement constitué au niveau local, voire communautaire, qui ensuite suscite la solidarité d'autres mouvements, à d'autres échelles. L'EZLN et le CNI ont mené des actions de dimension nationale, voire en direction d'autres groupes dans d'autres pays. Mais les zapatistes ne constituent pas un mouvement de dimension transnationale. Les groupes de solidarité avec les zapatistes dans le monde, et les groupes qui pourraient suivre des engagements politiques proches, ne se définissent pas eux-mêmes comme « zapatistes ». Dans leur tournée européenne, les zapatistes n'entendent pas élargir le cercle des personnes « zapatistes », mais plutôt créer des solidarités entre groupes militants différents et à d'autres échelles. D'après la « Déclaration pour la vie » publiée par les zapatistes le 1er janvier 2021, l'enjeu n'est pas « d'imposer [leur] regard, [leurs] pas, [leurs] compagnies, [leurs] chemins et [leurs] destins » mais plutôt de développer une « capacité à écouter et à regarder l'autre qui, distinct et différent, partage la même vocation de liberté et de justice »².

Les réseaux transnationaux de solidarité avec le Chiapas sont peu institutionnalisés. Ils fonctionnent sur la base de connaissances interpersonnelles et grâce aux voyages transatlantique de militant.es engagé.es dans la solidarité avec le mouvement zapatiste.

2.3 Les réseaux transnationaux de solidarité avec le Chiapas en Europe

Les rencontres intercontinentales organisées ont participé à créer un réseau de solidarité transnational, composé d'intellectuel.les, militant.es altermondialistes, féministes, antiracistes, libertaires, anarchistes, marxistes, provenant d'autres pays, principalement des Nords, et qui se rendent par la suite au Chiapas. Même si ces réseaux n'ont pas été particulièrement actifs durant les années 2000³, ils ont diffusé des informations sur le mouvement zapatiste sur d'autres continents et ont été les premiers à se mobiliser pour organiser le voyage en Europe des zapatistes.

1 Ayres Jeffrey, Bosia Michael J. (2011). « Beyond global summitry : food sovereignty as localised resistance to globalization », *Globalizations*, 8(1), p. 49.

2 EZLN, « Première Partie. Une Déclaration... pour la vie », 1^{er} janvier 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/01/01/declaracion-commune-dune-partie-de-leurope-den-bas-et-de-larmee-zapatiste-de-liberation-nationale/> (consulté le 23 septembre 2021).

3 Baschet Jérôme (2019). *Op. cit.*, p. 299.

La Sexta : une solidarité mondiale par l'information, la sensibilisation, et le café

Ces réseaux diffusent des informations, en plusieurs langues, via Internet ainsi que via des médias libres ou autonomes, répondent aux appels à l'action de l'EZLN, lorsque des événements surviennent qui nécessitent une pression internationale, et apportent une aide financière directe aux communautés zapatistes. Pour Thomas Olesen, cette solidarité est davantage mutuelle que celle réalisée par des ONG humanitaires ou développementistes, par exemple. En particulier, la frontière entre les bénéficiaires et les donateurices s'estompe¹.

Dans la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandona, publiée en 2005, les zapatistes ont annoncé vouloir « soutenir » et « aider » d'autres mouvements qui luttent contre les « mêmes ennemis ». Cela a signifié, concrètement, envoyer du maïs et du pétrole à Cuba sous embargo états-unien, envoyer du café et des broderies chiapanèques aux mouvements européens et du maïs non-transgénique en Bolivie et en Équateur. En France, de nombreuses associations se chargent de commercialiser le café provenant des plantations zapatistes. Dans l'Hérault, l'association MutVitz34, créée en 2009, importe le café et réalise de la vente directe, ainsi que des événements d'information sur le mouvement zapatiste. Importer et commercialiser le café zapatiste implique de constituer un réseau de personnes prêtes à le consommer, à des conditions particulières et nécessitant un certain engagement, mais aussi de se coordonner avec les autres associations importatrices pour mutualiser les envois transatlantiques².

Les réseaux de distribution du café zapatiste s'ancrent dans des réseaux plus larges. Jusqu'en 2013, le principal réseau international de soutien aux zapatistes se nommait « la Zetzta Internazionale ». Ce réseau était dissocié du réseau mexicain de soutien, mais en 2013, les zapatistes ont reformulé la Sixième Déclaration et appelé ces deux réseaux à se rassembler comme « adhérents à la Sexta » : « à partir de maintenant nous cheminerons aux côtés de ceux que nous inviterons et qui nous accepteront comme compas, aussi bien sur la côte du Chiapas que sur celle de Nouvelle-Zélande »³ :

« La Sexta est un appel zapatiste. Appeler n'est pas unir. Nous ne prétendons pas unir sous une direction, ni zapatiste ni de n'importe quelle autre filiation. Nous ne cherchons pas à coopter, recruter, supplanter, avoir l'air, faire semblant, tromper, diriger, subordonner, utiliser. La destination est la même, mais la différence, l'hétérogénéité, l'autonomie des modalités du cheminement, sont la richesse de la Sexta, sont sa force. Nous offrons et nous offrirons le respect, et nous demandons et demanderons le respect »⁴.

1 Olesen Thomas (2005). *International Zapatismo: The Construction of Solidarity in the Age of Globalization*. New York: Zed Books, p. 107-109.

2 Bouzouina Mehdi, Rouchier Juliette (2020). *Art. cit.*

3 EZLN, « Eux et nous V. La Sexta », janvier 2013, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2013/02/06/eux-et-nous-v-la-sexta/> (consulté le 25 septembre 2021).

4 *Ibid.*

Europa Zapatista : le réseau européen de solidarité avec les zapatistes

En Europe, les réseaux qui se constituent sont très divers et portent parfois des positions politiques distinctes, ce qui a pu conduire à des scissions entre collectifs. Néanmoins, la plupart des groupes, collectifs et associations dont l'activité principale est le soutien au mouvement zapatiste se sont regroupés dans un réseau plus large, nommé Europa Zapatista. Ce réseau sert d'intermédiaire entre les groupes européens et les zapatistes, et permet de diffuser des informations communes à l'échelle européenne.

Les groupes qui le constituent agissent principalement à échelle locale. A Paris, le Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL) s'est créé en 1995. Il était originellement composé d'étudiant.es de la Confédération Nationale du Travail (CNT), de Tribal Act, un collectif de défense des droits des peuples indigènes, de personnes travaillant avec une coopérative de femmes au Chiapas, des groupes libertaires, et d'autres. Des membres du CSPCL ont participé aux rencontres intergalactiques de 1996 au Chiapas¹. Pendant des années, le CSPCL s'est réuni plusieurs fois par mois, pour échanger sur le mouvement zapatiste, véhiculer des informations, réaliser un travail politique de solidarité. L'association Échanges Solidaires s'est fondée en parallèle, pour commercialiser le café zapatiste.

Cependant, la présence de ces groupes est inégalement répartie sur le territoire européen. Par exemple, au Portugal, les réseaux de solidarité avec le Chiapas sont peu présents et peu actifs sur le territoire national. Par conséquent, au moment d'organiser le voyage des zapatistes, la plupart des personnes qui composent les assemblées viennent à titre individuel².

A l'inverse, dans plusieurs pays, les réseaux de solidarité avec le Mexique ou plus spécifiquement avec le mouvement zapatiste étaient bien installés. En Italie, des associations comme Ya Basta, depuis 1999³, ou le collectif Nodo Solidale⁴, qui existe depuis 2007, militent avec le Chiapas. En Allemagne, un « Groupe d'étude sur le Mexique » a été créé en 1995 pour soutenir le mouvement zapatiste. Ce groupe s'est ensuite nommé « Groupe BASTA », puis, en 1996, le réseau Ya Basta s'est constitué en Allemagne. Dans ce réseau, des collectifs comme Chico Mendes Alemania travaillent à créer d'autres liens de solidarité, dans ce cas contre le « projet de reforestation Chico Mendes » au Guatemala⁵.

1 CSPCL, « Chiapas : entretien avec le CSPCL », décembre 1999, <http://cspcl.ouvaton.org/spip.php?article90> (consulté le 24 septembre 2021).

2 Prise de parole publique d'un militant portugais, 31 juillet 2021, ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, notes de terrain.

3 Site internet de l'Association Ya Basta, <http://www.yabasta.it/spip.php?article201> (consulté le 28 septembre 2021).

4 Page facebook de Nodo Solidale, <https://www.facebook.com/nudosolidario/> (consulté le 17 août 2021).

5 Page facebook de Chico Mendes Alemania, <https://www.facebook.com/ChicoMendesAlemania> (consulté le 17 août 2021).

Dans d'autres espaces, le voyage des zapatistes a contribué à dynamiser des groupes militants pré-existants. En Catalogne, par exemple, l'organisation s'est constituée à partir de deux principaux réseaux de solidarité avec les zapatistes. D'une part, le collective Adhesiva, qui vend du café zapatiste depuis 2010¹, et d'autre part, le groupe d'Adhérents à la Sexta de Barcelone, fondé en 2015². Ces réseaux étaient déjà actifs, mais nettement moins que le réseau historique catalan, qui s'était dissout à fin des années 2000³. Au Danemark, le collectif de solidarité avec les zapatistes Forum International a été créé en 1995, mais il était moins actif à la fin des années 2000. Son activité a pris de l'ampleur à l'occasion de la campagne présidentielle de la candidate du CNI, Marichuy. Des événements de collectes de fonds avaient été réalisés également lorsque les zapatistes avaient annoncé la création de nouveaux Caracoles en 2019. Ce groupe restreint a ensuite été à l'origine de l'organisation pour le voyage des zapatistes⁴.

Europa Zapatista : un espace de communication et d'échanges transatlantiques

De nombreux.es militant.es européennes, qu'ils appartiennent formellement ou non à des groupes de solidarité avec les zapatistes, se sont rendu.es au Chiapas, dans des « campements civils pour la paix » ou « brigades civiles d'observation des Droits de l'Homme ». Le Chiapas est devenu un « point de confluence des réseaux mondiaux de militants altermondialistes »⁵. Clément Marie Dit Chirot et Sabrina Menelotte décrivent ces militant.es comme des « cosmopolites enraciné.es », des européen.nes fortement politisé.es, qui militent dans leur pays d'origine et proviennent de « milieux sociaux marqués par une prédominance du capital culturel sur le capital économique (parents enseignants, cadres, etc.) »⁶. Le voyage au Chiapas conduit souvent à renforcer l'engagement des militant.es européen.nes dans les réseaux de solidarité existants. Par exemple, à Chypre, quatre personnes se sont rendues dans les communautés zapatistes en 2017, comme « observatrices ». A leur retour, elles ont organisé des ateliers pour faire connaître le mouvement et créé « la collective Ramona », qui a intégré le réseau Europa Zapatista. Ainsi, les mouvements sociaux chypriotes ont pu recevoir la convocation des zapatistes⁷.

Les réseaux de solidarité en Europe ont été les premiers avertis du projet de voyage des zapatistes, comme me l'ont raconté plusieurs militant.es. Le 4 octobre 2020, l'EZLN a convoqué une réunion auprès du réseau Europa Zapatista. En France, une demi-dizaine de personnes y a assisté.

1 Site internet de Adhesiva : <http://www.adhesiva.org/> (consulté le 17 août 2021).

2 Site internet de Adherentes a la Sexta de Barcelona : <https://adherentesalasextabcn.wordpress.com/2015/02/28/espacio-de-adherentes-a-la-sexta-en-barcelona-comunicado-de-un-nacimiento/> (consulté le 17 août 2021).

3 Prise de parole publique d'un militant catalan, 12 août 2021, Madrid, notes de terrain.

4 Prise de parole publique d'une militante danoise, 31 juillet 2021, Notre-Dame-des-Landes, notes de terrain.

5 Melenotte Sabrina, Dit Chirot Clément Marie (2010). *Art. cit. p. 1.*

6 *Idem*, p. 3.

7 Prise de parole publique d'un.e militant.e chypriote, 31 juillet 2021, Notre-Dame-des-Landes, notes de terrain.

L'une d'elle décrit ce processus, lors d'une table-ronde de présentation du voyage zapatiste, à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes :

« Au mois d'octobre dernier, les zapatistes ont contacté un grand nombre de collectifs, membres du réseau Europa Zapatista. Ce réseau existe depuis de nombreuses années, c'est un réseau des collectifs de solidarité en Europe, qui se réunit en général chaque année, dans différents pays, différentes villes d'Europe et en essayant de mettre en commun tout le travail de solidarité qui est fait (...). Ces collectifs du réseau Europa Zapatista ont été appelés par les zapatistes pour annoncer qu'ils avaient l'intention de commencer une tournée pour la vie, dont l'objectif était de parcourir tous les continents, en commençant par l'Europe. Après cette première annonce, un communiqué est sorti, qui s'appelle Une Montagne en Haute Mer (...). Une coordination européenne est née, provoquant non seulement les collectifs déjà membres du réseau Europa Zapatista mais allant évidemment à la rencontre et en invitant tous les collectifs, toutes les organisations, toutes les personnes qui luttent et qui pourraient être intéressées pour accueillir les zapatistes »¹.

Les réseaux de solidarité transnationaux avec le mouvement zapatiste forment une partie des réseaux transnationaux existants, et ont servi de pont entre les activités politiques de l'EZLN, mais aussi souvent du CNI, et les activités politiques en Europe. Ils ont contribué à diffuser des informations et créer ou relayer des actions de solidarité. Ces réseaux sont particulièrement sollicités lorsque l'EZLN et le CNI entreprennent des actions collectives transnationales, comme le « voyage pour la vie ».

3. Les caravanes militantes : un élément historiquement présent dans le répertoire transnational des mouvements sociaux

La forme prise par cette tournée européenne s'apparente aux « caravanes militantes », organisées par des réseaux ou mouvements transnationaux, afin de renforcer des liens de solidarité entre mouvements. D'après Paul Routledge, les caravanes militantes sont un des éléments clés du répertoire transnational des mouvements sociaux. Dans les années 1980, des convois de solidarité ont transporté des activistes nord-américain.es vers le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala, pour amener de l'aide humanitaire aux communautés de ces pays, en signe d'opposition aux politiques du gouvernement états-unien. L'Action Mondiale des Peuples a également organisé des caravanes militantes. En 1999, une caravane a parcouru les Etats-Unis et culminé avec la manifestation historique contre l'OMC à Seattle. La même année, une caravane composée de représentant.es paysan.nes d'Inde a sillonné l'Europe durant un mois (voir infra). Les conférences internationales de l'AMP s'accompagnaient aussi de caravanes militantes. En Inde, en 1999, les militant.es qui se ren-

1 Prise de parole publique, 31 juillet 2021, Notre-Dame-Des-Landes, notes de terrain.

daient à la conférence de Bangalore ont rendu visite aux luttes de peuples tribaux, pêcheur.ses et travailleuses du caoutchouc dans le sud de l'Inde. En 2001, une caravane est organisée en Amérique latine. Des militant.es d'Europe, d'Asie du Sud et du Sud-Est, d'Amérique du Nord, d'Océanie anglophone et d'Amérique latine sont parti.es de Bolivie après la conférence internationale de Cochabamba et ont visité des mouvements paysans et indigènes du Pérou, d'Équateur et de Colombie. L'AMP en Europe a reçu des militant.es colombien.nes du Processus de Communautés Noires, venu.es informer de leur mouvement et appeler à la solidarité internationale¹.

Lors de ces caravanes, des militant.es se réunissent pour voyager à la rencontre d'autres mouvements et réaliser des actions de convergence dans des lieux spécifiques qui ont du sens pour les mouvements. Loin d'être du « tourisme politique », les voyages permettent aux militant.es de communiquer entre elleux, d'échanger des informations, et de participer à des actions conjointes. Cela crée « une politique de solidarité multi-scalaire », selon Paul Routledge². L'organisation de tels événements implique des efforts de coordination avec les groupes locaux qui organisent les activités de la caravane dans chacun des lieux parcourus. Y compris après le passage de la caravane dans ces lieux, des réunions continuent de se tenir à échelle régionale, pour envisager d'autres manifestations à venir.

3.1 Les objectifs des caravanes militantes

Les caravanes militantes peuvent être de différents types et viser des objectifs distincts. J'écarte ici les caravanes partisans de candidats en campagne, parce qu'elles ont trait à une politique institutionnelle et partisane que les mouvements sociaux que j'étudie jusqu'ici ont généralement tendance à rejeter. Je distingue principalement deux objectifs différents et parfois complémentaires des caravanes militantes.

D'une part, certaines caravanes ont principalement comme objectif de sensibiliser, informer sur des thématiques, des revendications ou des causes. C'est le cas par exemple de la Caravane sur le Changement Climatique, Genre et Souveraineté Alimentaire, qui a parcouru le Bangladesh pendant deux semaines en 2011. Elle était composée de membres d'un grand mouvement paysan rural et d'une association de femmes paysannes du Bangladesh, de délégué.es de la Via Campesina (à laquelle adhèrent les mouvements paysans en question), mais aussi de militant.es d'autres pays (Inde, Népal, Sri Lanka, Pakistan). Cette caravane a parcouru de nombreux villages pour susciter des débats, conférences, ateliers et autres rencontres sur les thématiques des effets du changement climatique sur les paysan.nes, sur le genre et sur la souveraineté alimentaire³.

1 Routledge Paul (2003), *Art. cit.*

2 *Idem*, p. 340.

3 *Ibid.*

D'autre part, d'autres caravanes ont plus clairement comme objectif de construire des solidarités, que ce soit entre les militant.es participant.es à la caravane, ou en direction des militant.es qui reçoivent la visite de la caravane. Par exemple, la Caravane Trans Gay qui a conduit dix-sept personnes dans un parcours de migration à travers l'Amérique centrale jusqu'au Mexique et vers la frontière avec les Etats-Unis, en 2017, a créé des liens très forts entre les militant.es participant.es. Ensemble, iels ont acquis la force de contester les violences de genre et de sexe liées aux migrations et à la construction des frontières entre états, mais aussi la force de réaliser leur voyage malgré ces violences, tout en le rendant politique¹. La « caravane intercontinentale de solidarité et de résistance » réalisée en 1999 a plus clairement pour objectif de construire et fortifier un réseau de solidarité Nord-Sud. Elle est formée par 450 représentant.es de mouvements du Sud, majoritairement du Mouvement Indien des Nouvellaux Fermier.es, venu.es durant un mois en Europe, pour renforcer les solidarités transnationales entre des mouvements altermondialistes. David Featherstone, géographe anglais qui a travaillé sur cette caravane, cite un communiqué de la coordination de la caravane : l'objectif est de « relier le Nord et le Sud, non pas via les habituels appels à la solidarité avec le Sud, mais par une campagne contre des ennemis communs (et où le Sud aide le Nord plus que le contraire !) »².

3.2 Le cas de la Caravane Intercontinentale de 1999

Le cas de la Caravane Intercontinentale me paraît particulièrement intéressant à mettre en relation avec le voyage des zapatistes en Europe. Elle s'ancre dans le contexte d'une intense mobilisation altermondialiste, qui s'affaiblit dans le courant des années 2000³. L'encadré ci-dessous présente les modalités de la Caravane Intercontinentale (CI).

Tableau 4. La Caravane Intercontinentale, un précédent de caravane militante

<p>Organisation</p> <p>La Caravane Intercontinentale a été organisée par l'Action Mondiale des Peuples, en collaboration avec le syndicat rural indien KRRS (Karnataka Rajya Ryota Sangha), qui comptait dix millions de membres. Son leader, Nadjund Swamy, était déjà venu à Rome en 1996, invité officiel lors d'un congrès de la FAO.</p> <p>Membres de la caravane</p>

1 Zecena Ruben (2019). « Migrating like a queen : visibility and performance in the trans gay caravan », *Women's Studies Quarterly*, 47(3-4), 99-118.

2 « link North and South not by the usual calls for solidarity with the South, but by a campaign against common enemies (with the South helping the North more than the reverse!) » (traduction libre), Featherstone David (2003). *Art. cit.*, p. 406.

3 Sommier Isabelle (2012). « Le renouveau de la critique sociale depuis les années 1990. Entre mythe et réalité », *Modern & Contemporary France*, 20(2), 153-168.

La Caravane est composée de près de 450 militant.es. La plupart d'entre elleux sont membres du KRRS indien, mais d'autres militant.es les accompagnent : deux Bengalais du mouvement des sans terre, six Népalais de l'INHURED (Institut International pour les droits humains, l'environnement et le développement), deux Mexicains d'un groupe de soutien zapatiste, un Colombien (Processus des Communautés Noires), deux Argentines (Mères de la Place de Mai), dix personnes du mouvement des sans-terres brésilien (MST), une personne représentant les Mapuches (Chili), deux Ukrainiennes des Rainbow Keepers et un journaliste vénézuélien¹.

Parcours de la caravane

L'ensemble des participant.es à la caravane se sont retrouvé.es d'abord à Cologne le 22 mai 1999, puis se sont reparti.es dans onze bus pour sillonner l'Allemagne, la Suisse, la France, la Belgique, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la République Tchèque et la Pologne. Trois bus ont convergé à Londres les 27, 28, 29 mai, puis ont rejoint cinq autres bus à Paris du 30 mai au 1er juin, avant de se disséminer à nouveau. Les bus sont allés certains dans le nord de la France, d'autres en direction de l'Italie (Turin, Milan, Rome, Venise), un autre vers l'état espagnol (Pampelune, Madrid, Lleida, Barcelone, Alicante) puis en Occitanie, d'autres vers le sud-ouest de la France (Larzac, Béarn, Ariège, Gironde), puis remontant vers la Suisse et l'Allemagne. Tous, sans exception, se sont retrouvés à Genève du 7 au 9 juin, au milieu du voyage. Finalement, tous les bus ont à nouveau convergé vers Cologne pour les derniers jours du voyage, pour diverses actions coordonnées, dans le cadre d'une mobilisation contre le sommet du G8 qui s'y tenait alors².

Le parcours de la Caravane a rencontré plusieurs obstacles. Certain.es militant.es n'ont pas pu obtenir de visas Schengen ou suisses. La Caravane n'a pas été autorisée à pénétrer en Pologne et en République tchèque, ce qui a obligé à repenser l'itinéraire des bus en Europe de l'Est. En Angleterre, de nombreux.ses paysan.nes n'ont pas réussi à obtenir un visa, probablement en raison des actions menées par des membres du KRRS en Inde, durant lesquelles des paysan.nes du Karnataka ont brûlé des champs de coton génétiquement modifié utilisés comme essai par Monsanto³.

Participation à des actions militantes en Europe

La caravane a participé à des manifestations et rassemblements dans le cadre du G8 à Genève, mais aussi à d'autres types d'actions, le long de son parcours. En Belgique, deux bus de la Caravane ont rejoint la marche pour le désarmement nucléaire de For Mother Earth 2000 à Anvers, avant de se rendre à Bruxelles pour une manifestation contre l'OTAN devant le quartier général de l'organisation militaire. A cette occasion, près de soixante-dix personnes ont été arrêtées, mais les bus de la Caravane ont pu être évacués à temps. Le lendemain, une action était prévue à Louvain-la-Neuve, face au Centre Technique Européen de Monsanto, soutenue par la Coordination Paysanne Européenne⁴. En France, les militant.es de la Caravane ont mené des actions contre une usine Novartis productrice d'OGM, dans le sud-ouest, pour « sensibiliser les citoyens sur les pro-

1 « Bulletin d'informations de l'ICC n°1, Caravane Intercontinentale de Solidarité et de Résistance », Archives of global protests, 30 mai 1999, <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/icc/icc-fr/index.html> (consulté le 27 avril 2021).

2 Le parcours de la caravane a été reconstitué à partir de la page d'archive internet du programme de la caravane (<https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/icc/program/index.html>), et vérifié par la consultation d'articles de presse dans les archives Europresse.

3 « Bulletin d'informations de l'ICC n°1, Caravane Intercontinentale de Solidarité et de Résistance », Archives of global protests, 30 mai 1999, <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/icc/icc-fr/index.html> (consulté le 27 avril 2021).

4 *Idem*.

blèmes ruraux afin que la petite paysannerie ne disparaisse pas »¹. La plupart des actions s'articulent autour de deux thématiques : l'opposition à la mondialisation néolibérale et à la modification génétique des plantes².

Les similarités entre la caravane zapatiste et la caravane Intercontinentale

La Caravane Intercontinentale (CI) présente de nombreuses similarités avec le projet de « voyage pour la vie ». Le nombre de militant.es en voyage s'élève à plus d'une centaine dans les deux cas, ce qui est plutôt rare. Les caravanes militantes que j'ai citées plus haut étaient généralement composées de moins d'une centaine de participant.es. L'organisation est plutôt similaire : des comités d'accueil en Europe se constituent, et créent du lien entre eux pour favoriser l'accueil. David Featherstone, géographe anglais, a assisté aux réunions du comité d'accueil londonien de la CI, et constaté une volonté forte d'horizontalité et d'abolition des hiérarchies organisationnelles. Ces modalités d'organisation proviennent des principes de l'Action Mondiale des Peuples, avec son rejet des approches top-down, c'est-à-dire de haut en bas, adoptées par de nombreuses ONG dans leurs relations de solidarité³. Les comités s'organisent aux échelles locale, régionale et européenne, pour prévoir les modalités concrètes du voyage. L'organisation se fait de manière physique à l'échelle locale et régionale, mais se réalise principalement par l'usage d'Internet en ce qui concerne l'échelle européenne. Si cette modalité de communication est relativement nouvelle en 1999, elle est courante en 2021 et habituelle pour la plupart des militant.es. De plus, dans les deux cas, les militant.es ne voyagent pas toutes ensemble mais se répartissent en plusieurs groupes pour visiter des lieux distincts de manière simultanée.

Le principal point commun réside dans l'objectif politique poursuivi par les militant.es qui participent ou préparent les voyages en question. Les paysan.nes indien.nes du KRRS en voyage en Europe ont créé des parallèles entre « les problèmes des petits agriculteurs » d'Inde et d'autres pays du monde. Sud Ouest rapporte les paroles d'un leader paysan de la CI : « Nous sommes, affirmait S.S. Goshi, [un des leaders] du groupe, les victimes des multinationales, de la grande distribution, et d'institutions internationales comme l'OMC ou le FMI qui sont toutes contre les paysans... »⁴. La CI a aussi contribué à créer des solidarités internationales « de résistance au libéralisme », selon un article de Libération : « Sur le Champ-de-Mars à Paris, Ilda Rikelme, représentante de la tribu chilienne des Pehuenches, était elle aussi venue se joindre au cortège : "une multinationale espagnole veut construire un site industriel à la place de notre forêt. Cela signifie la disparition de mon peuple.

1 « Le message anti-transgénique », 1 juin 1999, *Sud Ouest*, 245 mots.

2 Featherstone David (2003). *Art. cit.*, p. 407.

3 *Idem*, p. 406.

4 « Le message des Indiens », 31 mai 1999, *Sud Ouest*, 426 mots.

Nous ne sommes déjà plus que 2 000" »¹. Le même article reprend les paroles du leader du KRRS, Nanjundaswamy :

*« pour défendre notre culture, il fallait que nous venions en Europe. On ne peut lutter contre la mondialisation de notre économie qu'en s'alliant à des militants des pays du Nord. Nous avons besoin d'eux. Mais nous devons aussi les aider par notre poids. Dans le Sud, les gens ont bien plus conscience de la nécessité de se protéger contre les effets du libéralisme »*².

Ainsi, la CI visait à désigner des ennemis (institutions ou processus) communs, pour construire des solidarités, qui ne se limitent pas à des liens entre des acteurs de différents lieux ou nations. Pour David Featherstone, les solidarités se construisent comme un processus de connexions fonctionnant en réseaux et sont toujours productives. Elles se basent sur l'identification d'antagonismes et la création d'identités partagées, non pas à partir de catégories prédéfinies, mais à partir d'éléments communs construits politiquement. Il définit donc les « solidarités » non pas comme des « intérêts fixes formés autour d'un objet statique », mais plutôt comme des « des interventions permanentes dans l'ordonnement des réseaux »³. De la même manière, le voyage des zapatistes identifie des ennemis politiques communs, regroupés sous des termes englobants : « la mort », « le capitalisme ». A ces ennemis, s'opposent schématiquement les personnes qui luttent « pour la vie » ou « pour l'humanité », quelles que soient leurs modalités de lutte ou leurs identités de référence⁴. Les thématiques sont plus larges que celles mobilisées par la CI et dépassent la lutte paysanne, mais l'objectif est également défini en termes d'action et de travail politique, pour renforcer une action solidaire transnationale :

*« Il faut retourner dans les rues, oui, mais pour lutter. Parce que, comme nous l'avons dit précédemment, la vie, la lutte pour la vie, ce n'est pas un problème individuel, mais collectif. Et maintenant on se rend compte que ce n'est pas non plus un problème de nationalités, c'est un problème mondial »*⁵.

Les spécificités de la caravane zapatiste

Néanmoins, le voyage des zapatistes et la CI présentent des différences. Les zapatistes entendent réaliser des échanges de longue durée, sur les cinq continents, alors que l'IC a simple-

1 « Le périple antilibéral de 400 Indiens. Ils sont venus en Europe s'allier à ceux qui luttent contre la mondialisation », David Bornstein, 5 juin 1999, Libération, 657 mots.

2 *Ibid.*

3 « *Rather than solidarities being seen as fixed interests formed around a static object, they can be reconfigured as ongoing interventions in the orderings of networks* » (traduction de l'autrice) : Featherstone David (2012). *Op. cit.*, p. 5.

4 Les six parties de la « déclaration pour la vie » publiée entre octobre 2020 et janvier 2021 déploient largement cette rhétorique.

5 EZLN, « Sixième partie: Une montagne en haute mer », 5 octobre 2020, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/10/09/sixieme-partie-une-montagne-en-haute-mer/> (consulté le 24 septembre 2021).

ment duré un mois et s'est uniquement déroulée dans certains pays d'Europe. Tandis que les participant.es de l'IC veulent construire une solidarité Sud-Nord qui inverse la relation de domination, les zapatistes créent un réseau avec tous les groupes militants « en bas et à gauche » du monde entier, créant des solidarités réticulaires. Ensuite, au-delà des objectifs larges que j'ai exposés plus haut, les zapatistes portent des positions et revendications politiques beaucoup plus radicales que le syndicat KRRS qui constitue la majorité des participant.es de l'IC. Les zapatistes se définissent comme anti-capitalistes, ce qui signifie une lutte contre « un système exploiteur, patriarcal, pyramidal, raciste, voleur et criminel », qu'il n'est « pas possible de réformer, éduquer, atténuer, limer, domestiquer, humaniser »¹. Comme ce système « ne reconnaît pas de frontières », d'après les zapatistes, la lutte doit être « mondiale », « en tous lieux et tous temps »². Leur vision dénonce les frontières entre les états-nation, qui contribuent du système capitaliste néolibéral. Au terme de « international », les zapatistes ont longtemps préféré celui de « intercontinental » ou « intergalactique », avant de se référer plus largement à la « planète Terre », à une échelle « planétaire »³. Au contraire, les syndicalistes indien.nes du KRRS conservaient une approche nationaliste, malgré la reconnaissance de la nécessité de créer des coalitions avec d'autres groupes militants dans le monde. Le leader syndical Nanjundaswamy imposait particulièrement cette vision nationaliste, contre d'autres positions plus minoritaires, ce qui a créé des tensions au sein de la caravane. La référence aux identités nationales alliées aux contextes politiques et historiques spécifiques des différents pays asiatiques concernés ont rendu certaines alliances difficiles, en particulier entre des paysan.nes d'Inde et des militant.es du Népal⁴.

3.3 Les caravanes militantes : une forme d'action collective exigeante

Les caravanes militantes présentent certaines limites, comme modalités d'action collective. Paul Routledge, qui a étudié plusieurs caravanes militantes, souligne que toutes les militant.es ne sont pas également mobiles et que des inégalités matérielles peuvent engendrer des rapports de pouvoir au sein des mouvements. Voyager implique d'avoir accès à des ressources matérielles spécifiques. Organiser une caravane militante suppose d'avoir accès à l'outil numérique. Or, ces ressources sont inégalement réparties entre les Suds et les Nord, mais aussi en fonction des classes sociales, âges, genres, races. Les caravanes militantes ont plus généralement été le fait de groupes

1 EZLN, « Première Partie : Une Déclaration... pour la vie », 1^{er} janvier 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/01/01/declaracion-comune-dune-partie-de-leurope-den-bas-et-de-larmee-zapatiste-de-liberation-nationale/> (consulté le 23 septembre 2021).

2 *Ibid.*

3 Baschet Jérôme (2019). *Op. Cit.*, p. 300.

4 Featherstone David (2003). *Art. cit.*

militants européens, qui ont pu se rendre en Amérique latine ou en Asie. Au sein de ces mouvements, seul un petit nombre de militant.es dispose des ressources financières pour voyager hors de leur pays¹.

Ces inégalités peuvent participer à faire émerger ou à renforcer un groupe d'élite, constitué des militant.es les plus mobiles et privilégié.es. Les militant.es les moins privilégié.es rencontrent davantage d'obstacles pour leurs déplacements. Par exemple, seulement trente-sept des quatre-vingt Indien.nes de la délégation de la CI qui se rendent en Grande-Bretagne sont autorisé.es à entrer sur le territoire. Ceux qui appartiennent au KRRS sont interdit.es d'entrée en raison de leur participation à des actions directes. Les militant.es britanniques refusent d'entamer des négociations avec le gouvernement pour obtenir les visas et politisent peu cette question, ce qui renforce paradoxalement l'exclusion des paysan.nes indien.nes². La mobilité des zapatistes a également fait face à de nombreux obstacles bureaucratiques et politiques que ne rencontraient pas les militant.es européen.nes qui se sont rendu.es au Mexique pour assister à leur départ. L'accès différencié aux outils de communication numériques peut également renforcer certains rapports inégaux de pouvoir. Le leader syndical Nanjundaswamy était le seul membre du KRRS à avoir internet à son domicile. Il a donc joué un rôle central dans le flux des informations entre l'Inde et l'Europe, dans la préparation de l'IC. Sa position lui a permis de court-circuiter le Comité d'État du syndicat, ce qui a suscité de nombreux mécontentements³. De la même manière, l'accès privilégié à Internet a probablement renforcé le pouvoir de décision du commandement de l'EZLN et en particulier a entériné le rôle d'intermédiaire principal entre militant.es européen.nes et zapatistes de l'un des commandants, qui a assisté presque systématiquement aux réunions de coordination européennes, qui se tenaient en visio-conférence⁴.

Dans ce chapitre, j'ai montré que la tournée européenne, et peut-être mondiale, des zapatistes, du CNI et du FPDTA s'ancre dans le répertoire transnational des mouvements sociaux. Cette tournée perpétue l'histoire longue de la transnationalisation du mouvement zapatiste en particulier, qui a peu à peu créé des réseaux de solidarité dans d'autres pays. J'ai montré que cette transnationalisation suivait des modalités spécifiques, distinctes de celles des ONG, mais aussi d'autres mouvements sociaux transnationaux, comme le MST brésilien, la MMF ou la Via Campesina. Cependant, elle recourt à des formes similaires à d'autres mouvements sociaux altermondialistes, comme la caravane militante. L'objectif de cette tournée est de renforcer les réseaux militant.es et de s'organi-

1 Routledge Paul (2003). *Art. cit.*, p. 340.

2 Featherstone David (2003). *Art. cit.*

3 *Ibid.*

4 Observations de terrain, et entretien informel non enregistré avec un militant à Paris, le 20 août 2021.

ser ensemble, malgré les différences. Dans le chapitre suivant, j'étudie les modalités de l'organisation européenne pour recevoir les délégations du Mexique ainsi que les principaux enjeux de cette organisation.

Chapitre 3.

Les modalités et les enjeux de l'organisation européenne du « voyage pour la vie »

Le voyage des zapatistes, du CNI et du FPDTA s'inscrit dans la volonté de promouvoir l'organisation militante, contre des ennemis communs. La défense de la vie est une nécessité dans le contexte dans lequel vivent les personnes indigènes, paysannes, femmes, au Mexique. C'est aussi une nécessité face aux violences de genre, au dérèglement climatique, à la répression des mouvements sociaux et aux dégâts causés par le capitalisme, dénoncés dans les communiqués de l'EZLN. La caravane militante que les zapatistes, le CNI et le FPDTA proposent vise à développer les liens de solidarité entre les nords et les suds, mais aussi à renforcer des organisations réticulaires et autonomes. Dans ce chapitre, je décris et analyse les modalités d'organisation des militant.es européen.nes qui se sont réuni.es pour accueillir cette caravane. Cette organisation se constitue en coordinations, aux modalités de fonctionnement complexes et ambitieuses. Je montre que, au sein de ces coordinations, la thématique du genre a été placée au centre, ainsi que le préconisaient les zapatistes. La nécessité de s'organiser dans la diversité est également posée comme un enjeu majeur. En effet, les groupes militants qui préparent l'arrivée des délégué.es zapatistes, du CNI et du FPDTA sont très hétérogènes dans leur composition et leurs orientations politiques. Des enjeux de pouvoir peuvent donc apparaître. Je montre enfin que le choix d'un fonctionnement en coordinations répond à des volontés multiples, généralement appuyées sur les principes zapatistes.

1. L'organisation européenne pour accueillir les zapatistes

Avant d'annoncer publiquement leur voyage, les zapatistes ont d'abord fait appel au réseau Europa Zapatista. Ensuite, début octobre 2020, une coordination de dimension européenne s'est constituée pour organiser le voyage. Les modalités de fonctionnement ont évolué dans le temps, ont fait débat, et ont été remodelées par l'intervention de commandants zapatistes. En août 2021, cette coordination ne se réunissait plus. Ce n'est qu'en septembre qu'elle a été réactivée, puis à nouveau scindée en plusieurs sous-coordinations géographiques, à l'arrivée de la grande délégation zapatiste à Vienne. Dans ce paragraphe, je tente d'exposer les modalités d'organisation et les évolutions de la coordination européenne, entre octobre 2020 et septembre 2021. Pour cela, je m'appuie sur les

comptes-rendus de réunions qui se sont tenues en France et à l'échelle européenne. Ces documents sont complétés par des discussions informelles avec des participant.es et des prises de paroles publiques de représentant.es des coordinations.

1.1 Une coordination européenne appuyée sur les réseaux de solidarité pré-existants

La coordination européenne pour préparer le voyage des zapatistes s'est d'abord articulée autour de réseaux déjà constitués. Europa Zapatista a été consultée sur la possibilité que le voyage commence en Europe. « Clairement, on n'avait pas notre mot à dire, c'est une conquête à l'envers », relate une personne du réseau à Paris¹. L'EZLN souhaitait pouvoir arriver en Europe le 8 mars, pour la journée internationale des droits des femmes, en bateau. Les Européen.nes ont contesté les délais et préféré dire que cela n'était pas possible dans un si court laps de temps. Pour une autre participante parisienne, engagée au CSPCL, l'organisation du voyage des zapatistes a été l'occasion de renouer avec les rencontres européennes des luttes en bas à gauche, et de réactiver des réseaux structurés déjà existants, mais qui s'étaient « délités ». L'organisation a permis de « remettre un coup de manivelle »². D'autres militant.es qui n'avaient pas été contacté.es par l'EZLN se sont mobilisé.es à partir du 5 octobre, lors de la publication du communiqué de l'EZLN annonçant leur venue. Leur travail a été principalement celui de transmettre l'information et de réunir des personnes intéressées pour organiser le voyage, à l'échelle locale³.

1.2 Les modalités de fonctionnement et les dysfonctionnements de la coordination européenne

Une coordination européenne s'est mise en place en octobre 2020. Rapidement, diverses commissions thématiques se sont organisées au sein de la coordination.

- Une commission d'agenda tentait de préparer un itinéraire pour le voyage. Elle a été délaissée autour d'avril 2021, sans doute en raison de tensions internes et de l'ampleur de sa tâche.
- Une commission de logistique traitait de questions juridiques et pénales (en cas de répression aux frontières ou pendant des mobilisations), de santé et de transports.
- Une commission de finances gérait une cagnotte européenne et le financement de matériel commun, des billets d'avion et des assurances des zapatistes.

1 Intervention lors d'une réunion inter-régionale française, 30 juillet 2021, notes de terrain.

2 Intervention lors d'une réunion inter-régionale, 30 juillet 2021, notes de terrain.

3 Intervention d'un militant de Grenoble, réunion inter-régionale du 30 juillet 2021, notes de terrain.

- Une commission navale s'est constituée pour gérer l'arrivée des zapatistes en Europe (initialement prévue en bateau).
- Une commission de genre a été créée plus tardivement, à l'initiative de militant.es d'Île-de-France, qui avaient d'abord créé une commission genre régionale.
- Une commission de communication s'occupait de relayer des informations à l'échelle européenne, d'organiser un groupe de médias libres pour couvrir les événements et de travailler sur les relations avec la presse.
- Des commissions transfrontalières préparaient la traversée des frontières et l'organisation d'événements transfrontaliers.
- Une commission de traduction et interprétariat s'occupait du matériel de traduction simultanée et de traduire les différents documents produits par la coordination en diverses langues.

L'organisation concrète se faisait au sein de ces commissions. Durant les trois premiers mois, les commissions étaient rejointes par des personnes mandatées de différentes régions ou pays d'Europe. Ensuite, leur rôle a été moins clair. Des commissions thématiques se sont organisées également à d'autres échelles (régionales, nationales), ce qui a créé des confusions. La légitimité des commissions a été questionnée. L'échelle de décision pertinente a été plutôt consensuellement désignée comme l'échelle locale. Or, ces commissions étaient de moins en moins composées de personnes mandatées par leurs groupes locaux, ce qui rendait contestable la légitimité des décisions prises dans ces commissions. Par ailleurs, toutes ces commissions n'ont pas été également actives. Certaines se sont constituées plus tardivement, d'autres ont cessé de fonctionner pour des raisons diverses (manque de légitimité et de participant.es, tensions internes, choix d'autres échelles de réflexion plus pertinentes...), et d'autres encore ont continué de fonctionner alors même que la coordination européenne était dissoute. Par exemple, la commission de genre a organisé les rencontres en mixité choisie à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes du 28-29 juillet. A partir de janvier, de nombreuses coordinations nationales et locales s'étaient constituées. La coordination européenne servait alors à mettre en relation ces coordinations et à aborder des questions communes à tous les pays d'accueil. La communication s'effectuait en espagnol, via des listes mails et des réunions en visio-conférence.

La coordination européenne a été dissoute autour de février 2021. Jusqu'à décembre 2020, l'enjeu était de constituer des propositions d'agenda politique pour la caravane zapatiste en Europe. Lors d'une réunion en janvier 2021, un commandant zapatiste faisant l'intermédiaire entre les zapatistes et les militant.es européen.nes a proposé que les réunions générales européennes soient dissoutes et que les zapatistes discutent directement avec chacune des géographies qui composent la

coordination européenne. Le principal reproche porté à la coordination européenne était que « chacun pense à ses propres activités, en oubliant l'ensemble »¹. Malgré tout, les européen.nes ont défendu l'espace de coordination européenne. La coordination européenne s'est réunie à nouveau en juillet 2021, alors que les délégations étaient attendues à Paris. N'ayant pu obtenir d'autorisation pour entrer sur le territoire, l'arrivée des zapatistes et du CNI a été reportée, et la coordination européenne a de nouveau cessé de se réunir. Ce n'est qu'en septembre 2021 que la coordination européenne a été réactivée, lorsque les zapatistes ont annoncé leur arrivée à Vienne le 14. De nombreux militant.es se sont rendu.es sur place, souvent en disposant de mandats politiques régionaux ou nationaux. Là, des réunions avec les militant.es européen.nes ont été convoquées par le sous-commandant Moisés, qui accompagnait la grande délégation. L'Europe a rapidement été découpée en trois zones géographiques et temporelles, dans lesquelles la caravane zapatiste se répartirait. La coordination européenne s'est alors scindée en trois groupes de pays.

1.3 Les coordinations nationales et régionales infra-européennes

Entre janvier et août 2021, l'organisation s'est principalement réalisée à des échelles nationales, régionales et locales. Au sein de chaque pays ou groupe linguistique, des coordinations d'envergure nationale au fonctionnement singulier se sont formées.

Une coordination « francophone » s'est constituée, regroupant France, Belgique, Suisse, et Caraïbes francophones. De même qu'à l'échelle européenne, cette coordination se divisait en plusieurs commissions thématiques : finances, logistique (avec des groupes « légal / anti-répression », « santé », et « transport »), agenda, naval, genre, communication interne/externe, traduction, accompagnement médical et santé, traduction. Initialement plurinationale, cette coordination s'est ensuite scindée par pays, principalement du fait que de nombreuses questions restaient déterminées par les frontières des états-nations, comme diverses questions financières, de santé, d'assurance, de logistique. La Suisse romande, la Belgique et le Pays Basque ont créé leurs propres coordinations autour de février 2021, et la coordination française s'est nommée « inter-régionale », pour mettre au premier plan les échelles régionales et locales. La coordination francophone et ses commissions ont été investies par des militant.es de groupes locaux, mandaté.es au niveau régional pour les représenter. Depuis au moins mai 2021, et encore en septembre 2021, il existait huit coordinations régionales : Sud-ouest, Auvergne Rhône-Alpes, Sud-est, Nord-ouest, Île-de-France, Nord-est, Centre, et Bourgogne Franche-Comté. Les découpages régionaux et les commissions ont varié dans le temps, à mesure de l'évolution de l'investissement des militant.es dans chaque espace d'organisation. Dans

1 Compte-rendu de la réunion européenne du 20 janvier 2021.

les premiers mois de 2021, un organigramme a été réalisé par la coordination d'Île-de-France et synthétise l'organisation européenne et francophone :

Image 1. Organisation pour le voyage des Zapatistes en Europe en 2021, élaboré par la coordination Île-de-France (téléchargé le 31/05/2021 puis anonymisé).

Organisation pour le voyage des Zapatistes en Europe en 2021

Coordination européenne

Constituée de collectifs, d'organisations et de personnes en lien avec le réseau Europa Zapatista.

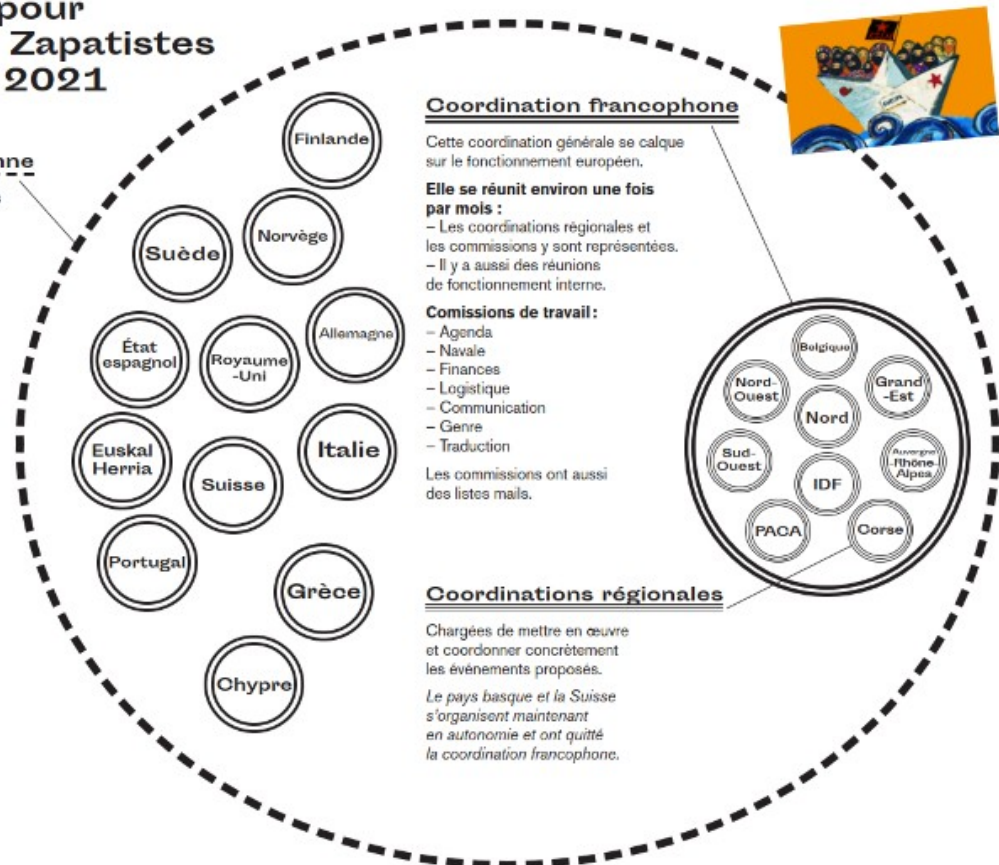
La coordination se réunit environ une fois par mois :

- Les zapatistes y sont représentés par deux mandats
- Les différentes coordinations par pays/territoires et les commissions y sont représentées.
- Des collectifs et des individus membres y prennent parfois la parole.

Commissions de travail :

- Finances
- Agendas
- Genre
- Santé
- Communication
- Navale
- Légale
- Traduction.

Chaque commission et la coordination ont des listes mail.



En Suisse, chacune des trois zones linguistiques a mis en place ses propres assemblées. Seul un collectif, dans le canton du Tessin, faisait partie de Europa Zapatista. Une assemblée suisse a été constituée dès octobre, et la langue commune a été l'espagnol. Elle n'a pas créé de commissions thématiques, car elle comptait trop peu de militant.es. Seule une commission de genre s'est réunie¹.

En Grèce, une grande assemblée très diversifiée a développé des commissions thématiques similaires à celles européennes, ainsi que des coordinations régionales ou thématiques, comme le « Comboy Politico de Mujeres que Luchan », un groupe de femmes militantes. Dans d'autres espaces, l'organisation est principalement le fait d'un petit groupe coordinateur, généralement appartenant au réseau Europa Zapatista.

¹ Prise de parole publique d'une militante suisse, 31 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain.

Dans le pays de Valence¹, un groupe restreint pré-existant et lié à Europa Zapatista s'est chargé de faire l'intermédiation entre la région et les échelles européenne et nationale, et de coordonner la plupart des activités de l'assemblée. A partir de janvier 2021, des réunions régionales ont été organisées dans le pays de Valence, et des commissions thématiques se sont constituées².

Au Portugal, comme les réseaux de solidarité avec les zapatistes étaient peu présents, le travail principal de la coordination portugaise a été celui de la diffusion du zapatisme par l'organisation d'événements de sensibilisation. La plupart de ces personnes se mobilisent plutôt en milieu rural, pour la défense du territoire contre l'agriculture extensive dans le sud du pays, et contre des mines de lithium dans la partie nord. Trois sous-groupes géographiques ont été créés et se réunissent dans les villes de Lisbonne, Coimbra et Porto³.

1.4 Les coordinations locales et régionales, et leurs spécificités

Des particularités apparaissent également aux échelles locales. Aux coordinations européenne et nationales ou régionales, s'ajoutent de très nombreuses assemblées locales pour préparer les invitations aux zapatistes dans les diverses localités. Ne serait-ce qu'en France, près d'une centaine d'invitations ont été envoyées sur l'ensemble du territoire⁴. Les modalités d'organisation varient selon les lieux. A Paris, des assemblées locales ou thématiques se sont tenues, mais les principales assemblées sont celles qui ont lieu à l'échelle de toute l'Île-de-France et réunissent souvent autour d'une cinquantaine de personnes. A Montreuil-Bagnolet, une autre assemblée regroupant des représentants de luttes locales s'est formée, mais s'est fondue dans l'assemblée d'Île-de-France autour de juillet 2021. A Barcelone, s'est d'abord constitué un groupe à l'échelle de la ville, puis des assemblées par quartier⁵.

En Bourgogne-Franche-Comté, l'annonce du voyage des zapatistes a suscité l'intérêt de divers collectifs autour de Dijon, qui se connaissaient déjà entre eux ou avaient déjà travaillé ensemble. Des groupes militants de Besançon se sont associés à ceux des alentours de Dijon pour accueillir les zapatistes, profitant de rapprochements favorisés par la participation conjointe à une campagne inter-organisations d'actions nommée « les Soulèvements de la Terre ». Des réunions régionales ont eu lieu régulièrement pour mettre au point une invitation commune en mars, puis se sont espacées et relocalisées. A Dijon, des actions de sensibilisation ont été organisées régulièrement, afin de récolter des fonds pour financer l'étape de la caravane dans la région. Ce n'est qu'en

1 Ce terme désigne le territoire qui correspond géographiquement à la communauté autonome de Valence, dans l'état espagnol.

2 Prise de parole publique, 31 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain.

3 Prise de parole publique, 12 août 2021, Madrid, notes de terrain.

4 Comptes-rendus et documents de la commission agenda francophone, janvier 2021.

5 Prise de parole publique d'une militante catalane, 31 juillet 2021, NDDL, notes de terrain.

septembre que des réunions régionales ont repris, lors de l'arrivée de la délégation zapatiste à Vienne.

Lors d'une réunion inter-régionale, un militant de Montpellier a décrit le processus d'éviction des organisations de son assemblée. Il raconte qu'au bout de quelques mois, l'assemblée a décidé de « virer toutes les orgas », en raison de « comportements très clivants ». Les personnes de l'assemblée n'ont plus pu venir en tant que personnes mandatées par une organisation ou comme représentant.es. Dans la région Sud-Ouest, à laquelle Montpellier est rattachée, les réunions se tenaient physiquement toutes les quatrièmes semaines du mois, ce qui a posé des difficultés de déplacements. A la première assemblée, il y avait près de soixante-dix personnes et de très nombreux groupes représentés. En juillet, seuls restaient environ une dizaine de collectifs¹.

Lors de cette même réunion inter-régionale, une personne a présenté l'assemblée drômoise. Cette dernière se réunissait une fois par mois entre janvier et mars, avec une trentaine de personnes venant majoritairement à titre individuel. En mai et juin, les rencontres ne regroupaient plus qu'une poignée de personnes : « les gens sont overbookés sur d'autres luttes ». Plusieurs tensions étaient apparues localement : plusieurs personnes se montraient réticentes à utiliser des messageries électroniques sécurisées, la communication était difficile, les réunions n'étaient pas suffisamment préparées ou alors toujours par les mêmes personnes².

L'organisation du voyage des zapatistes est donc très complexe et se joue à diverses échelles. Chaque localité européenne présente des spécificités organisationnelles, mais aussi en termes de composition sociale et militante, et en termes de culture politique.

2. Une thématique centrale : le genre

La thématique du genre est centrale dans le voyage des zapatistes. Si elle l'est pour les zapatistes, dans leur mouvement au Chiapas, elle l'est aussi pour les militant.es européen.nes. En effet, les inégalités de genre ne sont pas absentes des espaces des mouvements sociaux de gauche et extrême-gauche. Au cœur des thématiques promues par le voyage des zapatistes, se trouvent les revendications des femmes qui luttent, les féminicides, et les problématiques spécifiques aux personnes « dissidentes de genre ». Cela donne lieu à des événements féministes, mais aussi à une attention féministe constante dans les espaces d'organisation du voyage.

J'emploie avec précaution le concept de « féminisme ». Certains mouvements de femmes se sont construits en opposition avec certaines tendances du « féminisme ». Je tente aussi d'éviter de parler uniquement des « femmes », puisque les acteurices rencontré.es tout au long de cette

1 Intervention lors de réunion inter-régionale du 30 juillet 2021, notes de terrain.

2 Intervention lors de réunion inter-régionale du 30 juillet 2021, notes de terrain.

recherche accordent souvent de l'importance aux problématiques de la transidentité, de l'intersexualité ou de la non-binarité¹. Cependant, dans cette sous-partie consacrée à la thématique du genre, j'aborde principalement la question de la participation des femmes et les oppressions spécifiques qui les affectent². Les problématiques touchant les personnes transgenre, intersexe ou non-binaires ont été assez peu visibles durant mes observations, à une exception près développée dans le cinquième chapitre.

J'utilise le terme de « genre », tel qu'il a été défini de manière critique par des chercheuses féministes. D'après l'historienne Joan Scott, « le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir »³. Pour Laure Bereni et ses co-auteurices, le genre est « un système de bicatégorisation hiérarchisée entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs qui leur sont associées »⁴. Autrement dit, le genre est une construction sociale, située dans des relations de domination historiques. Par ailleurs, comme l'indiquent des afro-féministes ou des féministes décoloniales des Suds, le genre est intriqué avec de multiples autres catégorisations hiérarchisées, comme la race ou la classe.

2.1 La thématique du genre dans le mouvement zapatiste

Dans le mouvement zapatiste, un pan central des revendications concerne les femmes. Des femmes commandantes ont participé aux négociations de San Andrés, à la Marche de la Couleur de la Terre en 2001, mais aussi lors du séminaire « La pensée critique face à l'hydre capitaliste ». Les rencontres internationales des « femmes qui luttent », en 2018 et 2019, ont réaffirmé la volonté de mettre les questions de genre au centre, y compris dans la solidarité planétaire. Les femmes zapatistes mettent en avant le libre consentement dans le foyer mais aussi dans la mobilisation, et luttent

1 J'entends par **transidentité** le fait de se considérer comme un homme ou une femme transgenre, c'est-à-dire dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe attribué à la naissance. À l'inverse, une personne **cisgenre** est une personne dont l'identité de genre correspond au sexe qui lui a été assigné à la naissance. Pour les personnes **intersexe**, il est fréquent que l'un des deux sexes sociaux leur soit assigné à la naissance, alors même qu'elles sont nées avec des caractéristiques biologiques pouvant correspondre aux deux sexes sociaux. D'autres personnes ne s'identifient pas au sein des deux catégories de genre socialement reconnues, homme ou femme. Elles se définissent comme **non binaires**, ce qui signifie que leur identité de genre ne peut être contenue dans la binarité sociale ordinaire. Au sein des personnes non binaires, une multiplicité d'identifications sont possibles. Ces modalités d'identification ne sont pas purement identitaires ou psychologiques. Elles donnent lieu à des incompréhensions, des discriminations et des violences matérielles, qui engendrent de véritables souffrances.

2 Je prends soin de préciser ceci, pour éviter l'écueil qui consisterait à « inclure » formellement les personnes trans, inter et non-binaires dans l'écriture, sans étudier spécifiquement les problématiques qui les touchent directement, et qui ne recourent pas systématiquement les problématiques qui affectent les femmes cisgenre. Pour ma réflexion, je m'appuie sur des ressources produites par des personnes *queer*, comme le blog <https://lavieenqueer.wordpress.com>.

3 Scott Joan (1988). « Genre, une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, « Le Genre de l'histoire », 37-38, p. 141.

4 Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2020). *Introduction aux études sur le genre*, de Boeck, 3e édition, Bruxelles, p. 8.

pour réduire les violences sexistes. L'interdiction de l'alcool et des drogues dans les territoires zapatistes a contribué à réduire les violences domestiques, face auxquelles il est devenu possible de lutter via les instances de la justice autonome¹. De plus, la participation politique des femmes a conduit les hommes du foyer à devoir assumer certaines tâches domestiques historiquement dévolues aux femmes.

La défense des femmes qui s'effectue dans le mouvement zapatiste est assez éloignée des approches féministes dominantes. Marta Sanchez Néstor, investie dans des organisations de femmes indigènes au Mexique, oppose « mouvements de femmes » et « féminismes ». Les femmes blanches ou métisses, qui ont fait des études, qui sont devenues « expertes en genre »² et occupent des places élevées, monopolisent la parole, empêchent le dialogue, et contribuent même parfois à invisibiliser les luttes des femmes indigènes³. L'autrice souligne les difficultés à s'affirmer pleinement comme féministe dans les organisations indigènes, car cette étiquette est souvent réservée à des universitaires, aux femmes politiques ou aux féministes des Nord. Elle invite à penser un féminisme intersectionnel, afin de limiter les effets de classe et de race entre femmes. Sa vision du féminisme laisse une grande place à la diversité des femmes, qui se trouvent unies par « des convictions de lutte et une même volonté de renforcement et de croissance collective et personnelle »⁴. D'après Sabine Masson, les féministes blanches ou métisses⁵ laissent souvent de côté les thématiques de race ou de classe, qui restent au centre de l'expérience quotidienne et des revendications des femmes indigènes. Elles adoptent fréquemment des pratiques autoritaires, « maternalistes », « victimisantes » à l'égard des femmes indigènes⁶.

Parmi les militant.es en Europe, cette différence d'approches est connue et analysée. Dans le mouvement Mujeres y Disidencias de la Sexta Otra Europa y Abya Yala, créé au début de la pandémie de Covid 19 et dynamisé à l'annonce du voyage des zapatistes⁷, le choix des mots pour définir les personnes engagées a été important. Rosa, une militante, la cinquantaine, originaire du Mexique, a insisté sur le fait que le nom de « la collective »⁸ ne mentionne pas « le genre » ou « le féminisme », mais « les femmes », comme l'ont fait les zapatistes lors des rencontres « de femmes qui luttent ». D'après Rosa, cela permet d'« inclure les personnes qui ne se disent pas féministes »⁹. Les

1 Baschet, Jérôme (2019). *Op. cit.*, p. 346.-347.

2 Verschuur Christine (dir.) (2017). *Expertes en genre et connaissances féministes sur le développement : Qui sait ?*, Paris, Genève : Graduate Institute Publications, 262 p.

3 Sanchez Néstor Marta (2005). *Art. cit.*, p. 60.

4 *Idem*, p. 54.

5 J'emploie « métisses » dans le sens de « *mestizas* », employé en Amérique hispanophone pour désigner les femmes qui ne sont ni indigènes, ni afro-descendantes, ni européennes ou nord-américaines.

6 Masson Sabine (2006). *Art. cit.*

7 Discussions informelles avec des militantes de ce mouvement, notes de terrain.

8 Selon une pratique en vogue dans les groupes féministes, le terme est féminisé, par choix politique.

9 Entretien non enregistré, en espagnol, 20 septembre 2021, Paris, notes de terrain.

militant.es de ce groupe comptent aussi des personnes « dissidentes » de genre. Pour Rosa, la notion de « dissidence » est plus politique que celle de « diversité », employée aussi par les institutions dominantes. La « dissidence » suppose une rébellion, ce qui crée un lien entre anticapitalisme et antipatriarcat, et en fait un concept « plus zapatiste ». Ce qui est recherché n'est pas un changement des situations individuelles, mais un « changement de monde ». De la même manière, le nom des rencontres réalisées à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a été minutieusement étudié et défini. J'avais écrit dans un texte intermédiaire « rencontres en mixité choisie », que j'avais partagé à quelques militant.es. Rosa m'a corrigée en m'envoyant l'affiche, en français, de l'événement, avec le nom choisi collectivement : « Rencontre de femmes, personnes trans, inter et non-binaires dans l'Autre Europe. De nombreuses luttes pour la vie, un seul et même cœur pour la lutte »¹. Il ne s'agit pas de « rencontres féministes », ni de « rencontres sur la thématique du genre ». Ce sont des rencontres « pour la vie », profondément dissidentes, pour un changement de monde.

L'approche de genre des zapatistes considère aussi les personnes dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe qui leur est assigné à la naissance. Lors des rencontres internationales des femmes qui luttent de 2019, des personnes transgenre ont participé aux événements². Le sous-commandant Galeano a progressivement utilisé des néologismes inclusifs dans ses discours, qui réduisent la binarité du genre. Aux mots au féminin (terminant généralement en « -a ») et au masculin (en « -o »), s'ajoutent leur version non binaire, avec la terminaison « -oa ». D'après Elena Ansoategui, ces néologismes sont utilisés pour rappeler « que le monde n'est pas nécessairement binaire, divisé entre homme-femme, revendiquant l'inclusion d'autres identités », et permettent « d'affirmer l'existence d'un être différent que le langage commun ignore, pour dénoncer cette ignorance et le reconnaître comme sujet »³.

2.2 Limiter les inégalités et les violences de genre dans le militantisme

Les zapatistes, tout comme les femmes indigènes mobilisées, travaillent à réduire les rapports de genre existant dans les espaces de mobilisation. En 1997, à l'occasion de la Première rencontre nationale de femmes indiennes, au Mexique, la commandante zapatiste Ramona expliquait que la lutte des femmes a été double, à la fois externe et interne à l'espace de mobilisation :

-
- 1 Entretien non enregistré, en espagnol, 20 septembre 2021, Paris, notes de terrain ; échange de messages personnels.
 - 2 « Nous n'avons pas besoin de permission pour être libres. Femmes qui luttent et féminisme », fanzine rédigé par Monica Piceno, diffusé à la ZAD de Notre-Dames-des-Landes, juillet 2021.
 - 3 « *La creación de neologismos como alguno es utilizado como recordatorio de que el mundo no es necesariamente binario, dividido entre hombre-mujer; reivindicando la inclusión de otras identidades. (...) El neologismo alguno le sirve al SIG para afirmar la existencia de un ser diferente que el lenguaje común ignora, para denunciar esta ignorancia y para reconocerlo como sujeto* » (traduction libre), Ansoategui Elena (2018). « El discurso zapatista después de Marcos : de la ficción a la realidad o al revés », *Kamchatka. Revista de analisis cultural*, 12, p. 84.

« Nous avons dû vaincre beaucoup de résistances pour arriver jusqu'ici : celle des tenants du pouvoir, qui voudraient nous maintenir séparées et silencieuses ; celle des riches du Mexique, qui voudraient disposer de nous comme d'animaux à exploiter ; celle des étrangers, qui s'approprient nos meilleures terres et qui voudraient nous avoir comme esclaves ; celle des militaires qui nous violent, menacent nos enfants et introduisent drogue, alcool, prostitution et violence dans nos communautés ; celle de ceux qui voudraient agir et penser en notre nom, parce que cela leur déplaît que nous, les Indien-ne-s, nous nous exprimions en notre propre nom et parce que notre révolte leur fait peur... »

Mais si nous sommes arrivées jusqu'ici, c'est aussi parce que nous avons vaincu la résistance de certains de nos camarades qui ne comprennent pas l'importance que les femmes participent de la même manière que les hommes »¹.

Les rapports de pouvoir liés au genre ne s'effacent pas dans les groupes militants, y compris ceux qui se disent féministes. D'après Danièle Kergoat, « les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les mouvements sociaux »². La militance implique également une répartition des tâches, qui peut être inégale. Lucie Bargel montre, par exemple, des mécanismes sexués au sein de groupes politiques de jeunes en France. Une division sexuelle du travail militant et une répartition sexuée des tâches évincent les femmes des postes individuels. Cette répartition est vue comme la continuité des dispositions « naturelles » différenciées des hommes et des femmes³. Ce travail indispensable est par conséquent invisible, peu reconnu et peu rétribué, que ce soit matériellement ou symboliquement⁴. De même, au début des années 2000, Jules Falquet montre que la répartition sexuelle du travail, le modèle familial défendu et les modèles culturels mobilisés par le FMLN au Salvador, l'EZLN au Mexique et le MST au Brésil restent très patriarcaux. Dans ces organisations révolutionnaires, les femmes ont réalisé un nombre réduit d'activités, majoritairement dans des positions subordonnées, et ces activités s'ajoutaient presque toujours à leurs responsabilités domestiques⁵.

Par-delà ces dynamiques discriminatoires insidieuses, les violences sexistes et sexuelles pénètrent aussi les milieux militants. Dans les milieux anarchistes québécois et français, Francis Dupuis-Déri souligne la prégnance d'un anti-féminisme fort, qui donne parfois lieu à des violences physiques⁶. À la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, lors du discours d'ouverture des rencontres en

1 Paroles de la commandante Ramona. Première rencontre nationale de femmes indiennes, Oaxaca, 1997, cité par Martha Sanchez Néstor (2005). *Art. cit.*, p. 50.

2 Kergoat Danièle, Imbert Françoise, Le Doaré Hélène, Senotier Danièle (1992). *Les Infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris, Lamarre, p. 122.

3 Bargel Lucie (2005). « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant.es », *Nouvelles Questions féministes*, 24(3), 36-49.

4 Filleule Olivier (2009). « Chapitre 1/ Travail militant, action collective et rapports de genre », in Filleule Olivier, Roux Patricia, *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, 23-72.

5 Falquet Jules (2005). *Art. cit.*, p. 21-22.

6 Dupuis-Déri Francis (2009). « Chapitre 7/ L'anarchisme face au féminisme. Comparaison France-Québec », in Olivier Filleule, Roux Patricia, *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, 187-204.

mixité choisie, des personnes de l'organisation ont expliqué la double motivation de ces journées. D'abord, l'arrivée d'une délégation majoritairement féminine et féministe de zapatistes, et ensuite le viol qui avait eu lieu pendant le festival Zad Envies organisé à l'été 2020. Les violences sexistes sont fréquentes sur la zone et pour de nombreux.ses habitant.es de la ZAD, la lutte contre les oppressions et les violences est un enjeu majeur.

2.3 Le genre dans le « voyage pour la vie »

Dès le premier paragraphe de la sixième partie du communiqué « Une Montagne en Haute Mer », publié en octobre 2020, le voyage pour la vie concerne la vie des femmes. Il place au cœur du voyage la présence des femmes :

« Les délégations zapatistes seront formées majoritairement par des femmes. Pas seulement parce que de cette manière elles veulent rendre l'embrassade qu'elles ont reçue durant les rencontres internationales antérieures. Aussi, et surtout, pour que les hommes zapatistes, nous faisons clairement savoir que nous sommes ce que nous sommes, et nous ne sommes pas ce que nous ne sommes pas, grâce à elles, pour elles, et avec elles »¹.

Il était initialement prévu que les délégations zapatistes arrivent en bateau en Europe pour le 8 mars 2021, avec une délégation composée de trois-quarts de femmes. Pour des raisons logistiques, la date a été repoussée. Seul.es sept personnes ont été envoyées par l'Atlantique : quatre femmes cisgenre, deux hommes cisgenre et une femme transgenre : « Ainsi, le premier pied à se poser sur le sol européen (bien sûr, si on nous laisse débarquer) ne sera pas celui d'un homme ni d'une femme. Ce sera celui d'un.e autre »². Dans la symbolique mobilisée par les zapatistes d'une « invasion inversée et consentie », tous les symboles s'inversent. Le continent envahi est le continent historiquement colonisateur. Au lieu d'être conquis par un pied masculin et blanc, il est foulé par un pied « autre ». Un nouveau nom lui est apporté, par les envahisseuses, qui au lieu de l'asservir loue sa résistance. En témoignent les paroles prononcées par Marijosé, délégué.e zapatiste de l'Escadron 421 :

« Au nom des femmes, des enfants, des hommes, des anciens et, bien sûr, des zapatistes autres, je déclare que le nom de cette terre, que ses naturel.les appellent aujourd'hui "Europe", s'appellera désormais : SLUMIL K'AJXEMK'OP, ce qui signifie "Terre insoumise", ou "Terre qui ne se résigne pas, qui ne défaille pas". Et c'est ainsi qu'elle sera connue des habitant.es et des étrangères tant qu'il y aura ici quelqu'un.e qui n'abandonnera pas, qui ne se vendra pas et qui ne capitulera pas »³.

1 EZLN, « Sixième partie: Une montagne en haute mer », *doc. cit.*

2 EZLN, « Escadron 421 (La délégation maritime zapatiste) », <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/04/18/escadron-421/> (consulté le 6 octobre 2021).

3 *Ibid.*

La délégation « aérotransportée », qui a atterri à Vienne à la mi-septembre 2021, ne comptait pas exactement trois-quarts de femmes. Dans un communiqué du 12 septembre, pour préparer leur arrivée, l'EZLN indiquait que 196 miliciennes étaient volontaires pour voyager. Une vingtaine d'entre elles n'étaient pas majeures, mais pourraient voyager dans les prochains continents visités. Finalement, 37 miliciennes et d'autres femmes non miliciennes composent la délégation, représentant moins d'une moitié de femmes¹. Ce même communiqué rappelait un principe féministe de base, le respect du consentement, à l'adresse des militant.es européen.nes qui les allaient les recevoir :

« Aux compañeras, on leur dit que personne ne peut les toucher sans leur consentement explicite. Ni leur prendre la main, ni mettre la main sur leurs épaules, ni rien. On les a, par exemple, instruites sur comment se défaire d'une main d'homme sur leur épaule, peu importe qu'elle soit d'un supérieur ou non. Pareil pour leur image : personne ne peut les prendre en photo ou les filmer sans leur consentement. Encore moins la publier. On leur a montré la vidéo qui apparaît à la fin de ce texte et on leur a demandé si oui ou non, on pouvait la publier. Elles se sont réunies par Caracol et par langue. Elles en ont discuté et se sont mises d'accord, à l'unanimité, pour la publier. Vous voilà prévenue.s »².

Par ailleurs, des événements faisaient surgir des réponses féministes de la part des zapatistes et des militant.es d'Europe. En septembre 2021, lorsque la grande délégation des zapatistes a atterri à Vienne, un double féminicide a été commis contre deux femmes impliquées dans l'accueil des zapatistes. Le 16 septembre, un rassemblement a été organisé, pour exiger la justice, et a regroupé des centaines de femmes féministes et internationalistes présentes. Les deux femmes étaient d'origine somalienne. Les manifestant.es ont chanté une version allemande du chant féministe *Canción sin Miedo*, de Vivir Quintana, avant d'entamer une marche nocturne. Des femmes zapatistes sont venues spontanément, uniformément vêtues de tee-shirts rose³.

2.4 Des rencontres de femmes qui luttent en Europe

La thématique du genre a été adoptée comme centrale par les militant.es vivant en Europe, qui accueillent les zapatistes. Parmi les invitations recensées en mars 2021, je dénombre 37 invitations mentionnant explicitement la thématique du genre (« féminisme », « groupes de femmes », « mixité choisie »...), sur 81 invitations mentionnant un minimum de détails. D'autres invitations sont rédi-

1 EZLN, « Après 17 ans. (La Section milicienne Ixchel-Ramona) », 12 septembre 2021, <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/09/12/apres-17-ans-la-section-milicienne-ixchel-ramona/> (consulté le 6 octobre 2021).

2 *Ibid.*

3 « Mujeres zapatistas participan en concentración y marcha nocturna contra feminicidios en Austria », *Radio Pozol*, 17 septembre 2021, <https://radiozapatista.org/?p=39501&fbclid=IwAR3OKf5xkE116caxh0N8CkkSj4hnGJu6hGYVoh7mPMp1aLMSnBqCeH56D6l&lang=e> (consulté le 8 octobre 2021).

gées en écriture inclusive mais n'insistent pas sur la thématique du genre. Je présente ici deux événements particuliers.

Une flottille atlantique de femmes et dissidences

Le premier est l'organisation d'une flottille navale de « femmes et dissidences », dans le nord-ouest de la France. L'idée de mobiliser des bateaux sur les différents littoraux européens a été travaillée dès l'annonce de l'arrivée des zapatistes, puisqu'il était d'abord convenu qu'ils se déplacent symboliquement en bateau. En juillet 2021, une équipe de quinze personnes a sillonné les côtes bretonnes sur trois voiliers, pour arriver le 27 juillet au port de Couëron, afin de rejoindre les rencontres de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Des militant.es déjà présent.es à la ZAD, ainsi que Carolina, Lupita, Ximena Yuli et Marijosé, de l'Escadron 421 sont allé.es les accueillir à Couëron et les ont raccompagné.es en tracteur jusqu'à la ZAD. Cette navigation était un événement politique, comme en témoigne l'une des navigatrices, lors d'un discours de clôture des rencontres à la ZAD :

« On était quinze, il y a des femmes qui savent bien naviguer, il y en a qui travaillent sur les bateaux, qui ont déjà travaillé, qui ont fait des grosses nav' [navigations], qui sont autonomes, et d'autres qui ne savaient pas du tout naviguer, d'autres qui avaient un méga mal de mer, y en a qui se sont bien amarinnées... On a été vraiment toutes différentes là-dessus. (...) On nous a trop souvent appris que nous ne serons pas capables de faire les choses sans l'aide de mecs cis, notamment dans le milieu maritime. Quand t'arrive avec trois bateaux de femmes et que les gens regardent et qu'il n'y a pas un gars qui sort du canot', ça fait toujours bizarre, ils se disent "il est où le capitaine, il manque quelqu'un"... ! Et en fait si, on le peut, si, on sait faire plein de choses, et ce qu'on sait pas faire et bien on l'apprendra, et puis on s'aidera parce qu'on est plein, parce qu'on est nombreuses et voilà ! »¹.

L'insistance sur les apprentissages, la sororité et la lutte contre les oppressions systématiques dans le milieu maritime donne une portée politique à l'événement. Elles ont ajouté : « la flottille va continuer », et invité d'autres personnes et d'autres bateaux à les rejoindre : « on a l'intention de reprendre à la fois les mers, les rues et nos quartiers »². A Couëron, lors de leur arrivée, toutes les personnes venues les accueillir se sont rassemblées sur la « place des douze femmes en colère ». Les zapatistes se sont positionnées d'un côté de la place, une chorale a entonné un chant féministe. Puis, une personne a raconté l'histoire de la place. Situé sur l'estuaire de la Loire, la ville de Couëron a un long passé industriel, et plusieurs grèves ont éclaté dans ses usines. L'une d'elle, en particulier, a donné son nom à la place :

1 Discours de la Flottille de Femmes et Dissidences, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, 29 juillet 2021, notes de terrain et enregistrement.

2 *Idem.*

« Le patron trouvait que la grève était trop longue. Et du coup, il a envoyé une lettre aux femmes des ouvriers en grève, pour leur dire : dites à vos maris d'aller bosser. Les femmes ont été prises d'une colère et n'ont pas accepté. Elles sont venues dans les bureaux, ici. Elles sont montées voir le directeur et elles lui ont dit : non, nos maris ne retourneront pas travailler. L'argent qu'on veut, c'est pour pouvoir nous nourrir, nourrir les enfants, nous habiller et vivre. Donc, elles ont enfermé le patron dans son bureau [des rires, sifflets et applaudissements répondent, dans la foule rassemblée sur la place]. Elles ont jeté les clés et elles sont restées dans le bureau. Elles ont été arrêtées. Elles ont eu un procès, et elles ont été soutenues par la population et les autres ouvriers, et elles ont gagné le procès. Il y a eu des augmentations, et les ouvriers sont retourné travailler. Cette place s'appelle la Place des Douze Femmes en Colère »¹.

Des Rencontres de femmes, personnes trans, inter et non-binaires de l'Autre Europe à Notre-Dame-des-Landes

La thématique du genre est au centre du voyage de la flottille, qui a été un prélude aux rencontres qui se sont déroulées du 28 au 29 juillet à la ZAD de NDDL. Ces rencontres se sont tenues en mixité choisie. Cela signifie que les personnes appartenant à un groupe social vivant une oppression se retrouvent entre elles et choisissent une mixité restreinte et politique, sans les personnes appartenant au groupe social dominant². Pendant ces deux journées, l'axe de domination travaillé a été celui du genre. Par conséquent, aucun homme cisgenre n'a été le bienvenu sur l'espace du festival pendant ces deux jours. Cet espace a été momentanément réservé à des personnes qui s'identifient comme femme, homme trans, femme trans, personne non binaire, personne intersexe, ou autre.

Cette modalité a été employée lors des rencontres des « femmes qui luttent » en territoire zapatiste. La filiation avec ces rencontres est explicite. Le premier jour des rencontres à la ZAD, j'ai assisté à la projection d'un film sur la première rencontre des femmes qui luttent au Caracol de Morelia, autour du 8 mars 2018. A la fin de la projection, deux militantes ont présenté le film et leur propre expérience de la participation à ces rencontres. Martha, historienne de l'art et anthropologue au Mexique, vivant tantôt en France tantôt au Chiapas, a raconté un discours prononcé par une commandante zapatiste pendant la rencontre de 2018. Elle avait symboliquement allumé une lumière, représentant la force partagée par les femmes qui luttent, et qui devrait être remémorée lorsque les difficultés, les discriminations et les violences se feraient sentir à nouveau. Pour Martha, la lumière allumée à ce moment-là a perduré jusqu'aux rencontres à la ZAD. Elle a relié les douleurs profondes racontées à Morelia et celles racontées par les organisatrices de la ZAD à l'évocation du viol d'une de leurs camarades à l'été 2020. Lors d'un discours qu'elle a prononcé pour la clôture du fes-

1 Discours prononcé à Couëron, 27 juillet 2021, retranscrit à partir de la vidéo « Flotilla de mujeres y disidencias se encuentran con zapatistas. », ¡Compas Arriba!, Medios libres o como los llamen, 5', <https://vimeo.com/580478544> (consulté le 8 octobre 2021).

2 Delphy Christine (2017). « La non-mixité : une nécessité politique », LMSI, <https://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite> (consulté le 8 octobre 2021).

tival, Martha a rajouté que tant les rencontres qui s'achevaient que celles au Chiapas visaient à « ne pas nous sentir seules et nous sentir libre »¹.

Dans la pratique, l'attention aux effets de genre a conduit les organisatrices à mettre en place trois dispositions principales, visant à réduire les violences et à prendre en compte les conditions spécifiques des femmes et personnes dissidentes de genre.

Auto-identification de genre

Premièrement, les organisatrices ont invité à considérer une auto-identification de genre, au-delà de l'apparence physique, et à employer un langage non binaire et non sexiste. Cela implique de ne pas catégoriser les personnes de manière binaire et plutôt d'attendre qu'elles expriment un pronom de préférence. En effet, « mégenrer »² une personne peut être une violence symbolique importante, qui s'ajoute à de multiples oppressions subies par les personnes dont l'apparence physique « ne colle pas » aux normes sociales en vigueur associées à tel ou tel genre.

Interdiction de la vente d'alcool

Deuxièmement, il a été décidé de ne pas vendre d'alcool durant les événements en mixité choisie. Dans les territoires zapatistes, l'interdiction stricte de l'alcool, exigée par les femmes, a permis de réduire les violences domestiques³. La commission de genre européenne a rapidement relayé une demande des zapatistes : limiter, modérer ou décider de manière consensuelle de ne pas vendre et/ou consommer de l'alcool et des drogues durant les événements en présence de zapatistes⁴. En décrivant le contexte de l'alcoolisme dans les communautés indigènes, une organisatrice a tenté de faire comprendre cette décision. Les propriétaires des terres et les fermiers, qui payaient leurs travailleuses avec de l'alcool, avaient généralisé l'alcoolisme, qui avait des répercussions sur les violences domestiques. Des femmes zapatistes avaient donc travaillé à une nouvelle version de la loi révolutionnaire des femmes qui avait été proclamée en 1994, avec de nouveaux points, parmi lesquels l'interdiction de la consommation d'alcool⁵.

Cette disposition a suscité de nombreux débats. Une habitante de la ZAD a rappelé que la vente de boissons alcoolisées permettait généralement de financer des événements politiques. Un certain nombre de militant.es sont devenu.es dépendant.es de l'alcool ou de certaines drogues, et l'interdire pourrait être discriminant et stigmatisant à leur égard. D'autres critiques sont survenues

1 Discours de la Martha, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, 29 juillet 2021, notes de terrain.

2 Ce terme est utilisé, dans les milieux LGBTIQ+, pour désigner le fait d'employer un genre qui n'est pas celui auquel s'identifie la personne à laquelle on s'adresse.

3 Baschet, Jérôme (2019). *Op. cit.* p. 246.

4 « Compromiso manifiesto por el buen vivir, el caminar y el autocuidado », manifeste rédigé par les personnes de la commission genre européenne, document interne à la coordination.

5 *III Participation des femmes dans le gouvernement autonome*, troisième cahier de la petite école zapatiste.

du fait que les rencontres en mixité choisie étaient suivies de rencontres intergalactiques mixtes, du 31 juillet et 1^{er} août, dans lesquelles la vente d'alcool était permise. Ces deux événements ont été organisés par des équipes distinctes, mais pour le second, la thématique du genre a également été prise en compte. La vente d'alcool a été limitée à certains horaires relativement restreints.

Dispositifs anti-sexisme

Troisièmement, des dispositifs anti-sexisme complexes ont été mis en place. De tels dispositifs avaient déjà été pensés et mis en place auparavant, mais ils ont été approfondis pour l'occasion, en réponse aux agressions commises pendant le festival ZadEnvies de 2020¹. Les militant.es ont rappelé que les comportements sexistes et les rapports de domination restaient très présent.es sur la zone et ont affirmé vouloir générer des espaces plus « sûrs ». Des réunions se sont tenues entre 2020 et 2021, qui ont donné lieu aux dispositifs mis en place du 28 au 1^{er} août 2021. Dans un communiqué de janvier 2021 émanant de la ZAD, les mesures suivantes sont listées : créer des temps/espaces en mixité choisie, mettre à disposition un dépliant pour les hommes cisgenre sur les questions de genre, créer une « brigade *awareness* » (sensibilisation/prise de conscience) et un dispositif anti-sexisme en soirées, installer une zone de camping en mixité choisie, rédiger un protocole clair pour réagir en cas d'agression, prévenir si les interventions vont aborder des thématiques potentiellement difficiles à entendre, si elles concernent des récits violents par exemple (*trigger-warning*), mettre en place l'éclairage des chemins pour aller aux zones de camping et éventuellement des pedibus réguliers, travailler à « l'inclusivité » en général².

Pour l'événement du 28-29 juillet, toutes ces mesures, et d'autres, ont été instaurées. Un protocole a été mis en place, intitulé « Festivités *Fight Sexism* » (Festivités – lutte contre le sexisme). Concrètement, cela a impliqué la mise en place d'une « *Awareness Team* », c'est-à-dire une équipe de sensibilisation et de vigilance, dotée de signes distinctifs facilement identifiables (des étoiles et brassards brillants et colorés). Cette équipe a reçu une formation spécifique et connaissait le protocole en cas d'agressions. Elle s'est rendue visible durant le festival, a reçu témoignages et plaintes, et était prête à intervenir. Des numéros d'urgence, en trois langues, pouvaient être appelés à tout moment. Des interprètes bénévoles étaient mobilisables en cas de conflit. Le protocole prévoyait aussi des maraudes anti-sexisme. Des personnes de l'*Awareness Team* et bénévoles ont fait des rondes, à plusieurs, en vélo, pour assurer une vigilance, en particulier autour des zones de camping, certaines étant non mixtes. Le soir, des pedibus était auto-gérés pour s'entre-accompagner aux différents espaces de camping. Chaque jour, un point de rencontre était organisé en mixité choisie, pour

1 En janvier 2021, un communiqué a été publié, travaillé par des militant.es de la ZAD. Un extrait relatant les faits et les mesures mises en place est disponible en annexe.

2 « Communiqué suite aux agressions ayant eu lieu pendant ZADenvies », 3 janvier 2021, site internet de la ZAD de NDDL, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6809> (consulté le 11 octobre 2021).

échanger sur la tenue de l'événement, partager des émotions et s'informer sur les dispositifs en cours. Il se tenait à proximité d'un « bus féministe » aménagé en non-mixité, installé pour perdurer au moment des rencontres mixtes. A l'infokiosque, des livres, brochures et bande-dessinées étaient à disposition sur les thématiques du sexisme et oppressions de genre. D'après une organisatrice, l'enjeu de ce protocole était préventif : éveiller, outiller, développer une responsabilité partagée, une culture du consentement, permettre des soirées « *safe* », et se former pour réagir individuellement et collectivement¹.

Les dispositifs étaient toujours pensés pour être flexibles, adaptables et ouverts aux critiques et propositions. Le 30 juillet, journée de transition entre les deux parties des rencontres, des « points d'étape » se sont organisés pour « essayer de sentir comment ça va » et savoir si « ce qu'on propose est suffisant, et sinon, dans la mesure du possible, [si] on peut mieux [l']adapter pour que l'événement soit vécu au mieux pour tout le monde »².

Ces dispositifs n'ont pas permis d'éviter des situations d'agressions pendant les journées mixtes. Aucune déclaration publique n'a été réalisée, les personnes ayant vécu les agressions n'ayant pas souhaiter exposer leur situation. Néanmoins, des personnes de l'*Awareness Team* ont rapporté avoir été sollicitées à plusieurs reprises. Parmi l'équipe, des manières différentes de gérer les situations de conflit se sont affrontées, et des critiques ont émergé. Le processus d'évaluation des procédures et techniques mises en place est en cours, encore en novembre 2021³.

Inversion de la division sexuelle du travail

Les hommes cisgenre n'étaient pas les bienvenus durant les rencontres de femmes, personnes trans, inter et non binaires. Cependant, certaines tâches pouvaient leur être confiées, comme, par exemple, la garde des enfants. Les femmes se sont historiquement moins investies dans les activités militantes, en raison de contraintes domestiques et familiales. Selon Margaret Maruani, cela les a conduites à revendiquer une moindre concentration des activités militantes, une modification des horaires des réunions, et la prise en compte de leurs autres engagements et contraintes⁴. Pour permettre aux femmes ayant la charge d'enfants de participer à des activités militantes aussi concentrées et intenses, des garderies devaient être mises en place, tenues par des personnes n'ayant pas à participer aux rencontres, c'est-à-dire des hommes cisgenre. De la même manière, la cuisine collective était un des seuls lieux dans lesquels les hommes cisgenre pouvaient participer.

1 Discours prononcé lors de l'ouverture des rencontres, le 28 juillet 2021, notes de terrain.

2 Discours prononcé par une organisatrice responsable du protocole Festivités Fight Sexism, lors de la clôture des rencontres en mixité choisie, le 29 juillet 2021, notes de terrain.

3 Discussion informelle avec une personne ayant participé à l'organisation des événements, notes de terrain.

4 Maruani Margaret (1979). *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 271 p.

Des ateliers de déconstruction pour hommes cisgenre

En parallèle des rencontres en mixité choisie, des ateliers étaient organisés entre hommes cisgenre. La pratique des groupes d'hommes pour échanger sur les masculinités et le féminisme débute dans les années 1970, comme le rappelle Alban Jacquemart¹. Elle est très liée aux mouvements féministes et marquée par l'adhésion de ces hommes aux discours féministes. Les groupes d'hommes visent à remettre en cause les identités masculines et les rapports de domination, autrement dit à « refuser la virilité obligatoire »². L'organisation de ces réflexions répond en partie à un appel émanant des personnes ayant écrit le communiqué dénonçant les violences sexistes sur la ZAD le 3 janvier 2021, adressé aux hommes cisgenre :

« Ne nous attendez pas pour vous déconstruire ; contribuez à l'éducation des autres hommes ; ne nous dites pas comment réagir face à une agression sexiste »³.

Ces groupes de travail entre hommes évitent de faire reposer sur les femmes et personnes dissidentes de genre un travail de pédagogie qui s'ajouterait à une charge de travail et des oppressions systématiques généralement plus importantes. De nombreuses ressources ont été utilisées durant ces ateliers, comme le « Petit guide de 'disempowerment' pour hommes proféministes », rédigé par Francis Dupuis-Déri. D'après lui, le féminisme travaille à la reprise de puissance par les femmes (*empowerment*) dans un système décrit comme patriarcal. Les hommes cisgenre devraient donc travailler à leur « *disempowerment* » :

« Le disempowerment des hommes n'implique pas de réduire notre capacité d'agir ou d'être moins confiants et moins puissants en tant qu'êtres humains, mais en tant qu'hommes et donc en tant que membre de la classe dominante et privilégiée dans le patriarcat. L'engagement des hommes dans un processus individuel et collectif de disempowerment consiste à réduire le pouvoir que nous exerçons individuellement et collectivement sur les femmes, y compris les féministes »⁴.

2.5 Une thématique prise au sérieux par les coordinations européennes

La thématique du genre et la question des rapports de domination ne sont pas seulement prises en compte dans l'organisation d'événements. Elles ont également façonné la manière d'organiser les coordinations européennes pour l'accueil des zapatistes. La commission de genre européenne a

1 Jacquemart Alban (2006). « Quand le militantisme trouble l'identité de genre: L'expérience des « groupes d'hommes » dans les années 1970 (entretien) », *Terrains & travaux*, 10, 77-90.

2 *Idem*, p. 89.

3 « Communiqué suite aux agressions ayant eu lieu pendant ZADenvies », 3 janvier 2021, site internet de la ZAD de NDDL, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6809> (consulté le 11 octobre 2021).

4 Dupuis-Déri Francis (2014). « Petit guide du 'disempowerment' pour hommes proféministes », *Possibles*, 38(1), 79-96.

proposé un protocole pour la prise en compte des rapports de genre dans les réunions et la préparation du voyage des zapatistes. Dans les assemblées locales et régionales auxquelles j'ai assisté, les rapports de genre sont très fréquemment soulevés et donnent lieu à des mesures spécifiques, qui peuvent faire espérer des avancées par rapport aux milieux militants étudiés par Lucie Bargel, par exemple (voir *supra*).

Le protocole de la commission genre européenne

La commission de genre fonctionne en mixité choisie : « les hommes cisgenre comprennent que leur collaboration n'est pas souhaitée dans cet espace »¹. Son objectif est « d'accompagner le Voyage Zapatiste avec un regard féministe, décolonial et intersectionnel » et les personnes qui la composent se déclarent « ouvertes à d'autres expressions de lutte de femmes, personnes trans et non-binaires qui se prononcent contre tout type de discrimination »². La commission informe sur les événements féministes du voyage des zapatistes, veille à ce que chaque moment de la venue des zapatistes soit « anticolonial, féministe, antiraciste, anticapitaliste », et organise des événements comme les rencontres à Notre-Dame-des-Landes.

Malgré des difficultés de fonctionnement, la commission de genre a rédigé un « Engagement manifeste pour le bien-vivre, le cheminer et l'auto-soin », qui a pu servir de guide pour accompagner le voyage zapatiste et sa préparation. Il s'agit d'une « déclaration politique pour l'équité réelle, la rébellion et résistance, qui implique de déconstruire des pensées, attitudes et actions de domination et discrimination, qui détruisent la vie dans toutes ses formes »³. Ce manifeste vise toutes les formes de domination, basées sur le genre, la race, la classe, la capacité fonctionnelle, etc. Il propose des principes pour tenir les réunions, organiser les rencontres et événements.

Tableau 5. Principes pour tenir des réunions « inclusives »⁴.

Concernant les réunions, la commission genre préconise de :

- désigner une personne chargée de la facilitation ;
- organiser des tours de parole brefs et paritaires et veiller à l'écoute active ;
- considérer que « les ressentis se valent », selon un mot d'ordre des groupes féministes et antiracistes ;

1 « Compromiso manifiesto por el buen vivir, el caminar y el autocuidado », manifeste rédigé par les personnes de la commission genre européenne, document interne à la coordination, (traduction libre).

2 « Queremos acompañar la Gira Zapatista con una mirada feminista, decolonial e interseccional, abiertas a otras expresiones de lucha de mujeres, personas trans y no binarias que se pronuncian contra cualquier tipo de discriminación », (traduction libre), *Idem*.

3 « pronunciamiento político por la equidad real, de rebeldía y resistencia que implica deconstruir pensamientos, actitudes y acciones de dominación y discriminación, que destruyen la vida en todas sus formas » (traduction libre), *Idem*.

4 « *Compromiso manifiesto por el buen vivir, el caminar y el autocuidado* ».

- veiller à la durée des réunions ;
- veiller au langage utilisé, afin d'inclure les identités féminines, non binaires, trans, inter, « sans aller jusqu'à être rigide ou à perdre la spontanéité » ;
- veiller à ce que des décisions soient prises avant la fin de la réunion ;
- veiller à l'attention, la fatigue et la dispersion ;
- toujours rappeler que les zapatistes qui viennent sont une majorité de femmes ;
- penser les questions de genre depuis une perspective décoloniale ;
- respecter les différences.

Le féminisme et l'attention aux rapports de genre dans les assemblées locales

Ce protocole s'est accompagné de discussions dans diverses assemblées. Dans les espaces que j'ai observés, en France, il a été décidé que le travail politique doit appartenir en priorité aux femmes et dissidences. La division sexuelle du travail militant est constamment remise en question.

D'une part, les rôles de leadership et de représentation sont volontairement attribués en priorité aux femmes et dissidences plutôt qu'aux hommes cisgenre, et aux personnes racisées plutôt qu'aux personnes blanches. Dès lors que des personnes doivent être référentes d'un domaine, ou représenter leur localité ou région à une autre échelle, le genre devient un critère de choix des représentant.es. Cela se fait de manière souvent explicite. Dans l'assemblée d'Île-de-France, plusieurs personnes ont animé de manière répétée les réunions durant ma période d'observation, et ont souvent réaffirmé l'importance du leadership féminin. Lors de la réunion ordinaire du 14 juillet, il a été question de la commission de communication régionale. Une personne de la commission a annoncé que quatre personnes s'étaient proposées pour être référentes de la communication et les a désignées du doigt. Une femme au premier rang, militante Gilet Jaune, a remarqué : « que des mecs ! ». La réaction de l'assemblée a été mi-exaspérée, mi-amusée. « Ce n'est qu'un constat ! », s'est-elle sentie obligée d'ajouter. Cependant, plusieurs personnes ont pris cette remarque au sérieux, dont l'animatrice de la séance, qui avait démontré une longue expérience militante et féministe : « c'est une vraie question », est-elle intervenue. Elle a insisté sur les dimensions structurelles des dynamiques « patriarcales », qui empêchent à beaucoup de femmes de faire preuve de « volontarisme », car souvent « on a tendance à se mettre en retrait », et « si un mec y va, on est très contentes ». Un homme de la commission de communication a ajouté que la commission était très masculine, et que les femmes étaient les bienvenues pour en faire partie. Sabine, l'animatrice, a rappelé que, concernant les personnes référentes, il était important d'avoir une femme et un homme à chaque fois. Concernant les prises de parole, elle a ajouté que les femmes devaient aussi pouvoir prendre la parole¹.

1 Réunion ordinaire de la coordination d'Île-de-France, 14 juillet 2021, notes de terrain.

La prise de parole en public de personnes généralement écartées de ces rôles est encouragée. En préparant une conférence de presse, organisée le 20 juillet 2021¹, une participante a insisté sur le fait que les personnalités invitées pour prendre la parole à cette conférence de presse devaient être majoritairement, sinon exclusivement, des femmes ou dissidences de genre, et des personnes non blanches². Ce choix politique vise à refuser de reproduire la division sexuelle et raciale du travail militant et redonne une place centrale, médiatique et symbolique à des personnes historiquement reléguées à des tâches invisibilisées. Lors d'événements publics, les femmes, les personnes dissidentes de genre, les personnes jeunes et avec une faible expérience militante, les personnes racisées, les personnes qui ne parlent pas la langue dominante ou la parlent de manière hésitante, sont incitées à prendre la parole, et des mesures sont prises pour désamorcer leurs possibles craintes. J'en ai moi-même fait l'expérience. Lors d'un rassemblement sur la place Saint-Augustin, le 22 juillet 2021, j'ai été invitée à faire un discours public pour présenter rapidement le groupe qui invitait les zapatistes à Besançon, ma ville d'origine. J'ai d'abord refusé catégoriquement, avec des arguments variés. Ma position ambivalente de chercheuse m'incommodait. Prévenue la veille, je n'avais pas le temps d'obtenir un mandat politique par le groupe de Besançon, par ailleurs très faiblement structuré à ce moment-là. Je savais ne pas être à l'aise en public. Je craignais de ne pas avoir de légitimité. Pourtant, plusieurs personnes me l'ont demandé simultanément, parce que j'étais, à ce moment-là, la seule personne provenant d'une autre région française que l'Île-de-France. J'ai accepté, à contre-cœur et avec un sentiment de malaise. Le lendemain, avant le rassemblement, un temps de travail militant était organisé dans les locaux d'un syndicat parisien. J'ai aidé des militantes danoises à traduire et à s'entraîner à prononcer leur propre texte, en français. Maladroitement, j'ai fait part de mon inquiétude et de mon malaise à Sabine, une militante syndicaliste d'une quarantaine d'années, qui s'était positionnée pour une représentation politique des femmes dans l'assemblée d'Île-de-France. Elle m'a immédiatement encouragée, en faisant référence à sa propre trajectoire de femme militante. Pour elle non plus, prendre la parole en public n'avait pas été évident. Mais elle avait été contrainte d'apprendre, pour éviter que des hommes prennent systématiquement la parole à sa place, ou en son nom. Elle m'a ensuite donné des conseils, comme celui de chercher des visages amis dans la foule. Elle m'a assuré qu'elle-même serait attentive et soutiendrait mon regard si j'en avais besoin. D'autres femmes m'ont raconté leur première expérience de prise de parole politique en public.

Faire l'expérience de l'entraide et du partage de savoirs et d'expériences entre femmes, depuis ma position de femme jeune avec une moindre expérience militante, m'a permis d'accéder aux

1 Celle-ci avait pour objet d'exiger du gouvernement français qu'il donne l'autorisation aux délégations zapatistes d'atterrir en France, malgré les contraintes sanitaires.

2 Réunion ordinaire de la coordination d'Île-de-France, 18 juillet 2021, notes de terrain.

mécanismes concrets de l'*empowerment* des femmes. Il part d'un principe politique féministe, puis est mis en pratique par l'échange, dans l'informalité, et par la recherche commune de solutions pratiques et concrètes pour dépasser les constructions sociales de l'illégitimité féminine. Les femmes zapatistes ont été confrontées à des barrières similaires à la participation politique. Certaines ne souhaitaient pas prendre en charge un mandat, par manque de confiance ou peur de se sentir seules. La solution trouvée a été de nommer des binômes au Conseil de Bon Gouvernement¹.

Parfois, les hommes cisgenre eux-mêmes affirment une volonté de *disempowerment*, c'est-à-dire un renoncement politique et militant à des rôles socialement considérés comme « masculins ». Lors de la réunion inter-régionale française du 30 juillet, qui s'est tenue à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, l'un des points de l'ordre du jour concernait l'organisation de la table-ronde prévue le lendemain, pour présenter aux militants du festival l'organisation du voyage des zapatistes. Un.e représentant.e de l'assemblée inter-régionale devait être désigné.e pour la présenter. Fernando, militant grenoblois d'origine mexicaine, environ trente ans, s'est porté volontaire. Danièle, militante parisienne a été désignée pour faire la présentation générale introductive de la table-ronde. Après quelques minutes de discussion, une personne a rappelé qu'il fallait favoriser les prises de parole féminines. Lorsque son tour de parole est arrivé, Fernando a annoncé qu'il retirait sa proposition. Il s'est montré ferme et catégorique, même en l'absence d'autres propositions, il refusait de prendre la parole pour l'organisation en France. Alice, une autre militante, d'une vingtaine d'années, a fini par se proposer, sans enthousiasme et en demandant aux autres personnes présentes de l'aider à préparer sa prise de parole. Sans le désistement de Fernando, elle n'aurait pas été volontaire².

D'autre part, les rôles mobilisant des capacités socialement assignées au masculin sont stratégiquement confiés aux femmes et dissidences. La manière d'installer des « services d'ordre » et des « cordons de sécurité » a été discutée à plusieurs reprises par les militant.es en France. Lors de l'arrivée de l'Escadron 421 à Vigo, en Galice, en juin 2021, un cordon de sécurité avait été organisé. L'enjeu était double : maintenir à distance le public, pour des raisons sanitaires, mais aussi assurer la sécurité physique des zapatistes. Visuellement, la plupart des personnes qui composaient ce cordon étaient des femmes bénévoles, dont le signe distinctif était un gilet fluorescent vert, qui portait une inscription contre la construction d'un centre commercial à Tameiga. Au contraire, lors de la cérémonie d'accueil de l'Escadron 421 à Montreuil, le 10 juillet 2021, le service de sécurité était assuré principalement par des militant.es de la CNT, habitué.es à réaliser cette tâche. L'équipe ne comptait qu'une seule femme. Physiquement, le cordon était majoritairement représenté par des hommes cisgenre blancs, de grande taille, souvent avec une certaine musculature, et vêtus de façon

1 Voir le cahier de la petite école zapatiste intitulé *Participation des femmes dans le gouvernement autonome*, p. 12.

2 Réunion ordinaire de la coordination inter-régionale française, 30 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain.

uniforme : pantalon en jean, haut noir, foulard rouge. Toutefois, une militante m'a raconté qu'à Vigo, un homme cisgenre était « responsable de la sécurité » et « donnait les consignes », qu'elle a jugées discutables. Monica, une autre militante, la cinquantaine, a critiqué vivement la manière dont s'est organisée la sécurité à Montreuil. Cela lui semblait problématique de devoir, pour faire respecter les distances sanitaires, recourir à une image de la norme dominante, « l'homme fort » seul apte à faire respecter des règles. Alice, une militante grenobloise présente à Montreuil, a trouvé que le tee-shirt noir et le foulard rouge « uniformes » donnaient un air « militaire » ou de « sécurité privée » à ces personnes. Toutes deux dénoncent le recours à des habitudes militantes qui perpétuent une division sexuelle des tâches¹. Des discussions informelles se sont tenues entre les militant.es et dans la commission de sécurité formée au sein de la coordination d'Île-de-France. Cela a conduit l'assemblée d'Île-de-France à statuer sur le fait que les tâches de sécurité seraient ensuite assurées par une majorité de femmes et personnes dissidentes de genre, sans que soit nécessaire une expérience préalable, qui induirait une spécialisation de cette tâche². Le 23 juillet, une manifestation était organisée par le collectif de Sans Papiers de Montreuil (CSPM), à laquelle l'Escadron 421 était convié à participer. Pour l'occasion, un cordon de sécurité a de nouveau été organisé. Lors de discussions avec des militant.es, il a été plusieurs fois souligné que « cela n'a pas été vu comme quelque chose de militaire, le cordon n'était pas trop visible »³. Il était composé d'une majorité de femmes, avec pour unique signe distinctif un badge autour du cou indiquant « *seguridad* » (sécurité).

Une approche sur le genre et décoloniale pour accueillir les zapatistes

Au-delà des temps de préparation et d'événements, c'est l'intégralité du voyage des zapatistes qui est pensé depuis une approche de genre et décoloniale. Concernant l'hébergement, il est décidé que chaque délégation zapatiste doit être accueillie si possible dans un seul et unique lieu, pour leur sécurité matérielle et émotionnelle. Les femmes et dissidences doivent avoir un lieu de couchage dans lequel iels se sentent à l'aise, ensemble, et les familles ne doivent pas être séparées. De plus, dans chaque lieu d'hébergement et d'accueil, il doit y avoir au moins une femme référente hispanophone. Durant les événements, un soin particulier doit être apporté aux enfants. Des équipes de traduction et interprétariat doivent être organisées pour tous les lieux et événements. Tous les déplacements des zapatistes doivent être sûrs et garantir leur bien-être.

1 Discussion informelle avec Alice et Monica, après une réunion de la coordination d'Île-de-France, 11 juillet 2021, notes de terrain.

2 Réunion ordinaire de la coordination d'Île-de-France, 14 juillet 2021, notes de terrain.

3 « No se vio como algo militar, es cordón no era muy visible » (traduction libre), prise de parole lors de la réunion ordinaire de l'assemblée d'Île-de-France le 24 juillet 2021.

Dans leur lutte quotidienne, les femmes zapatistes ont travaillé à faire reconnaître leurs revendications spécifiques. Le « voyage pour la vie » s'inscrit dans la continuité de ce processus et met au premier plan la lutte des femmes et des personnes « autres ». Les militant.es européen.nes prennent au sérieux cette volonté, ce qui les conduit à remettre en cause des dynamiques de domination persistantes dans les espaces militants.

3. S'organiser dans la diversité : des réseaux sociaux militants hétérogènes

Un autre enjeu de cette organisation réside dans la grande diversité des militant.es. Comprendre qui accueille les zapatistes en Europe permet d'en savoir plus sur la résonance du mouvement zapatiste de ce côté de l'Atlantique. L'analyse typologique permet de mettre au jour la diversité des groupes qui se mobilisent, y compris des groupes informels, affinitaires, ou alors formels mais autonomes vis-à-vis de l'état, qui, comme les zapatistes, refusent les subventions et une existence légale officielle. Travailler ensemble est un défi du fait de la diversité des pratiques organisationnelles, des stratégies, répertoires et cultures militantes.

3.1 Des groupes militants invitants hétérogènes

Décrire l'hétérogénéité

En l'absence d'un questionnaire, il est difficile de quantifier et de catégoriser précisément les caractéristiques des militant.es impliqué.es dans l'organisation du voyage des zapatistes. J'ai préféré ne pas en réaliser : il aurait fallu le faire circuler à une grande échelle, accompagner les enquêté.es et faire comprendre une démarche qui aurait probablement suscité de la méfiance, dans des milieux habitués à soupçonner une surveillance de leurs activités politiques. Pour donner un aperçu de la diversité des militant.es, j'ai donc adopté une autre démarche. En ayant accès aux documents internes de la commission d'agenda francophone, j'ai étudié les invitations envoyées dans l'ensemble de la zone francophone, en février et mars 2021, et répertorié les groupes qui les ont envoyées. J'ai ensuite complété les informations recueillies par des détails concernant les groupes en question, lorsque ces informations étaient disponibles en ligne.

Cette liste ne peut être considérée comme un recensement exhaustif des groupes qui se sont effectivement impliqués pour faire venir des zapatistes dans leur région. Elle est issue d'un document circonstancié, relativement précoce dans l'organisation du voyage des zapatistes. Les groupes qui y figurent sont des groupes qui ont effectivement envoyé une invitation aux zapatistes, ou qui se sont alliés avec d'autres pour envoyer cette invitation, en mars 2021. Tous les groupes qui ont

envoyé leur invitation plus tardivement n'y figurent pas. Certains groupes ont finalement décidé de se désister, pour des raisons diverses. D'autres sont impliqués au niveau local et régional mais seulement en soutien d'autres groupes et n'ont pas émis d'invitation en leur nom propre. Ensuite, la décision de s'impliquer est souvent aussi une décision individuelle. Chaque personne qui décide de rejoindre une coordination doit mentionner le groupe duquel elle provient pour être intégrée (car les coordinations fonctionnent par cooptation), mais peut décider d'agir en son nom et non plus au nom du groupe. Il est aussi possible qu'une personne fasse partie de plusieurs groupes, et qu'en s'impliquant elle n'en mentionne qu'un. De même, le fait qu'un groupe figure dans ce tableau ne signifie pas que toutes ses membres soient impliquées. Parfois, une seule personne suffit. Ainsi, les frontières de cette liste sont floues et mouvantes.

Malgré ces limites, ce travail me permet d'avoir la vue la plus large et la plus complète possible sur l'ensemble des groupes qui proposent un accueil ou un événement aux zapatistes. Ce qui compte n'est pas tant l'exactitude des données sur un temps long, mais plutôt la vision, à un moment donné, de la diversité des groupes impliqués, en France, dans l'organisation du voyage. En effet, si la liste des groupes impliqués est obsolète, la typologie ne l'est pas. Les catégories qui se distinguent ont de fortes chances de ne pas être modifiées par les désistements et nouvelles implications tout au long du processus.

Critères de catégorisation des groupes invitants

Pour construire cette typologie, j'ai utilisé deux critères de catégorisation. Les observations participantes et les échanges que j'ai pu avoir avec des militant.es en Bourgogne-Franche-Comté, en Île-de-France, à Notre-Dame-des-Landes ou à Madrid, ainsi que la lecture assidue des échanges de deux listes mails régionales m'ont permis de distinguer plusieurs modalités de catégorisation.

La première porte sur l'affiliation politique des individus et des groupes : communiste libertaire, écologiste, féministe, transféministe, anarchiste social, autonome... Cette première catégorisation est difficile à utiliser en sciences sociales. Elle relève souvent de l'auto-définition des actrices, à partir de références de la théorie politique qui ne sont pas toujours uniformément partagées. Toutes les militant.es ne savent pas avec exactitude dans quelle catégorie se classer elleux-mêmes, ou se positionnent dans plusieurs catégories non excluantes (anarchiste et trans-féministe par exemple). Par ailleurs, certains groupes peuvent rassembler divers positionnements politiques, comme les groupes qui vendent du café zapatistes, par exemple.

Une seconde modalité de catégorisation semble faire sens pour les actrices. Ce critère, non individuel, est celui de l'officialité du groupe, aux yeux de la loi. Autrement dit, ce qui compte est si le groupe est déclaré ou non, en tant qu'association, fondation, syndicat, ou au contraire, s'il ne l'est

pas. Les zapatistes, par exemple, ont fait le choix de ne pas avoir d'existence officielle, tout comme ils refusent les subventions et aides sociales étatiques, et choisissent l'abstention électorale.

Un autre critère, qui va souvent de pair avec ce premier, est celui du degré de formalité du groupe. Par groupe formel, j'entends un groupe dont la réunion et ses modalités sont régies par des règles et conventions, définies en amont. A l'inverse, un groupe informel est un groupe qui fonctionne généralement sur des bases affinitaires et qui est régi principalement par les règles et conventions ordinaires de la vie sociale. En combinant ces deux critères (officialité/formalité), et en considérant que s'officialiser implique un certain degré de formalisation, je parviens à trois catégories :

- les groupes officiels formels (1) ;
- les groupes formels non officiels (2) ;
- et les groupes informels (3).

Le choix de telle ou telle modalité organisationnelle reflète en partie les choix et orientations politiques des groupes. Je considère, en effet, qu'un groupe officiel formel, comme une association, est plus proche des institutions étatiques qu'un groupe non officiel, qui a plus de probabilités d'être intégré par des personnes valorisant l'autonomie politique, voire des formes d'anarchisme. Cette distinction grossière est affinée par la collecte d'informations sur les groupes qui composent chacune de ces trois catégories, qui donnent des précisions sur les orientations politiques du groupe.

Typologie des groupes invitants

Pour classer chaque groupe d'accueil, il est essentiel d'avoir une définition claire de chacun des types de structure organisationnelle. Si des définitions légales s'appliquent pour toutes les organisations déclarées, ce n'est pas le cas de tous les groupes non officiels. Il est mal aisé, par exemple, de définir clairement ce qu'est un « collectif ». La sociologie des mouvements sociaux apporte des contributions précieuses à la définition d'un « squat »¹ ou d'un lieu « occupé »², desquelles il est possible de déduire une définition des groupes occupant un squat. D'autres groupes sont beaucoup moins formalisés, et fonctionnent sur des bases affinitaires. Je les nomme donc « groupes affinitaires ». Ci-après se trouvent des encadrés synthétiques de la typologie réalisée. Lorsque la défini-

1 « Le squat peut se définir comme l'action d'occupation illégale d'un lieu en vue de son habitation ou de son utilisation collective. Par rapport au sens courant du mot squat, qui peut désigner aussi bien le lieu occupé que l'action d'occupation, on ne retient ici que le deuxième sens du terme, dans la mesure où le squat nous intéresse en tant que mode d'action et non du point de vue du statut juridique et de l'anthropologie d'un lieu occupé ». Péchu Cécile. (2020). « Squat », dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, *Op. cit.*, p. 566.

2 « On définira la pratique de l'occupation, ou l'action occupante, comme l'investissement momentané, par plusieurs personnes, d'un bâtiment ou d'une propriété, privés ou publics, et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques ». Penissat Étienne. (2020) « Occupation de locaux ». Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, *Op. cit.*, p. 417.

tion de la catégorie employée n'est pas fixée par la loi, je précise ce que j'entends par chaque terme. Pour chaque catégorie, je donne un exemple de groupe.

(1) Les groupes officiels formels comportent :

- Des associations d'envergure locale : commercialisation du café zapatiste à échelle départementale (comme MutVitz), action pour une cause locale (comme les Jardins des Vaïtes à Besançon), éducation populaire (« Tous les maquis », à Champigny-sur-Marne), santé (Le Château en Santé, à Marseille), ou activités politico-sportives (les Dégommeuses, association de footballeuses LGBT à Montpellier).
- Des associations d'envergure nationale ou internationale : défense des droits humains (Latir por México), des droits des femmes (le Collectif National pour les Droits des Femmes), des droits des peuples autochtones (le Comité de soutien aux Indiens des Amériques, CSIA-Nitassinan, à Paris), solidarité internationale (le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale, CEDETIM), ou encore défense de l'agriculture paysanne (Terre de Liens).
- Des réseaux associatifs, c'est-à-dire des regroupements d'associations, comme le Centre International de Culture Populaire (CICP), à Paris.
- Des syndicats, comme la Confédération nationale du travail (CNT), la Confédération paysanne, Solidaires, ou le Syndicat des Travailleuses corses.
- Des coopératives agricoles, comme Longo Maï dans le sud-est, ou la Coopérative de la Cagette à Montpellier.
- Une fondation, la Fondation Danielle Mitterrand¹.
- Un lycée, le Lycée Autogéré de Paris.
- Une compagnie de théâtre, la Compagnie Tamèrantong!
- Des mouvements sociaux transnationaux², comme la Via Campesina.

(2) Les groupes formels non officiels sont les plus nombreux.

Leur classement est une tâche complexe, tant les formes sont hybrides et les frontières floues. Pour l'objectif de cette recherche, j'envisage un classement plutôt simple, qui permette de montrer la diversité, sans apporter de définitions définitives pour des objets dont les contours sont mouvants. La plupart des groupes de cette catégorie se définissent eux-mêmes comme des « collectifs ». Ils

1 Une seule fondation a été relevée dans la liste des invitations de la commission agenda francophone. Cependant, en mai, une fondation a fait un don à l'association Une Montagne en Haute Mer, pour contribuer à financer le voyage pour la vie. Il s'agit de la Fondation Un Monde Par Tous (mail du 13 mai 2021, liste PACA).

2 Je classe les mouvements sociaux transnationaux dans les groupes formels officiels, car même si un mouvement social n'a pas nécessairement d'existence légale, La Via Campesina en particulier est majoritairement composée d'associations et de syndicats.

indiquent ainsi qu'ils ne sont pas des associations, ni des syndicats, ni d'autres formes institutionnalisées, et insistent sur la dimension collective de leur action et organisation. Suivant cette catégorisation indigène, j'entends par « collectif » un groupe dont la réunion et ses modalités sont régies par des règles et conventions spécifiques définies en amont, mais qui ne font pas l'objet d'une déclaration légale. Toutefois, sans observation et documentation approfondie sur chaque groupe, il est difficile de savoir si les groupes qui se revendiquent « collectifs » adoptent effectivement un fonctionnement formalisé. Pour différencier l'ensemble de ces collectifs, j'emploie des catégories thématiques.

Aux divers collectifs, s'ajoutent des organisations de mouvements sociaux. Erik Neveu définit les mouvements sociaux comme des « formes d'action collective concertée en faveur d'une cause » et identifiant un adversaire¹. Il indique que les mouvements sociaux sont majoritairement structurés par des « formes plus ou moins rigides d'organisation : relais partisans, syndicats, associations, coordinations, rôle central dévolu à des animateurs »². Ici, je définis comme « organisation de mouvement social » un groupe formalisé défendant une cause et identifiant un ou des adversaires, créé pour le mouvement social.

Voici les catégories de groupes formels non officiels que je distingue.

- Des collectifs organisés autour de lieux autogérés. Premièrement, se trouvent des ZAD, comme celle de Notre-Dame-des-Landes. Deuxièmement, se trouvent les squats, comme la Grange de Montabot, dans la Manche. Troisièmement, d'autres lieux collectifs peuvent être autogérés, notamment en milieu rural, comme autour de la Coopération Intégrale du Haut Berry.
- Des collectifs de lutte, comme le collectif Oxygène 34 (contre la construction d'un Decathlon à St Clément La Rivière dans l'Hérault) ou le collectif Paris Ayotzinapa (qui se mobilise pour rendre justice au 43 étudiant.es qui ont subi une disparition forcée à Ayotzinapa, au Mexique).
- Des collectifs politico-culturels, comme la Radio Libertaire.
- Des comités de soutien aux zapatistes, comme le Comité de Soutien avec les peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL), et des collectifs créés spécialement pour le Voyage pour la Vie, comme le Jaguar Phocéen (Marseille) ou la Zone d'Accueil des Luttés Inter-Galactiques (ZALIG, Lille).
- Des organisations de mouvements sociaux, comme Les Gilets Jaunes ou encore Mujeres de la Sexta Otra Europa y Abya Yala (mouvement social féministe adhérent de la sixième déclaration de l'EZLN).

1 Neveu Erik (2019). *La sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p. 9.

2 *Idem*, p. 15.

(3) Les groupes informels non officiels sont très difficiles à observer et à identifier.

Dans les lettres d'invitations aux zapatistes, certains événements ne faisaient pas mention de groupes très définis, mais plutôt de noms de lieux, bâtiments, villages, villes, voire régions. Ces lieux semblent fédérer un nombre indéfini de personnes et de groupes souvent informels et affinitaires. Dans d'autres cas, il est fait mention d'un nom très large, qui se réfère à un collectif de collectifs, c'est-à-dire une alliance ou une coordination de plusieurs collectifs. Cette alliance est souvent peu formalisée, sans réunions régulières ni statuts. La réunion est suscitée par les circonstances qui se présentent, entre personnes qui se connaissent. Par exemple, en Ariège, les groupes investis dans l'accueil de zapatistes ne sont jamais mentionnés en tant que tels. Il est fait référence aux « collectifs ariégeois ». Il en va de même pour les collectifs et groupes de Douarnenez (Bretagne). Sans approfondissement, il est possible de supposer que ces « collectifs de collectifs » réunissent des personnes individuelles ou des groupes familiaux et/ou affinitaires, mais aussi probablement des personnes impliquées dans des organisations formelles.

Voici donc les groupes informels non déclarés :

- Des collectifs de collectifs. Certains sont très localisés, comme les collectifs dans le Briançonnais. D'autres sont d'échelle départementale, comme le collectif de collectifs en Ariège (migrations, luttes paysannes, féministes) ou celui de la Drôme (qui regroupe des personnes des Gilets jaunes, des groupes de femmes, des associations d'éducation populaire, des médias libres, la Confédération paysanne).
- Des réseaux provenant d'anciens collectifs, comme le « réseau de l'ancien mouvement de l'immigration et des banlieues » (MIB, Montpellier, Lyon et région parisienne).
- Des groupes privés, comme des fermes (comme la ferme urbaine collective de la Condamine, à Montpellier).

Cette typologie montre que la participation au voyage des zapatistes est très large. Les groupes qui y participent sont aussi bien des syndicats, des associations, des collectifs d'autogestion, des groupes féministes, des familles, des fermes... Il est rare qu'une telle diversité d'actrices se mobilise pour un même « objet » et que se côtoient dans des comités d'organisation des groupes aussi restreints que les habitant.es d'une ferme et d'autres aussi larges que ceux de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

3.2 Faire travailler ensemble des personnes et groupes aux cultures politiques et aux pratiques organisationnelles diverses

Cette diversité de groupes militants laisse entrevoir une grande diversité d'origines sociales et politiques, de cultures militantes et de pratiques organisationnelles. Pour les militant.es, travailler ensemble est souvent présenté comme un « défi ».

Travailler ensemble dans la diversité, un enjeu et un défi pour les militant.es

Lorsqu'il s'est agi d'organiser le voyage des zapatistes, parvenir à « travailler ensemble » a été parfois présenté comme l'un des principaux défis. Lors d'une réunion inter-régionale française, le 30 juillet 2021, un participant de Caen a souligné que la principale difficulté a été de réunir des personnes de milieux différents : « ça nous travaille, on n'arrive pas à aller plus loin, mais il faut faire avec les différences », a-t-il ajouté¹.

Le mouvement zapatiste attire la sympathie de militant.es très divers, qui ne sont pas toutes impliqués dans des coordinations d'accueil du « voyage pour la vie ». Un militant parisien rappelait, à la réunion inter-régionale du 30 juillet, que les coordinations sont les entités les plus organisées, mais que « certaines personnes ne s'y retrouvent pas », et que « la coordination ne regroupe pas l'ensemble des personnes en bas à gauche »². Au sein même des assemblées, la diversité des militant.es présent.es est souvent soulignée par les militant.es, comme le fait cette personne venant de Catalogne :

« C'est cool parce qu'il y a des gens qui sont dans d'autres luttes, dans le mouvement des squats, des gens du syndicat des vendeurs à l'étalage, des gens ruraux, de la Catalogne intérieure, des gens plus... punks, pour ainsi dire, et même des gens qui viennent des ONG... Nous sommes maintenant une assemblée, à laquelle les compas nous ont convoqués. Tout à coup, nous avons des assemblées qui, je crois, n'ont pas connu autant de diversité depuis les années 2000, et auxquelles tant de personnes ont participé »³.

Néanmoins, le travail d'organisation est un défi, en raison de la diversité des personnes, positions politiques, positions sociales et causes qui se rassemblent, comme l'expose une militante grecque, lors d'une prise de parole publique :

1 Un militant de Caen, lors de la réunion inter-régionale du 30 juillet 2021, ZAD de NDDL (notes de terrain).

2 Un militant d'Île-de-France, lors de la réunion inter-régionale du 30 juillet 2021, ZAD de NDDL (notes de terrain).

3 « *Esta chulo porque son gente que están en otras luchas, los de la ocupación, los del sindicato de manteros, gente que rural, del territorio mas de la Cataluña interior, desde la gente mas... punki, por decir así, hasta gente que viene de ONGs... Estamos siendo ahorita una asamblea, donde nos convocan las compas. De repente tenemos unas asambleas que creo que hace desde dos mil y poco que no teníamos asambleas tan diversas, y en las que entrara tanta gente* » (traduction libre), prise de parole lors de rencontres militantes à Madrid, 12 août 2021, notes de terrain.

« Nous commençons à voir petit à petit ce qui nous unit, en partageant nos difficultés, nos échecs et nos erreurs, les obstacles, et en tissant des réseaux et en travaillant ensemble, pour relever ce grand défi qui est l'organisation du voyage »¹.

La grande diversité des personnes, groupes militants et positionnements politiques qui caractérise les différents espaces d'organisation du voyage des zapatistes suppose de mettre en place des principes spécifiques de fonctionnement dans les espaces de coordination, afin d'appliquer les principes zapatistes qui consistent à travailler politiquement ensemble avec et par les différences.

Des pratiques organisationnelles diverses

Plusieurs tendances et choix politiques d'organisation se distinguent parmi les militant.es qui ont invité les zapatistes. Iels s'organisent néanmoins autour d'un consensus initial : ne pas travailler avec des partis politiques. Ce choix fait écho aux prises de positions du mouvement zapatiste au Chiapas. Les modalités d'organisation, souvent centralisatrices, des partis politiques ne sont pas valorisées.

Parmi les groupes officiels et formels, la structure choisie est relativement souple et décentralisée. La forme associative est majoritaire, et se situe le plus souvent à des échelles locales. Les syndicats impliqués sont des syndicats impliqués historiquement dans la solidarité avec les zapatistes. Ils relèvent de ce que Baptiste Giraud, Karel Yon et Sophie Bérout nomment le « syndicalisme révolutionnaire »². Ce type de syndicalisme se caractérise par la valorisation de l'action directe et du soulèvement révolutionnaire des travailleuses, sans rejeter la pratique de la négociation « pour entériner des compromis provisoires », même s'il « refuse toute légitimité à l'État et aux partis politiques, qui représentent à ses yeux la société bourgeoise »³. Ce syndicalisme regroupe principalement des syndicats communistes, mais aussi des syndicats anarchistes, comme la CNT. Dans l'organisation du voyage des zapatistes, l'Union syndicale Solidaires est également très investie. Son approche est contestataire, détachée des partis politiques. Cette union interprofessionnelle existe depuis 1981, fondée par des syndicats autonomes puis rejointe par les syndicats SUD.

1 « *Cuando se publico el comunicado, todos los colectivos de solidaridad hicimos una convocatoria a todos los grupos, pueblos, asambleas barriales, ocupas, proyectos autogestionados locales, todo el movimiento anti-sistémico con el que estábamos en contacto y no en contacto, para crear esta coordinación griega. Y asambleas, grupos de mujeres claro, y pueblos en defensa de la tierra y territorio que existen en contra de mega-proyectos extractivistas en toda Grecia, cooperativas de trabajo, sindicatos independientes de base de trabajadores, colectivos antirracista y antifascistas, que antes tal vez muchos... ni se conocían, ni querían conocerse. Empezaron a trabajar juntas, juntos. Y organizar este viaje. (...) Empezamos poco a poco a ver lo que nos une, compartiendo nuestras dificultades, nuestros fallos y errores, los obstáculos, a tejer estas redes y a trabajar juntos, para asumir este gran reto, que es la organización del viaje.* » (traduction libre), prise de parole publique d'un.e militant.e grec.que, 31 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain et enregistrement.

2 Giraud Baptiste, Yon Karel, Bérout Sophie (2018). *Sociologie politique du syndicalisme. Introduction à l'analyse sociologique des syndicats*, Armand Colin, 224 p.

3 *Idem*, p. 52.

D'après Jean-Michel Denis et Martin Thibault, les modalités d'organisation de Solidaires suivent les principes du « fédéralisme » :

« Critique à l'égard du mode d'organisation et de fonctionnement des confédérations, Solidaires tente de construire un nouveau type de structure interprofessionnelle basé sur un 'fédéralisme rénové' reposant sur trois principes essentiels : l'autonomie politique de chacun de ses membres, le suffrage unitaire, le fonctionnement au consensus »¹.

A Solidaires, la valeur de l'autonomie est très importante. Elle est définie comme « la capacité d'agir, de décider au plus près du terrain et de se faire une place dans l'organisation sans avoir à obéir à une quelconque consigne émanant d'un étage supérieur de l'organisation qui est mise en avant »². Dans la même volonté, l'échelle locale est valorisée, comme support de l'action et pour en garder la maîtrise. L'investissement est d'abord local, ce qui donne la possibilité aux militant.es de prendre des responsabilités, c'est-à-dire de formuler des propositions ou prendre un mandat.

Le fédéralisme duquel se revendique Solidaires n'est pas étranger à certains fédéralismes anarchistes. Le mouvement anarchiste rejette la domination économique du capitalisme et les dominations politiques de l'État et des partis. Comme le résume Manon Him-Aquilli :

« Il affirme ainsi un principe de politique préfigurative, au nom duquel on se doit, en tant que militant anarchiste, de mettre en place ici et maintenant ce que serait une société anarchiste, c'est-à-dire dépourvue de rapports de domination et d'oppression³. Pour cela, les anarchistes préconisent une organisation locale et réticulaire, un fonctionnement en communes et en coopératives, c'est-à-dire en entités politiques et économiques s'autogouvernant et respectant les libertés individuelles⁴ »⁵.

Pour mettre en œuvre ces choix politiques, les anarchistes s'organisent à des échelles très locales (quartiers, communes, coopératives...) et se regroupent en « fédérations », qui correspondent plutôt à ce que les juristes nomment « confédérations », c'est-à-dire « une forme d'organisation dans laquelle l'échelon de base est considéré comme ayant toujours plus de pouvoir de décision que l'échelon supérieur », d'après Irène Pereira⁶. Dans ces organisations, la légitimité émane d'abord des groupes locaux. Les militant.es se regroupent au complet ponctuellement, en assemblée

1 Denis Jean-Michel, Thibault Martin (2014). « Des organisations syndicales en quête de renouvellement. Trajectoires militantes et expériences syndicales de jeunes militants de l'union syndicale Solidaires », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 18(2), 117-131.

2 *Idem*, p. 125.

3 Gordon Uri (2008). *Anarchy Alive! Anti-Authoritarian Politics from Practice to Theory*, Londres, Pluto Press, p.81, et Ibáñez Thomás (2017). *Nouveaux fragments épars pour un anarchisme sans dogmes*, Paris, Rue des cascades, p.31, cités par Manon Him-Aquilli.

4 Dupuis-Déri Francis (2016). *La peur du peuple : agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux, cité par Manon Him-Aquilli.

5 Him-Aquilli Manon (2020). « 'Alors que nous on s'acharne à dire que c'est un système' : enjeux militants de la construction d'un locuteur collectif en AG anarchiste », *Mots. Les langages du politique*, 122, p. 94.

6 Pereira Irène (2013). « La fédération libertaire contre le réseau. Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation », *Réseaux*, 181(5), p. 154.

générale, sans mécanisme de délégation. Des formes de délégation existent pour permettre la prise de décision à d'autres échelles que l'échelle locale. Parfois, un secrétariat fédéral est mis en place, et il fonctionne comme un « organe exécutif » : « son rôle est double : veiller à la mise en œuvre des décisions du congrès et des coordinations fédérales d'une part et d'autre part assurer la réactivité de l'organisation concernant les décisions demandant une réponse urgente et s'occuper du fonctionnement courant »¹. Des groupes régionaux ou thématiques peuvent également être constitués, fonctionnant grâce à des mandats, qui peuvent être plus ou moins impératifs et soumis à des contrôles². Les modalités de prise de décisions sont également variées. Certains groupes valorisent plutôt le consensus. D'autres s'accommodent de l'accord d'une majorité de militant.es, du moment que le groupe en désaccord avec la décision majoritaire peut « faire valoir sa position minoritaire sur des supports écrits (tracts ou articles dans le journal de l'organisation) »³. De nombreux éléments du fédéralisme anarchiste se retrouvent dans l'organisation du voyage des zapatistes. Pour qu'une telle organisation fonctionne, Irène Pereira remarque souvent qu'un « ethos libertaire » est nécessaire, qui présuppose « l'existence d'une communauté de valeurs et de comportements de la part des participants »⁴.

Tout au long du XXe siècle, les anarchistes ont exporté ces modalités d'organisation dans les autres organisations auxquelles ils participaient. Irène Pereira montre, en effet, qu'une forte proportion des militant.es anarchistes est multi-positionnée, dans divers groupes militants. L'Union syndicale Solidaires ou la Confédération Nationale du Travail (CNT), par exemple, sont fortement influencées par le modèle fédéraliste anarchiste, entre autres⁵. Cependant, au sein de la mouvance anarchiste, différents courants existent, qui valorisent des modalités d'organisation distinctes. Par exemple, les communistes libertaires valorisent des organisations assez structurées, comme l'Union Communiste-Libertaire (UCL). Les anarchistes individualistes, au contraire, se reconnaissent tout au plus dans la notion de « milieu ». La plupart des anarchistes valorisent tant l'échelle locale qu'ils n'acceptent les réseaux internationaux que pour permettre la mise en commun d'informations et de savoirs.

D'autres personnes sont plutôt identifiées comme « autonomes ». Leur positionnement se rapproche de la « mouvance autonome », étudiée par Sébastien Schifres. D'après lui, la mouvance autonome, située à l'extrême-gauche dans plusieurs pays d'Europe, fonctionne de manière groupusculaire dans les années 1970. Elle perdure ensuite dans le mouvement des squats à Paris, apparaît

1 *Idem*, p. 156

2 *Ibid.*

3 *Idem*, p. 158.

4 *Idem*, p. 157.

5 Denis Jean-Michel (2001). *Le Groupe des 10 : un modèle syndical alternatif ?*, Paris, La Documentation française, 244 p.

dans des mobilisations de type émeutières ou dans des organisations affinitaires telles que les Black Blocks, dans le mouvement altermondialiste¹. Dans ces derniers, la prise de décision se fait au consensus, dans des groupes restreints, organisés par affinités². Les militant.es « autonomes » s'organisent également autour de lieux ou d'activités, qui peuvent constituer ce que Hakim Bey nomme des « zones d'autonomie temporaires »³, comme des jardins collectifs, des squats, des habitats mobiles collectifs, etc.

D'autres types de groupes se mobilisent pour inviter les zapatistes. Les Gilets Jaunes⁴ ont également envoyé une invitation. La caractérisation de ce mouvement est complexe : les personnes investies sont principalement « issues des classes populaires (...) habituellement 'inaudibles' (...), sous-représentées dans les mobilisations collectives et dans les formes plus routinisées de participation (...) et caractérisées par un faible sentiment d'« auto-habilitation » à se prononcer sur les questions politiques »⁵. Les militant.es sont généralement faiblement doté.es en capital militant, voire sont faiblement politisé.es préalablement à leur mobilisation. Malgré l'hétérogénéité de ce mouvement, il est possible de distinguer des prises de position sur le système politique dominant et les pratiques organisationnelles valorisées. D'abord, le mouvement des Gilets Jaunes se caractérise par un rejet des organisations instituées et des élu.es, une critique des syndicats et des partis politiques. Ensuite, à partir de décembre 2018, des militant.es du mouvement réfléchissent à ses pratiques organisationnelles internes, en réponse aux critiques élaborées à l'encontre du système politique dominant. Iels valorisent « l'instauration d'éléments de contrôle renforcé des représentants et représentantes », se conçoivent « comme des porte-parole à l'écoute des citoyen.nes » et valorisent la « proximité statutaire et géographique entre représentant.es et représenté.es »⁶.

Ces quelques exemples soulignent la diversité des pratiques organisationnelles des différents groupes impliqués dans le voyage des zapatistes. Une forme semble pourtant pouvoir permettre un compromis : la forme « réseau ». Tout comme la fédération anarchiste, l'organisation de Solidaires, ou certaines revendications de Gilets Jaunes, les réseaux favorisent l'horizontalité, l'absence de centralisme, la mobilité, l'hétérogénéité, la transparence, le consensus et la réactivité⁷. Généralement, les réseaux s'opposent à des pratiques politiques jugées lourdes, lentes, bureaucratiques et verti-

1 Schifres Sébastien (2004). *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984*. Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine et en sociologie politique, Université Paris X.

2 Dupuis-Déri, Francis (2010). *Les Black-blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 360 p.

3 Bey Hakim (1997). *TAZ - Zone autonome temporaire*, Paris, Éditions de l'Éclat.

4 Ce mouvement est né autour du 17 novembre 2018, à l'occasion d'une mobilisation contre la hausse d'une taxe sur les carburants. Les revendications se sont progressivement élargies vers diverses questions : le pouvoir d'achat, la justice sociale, la démocratie, etc. : Bedock Camille, Bonin Loïc, Liochon Pauline, Schnatterer Tinette (2020). « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets Jaunes », *Participations*, 28, 221-246.

5 Bedock Camille, Bonin Loïc, Liochon Pauline, Schnatterer Tinette (2020). *Art. cit.*, p.222.

6 *Idem*, p. 234.

7 Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). « Jeunes altermondialistes en réseau », *Réseaux*, 133(23), 199-228.

cales. D'après Irène Pereira, les réseaux sont caractérisés par « l'absence de centralisation de la prise de décision et de l'information liée à une autonomie relative des différents acteurs et donc des nœuds du réseau »¹. Selon Caroline Datchary et Julie Pagis, la forme réticulaire repose sur des valeurs désirables pour les militant.es. Les réseaux sont souvent constitués autour d'un objectif, tel que la communication, le partage de moyens et d'expériences ou l'organisation d'événements.

Stratégies et répertoires : négociations ou action directe ?

Les répertoires d'action sont également très différents selon les groupes, leurs tendances politiques, leurs références, et leur degré d'officialité et de formalité. Le recours à la négociation a cristallisé des tensions et donne à voir une division claire entre, d'une part, les groupes et les militant.es qui peuvent envisager une négociation avec les gouvernant.es, et d'autre part, les groupes et les militant.es qui refusent tout dialogue. Je présente ici le cas particulier, apparu autour de juillet 2021, de la mobilisation pour « laisser entrer les zapatistes en Europe ».

La pratique de la négociation implique de s'appuyer sur des « instruments d'action relevant du droit et de l'expertise »² et a principalement été mise en œuvre, historiquement par les syndicats, comme l'expliquent Baptiste Giraud, Karel Yon et Sophie Bérourd³. Les négociations ont un « caractère technique, exigent l'acquisition de compétences très inégalement réparties et l'accès à des informations sur la stratégie et le fonctionnement de l'entreprise qui font encore bien souvent défaut »⁴. Certaines associations recourent également au droit et à la négociation. A l'inverse, les militant.es se revendiquant de l'anarchisme, de l'autonomie, les militant.es proches de la lutte des Sans Papiers ont généralement davantage tendance à refuser tout dialogue avec les gouvernements.

La pandémie de covid-19 a rendu le passage des frontières plus complexe. Une grande délégation de plus d'une centaine de zapatistes devait venir du Mexique à Paris fin juin-début juillet, en même temps que l'arrivée de l'Escadron 421. Cela n'a finalement pas été possible. Les zapatistes ont dû trouver un autre pays d'entrée sur le territoire européen, qui a été l'Autriche. Les contraintes bureaucratiques étaient nombreuses, mais les militant.es français.es rencontré.es ont délibérément placé les enjeux sur un plan politique, et non sanitaire ou juridique. Pour une militante qui a travaillé dans la commission légale européenne, les zapatistes n'avaient aucun droit légal à entrer en France. L'argumentation ne pouvait donc être juridique, elle devait être politique⁵.

En Europe, de nombreuses manifestations et rassemblements ont été organisés devant les ambassades et consulats de France. L'enjeu était de provoquer un impact médiatique important, afin

1 Pereira Irène (2013). *Art. cit.*

2 Giraud Baptiste, Yon Karel, Bérourd Sophie (2018). *Op. cit.*, p. 185.

3 *Idem*, p. 186.

4 *Idem*, p. 187.

5 Échanges lors de la réunion ordinaire de l'assemblée d'Île-de-France du 21 juillet 2021, notes de terrain.

d'instaurer un rapport de force, pour que soit autorisée l'entrée sur le territoire des délégations zapatiste, du CNI et du FPDTA. Des éléments de communication ont été produits et diffusés sur des réseaux sociaux larges, comme Twitter. A Paris, les militant.es participant à l'assemblée régionale ont décidé de « faire pression » sur les ministères de l'Intérieur et des Affaires Étrangères. Le 13 juillet, une lettre signée par de très nombreux collectifs et personnes a été envoyée à ces ministères, intitulée « demande d'entrée sur le territoire français d'une délégation de communautés de peuples autochtones, en particulier zapatiste, du Mexique »¹. Les difficultés des zapatistes à voyager se trouvent résumées brièvement dans un communiqué publié le 16 juillet :

« Une compagnie zapatiste aéroportée forte de 177 zapatistes est déjà prête. (...) Sur les 177 délégué.es, 62 d'entre nous n'ont pas encore de passeport. Le ministère des Affaires étrangères reste bloqué sur 'l'inconvenance' que nous représentons. Malgré le fait que nous ayons prouvé notre identité et notre origine, il continue d'exiger de plus en plus de papiers. (...) Les dates précises, nous vous les donnerons après, parce qu'apurement, pour le gouvernement français aussi nous sommes inopportuns ; en plus, bien sûr, de la nouvelle vague mondiale de covid-19. Tant pis, ce doit être la globalisation »².

Lors d'une réunion, le 18 juillet 2021, les militant.es de la région parisienne ont mentionné et expliqué ce communiqué. Le Mexique se trouvait en « zone orange », ce qui signifiait, d'un point de vue sanitaire, que la France n'autorisait l'entrée sur son territoire qu'avec un schéma vaccinal complet et avec des marques homologuées par l'Europe. Dans le cas contraire, des dérogations pouvaient être demandées. De son côté, le Mexique n'opposait aucune résistance à ce que les zapatistes quittent le territoire. Mylène, l'animatrice, syndicaliste à Solidaires, a réaffirmé que les militant.es européen.nes devaient « demander l'entrée inconditionnelle sur le territoire français ». Il fallait, selon elle, faire du blocage de l'entrée sur le territoire « une question politique », et en profiter pour dénoncer « un racisme d'état »³.

Pour continuer la mobilisation médiatique, l'assemblée d'Île-de-France a décidé de réaliser une conférence de presse le 20 juillet, de participer à la mobilisation européenne et de réaliser un rassemblement à proximité du ministère de l'Intérieur le 22 juillet. La conférence de presse a regroupé diverses personnes choisies stratégiquement et signataires de la lettre adressée aux ministères, envoyée le 13 juillet. Les argumentaires ont été très divers, et longuement travaillés lors des réunions de l'assemblée d'Île-de-France. Néanmoins, ce ne sont pas tant les arguments que le fait

1 Le document a été publié ici : <https://viajeczapatista.eu/fr/demande-dentree-sur-le-territoire-francais-dune-delegation-de-communautés-de-peuples-autochtones-en-particulier-zapatiste-du-mexique/> (consulté le 13 octobre 2021).

2 EZLN, « La extemporanea et une Iniciative Nacional », 16 juillet 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/07/19/la-extemporanea-et-une-iniciative-nacional/> (consulté le 13 octobre 2021).

3 Réunion ordinaire de l'assemblée d'Île-de-France, 18 juillet 2021, notes de terrain.

de choisir ce type d'action, qui vise la négociation, qui a fait débat. La conférence de presse a eu pour effet de provoquer une réponse, de la part du ministère de l'Intérieur. D'après Mylène, cette réponse, qui est apparue au moment précis du début de la conférence de presse, était encourageante : « ils se sont sentis obligés de répondre, mais ils auraient pu ne pas le faire », a-t-elle dit¹. Le 21 juillet, les zapatistes ont formalisé leur demande envers les militant.es européennes : des actions devaient être engagées auprès du gouvernement français.

« Ce sont à présent les restrictions migratoires des gouvernements de différentes géographies d'Europe, avec comme justification le covid, qui nous empêchent d'arriver jusqu'à vous. On exige de nous un schéma de vaccination complète qui doit n'être que de certaines marques, parce que certaines ne sont pas reconnues par la dite Union européenne. Les mauvais gouvernements d'Europe refusent de donner des options alternatives (...). Nous vous écrivons donc pour vous demander si vous pouvez faire quelque chose dans vos géographies respectives afin que nous puissions nous envoler et arriver jusqu'à chez vous. (...) Pour nous, les peuples zapatistes, la Traversée pour la vie est la chose la plus importante et nous sommes prêts à tout. (...) Pensez-vous sortir dans la rue, vous planter devant les bureaux de vos gouvernements, leur écrire, vous mobiliser pour exiger d'eux, pour leur réclamer, par les moyens qui vous semblent appropriés, que si ceux d'en haut ont été incapables d'affronter les problèmes, qu'au moins ils ne mettent pas de bâtons dans les roues ? Parce que nous, nous n'allons pas en voyage d'affaires, ni en touristes, ni en voyage d'échanges, ni d'études. Nous allons écouter »².

Les militant.es français.es ont maintenu les actions convenues, comme le rassemblement du 22 juillet. Plusieurs militant.es, en particulier ceux mobilisé.es au sein du Collectif Paris Ayotzinapa³, ont raconté leur expérience d'un rassemblement non déclaré qui s'était tenu devant le ministère de l'Intérieur : « nous avons à peine eu le temps de sortir la banderole que des camions de policiers sont arrivés et nous accompagnés de force au métro ». L'événement a donc été déclaré en préfecture, en toute légalité. Les négociations avec la préfecture ont imposé un autre lieu, moins sensible, la Place Saint-Augustin, dans le 8^e arrondissement de Paris. En parallèle, Mylène a été chargée de renvoyer des courriers aux ministères, pour leur signifier que leur brève réponse avait été insatisfaisante. Le soir du rassemblement place Saint-Augustin, le bilan était mitigé : peu de personnes étaient présentes, les militant.es ont constaté une absence de retombées médiatiques, mais les ministères ont répondu favorablement à la demande d'audience émanant de l'assemblée parisienne. Elle allait avoir lieu le 26 juillet 2021.

A ce stade, des voix dissidentes ont émergé avec davantage de force, critiquant le choix d'avoir cherché la négociation. Un militant, engagé au Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte (CSPCL), mais aussi dans le soutien aux Sans Papiers et dans le mouvement des squats,

1 Réunion ordinaire de l'assemblée d'Île-de-France, 21 juillet 2021, notes de terrain.

2 Texte lu par l'Escadron 421 à une réunion européenne convoquée par les zapatistes, en visioconférence, le 21 juillet 2021, notes de terrain.

3 Le CPA se mobilise pour demander justice pour les 43 étudiant.es qui ont subi une disparition forcée à Ayotzinapa, au Mexique.

s'est positionné contre le fait de « demander quelque chose » et en faveur d'actions plus visibles, médiatiques. D'après lui, il n'était pas cohérent de demander des choses à « des personnes qu'on critiquerait à d'autres moments »¹. D'autres militant.es ont proposé d'occuper le musée du Quai-Branly, dans lequel se trouvaient des têtes Olmèques de plusieurs tonnes, amenées du Mexique pendant la pandémie. Un militant investi à la CNT, syndicat révolutionnaire anarchiste, a proposé d'organiser une équipe d'affichage et graff dans le centre de Paris. Deux actions ont finalement été proposées, l'une aurait lieu avant le samedi, au musée du Quai-Branly, l'autre le lundi suivant, à l'occasion de l'audience, pour faire pression depuis l'extérieur du ministère de l'Intérieur. Chacune de ces deux actions serait illégale, les délais ne permettant pas d'envisager une déclaration en préfecture. Cette préférence pour le répertoire de l'action directe ne s'oppose pas frontalement au choix de la négociation, privilégié par des personnes habituées aux stratégies syndicales ou associatives. Nathalie, une militante du CSPCL a donné une interprétation des stratégies déployées qui permet de faire cohabiter ces deux tendances : il faut emprunter d'abord la voie légale pour démontrer qu'elle échoue, pour ensuite commencer à faire « autre chose »².

Pour chacune des positions, le recours à l'expérience zapatiste agit comme une justification. Les personnes qui mettent en œuvre le dialogue avec le gouvernement français s'appuient sur le fait que ce soit une demande des zapatistes, et que les zapatistes elleux-mêmes recourent souvent au répertoire des mouvements sociaux qui s'adresse aux institutions ou aux gouvernements étatiques (pétitions, rassemblements en des lieux stratégiques, campagnes médiatiques...). Les personnes qui refusent le dialogue mobilisent plutôt l'expérience d'autonomie mise en place au Chiapas : les zapatistes ont décidé d'arrêter d'exiger des choses du gouvernement mexicain et ont mis en place, sur leur propre territoire, leurs revendications. Nathalie concilie ces deux versions avec une troisième lecture : les zapatistes ont d'abord tenté d'employer une voie légale et négociée, avant de démontrer qu'elle ne pouvait aboutir à la prise en compte de leurs revendications, puis à agir de manière autonome.

Cette relative polarisation sur les modalités d'action, les stratégies et les répertoires d'action à mobiliser recoupe la polarisation liée à une certaine culture du secret.

Des cultures militantes différentes : le cas du rapport au secret

Un autre élément de distinction entre des cultures militantes différentes est le rapport au secret. Une partie des militant.es d'extrême-gauche sont souvent vigilant.es vis-à-vis des risques de répression, d'infiltration et de surveillance par les institutions étatiques. Pour d'autres, ces préoccu-

1 Prise de parole lors d'une réunion extraordinaire d'une partie de l'assemblée d'Île-de-France, 22 juillet 2021, notes de terrain.

2 Intervention lors d'une réunion ordinaire de l'assemblée d'IDF, 25 juillet 2021, notes de terrain.

pations sont peu pensées et ne donnent pas lieu à une vigilance particulière. Sans chercher ici à leur donner tort ou raison, je m'intéresse aux effets de l'anticipation de surveillance et répression, parfois liée à l'expérience effective de la répression par certain.es militant.es, en particulier ceux qui ont milité en Amérique latine. Comme l'écrit Hélène Combes, « [l]a répression n'annihile pas l'opposition ou la mobilisation, mais la contraint, la circonscrit, la façonne et donc la transforme »¹.

L'anticipation de la surveillance administrative et policière s'accompagne, pour de nombreuses militant.es, de l'élaboration de critiques vis-à-vis des moyens de communication numériques appartenant à de grandes multinationales de la communication. Lors des rencontres à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, des militant.es m'ont informellement raconté l'histoire des expulsions de 2018 et de la forte répression. Une militante a insisté sur le fait que l'intervention policière et préfectorale a exploité les divisions internes de la lutte, rendue possible par une connaissance fine des enjeux locaux grâce à des techniques de surveillance et d'enquête criminalisant les mouvements sociaux. D'autres militant.es proches des tendances anarchistes au Mexique m'ont raconté, informellement aussi, avoir subi physiquement la répression durant des mobilisations au Mexique. Certain.es de leurs ami.es militant.es ont disparu à la suite d'actions répressives ou ont été assassiné.es. En Île-de-France, le collectif Vies Volées², le collectif de la Marche des Solidarités³, le comité Vérité et Justice pour Adama⁴ et d'autres collectifs contre les violences policières ont créé des liens avec le mouvement zapatiste et ont émis des invitations lors de leur voyage. Plusieurs militant.es de l'assemblée d'Île-de-France proches de ces mouvements se sont chargé.es de les tenir informé.es et d'organiser la participation à leurs événements. De fait, de nombreuses personnes de l'assemblée se sont rendues à la Marche pour Adama du 17 juillet 2021, à laquelle ont participé également des syndicats, des Gilets Jaunes ou encore des organisations écologistes. L'ensemble de ces éléments produisent une méfiance et une prudence à l'égard de phénomènes répressifs et de surveillance.

Pour les militant.es qui sont allé.es au Chiapas, dans les communautés zapatistes, l'imaginaire de la clandestinité et du secret s'ajoute à l'anticipation de la répression. Lorsqu'ils voyagent sur les terres zapatistes, ces militant.es rencontrent des modalités d'organisation construites dans la semi-

1 Combes Hélène (2020). « Répression », in Olivier Fillieule (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris: Presses de Sciences Po, 502-508.

2 Ce collectif a été créé en 2010, par la famille de Lamine Dieng, mort en 2007 durant une interpellation policière. De nombreuses familles ont ensuite rejoint le collectif, qui travaille au recensement des victimes de violences policières, organise des conférences, meetings, mobilisations, et accompagne les familles dans leur combat en justice. Voir leur site internet : <https://www.viesvolees.org/> (consulté le 14 octobre 2021).

3 La Marche des Solidarités rassemble de nombreux collectifs, de sans papiers, contre les violences policières, de migrant.es. Voir leur page facebook : <https://www.facebook.com/marchesolidarites> (consulté le 14 octobre 2021).

4 Le comité Vérité et Justice pour Adama mène un combat en justice pour faire reconnaître la culpabilité des gendarmes de Beaumont-sur-Oise dans la mort d'Adama Traoré, le 16 juillet 2016. Chaque année, une marche de solidarité est organisée autour de cette date, à Beaumont-sur-Oise.

clandestinité, ce qui a un impact fort sur leurs propres modes de mobilisation, d'après Elena Apostoli Cappello :

« Une certaine atmosphère de roman d'espionnage qui se crée autour de leurs activités joue un rôle central dans la production du sentiment d'appartenance à une communauté politique à laquelle on accède par le biais d'une initiation »¹.

A leur arrivée, les « touristes militant.es » suivent un protocole d'entrée dans les communautés en plusieurs étapes. De nombreux éléments suggèrent le mystère, l'exotisme, et dramatisent l'organisation zapatiste. Des images, symboles, objets, mais aussi la tradition du déguisement et du secret propre à la semi-clandestinité zapatiste fonctionnent ensemble pour créer cette atmosphère, d'après Sandrine Melenotte et Clément Marie Dit Chirot². C'est particulièrement le cas dans le caracol d'Oventik :

« Entre mise en scène dramatique et besoin réel de sécurité, Oventik reflète plutôt une culture de la résistance créée au fil des années au sein des territoires autonomes. Fruit d'une tradition du déguisement et du secret propres à la semi-clandestinité des zapatistes, cette culture de la résistance a fabriqué de nouvelles esthétiques et des simulacres guerriers qui produisent l'authenticité et la rébellion recherchées par les touristes »³.

L'anticipation de la répression et une certaine culture du secret ne sont pas également réparties parmi les militant.es observé.es. Un premier indicateur est l'usage ou non de pseudonymes. Si certain.es participant.es sont identifié.es par leur nom civil complet (en particulier des intellectuel.les, chercheureuses, artistes présent.es), d'autres indiquent simplement un prénom, qui parfois n'est pas leur véritable prénom, et d'autres encore emploient un pseudonyme (« blase »), qui ne s'apparente pas à un prénom, le plus souvent. Même parmi ceux qui emploient des pseudonymes, des degrés différents de discipline peuvent être observés. Il est fréquent de connaître à la fois le pseudonyme, utilisé pendant les actions, pour signer des textes, envoyer des messages, et le prénom de la personne, annoncé dans un cadre plus interpersonnel. Rares sont les personnes rencontrées qui n'indiquent qu'une identité militante et s'y tiennent en toutes circonstances. Les militant.es d'Extinction Rebellion, par exemple, ont l'habitude d'employer un pseudonyme dans leur groupe militant, pour se protéger lorsqu'ils coordonnent des actions de désobéissance civile. De la même manière, les militant.es proches du milieu squat, anarchistes, autonomes recourent souvent à de nouveaux noms. Généralement, cela indique une plus longue expérience militante, ou une expérience dans le militantisme d'extrême-gauche, pratiquant la désobéissance civile ou l'action directe. A l'inverse, les personnes militant dans des associations, des syndicats, ou d'autres organisations formelles utilisent

1 Apostoli Cappello Elena. (2017a). « Buissonnière et initiatique... », *Art. cit.*, p. 74.

2 Melenotte Sandrine, Marie dit Chirot Clément (2010). *Art. cit.*, p. 9.

3 *Ibid.*

généralement leur nom civil, puisqu'il figure dans les fichiers d'adhérent.es. Dans les mouvements sociaux populaires, comme les Gilets Jaunes, le recourt aux pseudonymes est moins fréquent.

Cette culture du secret et de la vigilance est également visible dans la protection des données personnelles et de données jugées « sensibles » par les militant.es. Par exemple, de nombreuses informations de la « commission de sécurité », en Île-de-France, n'étaient pas transmises en assemblée ordinaire, pour limiter la diffusion des informations « sensibles ». Ainsi, les lieux d'hébergement de l'Escadron 421 n'étaient pas diffusés, et les stratégies de mobilisation devaient rester confidentielles. L'engagement de nouvelles personnes était également soumise à une barrière à l'entrée. Pour intégrer une coordination régionale, nationale ou européenne d'accueil des zapatistes, il était nécessaire d'être « coopté », c'est-à-dire d'intégrer d'abord une coordination locale, dans laquelle au moins une personne pouvait recommander la personne.

Certain.es militant.es ont d'ailleurs dû décider de refuser l'engagement de certaines personnes, jugées suspectes. Lors d'une réunion parisienne, une militante a annoncé que la commission de sécurité avait dû refuser la participation d'une personne, inconnue des autres militant.es, et qui, une fois ce refus exprimé, n'était plus jamais revenue. J'ai pu observer diverses réactions. Une minorité de personnes accusait la commission d'avoir mal accueilli la personne : les regards sont las, exaspérés, au ciel, et les visages expriment un mécontentement. Une majorité de personnes semblait comprendre que la commission avait soupçonné la tentative d'infiltration d'une personne mal intentionnée : l'expression corporelle indiquait des regards entendus, soulagés, appréciateurs, ainsi qu'une certaine tension. L'animatrice de la réunion n'a pas laissé de temps pour des prises de parole ou des clarifications. J'ai néanmoins pu corroborer cette observation immédiatement ensuite : une militante faisant partie d'un groupe de médias libres qui réalisait des documentaires sur le voyage des zapatistes a demandé la permission d'enregistrer la réunion. Dans un premier temps, personne ne s'y est opposé. Puis, une militante, qui m'a plus tard raconté avoir déjà pratiqué la désobéissance civile et qui faisait partie de la commission de sécurité, a émis un doute. Une autre militante, de la commission de sécurité, a ensuite pris la parole pour aller dans son sens, en soulignant que des « points sensibles » abordés à la réunion précédente avaient été enregistrés, sans consensus à ce propos. Son argumentation parlait explicitement de sécurité. D'autres réactions ont abordé d'autres dimensions : une militante Gilet Jaune s'est prononcée contre tout enregistrement, et contre « l'utilisation commerciale des temps de réflexion et de construction anti-capitaliste ». Les personnes de la commission de communication et du groupe des médias libres ont argumenté en faveur d'un usage mémoriel des images, tout en assurant n'avoir pas de but lucratif et en s'enga-

geant à ne rien publier avant la fin du voyage, pour des raisons de sécurité. Néanmoins, aucun accord n'a été trouvé cette séance-là¹.

Le rapport à la répression, au secret et à la vigilance dans les milieux militants est varié, et peut être rapproché du rapport que les militant.es entretiennent avec la politique institutionnelle. Différents degrés peuvent être observés. D'après Hélène Combes et Olivier Fillieule, la répression et l'anticipation de la répression peuvent avoir des effets très divers sur les groupes militants. Le risque principal est celui de créer des groupes très méfiants, fermés, exclusifs :

« la répression encourage mécaniquement le développement des organisations exclusives. Face au risque d'infiltration, d'arrestation et de démantèlement des réseaux militants, les organisations se coupent progressivement du monde extérieur et se dotent de modèles de conduite stricts, lesquels débouchent bien souvent sur un isolement propice à la construction de communautés émotionnelles soudées »².

Le voyage des zapatistes réunit une variété de groupes militants. Certains sont organisés formellement, parfois officiellement, d'autres de manière informelle et affinitaire. Tous n'ont pas le même rapport à la politique institutionnelle, s'organisent de manière plus ou moins radicalement alternative. Les pratiques organisationnelles, les modalités d'action, et les imaginaires partagés au sein de chaque groupe peuvent entrer en conflit à l'heure de se coordonner pour accueillir les zapatistes. Travailler ensemble devient alors un enjeu, qui modèle la forme et l'action des coordinations. Par ailleurs, cette hétérogénéité des cultures militantes et des profils individuels et organisationnels pose un autre enjeu : celui des rapports de pouvoir.

4. L'enjeu des rapports de pouvoir

S'organiser à partir d'une telle hétérogénéité pose nécessairement la question des rapports de force et de domination qui peuvent surgir dans les coordinations. Dans ce paragraphe, je n'analyse pas les rapports de pouvoir qui se jouent dans les espaces militants que j'ai observés (je m'y consacre en seconde partie de ce mémoire), mais je souligne plutôt les enjeux qui ont pu se poser lorsqu'il s'est agi de construire une organisation unifiée pour l'accueil des zapatistes. Je ne reviens pas sur les enjeux de pouvoir liés au genre, développés dans le deuxième point de ce chapitre. J'aborde, d'une part, l'enjeu de la légitimité liée à l'insertion dans des réseaux militants préalables, en particulier les réseaux de solidarité avec le mouvement zapatiste. D'autre part, des inégalités peuvent surgir, liées aux connaissances préalables, au capital scolaire, et à d'autres capitaux qui donnent des privilèges dans le fonctionnement des organisations militantes.

1 Réunion ordinaire de l'assemblée d'IDF du 14 juillet 2021, notes de terrain.

2 Combes Hélène, Fillieule Olivier (2011). *Art. cit.*

4.1 L'insertion préalable dans des réseaux sociaux militants comme pré-requis

Les personnes insérées dans des réseaux militants au préalable jouissent généralement d'une plus forte légitimité. Les réseaux sociaux du militantisme, au sens sociologique, consistent en des « pratiques de relations complexes dépassant un simple lien épisodique »¹. D'après Hélène Duriez, ils sont formés de structures de relations stables, construites historiquement, entre secteurs sociaux disjoints². Pour former des réseaux militants, une forte dotation en « capital relationnel » est nécessaire, selon Datchary et Pagis. Ceux qui impulsent la création de réseaux sont nommés des « maillors de réseaux » ; iels œuvrent à constituer les réseaux, à préserver le capital relationnel associé, et adoptent généralement une vision à plus long terme³.

Dans le cas du « voyage pour la vie », les militant.es inséré.es dans le réseau Europa Zapatista agissent comme les meilleur.ses des coordinations d'accueil. Iels ont contacté de nombreuses personnes, mobilisé d'autres collectifs, fait jouer leur multi-appartenance dans divers groupes militant.es pour élargir le réseau. Les personnes intégrant le réseau Europa Zapatista se sont vu conférer une légitimité particulière par les zapatistes, qui les ont contacté en premier lieu, avant même la publication du communiqué annonçant leur venue. Cette légitimité est souvent renforcée du fait d'avoir réalisé un voyage au Chiapas, et/ou de parler couramment l'espagnol. Elena Apostoli Cappello a remarqué ce même phénomène lors de son enquête auprès de militant.es italien.nes. Elle montre que les personnes qui ont coordonné les voyages au Chiapas acquièrent un leadership particulier :

« Le leadership de ces coordinatrices ne se basait en aucun cas sur des déclarations formelles d'autorité, la rhétorique prévalente étant au contraire anti-autoritaire. Néanmoins, sur la base d'un charisme unanimement reconnu et d'une compétence riche acquise lors de voyages déjà effectués sur ce territoire, certaines personnes étaient considérées comme des points de référence et se trouvaient donc, de fait, légitimes pour prendre des décisions applicables à l'ensemble du groupe, ainsi que pour résoudre les éventuels conflits internes »⁴.

Le voyage au Chiapas devient donc un « voyage initiatique à travers lequel l'activiste acquiert une conscience politique précise, de la crédibilité et un statut »⁵. Sur le plan collectif, le groupe qui gère le voyage acquiert aussi légitimité et prestige. J'ai pu constater ces phénomènes lors de mon observation dans l'assemblée d'Île-de-France. Dès mon arrivée, j'ai fait la connaissance de Sophie,

1 Lagroye Jacques, François Bastien, Sawicki Frédéric (2002). *Sociologie politique*, Paris, Presses de sciences po et Dalloz, 4e ed., p. 313.

2 Duriez Hélène (2004). « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, 17(68), p. 165.

3 Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). *Art. cit.*, p. 11.

4 Apostoli Cappello, E. (2017a). *Art. cit.*, p. 84.

5 *Idem*, p. 85.

une jeune militante qui connaissait suffisamment l'assemblée pour me présenter diverses personnes. Malgré son statut de présidente d'une association et son parcours universitaire impressionnant, j'ai été surprise lorsqu'elle m'a dit ne pas s'être sentie suffisamment « légitime » pour s'impliquer dans l'assemblée, parce qu'elle n'était « jamais allée au Chiapas » et qu'elle ne parlait pas espagnol. Je lui ai demandé pourquoi cela lui posait problème, et elle m'a dit que la plupart des personnes de la coordination y étaient allées : « c'est pas méchant, mais ils te le font sentir », a-t-elle ajouté. Je lui ai demandé qui, par exemple, était allé au Chiapas, et elle m'a désigné une quinzaine de personnes¹. Après un mois d'observation, je me suis aperçue qu'en réalité, la majorité des personnes participantes à la coordination parisienne n'était jamais allée en territoire zapatiste. Certain.es étaient originaires du Mexique mais ne s'y était jamais rendu, d'autres participaient à des actions de solidarité avec les zapatistes depuis longtemps sans avoir été au Chiapas. En revanche, la plupart des personnes qui y avaient été occupaient des rôles centraux dans la coordination, en animant des réunions, prenant la parole publiquement, en étant en contact direct avec les zapatistes, en participant à la commission de sécurité, ou encore en étant référent.es de certaines tâches. Cela conduisait à une sur-représentation visuelle et symbolique de ces personnes, qui contribuait à faire sentir à certain.es militant.es, comme Sophie, que « la plupart des personnes de la coordination » étaient allées au Chiapas. Le fonctionnement par cooptation qui a été instauré a également contribué à renforcer cette exigence de légitimité, provenant de l'insertion préalable dans certains réseaux.

4.2 Disposer de capacités, de connaissances et de capitaux inégalement répartis

Le capital relationnel et militant dépend en grande partie d'autres facteurs sociaux, inégalement répartis. Des rapports de pouvoir peuvent s'instaurer lorsque, pour réaliser certaines tâches militantes, un certain niveau de capital scolaire, culturel ou économique est nécessaire. Contrairement à l'idée selon laquelle les réseaux ou coordinations fonctionneraient de manière horizontale et égalitaire, Irène Pereira note des difficultés à adopter un fonctionnement réellement égalitaire dans certaines organisations, en particulier du fait des inégalités sociales entre les membres².

Le capital scolaire est particulièrement déterminant, car il permet d'acquérir des techniques d'écriture et prise de notes, qui facilitent la prise de compte-rendus de réunions, la lecture de la presse militante, et rend possible l'assimilation de connaissances juridiques et de communication, par exemple. Dans le cas précis du voyage des zapatistes, les militant.es ayant appris le castillan sont favorisés. Les espaces de coordination de dimension européenne s'organisent principalement

1 Discussion informelle en attendant le début de la cérémonie d'accueil de l'Escadron 421, Montreuil, 10 juillet 2021, notes de terrain.

2 Pereira Irène (2013). *Art. cit.*.

en castillan, qui est devenu la langue commune. De la même manière, lorsque des militant.es d'autres pays sont venu.es contribuer à l'organisation de l'accueil de l'Escadron 421 à Paris, la langue d'échange avec elleux était principalement le castillan, et occasionnellement, l'anglais. D'autres axes d'inégalité peuvent intervenir dans les dynamiques militantes, comme le genre, la diversité fonctionnelle¹, la race², le capital social, le capital économique, la classe sociale, etc.

Les modalités de fonctionnement des groupes militant.es peuvent être plus ou moins inégalitaires. Par exemple, la prise de décision par consensus suppose que les décisions sont prises si aucune opposition n'est formulée. Or, formuler une proposition ou une opposition argumentée demande des capacités spécifiques et des compétences politiques, qui sont inégalement réparties. L'accès à l'information peut être relativement égalitaire, si tout le monde dispose d'un accès à Internet. Cependant, la capacité à émettre de l'information n'est pas également distribuée. D'après l'analyse des listes mails de réseaux de jeunes altermondialistes qu'ont réalisé Datchary et Pagis, seule une minorité de militant.es s'exprime sur les listes. Elles indiquent qu'il y a « un coût différentiel pour les membres du réseau à s'exprimer sur la liste et la valorisation implicite du preneur de parole dans un réseau »³. Par ailleurs, la multiplication des listes et des messages crée une « surcharge informationnelle », que seul.es les militant.es disposant de temps et se consacrant presque exclusivement au travail militant pourront assimiler.

Les connaissances du mouvement zapatiste sont elles-mêmes très disparates et inégalement maîtrisées parmi les militant.es intéressé.es par leur venue. Dans l'assemblée zapatiste à Grenoble, seule une personne est originaire du Mexique et connaît la situation au Chiapas, sans y avoir jamais mis les pieds. Cela a conduit les personnes de l'assemblée à poser rapidement un principe : « l'idée est d'apprendre ensemble et de mettre en commun les savoirs, de partager les informations »⁴. A la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, j'ai assisté à un atelier de lecture des textes de la petite école zapatiste et ai constaté un manque de connaissances précises sur le fonctionnement des communautés zapatistes. L'enjeu des savoirs, des compétences politiques, scolaires et culturelles, et des relations sociales et militantes est important, pour des militant.es qui partagent l'envie de travailler

1 La diversité fonctionnelle est un concept non négatif pour faire référence à l'invalidité. Or, le terme d'invalidité trace une ligne entre les personnes « invalides » et les personnes « valides », selon ce qui est considéré comme la normalité corporelle, physique, psychique et sensorielle. Le concept de diversité fonctionnelle permet de désigner la différenciation des personnes en fonction de « leur adéquation à la normalité corporelle, psychique et sensorielle », qui peut conduire à des formes d'exclusion, que l'on désigne comme le « validisme ». Définition extraite de Rodó-Zarate Maria (2021), *Op. cit.*, p. 50.

2 J'emploie le mot « race » au sens où il est utilisé par les autrices qui abordent les thématiques du racisme ou de l'intersectionnalité. Ce concept désigne des distinctions hiérarchisées construites socialement entre des groupes de personnes sur des critères soi-disant biologiques, faux, mais qui produisent des effets sociaux réels, en attribuant des privilèges à certains groupes, et en opprimant d'autres. La « racialisation » implique du racisme, lorsqu'un groupe est considéré comme inférieur à un autre et que le groupe désigné comme supérieur a des privilèges sur l'autre.

3 Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). *Art. cit.*, p. 15.

4 Conversation informelle non enregistrée avec deux militant.es de Grenoble, 17 juillet 2021, Beaumont-sur-Oise, Île-de-France (notes de terrain).

ensemble malgré et avec l'hétérogénéité de leurs tendances et habitudes, et qui se sont engagé.es à prêter une attention toute particulière aux enjeux de genre. Divers enjeux se posent donc aux coordinations préparant le voyage des zapatistes. Pour fonctionner ensemble, des compromis doivent être trouvés, ainsi que des principes partagés.

5. Les principes de fonctionnement de l'organisation du voyage : d'instables compromis

Respecter les différences est un principe clé du mouvement zapatiste. Les groupes militants qui préparent leur arrivée s'inspirent largement des principes de l'autonomie zapatiste pour s'organiser. En France, le respect des différences a surtout impliqué des réflexions sur les modalités d'organisation et les principes de fonctionnement des coordinations. Parfois, travailler ensemble implique d'adopter des stratégies d'évitement et de s'appuyer sur des consensus minimalistes, voire des compromis instables.

5.1 S'inspirer des zapatistes pour définir des modalités d'organisation

Les militant.es qui accueillent le voyage des zapatistes s'appuient sur leur connaissance des fonctionnements de l'autonomie zapatiste pour définir les principes qui organiseraient leur propre réseau.

Il est souvent rappelé, par exemple, que le gouvernement autonome de l'EZLN, des groupes de soutien zapatistes mais aussi du CNI, s'articule autour d'un principe clé : « commander en obéissant » (mandar obedeciendo). Ce principe, provenant des traditions des peuples Tojolabal, signifie que « ceux qui commandent obéissent, et ceux qui obéissent commandent », selon Ramon Grosfoguel¹. Ce principe se divise lui-même en 7 mots d'ordre : (1) servir et non se servir, (2) représenter et non supplanter, (3) construire et non détruire, (4) obéir et non commander, (5) proposer et non imposer, (6) convaincre et non vaincre, (7) descendre et non monter. Cela implique, par exemple, que l'échelle de décision et de gouvernement la plus élevée est celle des assemblées communautaires, c'est-à-dire l'échelle la plus locale. Cela signifie aussi que les délégué.es élu.es qui se rendent aux assemblées municipales ou régionales doivent représenter ceux qui les ont élu.es et les servir, c'est-à-dire obéir au mandat qui leur a été donné. Le principe « descendre et non monter » résonne fortement avec l'intention des zapatistes en faisant ce voyage en Europe : rencontrer les luttes « en bas et à gauche ». La séparation entre le « haut » et le « bas » renvoie à la distinction

1 Grosfoguel Ramon (2010). *Art. cit.*

entre dominant.es et dominé.es, entre partis et mouvements sociaux, entre « mauvais gouvernements » et « bon gouvernements ».

Ces principes sont appropriés par les militant.es européen.nes. L'assemblée italienne, par exemple, se nomme LAPAZ, pour « Libre assemblée pensant / pratiquant l'autonomie zapatiste ». En Grèce, le collectif Paliacate Zapatista, appartenant au réseau Europa Zapatista entend fonctionner ainsi :

« Sans intermédiaires, sans hiérarchies, sans logiques de délégation et de charité, sans concepts de partis, loin des ONG, dans un processus égalitaire, horizontal, respectueux de la diversité de chaque individu et de chaque collectif, partageant connaissances, expériences, préoccupations, erreurs, luttes et rêves. En excluant l'homogénéisation, mais en luttant pour que le "je" se transforme en "nous", avec cohérence et respect des décisions, mais aussi pour l'autodétermination individuelle et collective de chacun, nous essayons de créer une relation dialectique entre les idées, les rêves et les actions »¹.

Les principes de fonctionnement choisis par les différentes assemblées indiquent l'adhésion aux principes zapatistes. Le modèle de l'autonomie zapatiste au Chiapas est également une référence, plus ou moins partagée. Cependant, il s'agit encore d'un dénominateur commun restreint. Le consensus est minimal et s'appuie sur des connaissances partielles du mouvement zapatiste.

5.2 Faire avec la diversité, adopter des postures d'évitement

Pour faire « tenir ensemble » les différentes tendances politiques qui composent les assemblées, les « mailleur.ses de réseau »² qui impulsent le mouvement de coordination recourent à certaines postures d'évitement.

Éviter les débats idéologiques

Caroline Datchary et Julie Pagis observent ces stratégies dans les réseaux de jeunes altermondialistes qu'elles étudient. D'après elles, les débats idéologiques de fond sont évités, pour limiter les conflits :

« Ce trait nous paraît décisif dans la mesure où il facilite la gestion de l'hétérogénéité constitutive de la forme réseau. En effet, lancer des débats idéologiques pourrait mettre en danger le réseau puisqu'il réunit des militants de différentes tendances politiques »³.

1 « Χωρίς διαμεσολαβητές, ιεραρχίες, λογικές ανάθεσης και φιλανθρωπίας, κομματικές αντιλήψεις, μακριά από ΜΚΟ, σε μια διαδικασία ισότιμη, οριζόντια, με σεβασμό στη διαφορετικότητα του κάθε ατόμου και της κάθε συλλογικότητας, μοιραζόμενοι γνώσεις, εμπειρίες, προβληματισμούς, λάθη, αγώνες και όνειρα. Αποκλείοντας την ομογενοποίηση, αλλά παλεύοντας το «εγώ» να μεταλλαχθεί σε «εμείς», με συνέπεια και σεβασμό στις αποφάσεις, αλλά και στον ατομικό και συλλογικό αυτοκαθορισμό του καθενός/καθεμιάς, προσπαθούμε να δημιουργήσουμε μια διαλεκτική σχέση μεταξύ ιδεών, ονείρων και πράξεων » (traduit avec un traducteur automatique en ligne), Paliacate Zapatista, site internet : <https://paliacatezapatista.wordpress.com/about/> (consulté le 28 septembre 2021).

2 Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). *Art. cit.*

3 *Idem*, p. 16.

Pour éviter des débats qui pourraient mettre en danger un réseau hétérogène, les militant.es posent généralement des bases larges et consensuelles lors de la formation du réseau. Toutes les questions idéologiques sont renvoyées au texte de la « Déclaration pour la vie » et à l'expérience zapatiste, qui sert de modèle. Par exemple, lors de la table-ronde de présentation des coordinations européennes à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les militant.es ont convenu en réunion de lire presque en intégralité la déclaration, publiée par l'EZLN le 1er janvier 2021¹. Pour éviter les débats idéologiques, les réseaux de jeunes altermondialistes tout comme les coordinations pour l'accueil des zapatistes se tournent vers l'action, dans ce cas l'événement du voyage des zapatistes.

Traiter des problèmes logistiques ou techniques : le cas des questions sanitaires

Les questions débattues au sein des coordinations sont ainsi le plus souvent présentées comme « logistiques » ou « techniques ». Par exemple, la question des mesures sanitaires contre le covid-19, prises entre les militant.es d'Europe et durant l'accueil des zapatistes, est presque systématique abordée comme un problème à résoudre, avec des contraintes extérieures à traiter, et des solutions techniques précises.

En France, le contexte est celui de mobilisations répétées contre la gestion de la crise sanitaire, de l'instauration d'un « pass sanitaire » par le gouvernement à partir du 9 août 2021, mais aussi de mobilisations contre les vaccins ou la vaccination obligatoire. Tout comme dans la société en général, des clivages importants opposent les militant.es. L'EZLN a réagi très rapidement et fermement à la pandémie, en fermant les Caracoles et suspendant toutes les rencontres prévues. Une des conditions à leur voyage était la mise en place de mesures strictes pour leur éviter toute contamination au covid-19. Les personnes proches d'eux, accompagnant.es, cuisinier.es, traducteurices, conducteurices par exemple, devaient porter des masques, se faire tester avant de les approcher et, de préférence, être vacciné.es. Aucune preuve n'était demandée, mais un principe de confiance explicite était posé. Pour certain.es militant.es, présent.es dans les manifestations contre la vaccination obligatoire et le pass sanitaire, de telles mesures étaient excluantes. Néanmoins, les animateurices des réunions auxquelles j'ai pu assister ont systématiquement rejeté le débat sur les questions sanitaires. Les demandes des zapatistes devaient être remplies, sans les questionner. Quant à savoir si l'action gouvernementale était appropriée, s'il fallait se faire vacciner ou non, telle n'était pas la question. Il s'agissait simplement de prendre des mesures « techniques » : se masquer, se faire tester, gérer l'approvisionnement collectif en auto-tests, organiser des cordons sanitaires pour faire respecter une distance de sécurité. Agir ainsi permettait de faire tenir ensemble diverses positions : celle des zapatistes qui voulaient être protégé.es du virus, celle des militant.es contre le

1 30 et 31 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain.

pass sanitaire, celle des militant.es considérant que refuser de se faire vacciner était « un problème de riche », relativement à la situation de nombreux pays d'Amérique latine, ou encore celle des personnes qui souhaitaient éviter d'aborder ces questions.

Technicisation et hiérarchies temporelles : dépolitisation et résistances.

Quand les questions de fond émergent, elles « peuvent être à l'origine de ruptures et mettre à jour les limites de ce fonctionnement consensuel »¹. Deux dynamiques se mettent en place pour éviter les débats idéologiques. D'une part, de nombreuses questions sont rejetées au plan de questions « techniques » ou « logistiques ». Certain.es militant.es se résistent à de telles catégorisation et rappellent systématiquement les dimensions « politiques » des décisions. D'autre part, les débats idéologiques sont rejetés sur un plan temporel de « long terme », qui ne doivent pas passer avant les décisions « urgentes ». Là encore, certain.es militant.es résistent à cette division temporelle et insistent pour aborder les questions « politiques » profondes.

Les réunions inter-régionales françaises de juillet et août 2021 mettent en évidence cette double dynamique. Le 29 juillet 2021, les organisateurices des rencontres en mixité choisie à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ont annoncé un rassemblement devant la préfecture de Nantes le lendemain. Or, le 30 juillet, était prévue une réunion de la coordination inter-régionale, à la ZAD, pour entamer des discussions sur l'avenir de l'organisation en France. Le début de la réunion a été marquée par un vif débat : fallait-il poursuivre une réunion prévue de longue date et à laquelle participaient des personnes mandatées par leurs groupes locaux et régionaux, ou participer à l'action, dans l'après-midi, devant la préfecture ? Plusieurs personnes, en particulier celles qui avaient préparé la réunion, ont critiqué cette prise de décision qui faisait passer « l'urgence » avant des réflexions « de long terme » prévues depuis longtemps. L'urgence correspondait à permettre l'entrée sur le territoire français des zapatistes. Quoiqu'aucun.e militant.e ne se soit opposé.e à aborder la question de l'avenir de la coordination, une division claire s'est installée.

Un débat similaire est à nouveau survenu lors d'une réunion, le 21 août 2021. Des collectifs d'Europe s'organisaient pour aller au Mexique chercher les zapatistes. Des commandants zapatistes avaient alors proposé aux Français.es d'envoyer aussi des délégué.es au Mexique pour accompagner la grande délégation. A cette date, les billets d'avions des zapatistes n'avaient pas encore été achetés, et une latence d'une à trois semaines était envisagée. Il fallait donc décider de manière rapide si l'inter-régionale y était favorable, proposer à des personnes de voyager, et définir si la coordination pouvait financer leur voyage. Cette décision a été présentée de manière « technique » par la militante en contact avec les zapatistes : il s'agissait simplement de confirmer que la coordination pou-

1 Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). *Art. cit.*, p. 17.

vait financer ce voyage. A priori, il ne s'agissait pas, pour elle, d'une question particulièrement « politique ». Cependant, ce cadrage « logistique » de la question par cette militante, historiquement impliquée dans le réseau de solidarité avec les zapatistes, ayant voyagé plusieurs fois au Chiapas, et bénéficiant d'une conséquente expérience militante, a fait l'objet d'un contre-cadrage « politique » par d'autres militant.es. Un militant de la région du nord-ouest a critiqué le processus pour n'être « pas inclusif ». Il s'est dit « mal à l'aise » avec le fait de devoir se dépêcher de prendre des décisions sur des informations arrivées rapidement. Une militante a souligné que ne pas se prononcer était aussi une décision. Une militante syndicaliste parisienne a ensuite porté le débat sur un terrain différent, celui des cosmovisions partagées par les zapatistes : « le temps des compas c'est le temps des compas », a-t-elle dit. Deux militantes, qui avaient en commun d'avoir voyagé à plusieurs reprises au Chiapas et d'être impliquées dans des réseaux de solidarité avec le Mexique, l'une Mexicaine, l'autre Française, ont argumenté en faveur de manières de gérer la temporalité différentes, en France et dans les communautés zapatistes. Dans ces dernières, les choses sont gérées les unes après les autres, en fonction des priorités, d'après ces militantes. Ne pas répondre rapidement peut être un choix, selon elles, mais « on risque de passer à côté de certaines choses ». Par cette argumentation, elles se sont effectivement placées dans un cadrage politique, mais elles adoptent un registre de justification qui s'appuie sur leur compréhension de l'expérience zapatiste. Deux militants français sont restés opposés, non à la proposition, mais au fait de décider le jour-même. Selon eux, les neuf personnes qui étaient présentes à la réunion inter-régionale ce jour-là ne pouvaient pas prendre cette décision, car elles ne disposaient pas d'un mandat politique de la part de leurs groupes locaux. Ils se sont placés plutôt sur la dimension « politique » de l'organisation et de la légitimité des prises de décision de la coordination. Deux militant.es syndicalistes ont répondu qu'ils auraient « honte » si aucun.e Français.e ne se rendait au Mexique en raison d'un tel blocage. L'une s'est dite « atterrée » et ne comprenait pas le blocage politique : personne n'avait d'opposition formelle¹.

Ces deux moments supposeraient une analyse plus approfondie des rapports de force qui se sont menés, en fonction des profils sociologiques des militant.es réuni.es. Ils révèlent également des limites des fonctionnements de la coordination française, en particulier sur le fonctionnement par consensus. Ces moments montrent que des processus d'évitement sont à l'œuvre : les questions de fond, politiques et idéologiques, sont laissées de côté, car elles se heurtent à des décisions qui doivent être prises dans l'urgence, souvent tout aussi politiques, mais pouvant être présentées de manière technique ou logistique.

Malgré ces différentes dynamiques d'évitement de certains débats, des principes de fonctionnement ont été accordés, largement inspirés du fonctionnement de l'autonomie zapatiste.

1 Réunions ordinaires de la coordination inter-régionale française du 30 juillet 2021 et 21 août 2021, notes de terrain.

5.3 Principes de fonctionnement en « coordinations »

Le choix d'un fonctionnement par coordination

Comme je l'ai expliqué plus haut, la forme de « réseau » a permis à la diversité des militant.es accueillant le « voyage pour la vie » de travailler ensemble. Les valeurs d'horizontalité, de décentralisation, de territorialisation et de consensus sont privilégiées, à l'image de l'organisation autonome en territoire zapatiste. S'organiser en mettant ces valeurs au premier plan permet de se distinguer des fonctionnements centralisateurs, bureaucratiques et vécus comme autoritaires des partis politiques ou des institutions étatiques. D'après Irène Pereira, « la forme réseau apparaît alors comme la seule à permettre la coexistence de groupes affinitaires temporaires fonctionnant au consensus et admettant la diversité des tactiques »¹. Le terme de « coordination » plutôt que « réseau » indique la volonté de s'organiser autour d'un même objectif, c'est-à-dire de se coordonner pour recevoir les zapatistes. L'événement définit donc l'existence du réseau. De plus, le terme de « coordination » n'implique pas de centralisation. Il sous-entend que des groupes localisés fonctionnent de manière autonome mais « coordonnent » leur action, partagent des informations, s'organisent ensemble en bonne intelligence, tout en ayant toute autonomie pour prendre des décisions. A l'échelle française, la coordination a établi des principes clairs de fonctionnement.

Le cas de la coordination française

La coordination « francophone » puis « inter-régionale française » a mis quelque temps avant de fixer des principes de fonctionnement. Le 1^{er} mars 2021, une réunion de la coordination a spécifiquement eu pour objet de statuer sur des modalités de fonctionnement. Un document interne intitulé « bienveillance et outils de fonctionnement » a alors été écrit. Pour décrire ces principes de fonctionnement, je m'appuie sur ce document, ainsi que sur les compte-rendus des réunions inter-régionales et les observations réalisées dans diverses coordinations.

Premier principe : autonomie des groupes locaux

Le premier principe clé a été de donner la primauté aux échelles locales de décision. En effet, sont décisionnaires les groupes locaux qui invitent les zapatistes. Ces groupes locaux désignent des personnes mandatées, de préférence des femmes ou personnes dissidentes de genre, pour les représenter dans des coordinations régionales. Le texte indique : « les coordinations régionales sont autonomes pour tout ce qui concerne leur territoire ». Dans chaque coordination régionale, deux personnes sont mandatées pour représenter la région dans les commissions thématiques et aux réunions

1 Pereira Irène (2013). *Art. cit.*, p. 167.

de coordination inter-régionale. La décision revient à l'échelle nationale lorsqu'elle a une « envergure territoriale plus large », selon ce même texte. Les personnes mandatées doivent faire « remonter » les décisions, positions et informations prises à échelle locale et régionale, puis font « redescendre » les accords trouvés en réunion francophone dans leur région¹. Les mandats doivent être tournants, pour que plusieurs personnes d'une région puissent assister aux réunions nationales. Néanmoins, ce fonctionnement a mis du temps à se mettre en place. Certaines régions se sont structurées trop tardivement et ont été longtemps représentées par des personnes venues à titre individuel ou d'un groupe local spécifique, non mandatées par leur région. C'est le cas en Bourgogne-Franche-Comté, par exemple.

L'importance des échelles locales est fréquemment réaffirmée. Un militant de Montpellier insiste, en réunion inter-régionale pour « garder à l'esprit que les collectifs de base prennent les décisions ». Il ajoute : « si on laisse aller trop les décisions à certaines personnes, on rate la discipline zapatiste »². De même, un participant grenoblois s'est montré très critique et a interrogé l'utilité de la coordination inter-régionale, censée laisser le pouvoir de décision aux localités³. D'après le texte du 1^{er} mars 2021, l'organisation en France doit éviter plusieurs écueils : « éviter les doublons ou toute forme de 'concurrence' entre les commissions, les coordinations régionales et la coordination francophone » et « [les] habitudes centralistes en France ».

Des outils de communications interne doivent permettre de faciliter les allers-retours entre les différentes échelles d'organisation. Au niveau interne, la communication se fait principalement par courrier électronique, via des listes de contacts et des boîtes mails sécurisées et cryptées. Les réunions en visioconférence ou physiques donnent lieu à des comptes-rendus écrits, généralement sur des documents partagés en ligne, auxquels n'ont accès que les personnes disposant du lien de partage. Sur ces documents, les comptes-rendus des réunions précédentes apparaissent également ainsi que les ordres du jour. Une transparence interne est privilégiée, malgré l'attention aux risques de surveillance et à la protection des données personnelles. Le compte-rendu de la deuxième réunion générale de la coordination francophone précise : « nous ne [devons] pas nous embarrasser outre mesure à sécuriser les informations ».

Pour laisser le temps à ces allers-retours d'opérer, les réunions sont organisées de la manière suivante : la première semaine de chaque mois ont lieu les réunions locales, puis la deuxième semaine des réunions régionales, puis la troisième semaine une réunion de la coordination francophone ou autres coordinations nationales, et la dernière semaine du mois a lieu la réunion euro-

1 Les termes « remonter » et « redescendre » sont très fréquemment employés par les actrices, même si certaines les contestent régulièrement pour leurs connotations très centralisatrices.

2 Prise de parole à la réunion inter-région du 30 juillet 2021, Notre-Dame-Des-Landes, notes de terrain.

3 Prise de parole à la réunion locale de Grenoble, 24 août 2021, Grenoble, notes de terrain.

péenne. Les réunions thématiques francophones se tiennent au moins une fois entre la deuxième et la troisième semaine de chaque mois, avant la réunion de coordination francophone.

Néanmoins, tous les outils de communication ne sont pas également employés, et des manques de communication interne sont souvent déplorés à diverses échelles. J'ai pu constater, par exemple, que les informations circulaient peu d'une coordination régionale à l'autre, et « remontaient » plutôt vers le niveau national, qui traitait les informations locales et proposait des synthèses. Les coordinations régionales tardaient souvent à répondre aux sollicitations et questions pratiques envoyées à échelle nationale ou européenne, ce qui a rendu, par exemple, difficile l'estimation d'un budget général ou d'un agenda prévisionnel.

Deuxième principe : décisions par consensus

Il a ensuite été décidé que les décisions seraient prises par consensus. Les décisions sont prises en réunion, de manière collective, ainsi que le précise le texte du 1^{er} mars : « il ne peut y avoir de prise de décision par mails ». Les rédacteurices rappellent aussi que l'urgence d'une prise de décision est relative et « fait partie intégrante du système dominant et du tout technologique, tout de suite, maintenant ». Par conséquent, iels insistent sur le fait que les informations circulent vers l'échelle nationale puis à nouveau vers les régions pour donner lieu à des décisions concertées.

Lors de la réunion du 7 février 2021, il a été décidé que la prise de décision se faisait par « consensus avec droit de veto » : lorsqu'un désaccord émerge, l'animatrice de la réunion doit demander à la personne en désaccord si elle apporte une objection, qui doit être débattue. Si le désaccord persiste, la réflexion est repoussée à une prochaine réunion. Quasiment à chaque réunion, il est rappelé que les personnes présentes devraient disposer d'un mandat de leurs groupes régionaux. Or, la présence répétée de personnes sans mandat collectif aux réunions peut contribuer à expliquer, par exemple, l'abandon progressif de la coordination européenne. Le 1^{er} mars, les participant.e.s à la réunion de coordination francophone écrivent : « la coordination européenne, telle qu'elle est constituée et telle qu'elle fonctionne aujourd'hui ne peut pas continuer ainsi (60 à 80 participant.e.s parlant à titre individuel, pour leur collectif et parfois au nom d'une coordination) ».

Dans la pratique, les mandats fonctionnent assez mal : il est rare que toutes les régions soient représentées en réunion de coordination francophone, et très peu de personnes disposant d'un mandat assistent aux réunions des commissions thématiques européennes ou nationales, selon le compte-rendu du 7 février 2021. Un fonctionnement hybride a donc été adopté pour les commissions thématiques : peuvent y participer des personnes mandatées mais aussi des personnes intéressées et disponibles pour s'y impliquer, même si elles ne disposent pas de mandat politique. Ce fonc-

tionnement hybride implique que les commissions ne peuvent prendre de décisions, qui reviennent à la coordination francophone, où les régions sont mieux représentées.

Le principe de décision au consensus se heurte à la difficile gestion des temporalités. J'ai exposé plus haut la problématique des dynamiques d'évitement des questions politiques, qui se basent sur une vision dichotomique, entre les questions de long terme et les décisions urgentes. La gestion de l'urgence est également une problématique centrale qui révèle une tension entre exigence d'efficacité et temporalité longue des décisions par consensus et des aller-retours entre les différentes échelles.

Troisième principe : bienveillance et communication non violente

Un troisième principe clé est celui nommé « bienveillance et communication non violente » dans le compte-rendu de la réunion francophone du 7 février 2021. Ce principe équivaut à l'attention aux rapports sociaux de pouvoir. Un texte met à disposition des outils de « communication non violente ». Il fait état des effets de domination possibles et propose des outils de modération de la parole ainsi qu'une documentation sur la communication non violente¹. Des outils de résolution des conflits sont également proposés. Ces modalités de communication sont envisagées comme capables d'éviter de reproduire des mécanismes de domination et de permettre l'expression libre de toutes les personnes mandatées participantes.

Cependant, cet outil n'est pas forcément adapté à toutes les personnes, selon les oppressions systémiques qu'elles vivent et leur milieu social d'origine. La poétesse noire états-unienne Audre Lord, au contraire, revendique un usage politique de la colère :

« Ma colère est une réponse aux attitudes racistes, aux actes et aux présomptions engendrés par de telles attitudes. Si vos relations avec d'autres femmes reflètent ces attitudes, alors ma colère et les peurs qu'elle fait naître en vous sont des projecteurs qui peuvent être utilisés pour grandir, de la même manière que j'ai appris à exprimer ma colère, pour ma propre croissance. Mais comme chirurgie réparatrice, pas pour culpabiliser. La culpabilité et les réactions défensives sont les briques d'un mur contre lequel nous butons toutes ; elles ne conviennent à aucun de nos futurs »².

Les modalités de la communication non-violente sont inégalement valorisées selon les origines sociales. Lors d'une réunion de l'assemblée d'Île-de-France, André a exprimé des reproches sur un ton véhément et en employant un vocabulaire familier. Ces reproches ne s'adressaient pas

1 Des extraits de Achard Nathalie (2020). *La Communication Non Violente à l'usage de ceux qui veulent changer le monde*, Marabout, sont lus durant la réunion et inscrits au compte-rendu.

2 Lorde Audre, « De l'usage de la colère. La réponse des femmes au racisme », discours d'ouverture prononcé en juin 1981 lors de la conférence de l'Association nationale des études femmes à Storrs dans le Connecticut, publié sous la forme de fanzine, consulté à l'Infokiosque de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, lors des rencontres en mixité choisie, juillet 2021, disponible sur https://infokiosques.net/IMG/pdf/Colere_AudreLordeA4pourA5.pdf (consulté le 29 septembre 2021).

explicitement à des personnes en particulier, mais étaient tout de même implicites. Sabine et Manuela, deux militantes, lui ont reproché son ton violent. Elles se sont probablement senties directement visées par ses propos. Par ailleurs, dans d'autres situations, André avait à plusieurs reprises manifesté des comportements définis comme sexistes par plusieurs militant.es différent.es. Son commentaire ne pouvait être considéré comme sexiste à ce moment-là. Toutefois, lui reprocher son non-respect des principes de communication non-violente, portés par des personnes impliquées par ailleurs dans des commissions de genre, pouvait être un moyen de le rappeler à l'ordre sur les questions des violences de genre. Une autre femme, Annick, au contraire, l'a applaudit et a dit : « je ne trouve pas que ça ait été violent, pour moi, tu t'exprimes comme tu veux ! ». En-dehors du fait que les unes se soient senties visées et l'autre non, une autre dynamique pourrait être à l'œuvre. Sabine et Annick proviennent visiblement de milieux sociaux différents, de classes sociales distinctes, et ont des parcours militants opposés. Sabine est syndicaliste, avec une longue carrière militante. Ses attitudes le montrent. Elle parle avec une voix posée et tempérée, elle est assise sur une chaise avec les jambes droites, un ordinateur sur les genoux pour prendre des notes, alors qu'elle n'est pas chargée d'écrire le compte-rendu de cette séance. Elle prend souvent la parole, apporte des précisions, détient des informations importantes et dispose d'un contact privilégié avec les zapatistes. Ces caractéristiques la relient à des habitus de classe moyenne voire supérieure, et sont des indices d'un fort professionnalisme militant. Annick, au contraire, est très énergique et très mobile sur son banc. Elle est assise en tailleur, boit une bière pendant la réunion. Elle prend facilement la parole, généralement pour donner son avis, souvent très tranché. Elle a une petite feuille froissée à côté d'elle, avec un crayon, mais je la vois rarement prendre des notes¹.

La communication non violente est un principe surtout mis en œuvre dans des groupes militants composés principalement de personnes fortement dotées en capital scolaire, culturel et militant, comme le montre cet exemple. Elle suppose une discipline de soi spécifique : en plus d'être capable d'exprimer un avis, il faut pouvoir l'exprimer dans des formes particulières. La communication non violente est plus facile à mettre en place lorsque les personnes disposent d'une longue socialisation militante et/ou proviennent de milieux sociaux dans lesquels la discipline du corps fait partie d'un habitus de classe. Comme le rappelle Audre Lordre, elle est aussi plus facile à mettre en place lorsque les personnes ne subissent pas quotidiennement de multiples oppressions liées à leurs diverses positions sociales.

La coordination française a mis en place trois principes clés : l'autonomie des groupes locaux, la décision par consensus et l'attention aux oppressions structurelles en particulier dans la commu-

1 Réunion ordinaire de l'assemblée d'IDF, 14 juillet 2021, notes de terrain.

nication. Son fonctionnement se veut horizontal et décentralisé, de manière à assurer l'autonomie des personnes investies et à permettre le travail collectif de militant.es très hétérogènes.

L'organisation européenne du « voyage pour la vie » fait face à de nombreux enjeux. Lors de l'annonce de la tournée militante en Europe, les réseaux historiques de solidarité avec les zapatistes sont mobilisés. En diffusant l'information, ils créent ensuite des coordinations, à l'échelle européenne puis infra-européenne. La thématique du genre est posée comme centrale dans ce voyage, ainsi que l'avaient souhaité les zapatistes. Les inégalités et violences de genre, qui persistent dans le monde militant, sont relevées et combattues, lors d'événements spécifiques, mais aussi au sein même des coordinations, dans le travail militant. Au-delà des rapports de genre, c'est tout un ensemble de différences et d'inégalités possibles qui doit être pris en compte. La diversité des personnes, des caractéristiques sociales et des positions politiques intéressées par le voyage des zapatistes rend difficile l'organisation. J'ai décrit cette hétérogénéité de plusieurs manières, et exposé quelques enjeux de pouvoir qui sont survenus. Pour faire avec la diversité, les coordinations européennes ont défini des principes politiques d'organisation, afin de créer un consensus. Or, ce consensus s'apparente davantage à un compromis, et de nombreuses stratégies d'évitement sont déployées pour éviter les clivages et conflits.

Les militant.es rencontré.es, de même que les zapatistes ou les délégué.es du CNI, ne se satisfont pas de ces fragiles compromis, et travaillent à construire des solidarités. Comme je l'ai montré au début de cette première partie, le voyage des zapatistes a été lu comme une injonction à l'organisation collective. Les connaissances que les militant.es en Europe avaient des principes de fonctionnement des zapatistes, du CNI et, dans une moindre mesure, du FPDTA, leur ont servi de modèle. La compréhension de la « solidarité » développée par les zapatistes, qui se fait dans le respect de l'hétérogénéité et des différences, en luttant contre les inégalités et les rapports de domination, est adoptée par de nombreux militant.es en Europe. Dans la seconde partie de ce mémoire, j'analyse les mécanismes concrets mis en place par les militant.es en Europe pour appliquer ces principes et générer une réelle solidarité entre elleux et avec les militant.es qu'ils reçoivent.

PARTIE 2.

Créer des solidarités politiques. Mécanismes concrets et enjeu des rapports de pouvoir

Dans une première partie, j'ai décrit les antécédents et les enjeux du voyage des zapatistes, du CNI et du FPDTA. J'ai montré que ce voyage s'inscrit dans un processus de transnationalisation de ces organisations, à l'œuvre depuis des décennies. Il s'inscrit aussi dans le répertoire des mouvements sociaux transnationaux, en prenant la forme d'une caravane militante de grande ampleur. Comme lors de caravanes précédentes, le déplacement des militant.es suppose une solide organisation dans les lieux d'accueil. J'ai explicité les modalités que prend l'organisation en Europe de cette tournée, les enjeux auxquels elle fit face, et l'ambitieuse organisation en réseau qui s'est constituée. Or, ce réseau a connu des difficultés à fonctionner. Il n'a pas été simple de produire entre les militant.es une solidarité qui leur permettrait de travailler ensemble, malgré leurs différences. Dans cette seconde partie, j'analyse d'abord les procédés qui visent à produire cette solidarité et à favoriser la création de liens durables entre les militant.es. Enfin, je montre que cette solidarité se heurte à la question primordiale des rapports de pouvoir, qui se jouent sur des plans divers et intersectionnels.

Chapitre 4.

Produire la solidarité par des dispositifs mythiques, symboliques et émotionnels

Afin de pouvoir travailler ensemble, il semble essentiel de créer des dynamiques collectives, qui instaurent des relations de confiance interpersonnelles et permettent de créer un ethos militant partagé, nécessaire au bon fonctionnement de l'autogestion. Pour ce faire, des dispositifs discursifs et pratiques sont installés, qui génèrent des liens entre les personnes et avec les causes défendues. Suivant la terminologie travaillée par Christophe Traïni et Johanna Siméant, je nomme ces procédés des « dispositifs de sensibilisation », définis comme « l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène, que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue »¹.

Ces dispositifs construisent et diffusent un certain ethos militant. Le milieu du militantisme concerné par le voyage des zapatistes est hétérogène, mais reste un espace de socialisation, dans lequel se constituent des relations sociales, se réalisent des apprentissages et l'intériorisation de normes, valeurs, comportements et principes éthiques. Comme ce milieu n'est pas monolithique, il existe probablement des ethos spécifiques à des segments de ce milieu. Dans ce chapitre, je m'intéresse à l'ensemble des comportements, réactions émotionnelles, valeurs et discours mobilisés et construits dans les groupes militants qui préparent l'accueil des zapatistes et aux dispositifs de sensibilisation à cette « cause » particulière qui permettent d'acquérir les caractéristiques liées à cet ethos. En effet, l'enjeu, pour les militant.es, est de faire tenir ensemble les coordinations, de créer un « collectif » qui assure la reproduction du groupe et son bon fonctionnement, selon les principes que j'ai exposés dans le troisième chapitre. La sensibilisation à la cause, ici celle du mouvement zapatiste et plus largement de la solidarité anticapitaliste et antipatriarcale, se fait sur plusieurs plans : celui des discours et celui des émotions. J'articule donc dans ce chapitre l'analyse de cadres discursifs, développée par des chercheuses états-uniens en sociologie des mouvements sociaux, et l'analyse des dispositifs émotionnels, développés par Christophe Traïni, des chercheuses féministes et d'autres sociologues européens.

J'analyse d'abord les dispositifs de sensibilisation discursifs mis en place par certain.es militant.es et qui exaltent les dimensions historiques et symboliques du voyage des zapatistes. Ensuite,

1 Siméant Johanna, Traïni Christophe (2009). « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause », in C. Traïni (dir.), *Émotions...Mobilisation !*, Paris, Presses de Science Po, p. 13.

je détaille divers dispositifs de sensibilisation, sensoriels, visuels, sonores, qui créent l'adhésion par la participation et le recourt aux émotions, et qui permettent de les rendre politiques.

1. Exalter les dimensions historiques et symboliques du voyage des zapatistes dans les discours

Pour construire un collectif autour des coordinations européennes pour l'accueil des zapatistes, divers dispositifs de sensibilisation sont mobilisés par des militant.es. Ces dispositifs ne sont pas toujours mobilisés de manière stratégique ou intentionnelle. Cependant, quelle que soit la manière de les mobiliser, ces dispositifs produisent des effets, désirés ou inattendus.

Dans ce paragraphe, je m'intéresse aux discours déployés par les militant.es observé.es. De manière répétée, les prises de parole publiques émanant des coordinations européennes, à diverses échelles, exaltent les dimensions historiques et symboliques du voyage des zapatistes. Je note un cadrage « historique » de l'événement, qui vise à produire des émotions particulières, afin de créer une unité et une adhésion. J'étudie plus particulièrement le mythe de « l'invasion inversée et consentie » et ses effets. Cependant, le registre mythique qui se déploie peut conduire à l'idéalisation à la fois du mouvement zapatiste et des coordinations européennes.

1.1 « Un moment historique » : un voyage aux dimensions mythico-symboliques

Les militant.es impliqué.es dans les coordinations européennes recourent fréquemment à un registre discursif qui place le voyage sur un plan historique et symbolique. Leur cadrage de l'événement est « historique ».

Analyser les discours et leurs effets

L'approche en termes de cadrage met l'accent sur les perceptions et constructions de sens dans les mouvements sociaux. Pour McAdam, McCarthy et Zald, les processus de cadrage sont les « efforts stratégiques conscients déployés par des groupes de personnes pour façonner des compréhensions communes du monde et d'eux-mêmes qui légitiment et motivent l'action collective »¹. Le processus n'est pas toujours entièrement conscient et ne fait pas toujours l'unanimité au sein d'un mouvement social. Le cadrage des problèmes, des moyens d'action, des opportunités et des contraintes n'est pas le seul fait des « entrepreneuses de mobilisation » (ou de ceux que j'ai appelé.es des « mailleur.ses de réseau », en suivant Pagis et Datchary) : il se fait aussi au sein du

1 Cité par Revillard Anne (2003). « La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisation, opportunités politiques et processus de cadrage », halshs-01141740, p. 10.

mouvement, de manière interactive, parfois conflictuelle. L'approche par les émotions dans le militantisme, travaillée par Christophe Traïni, invite à relativiser l'importance de « l'analyse de cadres » :

« La capacité des discours à entraîner les militants doit être cherchée bien moins du côté de l'habileté tactique des entrepreneurs de cause à ajuster de bons arguments, que du côté de leur aptitude à susciter une communauté de réactions affectives qui prolongent, on l'a dit, les expériences sociales antérieures de ceux qui les éprouvent »¹.

Ainsi, je considère les discours comme un dispositif de sensibilisation parmi d'autres. Leur portée dépend moins de leur qualité argumentative que des effets émotionnels qui sont produits.

Annoncer et anticiper les émotions

L'insistance, dans les discours, sur la portée historique de l'événement et de la rencontre avec les zapatistes s'accompagne effectivement de la mobilisation d'émotions. Deux jours avant l'accueil de l'Escadron 421 à Paris, j'ai participé à une rencontre informelle entre les militant.es venu.es de « l'international », c'est-à-dire d'autres endroits que Paris, pour préparer l'arrivée des délégations. Anticipant la rencontre avec l'Escadron, une militante a dit à une autre : « *va a ser la lloradera* », ce qui signifie plus ou moins « nous allons toustes pleurer ». L'autre personne a approuvé silencieusement, l'air ému. Cette courte phrase révèle les attentes des militant.es impliqué.es depuis des mois dans la préparation de l'accueil. Elle révèle aussi une anticipation de l'émotion, partagée et mise en mots entre les militant.es, qui peut avoir un effet performatif. Ma propre réaction a été de penser que si tout le monde serait ému, il faudrait également que je le sois.

Dans les images du débarquement de l'Escadron 421 à Vigo, divers militant.es commentaient souvent le fait que « tout le monde [était] ému » et que le moment était « historique ». L'une des commentatrices évoquait « une vraie rencontre de mondes cette fois, contrairement à ce qui s'est passé avec la Conquête » et clamait : « nous sommes toutes très émues qu'enfin elles arrivent vers la terre, de pouvoir les recevoir avec toute la joie qu'elles méritent »². Ces images en question étaient publiées en direct sur la page Facebook du média indépendant Desinformémonos. L'en-tête du *live* mentionnait un « moment historique ». Dans les commentaires qui apparaissaient à mesure que je regardais les images, l'expression de la joie, de l'émotion et de la bienvenue aux zapatistes prévalait. En voici trois exemples, qui montrent le registre émotionnel mobilisé (joie, émotion, superlatifs), ainsi que la dimension exceptionnelle et historique du voyage.

Tableau 6. Trois commentaires du live Facebook du débarquement de l'Escadron 421 à Vigo (traduction libre).

1 Traïni Christophe (2009). *Émotions...Mobilisation !*, Op. cit., p. 29.

2 « *Estamos todas muy emocionadas de que por fin lleguen a tierra, y de poder recibirlas con toda la alegría que se merecen* » (traduction libre).

« Armée Zapatiste de Libération Mondiale !!! :) je meurs d'émotion... »

« *Ejército Zapatista de Liberación Mundial !!! :) muero de emoción...* »

« Quelle joie que ce peuple qui a pu organiser ces révoltes communales au Moyen-Âge, soit maintenant en train de recevoir les zapatistes. Je suis très émue »

« *Que alegría que aquel pueblo que pudo organizar aquellas revueltas comuneras en la Edad media, ahora esté recibiendo a lxs zapatistas. Estoy muy emocionada.* »

« Quelle joie, mon Dieu. Soyez très très bienvenus. Nous vous attendons en France de tout notre cœur ».

« *Que ilusión dios. Que sean los mui mui bienvenidos. Os esperamos en Francia con todo corazón* ».

Faire référence à l'histoire pour donner une profondeur aux événements vécus

La mobilisation discursive de l'histoire est visible dans les prises de parole publiques et les productions médiatiques. De plus, l'histoire est racontée, sous forme de transmission orale. A la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Martha et Johanna ont raconté leur visite au Chiapas pendant les « rencontres de femmes qui luttent ». Elles ont ainsi relié l'événement qui se déroulait à la ZAD aux événements internationaux qui s'étaient tenus au Chiapas en 2018 et en 2019. Placer l'événement dans une chronologie historique lui donne une profondeur temporelle mais aussi spatiale. Par ailleurs, le fait que la transmission soit orale et incarnée par des militant.es physiquement présent.es renforce la portée émotionnelle du discours. Faire le lien avec d'autres luttes, d'autres géographies avec leurs propres temporalités permet aussi de donner une profondeur historique au discours. Le 11 août, à Madrid, Nina, une militante madrilène, a pris la parole, lors des rencontres entre militant.es européen.nes, qui s'étaient déplacé.es pour participer à la marche du 13 août. Son discours était préparé et collectif. Elle lisait une feuille, mais ses mains et sa voix tremblaient. Elle se disait émue, riait souvent, semblait peu à l'aise. Son discours a retracé l'histoire des luttes madrilènes :

« Nous sommes très reconnaissantes ici, que vous soyez là. Nous sommes très émuës que vous soyez là... dans notre Madrid rebelle, le Madrid qui lutte, qui résiste, le Madrid du No Pasaran, du 8 mars, le Madrid des migrantes racialisées, des vendeurs à l'étalage, des travailleuses au foyer, de celle de l'hygiène, de celles qui luttent contre le franquisme, et pour la mémoire historique démocratique, le Madrid de l'art rebelle, celles qui embrassent le zapatisme, celles qui luttent de tous les peuples libres du monde, Rojava, Palestine, Cuba, des Mapuches, de tous, de toutes... Bienvenues aux journées No Nos Conquistaron, No Claudicaremos »¹.

¹ « *Estamos muy agradecidas desde aquí, que estén aquí. Nos emociona un montón que estén en este... en nuestro Madrid rebelde, el Madrid que lucha, que resiste, el Madrid del No Pasaran, del 8-M, el Madrid de las migrantes racializadas, de los manteros, de las trabajadoras del hogar, de las sanitarias, de las que luchan contra el franquismo, y por la memoria histórica democrática, el Madrid del arte rebelde, las que abrazan al zapatismo, las que luchan de todos los pueblos libres del mundo, Rojava, Palestina, Cuba, de los mapuches, de todos, de todas... Bienvenidas a las jornadas No Nos Conquistaron, No Claudicaremos* » (traduction libre). No Nos Conquistaron, No Claudicaremos signifie « nous n'avons pas été conquis, nous ne nous rendrons pas ». Extrait de notes de terrain du 11 août 2021, Madrid.

Cette énumération hétéroclite et désordonnée multiplie les références de lutte et donne ainsi une profondeur à l'événement qui s'est déroulé à Madrid autour du 13 août 2021. Le choix des dates « historiques » ou commémoratives renforce ce dispositif discursif. Cinq cents ans précisément après la chute de Tenochtitlán, qui est désormais nommée México, due à l'invasion des troupes de Hernán Cortes, une manifestation a été organisée à Madrid. Démarrée à la Puerta del Sol, la manifestation s'est muée en rassemblement final sur la Plaza Colon, en traversant de nombreux lieux symboliques de la capitale de l'état espagnol. Les zapatistes avaient annoncé cette date dès les premiers communiqués évoquant leur voyage, et l'ont réaffirmée régulièrement. Ce devait être le point culminant de leur voyage, avec la présence de l'ensemble de la délégation, de plus d'une centaine de personnes. Finalement, ça a été un des événements phares de la visite de l'Escadron 421, la délégation maritime. D'autres dates avaient été discutées. Initialement, les zapatistes pensaient pouvoir arriver pour le 8 mars 2021, qui aurait permis une rencontre internationale de femmes, dans la lignée de celles de 2018 et 2019 au Chiapas. Puis, avait été évoqué le 12 octobre, journée internationale de la résistance indigène, anniversaire du 12 octobre 1492, arrivée de l'équipage de Christophe Colomb sur le continent américain.

Le mythe de l'invasion inversée et consentie

Pour les zapatistes tout comme pour les militant.es européen.nes, le voyage pour la vie prend la forme d'une « invasion inversée et consentie ». En miroir de l'invasion du continent américain et des peuples qui y vivaient à partir des XVe et XVIe siècles, les zapatistes entendent « envahir » la Vieille Europe. Le voyage en bateau de la délégation maritime en est un symbole clef. La date du 13 août à Madrid est un autre symbole de cette invasion indigène de la capitale de l'état espagnol. Pour l'occasion, les militant.es madrilènes avaient préparé un char de carnaval en forme de bateau, tiré par un petit camion, sur lequel étaient installé.es les membres de l'Escadron 421. Ainsi, iels traversaient les lieux symboliques du pouvoir de la couronne espagnole sur leur propre caravelle, placé.es en hauteur, dominant la foule des européen.nes venu.es les saluer et les soutenir. L'invasion est inversée, parce que la symbolique fonctionne à l'envers, mais aussi parce que le miroir inverse également les valeurs. L'invasion, cette fois, est « consentie », en ceci que les militant.es de « l'Europe insoumise » ont été averti.es et consulté.es avant le débarquement de la délégation zapatiste, et qu'iels soutiennent ce projet.

1.2 Le regard perçu des zapatistes : un « exotisme inversé » ?

Le mythe de l'invasion inversée s'accompagne d'une inversion des positions et perceptions des actrices. Cette fois-ci, ce sont les zapatistes, les indigènes du Mexique, qui se trouvent dans la

position d'observateurices. Du haut du char voilier à Madrid, l'Escadron 421 prend la foule en photo. Iels observent comment se met en place le cordon de sécurité, regardent les banderoles déployées, écoutent les chants. L'objectif de leur voyage est « d'écouter », comme le rappellent les membres de l'Escadron, le 13 août 2021, au soir, sur la place Colomb à Madrid :

« Racontez-nous votre histoire, votre rage, votre rébellion. Nous sommes venu.es pour écouter et apprendre de votre histoire. Dans chaque résistance, il y a un cri pour la vie. Cinq cents ans après, nous, les communautés, venons vous écouter »¹.

A la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, l'Escadron 421 a pris la parole publiquement, lors de la clôture des journées en mixité choisie, le 29 juillet 2021. Marijosé a dit : « ceci est notre parole », puis a gardé le silence pendant précisément une minute. Iel et les quatre femmes zapatistes présent.es ont observé attentivement la foule, depuis la scène². L'inversion des rôles était désormais visible. Les militant.es d'Europe ne viennent pas pour observer les zapatistes et les communautés indigènes du Mexique, ou les étudier. Cette fois-ci, ce sont elleux qui adoptent la posture des observateurices.

Lors des voyages des militant.es européen.nes au Chiapas, Sabrina Melenotte et Clément Marie Dit Chirot notaient que ces dernièr.es devenaient des « objets de curiosité » et étaient « exhibés » malgré elleux³. Le voyage des zapatistes en Europe reproduit ce phénomène : les zapatistes observent les européen.nes, les filment, les écoutent, prennent des notes et des photographies. D'après une militante, les zapatistes sont devenu.es des « anthropologues », venant étudier les luttes et milieux militants d'Europe⁴.

Néanmoins, le regard scrutateur des zapatistes ne produit pas nécessairement l'union des militant.es observé.es. Les militant.es d'Europe se demandent fréquemment dans quelle mesure les zapatistes perçoivent leurs divisions internes. La prise de parole de Marijosé à la ZAD de NDDL a, par exemple, fait l'objet d'interprétations diverses. Pour les militant.es ayant organisé les rencontres, ainsi que la plupart des militant.es faisant partie d'une coordination d'accueil des zapatistes, le silence de l'Escadron a signifié leur intention de venir écouter et non pas donner de leçons. De nombreuses personnes ont également compris que l'Escadron 421 n'était pas censé arrivé seul en Europe, et aurait dû être rejoint par la délégation aérienne. Le retard de cette dernière a modifié les plans de l'EZLN. L'Escadron 421 n'avait pas de mandat politique pour prendre la parole au nom de l'EZLN et de ses bases d'appui, durant son séjour. En revanche, pour d'autres militant.es, l'inter-

1 « *Cuéntenos su historia, su rabia, su rebeldía. Venimos a escuchar y aprender de su historia. En cada resistencia hay un grito por la vida. 500 años después las comunidades venimos a escucharlos* » (traduction libre), paroles de l'Escadron 421, 13 août 2021, Plaza Colon, Madrid, notes de terrain.

2 29 août 2021, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, notes de terrain.

3 Melenotte, Dit Chirot (2010), *Art. cit.*, p. 11.

4 Discussion informelle avec Armanda, août 2021, notes de terrain.

prétation a été toute autre. Sur la ZAD, les positions politiques sont divergentes, et plusieurs sous-groupes se sont formés. Les expulsions de 2018 et la réorganisation institutionnelle de la ZAD a créé un « groupe dominant », décrit comme « légaliste », et un « groupe minoritaire », décrit comme « dissident » et plus libertaire (voir chapitre 5). L'équipe organisatrice des événements était principalement composée de personnes du groupe majoritaire. Le groupe dissident a proposé une interprétation du silence de l'Escadron marquante : les zapatistes auraient eu vent des désaccords existants, et auraient refusé de s'adresser seulement à l'un des deux groupes. Prendre la parole publiquement sur la scène des rencontres serait revenu à saluer officiellement le groupe dominant. A l'inverse, garder le silence a été lu comme une stratégie doublement payante. Ainsi, aucun des deux groupes ne s'est senti mal à l'aise. Ni le groupe « dominant » et organisateur, puisqu'il a produit ses propres interprétations du silence des zapatistes, ni le groupe « dissident » qui propose une lecture subversive de ce silence¹.

Les militant.es européen.nes se sentent observé.es par les zapatistes. Iels s'interrogent sur la perception qu'ont les zapatistes de leur lutte, de leur hétérogénéité et de leur manière de la gérer. Sous la pression de ce regard, les militant.es européen.nes sont souvent conduit.es à exalter leur propre organisation, quitte à l'idéaliser.

1.3 « Le voyage a déjà commencé » : idéalisation de l'organisation européenne

Tout en exaltant les dimensions historiques et symboliques du voyage des zapatistes, les militant.es en Europe tendent à idéaliser leurs propres modalités d'organisation. Iels insistent souvent sur leur capacité à travailler ensemble en dépit de leurs différences, tout comme le font les zapatistes et les communautés indigènes du CNI. Lors d'une réunion inter-régionale française, une militante a raconté ses difficultés à assumer l'une des tâches qui lui avait incombé, mais a rapidement orienté son propos vers des points positifs, à savoir la présence de l'Escadron 421 : « ils sont déjà là, on est déjà en train de vivre quelque chose d'extraordinaire, cette union des luttes est déjà en train de se passer »². Le lendemain, lors de la table-ronde de présentation des coordinations européennes, Alice a présenté la coordination inter-régionale. Pour elle, comme pour de nombreuses autres personnes rencontrées, le sens du voyage des zapatistes est d'unir les luttes :

« On est déjà dans ce voyage, et on doit continuer à le poursuivre avec toutes. Notre invitation est aussi à ce que chacun monte sur ce bateau, qu'on voyage tous ensemble et à chacun de réussir à combattre ce système, qu'on a intériorisé en réalité, et c'est aussi ce travail-là qu'on doit faire, chacun de nous, chacune de nous, pour réussir à réunir

1 Discussion informelle avec une militante parisienne qui a vécu à la ZAD de NDDL, août 2021, notes de terrain.

2 Réunion ordinaire de la coordination inter-régionale française, 30 juillet 2021, notes de terrain.

tout le monde, tous les groupes, avec nos différences (...). On invite tout le monde à s'emparer de ce voyage pour la vie, et de construire avec ceux qui sont déjà organisés mais aussi à proposer eux-mêmes une rencontre avec les zapatistes. Ils viennent à notre rencontre et il faut pouvoir continuer à travailler ensemble, et donc on invite tout le monde à rencontrer les zapatistes et à construire ce voyage »¹.

L'insistance sur les aspects positifs de l'organisation pour l'accueil des zapatistes fait passer sous silence les tensions. Elles sont occasionnellement mentionnées, comme le fait Alice dans la suite de son discours :

« On a dans l'inter-région fait un travail avec sans doute des... pas des contradictions, mais voilà, on est en construction, et aussi en train de nous renforcer nous-mêmes, et c'est un peu aussi l'intérêt des zapatistes, à savoir nouer entre nous des liens forts qui permettent d'entrer dans les limites de nos résistances »².

Cependant, certains sujets ne sont jamais abordés. C'est le cas, par exemple, de la question sanitaire, dans le contexte de la pandémie de covid-19. Cette question fait l'objet d'un évitement constant, et d'un cadrage resserré uniquement sur les mesures sanitaires demandées par les zapatistes. Des règles minimales ont été adoptées dans les assemblées, comme le port du masque dans l'assemblée d'Île-de-France, par exemple. Comme je l'ai montré dans le chapitre 3, les questions politiques de fond sont régulièrement évitées, au profit d'une focalisation sur les dimensions logistiques. Or, ce procédé permet de mettre en scène un consensus. Les questions de fond ne seraient pas traitées, en raison d'un commun accord sur des principes partagés. L'effet produit est plutôt un processus de bureaucratisation. Les coordinations et leurs commissions traitent des affaires courantes, logistiques, par des procédures diverses. Par ailleurs, l'hétérogénéité n'est pas abordée comme un objectif politique. Elle est souvent soulignée, mais ensuite les processus d'évitement que j'ai soulignés la mettent de côté, au profit d'une idéalisation latente de l'organisation européenne.

1.4 Idéalisation du mouvement zapatiste : entre angélisme et dépolitisation

La lecture émotionnelle et « historique » du voyage des zapatistes s'accompagne également d'une certaine idéalisation du mouvement zapatiste. Comme j'ai eu l'occasion de le montrer, les militant.es rencontré.es ne partagent pas un même niveau de connaissances sur le mouvement zapatiste et les mouvements indigènes au Mexique. Les connaissances sont partielles et se transmettent de manière orale entre les militant.es. Des choix s'opèrent alors parmi les éléments transmis. L'autonomie zapatiste est unanimement mise en valeur. De rares bémols sont retenus, comme la partici-

1 Table-ronde de présentation des coordinations européennes, ZAD de NDDL, 31 juillet 2021, notes de terrain et enregistrement.

2 *Ibid.*

pation des femmes, jugée encore insuffisante¹. Un registre merveilleux est parfois employé, avec une référence à la « magie », comme si « la magie du zapatisme » ou le « pouvoir magique » des zapatistes était de créer des rencontres et de l'unité.

Dans ces discours, le regard sur le mouvement zapatiste est simplifié et parfois angélique. Tout comme les « touristes militant.es » au Chiapas, les militant.es qui reçoivent les zapatistes en Europe s'approprient rapidement le langage rebelle tout en simplifiant grandement la réalité des personnes de ce mouvement social. La complexité des enjeux, conflits et décisions locales est parfois éludée, comme l'analysent Melenotte et Chirot. Les militant.es européen.nes développent une « vision nécessairement positive de l'Indien zapatiste (ethnique et politique) par opposition aux Autres non zapatistes » et « grâce à un discours désormais bien rôdé, ils voient en l'Indien zapatiste le parfait 'alter-natif' (...), synthèse de l'indien exaltant à la fois son caractère ethnique et local et son rejet du néolibéralisme global »². Un tel regard peut conduire à des malentendus. David Featherstone montre que, durant la Caravane Intercontinentale de 1999 (voir chapitre 1), les paysan.es indien.nes centraient leurs revendications sur le modèle économique imposé, mais aussi sur une vision nationaliste indienne. A l'inverse, les militant.es européen.nes, idéalisant la lutte des paysan.nes indien.nes et méconnaissant certainement leur réalité, faisaient preuve d'orientalisme et percevaient peu ou mal le nationalisme des paysan.nes qu'ils rencontraient³.

De tels malentendus surgissent également entre les militant.es vivant en Europe et les militant.es venant du Mexique. Le rapport au collectif et à l'individualité est profondément distinct. A partir de septembre 2021, lorsque la délégation aérienne est arrivée en Europe, de nombreux échanges ont été organisés, auxquels devaient assister en priorité des personnes participant d'un collectif. Lorsque les personnes se présentaient aux zapatistes, iels devaient indiquer de quel collectif iels venaient. Cela a suscité de nombreuses incompréhensions parmi les militant.es européen.nes, habitué.es à se présenter en leur nom, et ne s'identifiant pas toujours à un (seul) collectif de référence. Il était courant, par exemple, que des personnes participent aux coordinations « à titre individuel ». Certaines coordinations avaient même « exclu les organisations », favorisant plutôt des engagements personnels (voir chapitre 3). Or, au Mexique, la lutte passe d'abord par l'organisation collective. Le mouvement zapatiste fonctionne majoritairement sur la base des communautés villageoises et ethniques formées sur le territoire occupé. Cette réalité superficielle n'est pas toujours comprise par les militant.es européen.nes. Et parmi ceux qui la prennent en compte, nombreuses sont encore celles qui la simplifient et l'idéalisent. Comme le rappelle Jérôme Baschet :

1 Je l'ai observé lors d'un arpentage du cahier de la petite école zapatiste portant sur la participation des femmes, à la ZAD de NDDL le 28 août 2021, mais aussi lors de l'organisation de « cercles de formation zapatiste » à Besançon en septembre 2021, entre autres.

2 Melenotte, Dit Chirot (2010), *Art. cit.*, p. 8.

3 Featherstone David (2003). *Art. cit.*

« la communauté est tissée de relations interpersonnelles denses aux effets ambivalents (...). La Communauté ne saurait donc être conçue comme le lieu d'une harmonie idéale, mais plutôt comme un espace original de résolution des conflits, sur la base de relations complexes, incluant parmi d'autres la valorisation de l'action collective et la recherche du consensus »¹.

La complexité de l'organisation sociale dans les territoires occupés par les zapatistes est telle que les malentendus à ce sujet sont fréquents. Certain.es militant.es veillent néanmoins à maintenir un regard critique et alertent sur ces tendances à l'idéalisation du mouvement zapatiste. Iels invitent à étudier davantage le mouvement et à poser des questions aux délégué.es zapatistes et indigènes qui réalisent le voyage, afin de remettre en question leurs connaissances, pour éviter toute dépolitisation et homogénéisation des mouvements.

L'événement du « voyage pour la vie » est décrit et perçu comme « historique », relié à d'autres événements, dans des temporalités et espaces divers. Cette généalogie donne un relief et un contexte forts à cet événement, ce qui accentue sa force émotionnelle. Cependant, les discours tendent à être simplificateurs et peuvent conduire à l'idéalisation de l'organisation européenne pour préparer le voyage, mais aussi à l'idéalisation du mouvement zapatiste et indigène mexicain. Le risque est de dépolitiser les enjeux de ce voyage. Néanmoins, les dispositifs discursifs et émotionnels mis en œuvre ont pour objectif de créer l'unité des militant.es. Dans le paragraphe suivant, j'étudie les dispositifs de sensibilisation qui sont déployés dans d'autres dimensions que les discours.

2. Créer l'union par des dispositifs de sensibilisation dans l'action

Les discours déployés par les actrices s'insèrent dans un ensemble très large de dispositifs divers pour sensibiliser (rendre sensibles les enjeux de la cause et rendre sensibles les actrices à la cause) et créer de l'union parmi les militant.es. J'analyse d'abord les dispositifs qui visent à installer des atmosphères conviviales, puis les dispositifs qui sont censés générer l'union émotionnelle et « spirituelle » des militant.es. En ayant recours aux émotions, les militant.es insistent sur leur dimension politique, ainsi que sur la nécessité des alliances politiques.

1 Baschet Jérôme (2019). *Op. cit.*, p. 281.

2.1 Susciter des ambiances conviviales

D’abord, certain.es militant.es travaillent à installer des atmosphères conviviales, propices aux rencontres, accueillantes pour les nouvelles personnes et attentives au soin des militant.es. Lors des réunions ordinaires, des temps sont prévus pour des moments informels, souvent autour d’un repas. L’assemblée de Paris se réunissait toujours une heure avant le début de la réunion pour un repas partagé, pour lequel chacun.e était invité.e à apporter une contribution alimentaire. A Grenoble aussi, les militant.es apportaient de quoi manger ensemble au cours de la réunion. Nombreuxes sont les militant.es qui pensent à inclure des personnes aux régimes alimentaires en concordance avec leurs valeurs politiques, en proposant des aliments végétariens ou véganes.

A Paris, une commission s’est constituée en juillet 2021 dédiée spécifiquement à « l’accueil international ». Elle se chargeait d’accueillir toutes les personnes qui venaient d’autres parties de France ou d’Europe pour contribuer à la préparation de l’arrivée de la délégation zapatiste, qui était attendue mi-juillet 2021 à Paris, à cette époque-là. Cette commission avait recensé des possibilités d’hébergement pour les militant.es venant d’ailleurs et organisé des permanences d’accueil quasiment tous les soirs de juillet. Les réunions des assemblées leur étaient ouvertes, afin qu’elles puissent non seulement aider dans les tâches bénévoles mais aussi participer à la prise des décisions politiques.

Cette attention à l’accueil et au soin favorisent les rencontres et la création de liens interpersonnels, afin de mieux lutter ensemble. Pour Alfredo, 29 ans, un militant venu de Catalogne à Paris, participer à la préparation de l’accueil des zapatistes est « comme faire une sorte d’Erasmus militant »¹. Le parallèle avec les échanges universitaires européens dans le cadre du programme Erasmus souligne diverses dimensions de la participation militante : les personnes venant de l’étranger pour militer à Paris viennent effectivement travailler (comme les étudiant.es en Erasmus), mais aussi rencontrer de nombreuses personnes de différentes nationalités et partager leur vie quotidienne. A la suite de l’échange avec Alfredo, j’ai partagé cette image, que d’autres personnes ont également approuvées. Je l’interprète comme une métaphore des échanges qui se font sur le mode de la rencontre interpersonnelle, qui passe par l’hébergement ou les repas partagés, la convivialité, et la création de liens amicaux ou amoureux. Alfredo aime sortir le soir, faire la fête, il évoque ses relations amoureuses ; cela fait partie des motivations à s’investir dans le Voyage pour la vie.

Les ambiances conviviales renforcent le travail en commun. A cette dimension conviviale, s’ajoute, bien souvent, celle de la discipline militante. Amelia et Nuria, qui voyageaient avec Alfredo, lui reprochaient sa légèreté : « il est là pour draguer, tu sais », et le qualifient d’« imma-

1 Discussion informelle avec Alfredo, 21 juillet 2021, Paris, notes de terrain.

ture ». Elles valorisaient davantage le travail militant : « nous, on n'est pas venues pour ça ». Elles déploraient son absence de sérieux dans le travail militant, et mettaient, de leur côté, beaucoup d'énergie et de sérieux dans l'investissement dans la coordination¹.

Parfois, des dispositifs plus formels sont mis en place pour favoriser les rencontres. Le 13 août, de nombreuses militant.es de divers pays d'Europe avaient convergé à Madrid pour participer à la manifestation. En amont, le 11 août, des militant.es madrilènes avaient organisé une première rencontre des militant.es d'Europe, dans un parc de la ville. Nina, une militante madrilène, a proposé aux personnes présentes de « créer une dynamique » de groupe, comme l'avaient fait les militant.es qui s'étaient regroupé.es à Madrid pour commencer à organiser le voyage des zapatistes. Elle a invité les participant.es à se répartir en quatre groupes par saison de naissance. Quatre cercles d'une vingtaine de personnes chacun se sont formés, dans des zones ombragées du parc. Dans chaque groupe, les militant.es devaient échanger leurs noms, leurs « géographies » de provenance et dire « qui sont les insoumises de [leur] géographie ». Dans les termes de l'éducation populaire, il s'agit d'un exercice « brise-glace ». Le 12 août, une nouvelle rencontre entre militant.es européens a été organisée, pour « mettre en commun [leur] expérience d'organisation ou désorganisation du voyage zapatiste dans [leurs] territoires ». L'animateur a proposé également de fonctionner en petits groupes d'une dizaine de personnes, afin que chacun.e puisse s'exprimer, se présenter et présenter son groupe local, régional ou national. Ces dispositifs simples, qui génèrent des groupes plus restreints sur des bases aléatoires ou affinitaires, ont pour objectif de réduire l'anxiété liée au fait de parler en public, de permettre à chacun.e d'avoir le temps de prendre la parole, et de favoriser des temps de parole plus longs. Les échanges sont ainsi plus nourris, plus sereins, et plus égaux.

2.2 Des dispositifs d'union émotionnelle et spirituelle : cérémonies et rituels

De nombreux autres dispositifs sont mis en place pour sensibiliser les militant.es. Les effets recherchés sont multiples : sensibiliser à la cause zapatiste, c'est-à-dire rendre palpables les problématiques affrontées par les zapatistes, sensibiliser aux causes locales, rendre sensible l'importance historique du voyage des zapatistes. L'enjeu est de donner du sens à l'expérience vécue, au travail militant réalisé, fidéliser les militant.es qui réalisent ce travail, et générer une communauté de valeurs et d'affects. Pour ce faire, le « corpus de dispositifs » est très vaste. J'en détaille ici quelques-uns. Cette liste n'est pas exhaustive, mais donne à voir une diversité de moyens mobilisés par les militant.es pour générer des émotions communes.

¹ Discussion informelle avec Nuria et Amelia le 27 juillet 2021, et observations diverses, notes de terrain.

Des dispositifs visuels : une esthétique militante aux inspirations diverses

Un premier ensemble de dispositifs de sensibilisation mobilisés relève de dimensions visuelles. Une certaine esthétique militante se crée autour du voyage des zapatistes, qui peut émouvoir par la mise côte à côte d'éléments esthétiques ou symboliques propres à plusieurs luttes distinctes. Par exemple, un tract annonçant une marche du mouvement des sans papiers juxtapose des éléments propres à ce mouvement et des éléments zapatistes. Ce tract annonce la manifestation du 21 août 2021, à Paris. Le titre et slogan principal est « Basta Ya ! », qui reprend le « ya basta » zapatiste et fait écho au slogan repris dans les manifestations de sans papiers : « y'en a marre ». Sur l'image centrale, une personne cagoulée à la manière des zapatistes accompagne deux autres personnes racisées, le poing levé.

Image 2. Tract annonçant la manifestation de Sans Papiers du samedi 21 août 2021, distribuée à l'assemblée parisienne du mercredi 21 juillet

SANS-PAPIERS ET ZAPATISTES

YA BASTA! LA LONGUE MARCHÉ VERS LA LIBERTÉ

1^{ER} JANVIER 1994 : En plein offensive néolibérale dans le monde entier, l'insurrection zapatiste des communautés indigènes du Chiapas a résonné internationalement comme un appel à la résistance. La marche pour l'émancipation et un autre monde est lancée.

FÉVRIER-AOÛT 1996 : À Paris des centaines d'étrangerEs « clandestins » sont sortiEs en pleine lumière, occupent des églises, des gymnases, un entrepôt de la SNCF pour obtenir leurs papiers. Ils et elles sont expulsés violemment de l'église Saint-Bernard par la police le 23 août 1996 mais celles et ceux qui se sont renommés « sans-papiers » viennent de lancer un mouvement de collectifs sur tout le territoire. La marche des Sans-Papiers pour leur régularisation et pour l'égalité a commencé.

Au Chiapas l'expérience des communautés autonomes et la lutte des Zapatistes contre la logique coloniale



détermination de cette longue marche vers la liberté. Ils ont invité la délégation zapatiste venue en Europe à manifester à leurs côtés.

~

POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CONTRE LE SYSTÈME MEURTRIER DES FRONTIÈRES ET SA DOMINATION COLONIALE

~

CONTRE LE CAPITALISME PRÉDATEUR QUI DÉTRUIT LA TERRE ET NOS COMMUNAUTÉS

~

POUR LA RÉGULARISATION DE TOU-TE-S LES SANS-PAPIERS, LA FERMETURE DES CENTRES DE RÉTENTION ET UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOU-TE-S

et prédatrice du capitalisme ne s'est jamais arrêtée.

Ici la lutte des collectifs de Sans-Papiers et des réseaux de solidarité avec les migrantEs contre le système meurtrier des frontières, pour la régularisation de touTEs, pour l'égalité et la liberté continue. Il y a un an, des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées aux côtés des Sans-Papiers dans toute la France, le 20 juin et

le 18 décembre. De nouveaux collectifs se sont créés. Pendant plusieurs semaines des Sans-Papiers ont traversé le pays pour converger à Paris le 17 octobre avec 60000 manifestantEs.

Ce samedi 21 août, 25 ans après l'expulsion violente de l'église Saint-Bernard, les collectifs de Sans-Papiers appellent à manifester jusqu'à l'église Saint-Bernard à Paris pour affirmer la force et la

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

PAPIERS

MANIFESTATION

SAMEDI 21 AOÛT 2021 ~ 14 H ~ RÉPUBLIQUE

À L'APPEL DES COLLECTIFS DE SANS-PAPIERS D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE LA MARCHÉ DES SOLIDARITÉS - BLOGS.MEDIAPART.FR/MARCHE-DES-SOLIDARITES - FB MARCHÉ DES SOLIDARITÉS

Durant les moments collectifs militants, d'autres éléments visuels sont mobilisés sur un plan revendicatif et décoratif. Des nombreuses banderoles sont utilisées, certaines appartenant à des groupes locaux, d'autres créées spécifiquement pour le voyage des zapatistes. Leur juxtaposition met en évidence la diversité des tendances militantes. Sur l'image ci-dessous, plusieurs banderoles distinctes sont côte à côte, pour décorer la grande salle de La Parole Errante, à Montreuil, qui a accueilli l'Escadron 421 en juillet 2021. Une scène a été installée pour recevoir les prises de parole, séparée du reste de la salle par une barrière recouverte d'une banderole blanche, sur laquelle est écrit : « Stop à l'impunité policière / Pas de justice, pas de paix / Stop au déni de justice ». L'écriture reprend l'esthétique des graffitis urbains et la couleur évoque le mouvement des Gilets Jaunes. Au fond de la salle, en hauteur, trois banderoles sont accrochées aux rideaux noirs qui tapissent le mur de la salle. Seule celle du centre comporte du texte : « contre la répression ici et là-bas, le voyage zapatiste commence déjà, #LaGiraZapatistaVa ». Le lettrage en couleurs, à dominante rouge, sur fond noir, rappelle explicitement le drapeau rouge sur fond noir de l'EZLN. A droite de cette banderole s'en trouve une plus petite, représentant « l'hydre capitaliste ». A gauche se trouve une banderole peinte représentant une scène de la vie quotidienne zapatiste.

Image 3. Installation et décoration de la salle de la Parole Errante pour l'accueil de l'Escadron 421 (photographie prise le 10 juillet 2021)



D'autres banderoles ont été installées. En haut des gradins, deux autres banderoles appellent à la « justice et vérité » pour des victimes de violences policières, suivant une esthétique de graffitis urbains. A droite des gradins, une autre banderole très large (image 4) indique « stop aux crimes

d'état pour toutes les victimes, réseau d'entraide Vérité et Justice ». Les couleurs rouges et noires sont là aussi, proches des couleurs zapatistes. Un poing rouge levé est également représenté.

Image 4. A droite des gradins, plusieurs rangées de chaises débordent sur l'autre partie de la salle (photographie prise le 10 juillet 2021)



Au dos de cette banderole, une autre reprend des affiches zapatistes. Au fond de la salle, un militant d'Extinction Rébellion a accroché des dessins en noir et blanc dénonçant l'urgence climatique et l'inaction des gouvernements. Autour de la scène, aux positions les plus centrales, se trouvent les banderoles qui portent un message de bienvenue aux zapatistes. L'accumulation des banderoles et des signes militants s'accompagne d'une forte hétérogénéité des messages et des esthétiques.

A ces signes militants, s'ajoutent d'autres éléments visuels qui participent d'un dispositif de sensibilisation. Sept chaises avaient été prévues pour l'Escadron 421, lorsque leurs prises de paroles seraient finies. Sur chacune de ces chaises, un bouquet de fleurs avait été disposé, ainsi qu'un livret annonçant le programme de la soirée et contenant les paroles de plusieurs chants militants. Les fleurs provenaient des Jardins des Vertus d'Aubervilliers, menacés de destruction dans le cadre des chantiers pour les Jeux Olympiques de 2024 à Paris. Lors de leur arrivée dans la salle, les membres de l'Escadron ont été invité.es à faire le tour de la salle. Iels ont regardé avec attention et pris en photo les banderoles, fleurs, affiches, et autres éléments visuels disposés à leur attention. La première impression qu'ont eu les zapatistes des luttes parisiennes a été visuelle. Ces éléments esthétiques reflètent la diversité des groupes militants présents, d'une manière tangible.

Les banderoles sont utilisées systématiquement dans tous les événements que j'ai observés, dans une juxtaposition hétéroclite de symboles militants. Elles sont également utilisées pour adresser un message de bienvenue aux zapatistes, comme à La Parole Errante, ou encore à Madrid. Le 11 août, alors même que les zapatistes ne sont pas présent.es, des messages de bienvenue pour les zapatistes sont affichés pour une rencontre entre militant.es d'Europe. Sur l'image ci-dessous, la banderole centrale indique « Bienvenu.es zapatistas, Madrid vous embrasse ». La table des intervenant.es est recouverte d'un drapeau noir et rouge de l'EZLN, et sur le côté, un bateau en carton, de la taille d'un enfant, représente La Montagne, le bateau qui a transporté l'Escadron 421 à travers l'Atlantique. L'accueil des zapatistes est visiblement ce qui unit les militant.es présent.es.

Image 5. Événement de rencontre de militant.es européen.nes à Madrid (photographie prise le 11 août 2021)

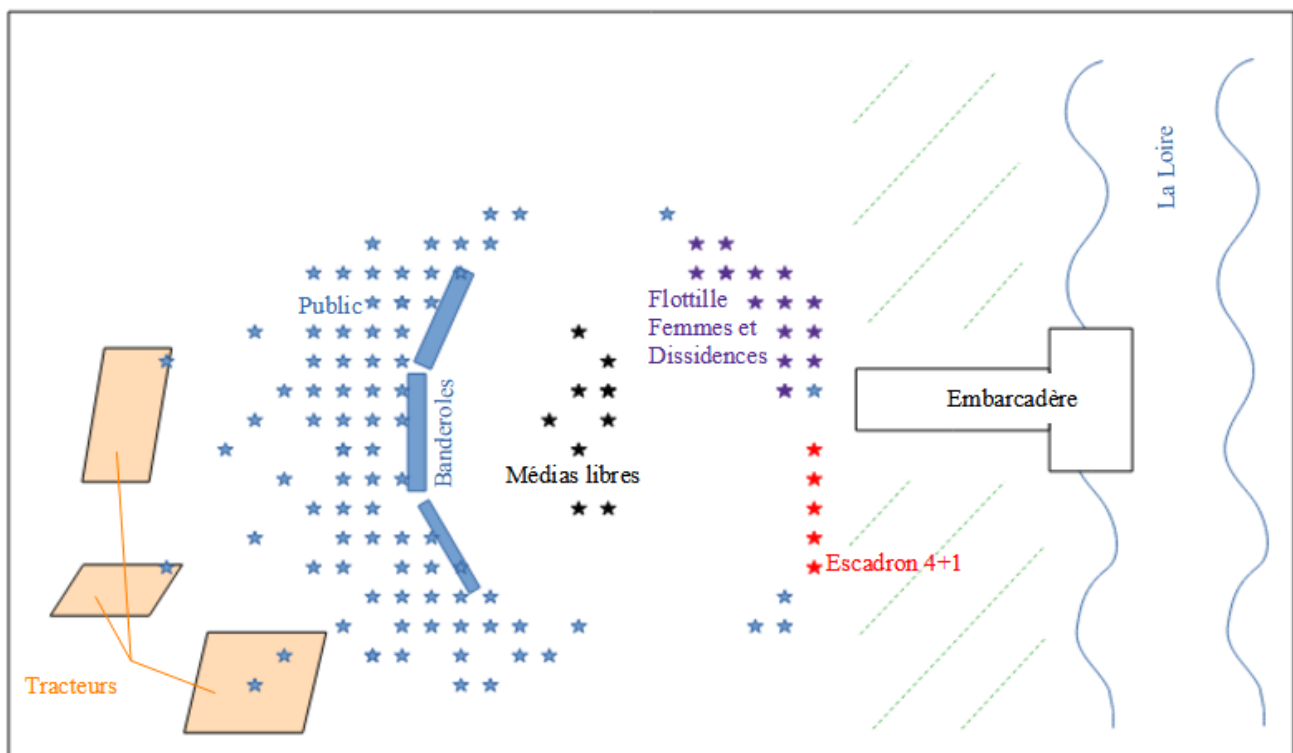


Lors de ces événements, nombreuses sont les militant.es qui portent des tee-shirts sérigraphiés évoquant le voyage des zapatistes. Cet élément visuel génère un sentiment d'appartenance, en créant un signal vestimentaire commun.

Lors de certains événements, une volonté de mise en scène visuelle et spatiale organise visuellement les personnes, leur attribuant des places, de manière à permettre l'expression des émotions. Le cas du débarquement de la flottille de femmes et dissidences, le 27 juillet à Couëron, est significatif (voir chapitre 3). Une mise en scène s'organise en quelques minutes, de manière dirigée par certaines personnes, en fonction de contraintes diverses. D'autres personnes, moins au fait de ces contraintes, acceptent de manière relativement spontanée ces directives. Les navigateurices de la

flottille sont arrivées à un embarcadère désert, le long de la Loire, près du centre de Couëron. Les cinq personnes de l'Escadron présentes à ce moment-là se sont alignées le long de l'embarcadère pour les saluer lors du débarquement. Lorsque l'équipage des trois bateaux est descendu à terre, tout le monde a quitté l'embarcadère pour se rassembler sur la place le long de la Loire. L'équipage de la flottille s'est regroupé à gauche de la passerelle, et l'Escadron à droite, dans un même alignement. En face d'eux, toutes les personnes venues accueillir la flottille étaient rassemblées derrière trois banderoles leur souhaitant la bienvenue. Derrière cette foule, étaient stationnés trois tracteurs, qui serviraient à transporter la flottille jusqu'à la ZAD de NDDL. Quelques personnes, habituées à accompagner l'Escadron 421, ont organisé cette répartition spatiale. Personne ne devait s'approcher à plus de deux mètres de l'Escadron, pour des raisons de sécurité physique et sanitaire. Les personnes de la flottille devaient rester proches de l'Escadron, qui était venu les saluer. Les banderoles ont donc servi de barrière physique entre toutes les autres personnes et ces deux groupes. Seules les personnes participant au travail des médias libres ont occupé l'intervalle entre le « public » et les « actrices », pour filmer, photographier et enregistrer le son. Le schéma ci-dessous représente cette organisation spatiale.

Figure 1. Organisation dans l'espace de l'accueil de la flottille de Femmes et Dissidences à Couëron (Loire-Atlantique) (élaboration propre)



Cette disposition relève d'une mise en scène collective, non préparée en amont, mais dirigée par certaines personnes qui prennent un rôle de leadership. Deux critères d'organisation ont été éta-

blis. D'une part, le respect des gestes barrières sanitaires et, d'autre part, le rendu visuel, en fonction du paysage et de l'exposition solaire principalement. Le résultat est circulaire et laisse une place égale à la flottille et aux zapatistes, qui sont au cœur de l'événement. Les « scénographes », membres d'une commission de sécurité autour de l'Escadron, ont imposé une grande distance entre les personnes du « public » et les zapatistes, qui a été critiquée. Les « journalistes », militant.es ayant rejoint un groupe de médias libres et autonomes, imposaient un critère de visibilité, pour les images produites. Leur participation à la « mise en scène » leur a donné une place de choix, au cœur du cercle ainsi formé. Plusieurs personnes du « public », qui faisaient l'effort de rester derrière les banderoles, se sont plaintes des personnes prenant des images : « les vautours ! », ai-je entendu. Ces personnes formaient une barrière médiatique qui s'ajoutait à celle des banderoles et de la distance physique, ce qui rendait plus difficile d'accéder aux discours et aux chants prononcés par les personnes de la flottille pour les zapatistes. Cependant, cette organisation a rendu possible un dialogue et des échanges non verbaux entre les membres de l'Escadron 421 et de la Flottille, pendant lesquels l'émotion a été visible dans les expressions corporelles. Certaines personnes ont pleuré, d'autres dansaient, leurs voix tremblaient lorsqu'elles parlaient, et plusieurs personnes de la flottille se sont embrassées. Les personnes de la flottille avaient soigné leur présentation : elles marchaient pieds nus, comme sur le bateau, et portaient des éléments de déguisement, tels des masques de plongées ou gilet de sauvetage. L'une de ces personnes portait un masque bleu à paillettes, pour ne pas être identifiable sur les images¹.

Sensibiliser par la musique : folklore, chants militants et cumbia

La sensibilisation se fait également par le recours à la musique. Comme l'écrit Christophe Traïni, « le recours à la musique permet (...) d'asseoir les revendications sur une sensibilité pré-réflexive plus robuste et engageante que les seules formulations discursives »². Lors du débarquement de l'Escadron 421 à Vigo, en juin 2021, des danseuses et musicien.nes folkloriques galicien.nes, en costumes anciens, ont accueilli les zapatistes³. Lorsque l'Escadron est parvenu à Paris, puis à Montreuil le 10 juillet, de la musique de cumbia les a reçu.es. Durant la cérémonie officielle d'accueil à la Parole Errante, les prises de parole des militant.es ont été intercalées avec des chansons, réalisées tantôt par un petit orchestre de fanfare, tantôt par une chanteuse, ou enregistrées et chantées par la foule. La première chanson qui a été partagée par les militant.es est l'hymne zapatiste. Pendant que la fanfare s'installait pour accompagner l'hymne, l'animatrice de la soirée a insisté sur

1 Observation, Couëron, 27 juillet 2021, notes de terrain.

2 Traïni Christophe (2008). « Chapitre 2. Amplifier la contestation », in Traïni Christophe, *La musique en colère*, Paris: Presses de Sciences Po, p. 20.

3 Notes réalisées à partir d'une vidéo en direct sur Facebook, proposée par le média indépendant espagnol *Desinformémonos*, le 22 juin 2021.

son « émotion » : « on n'arrive pas encore à réaliser que vous êtes là pour de vrai ». Elle a invité tout le monde à chanter, et les zapatistes se sont mis.es au garde-à-vous. Dans le public, les militant.es se sont levé.es et ont déplié leur livret de chants, pour trouver la page avec les paroles de l'hymne. Le refrain a été repris à de nombreuses reprises, afin de faire durer la chanson.

L'hymne zapatiste est présent de manière récurrente tout au long des moments que j'ai observés. A Madrid, le 11 août, une centaine de militant.es se sont rassemblé.es pour parler du mouvement zapatiste. Pendant que tout le monde s'installait dans un amphithéâtre, l'hymne zapatiste a retenti, à bas volume. La plupart des personnes discutaient sans prêter attention à la musique, mais plusieurs personnes se sont mises à chantonner, dont une pour bercer un enfant en bas âge¹. Lors d'une réunion de l'assemblée parisienne, Pierre, un militant venu de Belgique avec sa guitare, a proposé de jouer l'hymne zapatiste avant de commencer la réunion. Les personnes présentes, assises sur des chaises en cercle, dans une salle syndicale, ont chanté l'hymne. Rares étaient celles qui connaissaient les paroles par cœur. Pierre a répété le refrain à plusieurs reprises, ce qui a conduit au moins les personnes hispanophones présentes à mémoriser les paroles du refrain. L'hymne zapatiste est devenu, au fil du temps, un élément du répertoire des militant.es investi.es. Il est également un élément distinctif pour les militant.es qui ont appris le castillan, sont suffisamment investi.es pour avoir entendu l'hymne à plusieurs reprises, ou qui l'avaient déjà appris lors d'un voyage préalable au Chiapas. Apprendre l'hymne devient une initiation et un élément distinctif, qui compose l'ethos militant commun.

D'autres chants militants remplissent des fonctions similaires. La *Canción sin Miedo*, de Vivir Quitana est fréquemment chantée également. Lors de l'événement à la Parole Errante, le public militant l'a entonné à l'aide d'un carnet de chant préalablement distribué aux participant.es. La version instrumentale diffusée dans les enceintes de la salle ne correspondait pas exactement à celle figurant dans le carnet. J'ai donc pu constater qu'au moins un quart du public connaissait cette chanson par cœur et n'avait pas besoin de s'appuyer sur le livret. Par ailleurs, cette chanson fonctionne comme un dispositif de sensibilisation à part entière, sur la cause des féminicides. L'air est entraînant et des refrains reviennent souvent. Les paroles, en castillan, évoquent la force collective des femmes, qui fait « trembler » les institutions et les agresseurs, parlent au nom de toutes, y compris celles qui ont été assassinées, et exigent justice. La pratique des chants militants participe de la création de sentiments d'appartenance, d'après Christophe Traïni :

« Dans la mesure où elles requièrent une synchronisation des gestes et des voix, et plus encore une esthétique et un répertoire communs, les pratiques musicales et chorales constituent une action collective par excellence. Le fait de chanter ensemble matérialise

1 Observations, 11 août 2021, Madrid, notes de terrain.

très sensiblement la détermination des membres d'un groupe à agir de manière coordonnée »¹.

En créant ce sentiment d'appartenance, le recours à la musique fonctionne également comme une rétribution du militantisme. Des éléments deviennent acquis par les militant.es, comme des éléments culturels propres. Cela crée un « sentiment de 'communalisation' [qui] offre à chacun la sensation gratifiante d'appartenir à un groupe valorisé »².

Cependant, au sein de la communauté militante, l'hétérogénéité reste palpable. D'autres chants, plus courts et plus proches des slogans que de l'hymne, généralement entonnés dans les manifestations, sont déclamés de manière spontanée. Lors de la prise de parole de deux personnes Gilets Jaunes, de nombreuses personnes de l'assistance ont chanté « On est là ! », un des chants les plus populaires parmi les Gilets Jaunes. Ce chant est aussi un élément distinctif, qui agit comme un marqueur militant et social. Dans le public, j'ai observé des réactions étonnantes. Les militant.es Gilets Jaunes, qui avaient mis leurs gilets à l'occasion de la prise de parole de leur collectif, démontraient pour la plupart une application concentrée à chanter à tue-tête. D'autres militant.es riaient et s'échangeaient des regards de connivence, complices mais distants. Le groupe des Gilets Jaunes est généralement décrit comme moins politisé que d'autres groupes militant.es. Il est probable que ceux qui aient participé à l'accueil des zapatistes ne soient pas représentatifs de l'ensemble du mouvement, en étant doté.es, par exemple, d'un capital scolaire et culturel plus élevé, ou d'une plus grande expérience militante. Néanmoins, les éléments distinctifs de ce mouvement ne sont pas nécessairement appropriés par d'autres militant.es, adoptant des positions plus radicales, ou ayant une plus grande expérience militante. Les rires semblent indiquer alors une mise à distance, en même temps qu'une acceptation de la présence de tendances diverses.

La musique militante, de l'hymne zapatiste ou des chants militants, participe de la création d'un « nous » : celui des femmes, dans la *Cancion sin Miedo*, le « on » des Gilets Jaunes. Le rythme, la répétition de chants et musiques connues, et les airs faciles à mémoriser contribuent à favoriser l'usage de ces dispositifs, et à créer cette communauté à laquelle les paroles font référence. Pour reprendre les termes de Christophe Traïni dans son ouvrage sur la musique et les mouvements sociaux, la musique permet la « mise à l'épreuve d'émotions qui favorisent la conversion à la cause », « l'activation d'un processus de communalisation (exaltation d'un « nous » inclusif) », un « travail de conflictualisation (désignation d'un adversaire) », ainsi que la « socialisation politique des plus jeunes générations »³. J'ajouterai que, dans ce cas précis, les musiques sont égale-

1 Traïni Christophe (2008). *Op. cit.*, p. 25.

2 *Ibid.*

3 *Idem*, p. 60.

ment une manière de souligner des sous-appartenances, au sein de l'ensemble hétérogène qui compose le groupe qui accueille les zapatistes.

Les slogans et les cris : de l'initiation au rassemblement

Aux hymnes et chants militants s'ajoutent les slogans. Ils fonctionnent de manière similaire. Lors de chaque moment avec les zapatistes, événements publics, événements militants, arrivée ou départ d'une délégation, j'ai constaté le recours à des slogans propres à la lutte zapatiste. Tant en France, en Espagne, en Allemagne, qu'en Autriche, les cris « *Zapata vive, la lucha sigue* »¹, « *E.Z.L.N.* » ou encore « *si Ramona viviera, con nosotros estuviera* »² ont été récurrents. Pour les militant.es n'ayant jamais été au Mexique, connaissant peu la lutte zapatiste ou non hispanophones, ces slogans font l'objet d'une initiation. Ensuite, clamer ces slogans devient un signe de reconnaissance.

C'est également le cas pour les slogans d'autres mouvements. Lors de la cérémonie à La Parole Errante le 10 juillet 2021, quatre représentant.e.s ont présenté la Marche des Solidarités. Au cours de leur prise de parole, pour ponctuer leurs dires, des militant.es dans le public ont clamé des slogans historiques du mouvement, comme « so, so, solidarité, avec les Sans Papiers », « la honte à ce pouvoir qui fait la guerre aux Sans Papiers », ou encore « égaux, égales, personne n'est illégal ». Ils ont été repris en cœur par d'autres militant.es, et largement applaudis. Le 24 juillet, l'Escadron 421 a participé à une marche aux côtés du collectif de Sans Papiers de Montreuil. Pour l'occasion, un nouveau slogan a été inventé par les militant.es qui tenaient les mégaphones : « Sans Papiers avec les zapatistes, zapatistes avec les Sans Papiers ». A l'issue de la manifestation, Marijosé, délégué.e de l'Escadron 421, connaissait par cœur, et en français, le slogan « So, so solidarité avec les Sans Papiers »³.

Lors des rencontres à la ZAD de NDDL, des slogans latino-américains et kurdes ont été enseignés et transmis. Une militante chilienne, lors d'une prise de parole publique, a réclamé la libération des prisonniers politiques au Chili, faisant répéter à la foule : « *A los presos por luchar, liberad, liberad !* »⁴. Le même soir, une militante kurde a fait un discours, auquel des militant.es dans le public ont répondu par des slogans kurdes. Puis, une militante féministe mexicaine vivant en suisse allemande a demandé à toutes les « *latinas* » présent.es de clamer avec elle un slogan, accompagné de mouvements corporels précis : « *y ahora que estamos todas, y ahora que si nos ven, abajo el*

1 Littéralement : Zapata est vivant, la lutte continue ! (Des variantes étaient aussi scandées, en référence à d'autres personnages historiques, comme Samir Flores Soberanes, assassiné au Chiapas en 2018, ou Ramona, pour la commandante Ramona).

2 Littéralement : si Ramona était là, elle serait avec nous (variantes possibles également).

3 Discussion informelle avec des militant.es parisiennes et observations du 10 juillet 2021 et du 24 juillet 2021, notes de terrain.

4 Littéralement : libérez, libérez, les prisonniers qui luttent.

patriarcado que va a caer, que va a caer, arriba el feminismo que va a vencer, que va a vencer »¹. Le soir du 29 juillet, peu de personnes connaissaient ce slogan, en-dehors de personnes qui avaient eu l'occasion de militer dans des milieux féministes en Amérique latine. Le 30 juillet, un rassemblement avait été organisé à Nantes, pour demander devant la préfecture l'autorisation d'entrée pour les zapatistes. A cette occasion, ce slogan a été répété et de nombreuses nouvelles personnes ont pu se l'approprier et l'apprendre. D'autres éléments militants appris durant les rencontres en mixité choisie à la ZAD ont été appris et mis en évidence lors de ce rassemblement à Nantes. Des banderoles avaient été apportées de la ZAD, les chants étaient désormais bien connus par les militant.es présent.es².

Susciter la participation pour mieux créer l'adhésion

Divers moyens sont employés pour susciter la participation, afin de créer l'adhésion. Lors de temps formels, comme la cérémonie d'accueil de l'Escadron à Montreuil, l'alternance des prises de parole et des chants permet de faire participer le public. Les slogans, criés parfois de manière spontanée, parfois lancés au milieu d'une intervention, créent de l'animation dans la salle. Le public est fréquemment invité à se lever, pour chanter, pour réaliser une minute de silence. De même, lors du rassemblement organisé le 22 juillet place Saint-Augustin, à Paris, les prises de paroles sont ponctuées de slogans et de pauses musicales. A la fin des prises de parole, des avions en papier multicolores ont été distribués, qui ont ensuite été lancés en l'air. De cette manière, les participant.es au rassemblement ont été mis en activité, pour une mise en scène visuelle préparée et pensée en amont. Cette attention à la participation de toutes les personnes présentes à un événement militant est un choix politique. Il s'oppose à la forme académique des « conférences » ou des « cours magistraux », et à la distinction spatiale entre les personnes qui parlent, qui sont visibles, et le public, qui reçoit les informations de manière passive. Ce choix s'oppose également aux formats habituels des réunions dans le monde du travail. La convivialité et la participation de chacun.e sont particulièrement valorisées, en opposition à la bureaucratie et la froideur du monde salarial. Cela est censé favoriser l'adhésion à la cause et le sentiment d'appartenance.

1 Littéralement : et maintenant que nous sommes toutes là, et maintenant qu'ils nous voient tous, à bas le patriarcat, qui tombera, qui tombera, et vive le féminisme, qui vaincra, qui vaincra.

2 30 juillet 2021, Nantes, notes de terrain. Voir aussi la vidéo réalisée par le groupe de médias libres et autonomes qui suit le voyage : « Protesta internacional #PasoLibreZapatistas en Nantes, Francia, 30 de julio 2021 », ¡Compas Arriba!, https://vimeo.com/582024221?fbclid=IwAR1A19wh0msikTKxA_AbeO8vMp5V6XtvEzHMqOsdgevnvBJLISPkLhQmPVg (consulté le 27 octobre 2021).

L'hommage aux absent.es pour un rassemblement au-delà de la vie

A divers dispositifs visuels et sonores s'ajoutent des dispositifs de sensibilisation placés sur un plan « spirituel ». Le voyage des zapatistes est présenté comme un voyage « pour la vie ». La thématique de la vie, de la survie, et de la mort est omniprésente. Les militant.es rendent régulièrement hommage aux personnes disparues, et exigent justice. L'événement à la Parole Errante est particulièrement significatif, à ce titre. Au cours de cet événement, j'identifie plusieurs dispositifs mis en place par les militant.es.

Le premier est celui de la « minute de silence ». Ce procédé est très solennel, et fréquemment utilisé lors d'événements commémoratifs institutionnels. Des représentant.es du réseau Vérité et Justice, contre les violences policières, ont invité l'assemblée à rendre un court hommage à toutes les victimes des violences policières et du racisme d'état. Iels ont demandé au public de se lever et marqué un court temps de silence.

Un deuxième dispositif consiste à nommer des victimes, parfois sous forme d'énumération. Une représentante du réseau Vérité et Justice a terminé la prise de parole collective en énumérant les noms des victimes de violences policières, en France. Elle marquait de très courtes pauses entre chaque nom, tandis que la salle restait silencieuse. Elle a ensuite terminé en disant : « on pense aux familles, nous sommes avec vous ». Une militante mexicaine et une militante Mapuche ont plus tard présenté un « hommage à nos mort.e.s, victimes des violences d'état, racistes et patriarcales, et à nos compagnon.ne.s de lutte ». Elles ont commencé par rendre hommage à trois militants mexicains. L'un d'eux est Marc Tomsin, fondateur du CSPCL.

Image 6. Deux militantes, l'une mexicaine et l'autre Mapuche rendent hommage à Marc Tomsin. Sur la droite, un autel est dressé en honneur des disparus (photographie prise le 10 juillet 2021)



Troisièmement, un autel en l'honneur des disparu.es a été dressé, à gauche de l'estrade, sur une petite table à part. Une nappe blanche brodée est tendue, sur laquelle sont déposées des fleurs, des bougies, des portraits, des plumes, des offrandes alimentaires. Deux militantes l'ont présenté, en définissant le sens de la « lutte pour la vie » comme une lutte sans fin contre la mort, pour « la santé, contre la maladie du capitalisme », et en ont fait un appel « à la joie de vivre ». Elles ont invité à garder la mémoire des personnes mortes en luttant, assassinées par leurs conjoints, mortes toute raison liée au capitalisme ou au patriarcat.

Image 7. L'autel aux disparu.es (photographie prise le 10 juillet 2021)



Ces deux militantes ont mis en œuvre un dispositif de sensibilisation différent de la minute de silence proposée auparavant. Elles ont préféré faire applaudir les disparu.es, pour que « les vibrations » sonores « leur parviennent et qu'ils sachent que nous pensons à eux ». La femme mapuche a prévu un hommage en musique. Elle a salué en langue mapuche, puis en castillan, puis en français. Elle s'est ensuite exprimée en castillan, avec quelques mots mapuches, notamment pour parler de la terre, personnifiée et déifiée. A plusieurs reprises, elle a dit : « *nos quisieron exterminar. Pero aqui estoy !* », ou « *aqui estamos !* »¹, incluant les camarades zapatistes. Elle a annoncé avoir appris l'assassinat politique d'un autre militant Mapuche le jour même, et que « son cœur [était] blessé ». Pour « guérir les cœurs » de toutes ces pertes, elle a proposé de jouer de deux instruments traditionnels mapuches. D'abord « *el trompe* », qui est un instrument soliste qui se joue avec la bouche en faisant vibrer une corde, généralement associé à l'amour, puis le « *kultrun* », un instrument à percussion mapuche, cérémoniel et très symbolique, utilisé pour guérir. Elle a accompagné le kultrun de sa voix. A la fin de son chant, elle a invité les militant.es présent.es à contribuer avec la vibration d'une note en une lente trille, bouche ouverte, « pour que ceux qui ne sont pas là nous entendent et sentent que nous pensons à eux ». Dans ses paroles et sa musique, se condensent des procédés visuels et sonores, qui visent à créer un sentiment d'unité en passant par l'expérience sensible, sensorielle, de faire corps avec les autres, y compris les absent.es.

Ce dispositif produit des effets divers chez les personnes présentes. Le récit de la souffrance, du deuil, et l'évocation du sens premier et pragmatique d'une « lutte pour la vie » sont des thèmes forts, existentiels, qui ont de fortes chances de susciter l'adhésion. L'évocation de la mort est parti-

¹ Littéralement : ils ont voulu nous exterminer. Mais je suis là ! Nous sommes là !

culièrement puissante lorsqu'il s'agit de créer des émotions, comme le rappellent Virginie Julliard et Nelly Quemener :

« Ainsi, les modes d'évocation de la mort se donnent-ils à voir comme autant d'expressions sensibles, d'interventions 'saturées d'affects'¹ et de performances émotionnelles, dont l'une des vertus est relationnelle. Au travers de ces évocations, il s'agit non seulement de maintenir la relation avec les personnes décédées, et donc d'une certaine manière de les maintenir en vie, mais aussi de faire communauté avec les personnes possiblement affectées par un décès »².

L'hommage aux disparu.es est une manière de donner un sens fort au voyage « pour la vie » des zapatistes. Cela fait écho à la « Déclaration pour la vie », qui débute en expliquant les causes structurelles des féminicides, liés au capitalisme et au patriarcat. Cependant, la réalité de la présence de la mort dans le quotidien des personnes est différente selon leurs diverses positions sociales. Il est significatif que ces thématiques soient apparues dans les prises de parole de personnes racisées luttant contre les violences policières et dans celles de militantes latino-américaines. L'expérience de la menace de mort, de la répression sanglante des mouvements sociaux, de la disparition de compagnon.nes de lutte est différente selon que l'origine sociale et géographique des personnes.

Des cérémonies et des rituels

D'autres dispositifs de sensibilisation font directement référence à des dimensions symboliques et spirituelles. Ils sont nommés « cérémonies » par les militant.es, et vécu.es comme des rituels cérémoniels. Il s'agit de moments symboliques, mobilisant des récits magiques, et recourant à des éléments auxquels sont associées des propriétés symboliques et spirituelles.

A la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les rencontres en mixité choisie se sont achevées dans une cérémonie présentée comme « rituelle ». Un totem en carton avait été fabriqué lors d'ateliers collectifs. Les militant.es y ont laissé un foulard zapatiste, des messages, des fleurs. Les messages et objets laissés à l'intérieur du totem étaient associés à des choses « mauvaises », qui seraient éliminées par le feu. A l'extérieur du totem, des fleurs et choses à « semer » et préserver étaient déposées. Ce rituel s'est tenu en même temps que les prises de paroles de clôture des rencontres. L'animatrice de ce moment a proposé d'en faire un temps « intime », sans images, pendant lequel chaque personne pouvait s'approcher du totem et y laisser ce qu'elle souhaitait. Puis, après les prises de parole collectives, les militant.es ont convergé vers le totem. Des chants préparés dans des ateliers de la journée ont retenti et le totem a été brûlé.

1 Ahmed Sarah (2004). *The Cultural Politics of Emotion*, New York, Routledge, cité dans le texte.

2 Julliard Virginie, Quemener Nelly (2018). « Garder les morts vivants. Dispositifs, pratiques, hommages », *Réseaux*, 210(4), p. 9.

Puis, les Rencontres Intergalactiques du 31 juillet et 1^{er} août se sont ouvertes, le 30 juillet au soir, par une « cérémonie d'ouverture ». Les militant.es présent.es ont été invité.es à se rendre à la Rolandière, lieu-dit plus au nord de la ZAD. Sur la façade du bâtiment, une banderole a été déployée indiquant : « Zapatistes, envahissez-nous ». Au-dessus de cette banderole, une passerelle longeait le bâtiment, sur laquelle une personne a annoncé le déroulé en quatre temps de la « cérémonie », correspondants aux quatre éléments : l'eau, l'air, le feu, la terre. D'abord, elle a invité la foule en contrebas de la Rolandière à faire des mouvements de « ola », pour symboliser « des vagues sauvages » contre le phare qui se dresse à droite du bâtiment. Une chanteuse lyrique a offert un chant parisien à la foule de centaines de militant.es, depuis le phare. Puis, du haut du phare, cent cinquante avions de papier ont été lancés dans « l'air », un pour chaque zapatiste bloqué à la frontière française. La personne qui a annoncé le déroulé de la « cérémonie » a personnifié chaque avion, en insistant sur la nécessité pour les personnes en bas de les attraper, puisque chaque avion était un.e zapatiste qui voulait traverser la frontière par les airs. Ensuite, les avions en papier devaient être apportés vers un sac, qui se trouvait près d'un grand feu de camp. Une équipe avait pour tâche d'amener les avions à la « terre », dans la forêt, où un « sanctuaire » avait été élaboré. Enfin, les autres personnes étaient invitées à se saisir d'un flambeau enflammé, pour marcher jusqu'au lieu des rencontres, l'Ambazada. Les flambeaux avaient une forme de « Z », pour « zapatistes », « ZAD » et toutes les « zones autonomes »¹.

Cette « cérémonie » militante condense divers procédés qui fonctionnent comme des dispositifs de sensibilisation : référence à des récits magiques, aux quatre éléments, personnification d'objets pour rendre les absent.es présent.es, incitation à la participation par l'action des militant.es (ramasser les avions, chanter, porter des flambeaux), musique, mouvements collectifs, discours.

Les temps cérémoniels sont omniprésents tout au long du voyage des zapatistes. A Madrid, autour du 13 août, de tels moments se sont à nouveau répétés. Juste avant la manifestation qui démarrait à la Puerta del Sol le 13 août, un « rituel » était organisé par un collectif d'artistes. Cet événement avait été nommé « Nous ne nous rendrons pas ! Semons une graine pour la vie ». Une des militantes qui avait préparé ce moment avait apporté deux bouquets de fleurs, un cactus et une succulente en pot. Les organisateurices ont distribué quelques fleurs à chacun.e des participant.es. Avant de commencer, un militant du collectif a expliqué le rituel, en lisant un texte préparé à l'avance.

Tableau 7. Présentation du rituel « Planter une graine », par un militant de Taller Ahuehuete, 13 août 2021, Madrid (notes de terrain et enregistrement)

¹ 30 juillet 2021, ZAD de NDDL, notes de terrain, complétées par l'article: « Surge la fuerza aérea zadista en Nantes en honor a la fuerza aérea zapatista », Fernanda Fernandez, *Pozol Colectivo*, 31 juillet 2021, <https://pozol.org/?p=19380> (consulté le 27 octobre 2021).

« La tournée nous permet de briser les barrières entre les luttes, d'entrelacer nos racines et de donner naissance à de nouvelles graines, de nouveaux bulbes et rhizomes, de nouvelles cosses ou petits pieds. Depuis Taller Ahuehuete, nous avons voulu partager un moment qui sort de l'individualité, pour présenter les luttes que nous sommes. Connaître les luttes qui nous ont donné naissance en tant que graines, ou en tant que bulbes, ou en tant que gousses, ou en tant que petits pieds. Nous voulons aussi mettre en commun nos ennemis, ceux qui essaient d'empêcher nos luttes de se développer, sans grand succès, même s'ils ne s'arrêtent pas. Enfin, nous voulons prendre un engagement. Nous voulons prendre un engagement qui va au-delà de l'abstrait, afin que chaque lutte actuelle puisse renforcer ses liens avec les autres. Contre les ennemis communs, et aussi pour éviter de devenir des plantes invasives, ou des parasites, qui finissent par être les alliés de l'ennemi, à leurs manières et sous leurs formes propres.

Donc, maintenant, dans ce premier moment, nous voulons vous demander, si vous le souhaitez, de partager avec nous ce que sont vos luttes (...), celle qui vous comble le plus, ou qui vous parle le plus, pour le moment (...).

Faisons un premier cercle de mots, puis un second disant quelle plante, ou quel bulbe a donné naissance à notre lutte. Par exemple, l'anticapitalisme, nous sommes rhizome, ou nous sommes une gousse, selon ce qui attire votre attention, nous sommes une graine, qui vient de... du communisme, ou de l'anarchisme, ou du zapatisme... Pour se souvenir et rendre hommage aux luttes qui nous ont précédés, et qui nous font être ici. Vous pouvez aussi dire une personne, un personnage : je suis une bouture de l'ahuehuete Samir Flores, de Morelos, ou Chico Mendes, ou une autre personne, je ne sais pas, Angela Davis, d'autres luttes. (...)

La troisième partie est : qu'est-ce qui nous empêche de grandir en tant que luttes ? Je veux dire, si par exemple le capitalisme m'étouffe : le capitalisme étouffe notre lutte, le patriarcat étouffe notre lutte, le monstre immobilier, etc. Et puis, lorsque nous écoutons les différentes luttes, et les différents ennemis communs, nous pouvons lever notre fleur, en disant que c'est aussi notre ennemi, notre lutte. Pour que nous puissions voir que nous menons d'autres luttes, la même lutte, et que nous combattons les mêmes personnes, les mêmes ennemis.

Ce sera la première partie. Et la deuxième partie c'est aussi dire, par exemple, le capitalisme est mon ennemi, et on peut venir mettre ici une des fleurs, ou un fragment de son feuillage (...). Le patriarcat est l'ennemi, et donc on va faire des monticules différents. Et puis, le troisième moment, c'est, à partir de ces luttes, celles que nous nous engageons à combattre, et puis nous pouvons passer prendre une autre fleur que celle que nous avons laissée, dans un autre petit tas. Nous irons là-bas pour planter ce que nous décidons de planter, et continuer avec le moment de la promesse, l'engagement, ce que nous voulons faire avec cette autre lutte, avec laquelle nous nous sommes pollinisés, en croisant avec notre lutte actuelle »¹.

Le rituel fonctionne suivant une métaphore végétale. Les luttes sont comparées à des éléments végétaux (boutures, plants, graines, fleurs) vivants, attaqués par des maladies persistantes, mais qui se pollinisent entre elles. Le discours mobilise également un antagonisme fort entre les « ennemis » communs et les luttes multiples. Il s'appuie aussi sur la référence à l'histoire et aux

1 Le texte original en castillan se trouve en annexe.

personnes absentes, qui auraient influencé la lutte. Ces trois éléments centraux (métaphore florale, antagonisme, hommage aux absent.es) sont « saturés d'affects », pour reprendre les termes de Sara Ahmed. Trois cercles de parole se sont alors déployés, les participant.es citant d'abord leur luttes, puis ce qui les nourrit, et enfin leurs ennemis. La dernière liste a été particulièrement longue, sans faire toujours l'unanimité, mais de nombreuses personnes ont ponctué chaque nouvelle évocation d'un jet de fleur. Le collectif organisateur pensait faire des monticules végétaux distincts pour chaque ennemi ou lutte, mais finalement les participant.es jetaient leurs plantes et fleurs dans un même tas au centre du cercle formé par les personnes présentes. Une personne a fini par dire : « bon, nous allons le faire comme ça, toutes les luttes confluent alors ». Un militant de la CNT, venu de Paris, a également mentionné « ceux qui sont pas nos ennemis, et qui nous lient aussi, qui nous ont donné la force et qui peuvent pas être là, parce que souvent ils sont décédés, pour les gens qu'on a perdus ». Alors qu'il parlait peu le castillan, il a tenu à traduire ses propres paroles. A la fin des trois cercles de mots, chaque personne a été invitée à réfléchir aux luttes évoquées et à s'en approprier une, à faire la promesse de s'engager pour cette autre lutte également. Pour clôturer le « rituel », des militant.es ont planté dans le parc de la place un cactus. Iels ont décidé de ne pas planter là la succulente, mais plutôt de la diviser en boutures, et la planter à l'issue de la manifestation, sur la Plaza Colon. Un.e militant.e a ajouté qu'ainsi elle serait transportée pendant la manifestation, et se « remplirait de nos énergies ».

Ces différents moments « cérémoniels » font exister une certaine « spiritualité » dans le militantisme. Ils donnent une place centrale à l'expression des émotions et de la spiritualité, tout en leur donnant une portée politique.

2.3 Recourir aux émotions et à la spiritualité pour les politiser

« Relevant tout autant de l'intime que du politique, les émotions résistent à une démarcation stricte entre privé et public ; elles structurent à la fois les relations sociales et de pouvoir et la personnalité des individus »¹.

Chrystal Cordell souligne par ces mots l'ambivalence des émotions et la difficulté que peuvent avoir les sciences sociales à les traiter. De la même manière, pour les militant.es observé.es, les émotions sont intimes mais aussi politiques, et un véritable travail est réalisé pour les exprimer, les partager et les politiser. La dimension matérielle des émotions est mise en avant. En effet, les émotions ont des effets concrets révélateurs, voire déclencheurs d'inégalités. Comme l'écrit Maria Rodó-Zárate : « les émotions ont des effets clé dans la matérialisation des inégalités et le simple fait que certaines personnes les ressentent et d'autres non, en fonction de leurs positions, est déjà en soi

¹ Cordell Crystal (2017). *Art. cit.*, p. 5.

une forme d'inégalité »¹. L'autrice dénonce la tendance néolibérale à utiliser les émotions pour exercer une forme de contrôle social, en individualisant les problématiques sociales et les plaçant sur un plan psychologisant. Depuis une perspective féministe et décoloniale, elle appelle à les étudier comme des indices d'inégalités et à les relier aux positions sociales qu'occupent les actrices².

Pour politiser les émotions, les militant.es recourent à divers dispositifs. Le premier est celui du rassemblement en « mixité choisie ». Se retrouver en mixité choisie pour organiser un événement, pour des groupes de parole ou pour tous types de temps formels ou informels est courant dans les mouvements féministes. Selon Marion Charpenel, plusieurs objectifs sont ainsi visés :

« La raison d'être de ces groupes est triple : permettre aux femmes de prendre la parole sans avoir à se battre avec les hommes ; valoriser leur point de vue subjectif comme source de savoir ; faire émerger le commun qui rassemble des expériences jusqu'alors vécues isolément et ainsi générer des solidarités »³.

Durant la « Rencontre de femmes, personnes trans, inter et non-binaires dans l'Autre Europe / de nombreuses luttes pour la vie, un seul et même cœur pour la lutte », les personnes présentes ont mis en commun des expériences vécues de l'oppression. Le 29 juillet, s'est tenu dans un des chapiteaux un conte sonore intitulé « La rue fait mauvais genre ». Une femme a mis en scène un texte, clamé dans un micro, avec un montage sonore, sur les violences sexistes en milieu urbain. Ensuite, plusieurs personnes ont commenté le conte, raconté leur propre expérience de harcèlement de rue. Puis, une personne a remercié l'artiste d'une voix tremblante et a demandé aux participant.es s'ils étaient d'accord pour se donner une embrassade collective, pour se « remercier d'être en vie et de continuer à lutter ». Une cinquantaine de personnes se sont alors levées et reliées par les bras et les épaules. Ce moment improvisé d'expression des émotions et de soutien collectif révèle la portée politique et intime du partage des expériences d'oppression.

A ce dispositif théâtralisé, s'ajoutent d'autres formes d'ateliers, qui travaillent à l'incarnation des émotions et des blessures dans une corporalité. Dans la bibliothèque de la Rolandière, une petite vingtaine de militant.es se sont réuni.es pour un atelier sur les émotions et la corporalité après avoir vécu des situations de violences sexuelles. La personne qui donnait l'atelier s'est présentée comme un homme transgenre, animateur d'ateliers pour hommes agresseurs. Il a raconté, avec précautions, sa propre expérience de violences sexuelles, mais n'a pas demandé à d'autres d'en faire autant. L'atelier s'est concentré sur la corporalité : reprendre possession des corps, surtout lorsqu'ils ont été atteints par des violences physiques, ressentir, débloquer des tensions, se guérir. Les participant.es

1 « las emociones tienen efectos clave en la materialización de las desigualdades y el simple hecho de que unas personas las sientan y otras no en función de sus posiciones, ya es en sí misma una forma de desigualdad » (traduction libre), Rodó-Zárate María (2021). *Op. cit.*, p. 105.

2 *Idem.*

3 Charpenel Marion (2016). « Les groupes de parole ou la triple concrétisation de l'utopie féministe », *Éducation et sociétés*, 37(1), p. 15.

ont réalisé des mouvements de relaxation, seul.es, parfois guidé.es par l'animateur. Puis, ce dernier a proposé des exercices de massages à deux ou trois, pour réapprendre à ressentir la sensualité tout en travaillant son consentement. Certaines personnes ont posé des questions plus personnelles ou ont raconté leur expérience. L'animateur a donné des conseils personnalisés. Mais il était également possible de garder le silence. Plus qu'agir pour politiser des émotions et violences, cet atelier visait la guérison des personnes affectées directement ou indirectement, voire survivantes. Des solidarités ont été créées de fait entre les personnes présentes, en raison d'expériences communes. Le travail de soin et de politisation est passé par la corporalité plus que par l'expression des émotions. Le corps a été remis au centre du travail politique de lutte contre les effets des violences patriarcales.

Les émotions, les corps et la spiritualité sont mobilisés par les militant.es observé.es, pour créer l'union et de la communalité entre les militant.es.

2.4 Une solidarité par l'action et l'émotion de lutter ensemble

Aux dispositifs mis en place pour générer des ambiances conviviales, une union émotionnelle et spirituelle, s'ajoutent des dispositifs concrets de mise côte à côte des luttes. C'est le cas des actions de soutien qui s'organisent entre divers mouvements. Ces soutiens se réalisent, d'une part, par la participation à des manifestations, comme la marche des Sans Papiers. D'autre part, des militant.es soutiennent des territoires en lutte, comme les Jardins à Défendre d'Aubervilliers.

Soutenir publiquement d'autres luttes : le cas de la lutte des Sans Papiers

Pour créer la solidarité entre les luttes, une convergence et des soutiens s'organisent lors de manifestations publiques. Le mouvement des Sans Papiers, en région parisienne, est suivi par de nombreuses militant.es investi.es dans d'autres mouvements, mais n'étant pas directement concerné.es par ces problématiques. Une solidarité est construite de longue date, par certain.es militant.es en particulier, également investi.es dans la coordination préparatoire d'accueil des zapatistes. Ces personnes ont tenu informé.es les militant.es Sans Papiers du voyage des zapatistes, puis relayé l'appel des Sans Papiers de Montreuil à participer à leur marche, le 24 juillet 2021. L'Escadron 421 s'y est alors rendu, accompagné par des militant.es de l'assemblée d'Île-de-France. Visuellement, les militant.es de l'assemblée d'IDF portaient souvent des tee-shirts sérigraphiés faisant référence au voyage des zapatistes, des banderoles mentionnant le mouvement zapatiste. Les militant.es Sans Papiers portaient plutôt des tee-shirts du Collectif des Sans Papiers (CSP). Le cortège a démarré devant la mairie de Montreuil puis a fait le tour des foyers d'abri de personnes migrantes. Le parcours est ponctué de prises de paroles, en français, en castillan, et dans diverses langues africaines. Dans un article publié sur le média autonome Pozol, un extrait d'un discours fait devant un des

foyers abritant des familles de personnes sans papiers est publié en castillan. Dans ce discours, la personne fait le lien entre la lutte des zapatistes et la lutte des Sans Papiers :

« [Les zapatistes] ce sont les vraies populations originaires, ce sont elles qui habitent l'Amérique. Vivent les zapatistes ! Quand Christophe Colomb a débarqué en 1492, il n'a rien découvert (...). Et quand est arrivé le capitalisme moderne esclavagiste, toutes les structures sociales, politiques et économiques ont été détruites (...). Les Amériques ne sont pas celles de Kennedy ou d'Obama parce qu'ils sont migrants, elles sont aux vrais habitants, comme ceux du Chiapas. Aujourd'hui nous savons que le capitalisme n'est plus un modèle unique que nous devrions suivre, et nous disons, comme Sans Papiers, que nous pouvons partager les luttes avec elles et eux, parce que pour notre lutte, une alternative au capitalisme est possible. Merci beaucoup. Nous vous invitons à nous accompagner à notre marche du 21 août, de la place de la République à l'église Saint-Bernard, pour commémorer l'expulsion de 1996 et faire face aux idées du parti de Marine Le Pen »¹.

Plus loin dans l'article, la parole, en castillan, d'une autre personne, représentante de la Marche des Solidarités, est rapportée :

« En tant que Collectif de Sans Papiers 75 de Paris, nous voulons envoyer un message à nos amis et amies compañeras et compañeros zapatistes. Nous vous aimons beaucoup ! Nous insistons pour que l'entrée de nos compañeros zapatiste soit autorisée, parce qu'ils sont très très importants, ils sont un exemple à suivre, pour nous. Les zapatistes ont réalisé des miracles, ils ont une histoire impressionnante qui nous affecte directement ; les zapatistes ont réussi à faire un système de démocratie politique dans plus de 1 400 villages. Dans les villages zapatistes, ils ont instauré une phrase, qui dit : le peuple décide et le gouvernement obéit [applaudissements]. Au nom de tous les Sans Papiers de France et d'Europe, nous devons le plus grand respect aux zapatistes et nous vous invitons à être avec nous à tous les prochains événements, merci beaucoup, et la lutte continue »².

Dans ces deux discours, les ennemis identifiés sont le capitalisme et son pendant colonialiste. Face à ces ennemis, le mouvement zapatiste est présenté comme le modèle d'une alternative. Les

1 *« Son las verdaderas poblaciones originarias, son ellas que habitan en América. ¡Vivan los zapatistas! Cuando Cristóbal Colón desembarcó en 1492 no descubrió nada. [...] Y cuando les llegó el capitalismo moderno esclavista, todas las estructuras sociales, políticas y económicas fueron destruidas. [...] Las Américas no son de Kennedy o de Obama porque son migrantes, son de los verdaderos habitantes como los de Chiapas. Hoy sabemos que el capitalismo ya no es un modelo único que debemos seguir, y decimos como Sin Papeles que podemos compartir las luchas con ellas y ellos, porque para nuestro combate una alternativa al capitalismo es posible. Muchas gracias. Les invitamos a acompañarnos en nuestra marcha del 21 de agosto de la plaza República a la iglesia Saint-Bernard, para conmemorar la expulsión de 1996 y enfrentar también a las ideas del partido de Marine Le Pen [de extrema derecha] »* (traduction libre). « Zapatistas toman la calle y caminan preguntando con trabajadores Sin Papeles y zadistas », Bernardo, 26 juillet 2021, Colectivo Pozol, URL : <https://pozol.org/?p=19329> (consulté le 4 août 2021).

2 *« Como Colectivo de Sin Papeles 75 de París, queremos mandar un mensaje a nuestros amigos y amigas compañeras y compañeros zapatistas. ¡Os queremos mucho! Insistimos para la autorización de la entrada de nuestros compañeros zapatistas porque son muy muy importantes, son un ejemplo para nosotros a seguir. Los zapatistas han logrado milagros, tienen una historia impresionante que nos toca directamente; los zapatistas han logrado poner un sistema de democracia política en más de 1400 pueblos. En los pueblos de zapatistas han instaurado una frase que dice: el pueblo decide y el gobierno obedece [lo traduce al francés y recibe aplausos]. En nombre de todos los Sin Papeles de Francia y de Europa, debemos el máximo respeto para los zapatistas y les invitamos a estar con nosotros en todos los eventos próximamente, muchas gracias y la lucha sigue. »* (traduction libre), *Idem*.

militant.es Sans Papiers invitent les zapatistes et leurs soutiens à lutter à leurs côtés.

Concrètement, la solidarité se construit par la présence conjointe des actrices des différents mouvements, mais aussi par des procédés pratiques, visuels et sonores. La musique était omniprésente lors de cette manifestation. Une personne a joué du tambour durant tout le parcours, avec énergie. Une autre personne a joué longuement d'une flûte traversière traditionnelle originaire d'Afrique devant le « bloc zapatiste ». Cela a été l'occasion d'un moment de partage, qui n'est pas passé par la parole mais par les regards et l'émotion transmise par la musique. L'homme qui jouait de la flûte, plutôt âgé, était visiblement ému. Si, au début, le son de la flûte était plutôt net, à mesure qu'il jouait, les vibrations de sa voix se mêlaient au son de la flûte, et des personnes sont allées lui tapoter l'épaule. Il n'a pas arrêté son chant, et une personne a approché le mégaphone pour amplifier le son. Les militant.es alentour avaient fait silence pour l'écouter. Il jouait face à l'Escadron 421, qui a applaudit chaleureusement lorsqu'il a arrêté de jouer. Il les a ensuite salués en se penchant vers l'avant, la main sur le cœur. Par la suite, des slogans ont retenti de part et d'autre, repris de chaque côté.

Le dimanche suivant, lors d'une réunion ordinaire de l'assemblée parisienne, « l'échange par l'action » et non « par la parole » a été souligné. Une autre personne ajoutée que « des alliances se construisent », auxquelles « il faudra donner suite ». Une autre propose d'informer les militant.es Sans Papiers des actions concernant les zapatistes en Europe, et de leur transmettre les images réalisées par courrier électronique. Or, la plupart des articles publiés sur le voyage des zapatistes sont rédigés en castillan et diffusés par des médias libres hispanophones. Une personne insiste sur le fait que les contenus à destination des collectifs de Sans Papiers doivent être en français et sous forme audiovisuelle, avec un audio en français, non sous-titré, pour des raisons liées à la scolarisation et l'alphabétisation de ces personnes.

Soutenir des territoires en lutte : les Jardins à Défendre d'Aubervilliers

D'autres actions de soutien sont organisées, en particulier auprès de territoires en lutte. Les jardins ouvriers des Vertus à Aubervilliers sont menacés par la construction d'un solarium, pour les Jeux Olympiques de Paris de 2024, une gare du Grand Paris Express et un quartier de bureaux et d'hôtels¹. Dès mes premiers jours parmi l'assemblée d'Île-de-France, j'ai entendu parler des « Jardins à défendre » (JAD) et je m'y suis rendue. J'y ai croisé de nombreuses personnes de l'assemblée, ainsi que des personnes venues d'ailleurs pour contribuer à l'accueil des zapatistes à Paris. En juillet 2021, il était possible de camper dans les jardins, une cuisine était installée par les occupant.es, ainsi que des douches et toilettes. La présence en nombre de militant.es était encouragée,

1 Voir le site internet des JAD d'Aubervilliers : <http://www.jardinsaubervilliers.fr> (consulté le 27 octobre 2021).

car les jardins étaient menacés d'expulsion imminente. Les expulsions ont eu lieu seulement en septembre, mais une forte activité se tenait sur l'espace des JAD. Des ateliers étaient organisés chaque semaine, avec un programme diffusé à l'avance¹. L'espace des JAD a servi à travailler à l'organisation et la diffusion du voyage des zapatistes. Des projections de films ont été organisées, suivies de débats sur le voyage des zapatistes. Une personne d'Allemagne a profité d'une soirée de projection pour réunir des informations, afin de constituer un classeur de bienvenue aux international.aux. Une militante parisienne lui a dessiné un organigramme des coordinations sur son carnet. Une autre lui a décrit les différentes commissions de l'assemblée de Paris².

Des ateliers de confection de banderoles s'y sont déroulés, en castillan, en anglais et en français. J'ai également observé des échanges de bonnes pratiques et de questionnements idéologiques. Deux espaces non mixtes avaient été définis dans la zone des JAD. Le premier était ouvert aux femmes et dissidences de genre, et le second réservé aux personnes dissidentes de genre. Un conflit est apparu un soir, alors que des femmes et dissidences avaient établi un cercle de discussion dans leur espace et qu'une personne assimilée à un homme cisgenre et au comportement décrit comme « intrusif » est entrée dans l'espace, en décrétant être non-binaire. Cet incident a été l'occasion d'échanges de bonnes pratiques entre des occupant.es des JAD et deux militant.es venu.es d'Allemagne dans le cadre du voyage des zapatistes. En vertu de leur expérience d'occupation d'un lieu, ces dernier.es ont été invité.es à donner leur avis sur le sujet, ce qui a permis des apprentissages mutuels³.

Un atelier sur l'écoféminisme a également été organisé, durant lequel la présence de militant.es venu.es du Danemark et de Catalogne pour préparer l'arrivée de la délégation zapatiste à Paris a suscité des échanges et apprentissages importants. Des militant.es ont raconté leur expérience de l'occupation des JAD, d'autres leur participation à des ateliers d'auto-défense féministe. Un débat sur la manière de gérer les violences de genre dans les espaces collectifs s'est ouvert. Les participant.es sont tombé.es d'accord sur le fait qu'aucune recette unique n'existait, ce qui a débouché sur de multiples récits d'expériences. Un autre débat a suivi sur les modalités que peuvent prendre les mobilisations, pour intégrer davantage les rapports de domination. Les préparations aux expulsions ont été évoquées, comme mobilisant un imaginaire très masculin, guerrier et dans l'affrontement. Une militante souhaitait réinventer ces imaginaires, de manière plus sensible, attentive aux émotions⁴.

1 Les informations circulaient sur la page Facebook des JAD, ainsi que par bouche à oreille, dans les espaces de la coordination d'Île-de-France.

2 JAD d'Aubervilliers, 15 juillet 2021, notes de terrain.

3 *Ibid.*

4 JAD d'Aubervilliers, 19 juillet 2021, notes de terrain.

La solidarité se crée donc lors d'actions de soutien mais aussi dans la défense de certains espaces. La menace à laquelle faisaient face les JAD en ont fait un espace de rencontres militantes, et d'entrelacement de divers réseaux militants. Les personnes impliquées dans l'accueil des zapatistes y ont côtoyé les militant.es luttant contre les destructions découlant des Jeux Olympiques de 2024, des militant.es du mouvement d'occupation, ou encore les militant.es du réseau des Soulèvement de la Terre, une campagne initiée début 2021 contre l'artificialisation des terres.

La solidarité se constitue dans l'action conjointe, mais aussi par la mise en place de dispositifs de sensibilisation, qui visent à créer l'unité par l'émotion partagée, mais aussi à placer l'émotion et la spiritualité au sein même de l'action politique.

Tout au long de la préparation de l'arrivée des délégations zapatistes et indigènes, les militant.es travaillent tout autant à l'accueil des militant.es venu.es du Mexique qu'à la production d'une solidarité interne. Pour cela, iels recourent à des discours qui exaltent les dimensions historique, exceptionnelle et mythique du voyage des zapatistes. Comme je l'ai montré, le risque de tels discours est de dériver vers une idéalisation des différents mouvements et événements, voire de les dépouiller de leurs significations politiques et subversives. Certain.es militant.es mettent aussi en œuvre des dispositifs de sensibilisation émotionnels et mènent des actions de soutien pour travailler à la « convergence des luttes ». Un ethos militant se constitue peu à peu, par l'apprentissage mutuel. Cependant, les groupes militant.es qui se côtoient et se (re)configurent font face à des relations de pouvoir persistantes, y compris en leur sein, dont la prise en compte est nécessaire pour ne pas mettre en péril les solidarités.

Chapitre 5.

Prendre en compte les rapports de pouvoir pour construire des solidarités politiques

L'ensemble des dispositifs mis en place pour générer des solidarités entre les militant.es et les causes qu'ils défendent produisent des effets ambivalents, qui dépendent toujours des rapports de pouvoir imprégnant les sphères du militantisme. De la même manière, les modalités d'organisation des coordinations préparatoires au voyage des zapatistes ont des effets parfois inattendus, liés aux relations de pouvoir qui traversent et configurent ces espaces. J'ai montré que l'attention aux rapports de genre était omniprésente dans les groupes qui accueillent les zapatistes. Cependant, les théories décoloniales et féministes montrent que les rapports de pouvoir se jouent sur des axes d'inégalités multiples qui s'entrecroisent et sont indissociables. Il est donc nécessaire d'adopter une approche complexe et intersectionnelle, qui prend en compte l'entrecroisement des effets des différentes positions sociales et les rapports de domination qui en découlent.

Dans l'espace du militantisme « en bas à gauche », la diversité des personnes investies pose la question de relations de pouvoir, alors même que les positionnements politiques adoptés conduisent au rejet des formes de domination ou d'autoritarisme. Dans ce cadre, l'appel à l'unité peut s'apparenter à un piège, proche de tentatives d'homogénéisation dominatrices. Les dispositifs de sensibilisation par les émotions ne sont pas exempts de ces rapports de pouvoir, qui se jouent différemment en fonction des contextes géographiques, mais aussi en fonction des positions sociales des actrices. Reconnaître ces rapports de domination est un processus en cours dans les groupes militants qui accueillent les zapatistes. Cependant, des dynamiques de pouvoir continuent d'être à l'œuvre dans les coordinations. Cela les rend moins efficaces et les éloigne des principes du mouvement zapatiste, auxquels elles se réfèrent pourtant constamment.

Ce chapitre met en évidence les efforts faits pour tenir compte des rapports de pouvoir, mais aussi des limites auxquelles se heurtent toujours les militant.es. Il apporte des nuances aux chapitres précédents, qui exposaient le fonctionnement des coordinations et les moyens déployés pour construire les solidarités. Enfin, il apporte une contribution à la compréhension critique du concept de « solidarité », dans le militantisme.

1. Rapports de pouvoir et militantisme : unité ou solidarité ?

Dans le chapitre précédent, j'ai montré que les militant.es qui accueillent les zapatistes tentent de construire des solidarités et un ethos militant commun afin de pouvoir travailler ensemble pour le voyage des zapatistes et au-delà. Dans ce paragraphe, je rappelle que cette solidarité ne peut être définie comme une unité, au risque de passer sous silence les différences et les rapports de domination. Je montre ensuite que les dispositifs de sensibilisation n'ont pas les mêmes effets, selon les contextes et les positions sociales des personnes.

1.1 Le mythe, le piège : l'unité

Rechercher l'unité peut être un « mythe » ou un « piège ». Les zapatistes mettent en garde contre les dérives que ce mythe peut entraîner, dans la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandona :

« Nous, nous sommes convaincus que tout essai d'homogénéité n'est rien d'autre qu'une tentative fasciste de domination, même si elle se cache sous un langage révolutionnaire, ésotérique, religieux, ou assimilé. Quand on parle d'unité, on omet de signaler que cette 'unité' est sous le commandement de quelqu'un ou quelque chose, individuel ou collectif. Sur le fallacieux autel de 'l'unité', non seulement on sacrifie les différences, mais on cache aussi la survivance de tous les petits mondes de tyrannies et d'injustices dont nous souffrons »¹.

Pour Audre Lorde, essayiste et poétesse afro-américaine et lesbienne, une caractéristique sociale partagée n'est pas suffisante pour effacer les autres différences. Au sein du groupe des « femmes », la diversité est forte, et doit être prise en compte :

« En tant que femmes, on nous a appris soit à ignorer nos différences, soit à les considérer comme des causes de séparation et de suspicion plutôt que comme des forces de changement. Sans communauté, il n'y a pas de libération, seulement l'armistice le plus vulnérable et temporaire entre une individu et son oppression. Mais la communauté ne doit pas signifier l'effacement de nos différences, ni la prétention pathétique que ces différences n'existent pas »².

Pour la géographe féministe Maria Rodó-Zárate, ignorer ces différences au prétexte que les rendre visible pourrait fragmenter la lutte féministe est une erreur. Elle mentionne explicitement un « piège de l'unité » :

1 EZLN, « Eux et Nous, V. La Sexta », janvier 2013, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2013/02/06/eux-et-nous-v-la-sexta/> (consulté le 25 septembre 2021).

2 « As women, we have been taught either to ignore our differences, or to view them as causes for separation and suspicion rather than as forces for change. Without community there is no liberation, only the most vulnerable and temporary armistice between an individual and her oppression. But community must not mean a shedding of our differences, nor the pathetic pretense that these differences do not exist » (traduction libre), Lorde Audre (2007 [1984]). *Sister Outsider : essays and speeches*, Trumansburg : Crossing Press, p. 111.

« Croire que ces demandes sont des formes de fragmentation du féminisme signifie tomber à nouveau dans le piège de l'unité. Ce qui divise, ce sont les préjugés et la négation des différences au sein des féminismes, et non leur visibilité »¹.

Le concept d'« unité » peut servir d'outil pour passer sous silence les différences. Des chercheuses féministes proposent de parler plutôt de « solidarité », en donnant à cette notion une profondeur intersectionnelle. Pour la féministe indienne Chandra Mohanty, la solidarité place la « mutualité, responsabilité, reconnaissance d'intérêts communs comme la base des relations entre diverses communautés »². Pour Pascale Dufour, qui s'appuie sur les travaux de Mohanty :

« le travail politique nécessaire à la construction des solidarités se situe au centre de l'analyse et la transnationalisation des solidarités est comprise comme le résultat de la convergence des intérêts et des identités des acteurs impliqués, au-delà des frontières nationales »³.

Étudier la construction des solidarités implique d'analyser la manière dont sont prises en compte les relations de domination par les militant.es. D'après Maria Rodó-Zárate, les relations de domination produisent des effets dans les émotions ressenties par les personnes. Les émotions ressenties sont aussi déterminées par leur position sociale et les contextes dans lesquels elles se trouvent. Les émotions sont alors reliées aux relations de pouvoir, aux corps, à la spatialité, aux positions d'oppression ou de privilège qu'occupent les personnes, dans une perspective structurelle. Comme la mobilisation des émotions a pour but de construire des solidarités entre les personnes, les effets concrets qui sont produits doivent être analysés, ainsi que leurs rapports aux relations de domination.

1.2 Contextes spatiaux, rapports de pouvoir et émotions

Les lieux des mobilisations, les espaces défendus et sur lesquels s'appuient les luttes, ont une importance symbolique et matérielle sur les mobilisations. Les lieux ont des capacités différenciées à évoquer certains types d'émotions, et interfèrent dans les dispositifs de sensibilisation mis en œuvre par les militant.es. Les émotions sont produites et ressenties à partir des relations entre les personnes et les environnements, qui génèrent du bien-être ou des malaises. Sarah Ahmed montre qu'une personne blanche ressentira un bien-être dans certains espaces, qu'elle ne nommera pas forcément comme tel, mais qui s'oppose au malaise que pourrait ressentir une personne de couleur

1 « Creer que estas demandas son formas de fragmentación del feminismo es caer otra vez en la trampa de la unidad. Lo que divide son los prejuicios y la negación de las diferencias dentro de los feminismos, no su visibilización » (traduction libre), Rodó-Zarate Maria (2021). *Op. cit.*, p. 101.

2 Mohanty Chandra Talpade (2003). *Feminism without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Duke University Press, p. 7, traduction de Dufour Pascale (2016). *Art. cit.*, p. 152.

3 Dufour Pascale (2016). *Art. Cit.*, p. 152-153.

dans les mêmes espaces¹. L'espace lui-même joue un rôle. Certains espaces, comme le foyer, peuvent être des lieux de répit, vis-à-vis des violences sexistes de rue, par exemple, ou des lieux d'oppression, dans des cas de violences conjugales. Par conséquent, les espaces doivent être analysés dans ce qu'ils impliquent sur les émotions ressenties, en fonction de diverses positions sociales.

Des lieux symboliques pour l'empowerment des militant.es

Pour les zapatistes, les lieux, tout comme les dates, sont soigneusement choisis pour leur symbolique. L'Escadron 421 a commencé sa traversée transatlantique à l'Isla Mujeres, sur la péninsule du Yucatan, à l'extrême sud-est du Mexique, le 2 mai 2021. Sur cette île, se trouvent de nombreux temples et statues féminines dédiées à la déesse Ixchel, divinité de la Lune et de la fécondité, dans les cultures mayas. L'île a d'ailleurs été nommée en référence à ce culte, par les colonisateurs. Dans un communiqué, le sous-commandant Galeano, de l'EZLN, nomme « le parcours d'Ixchel » le trajet du bateau La Montagne :

« C'est de l'une des maisons d'Ixchel, mère de l'amour et de la fertilité, grand-mère des plantes et des animaux, mère jeune et mère âgée, rage en laquelle se transforme la douleur de la terre quand elle est blessée et souillée, que partira la Montagne. Une des légendes mayas raconte qu'Ixchel s'allongea sur le monde sous la forme d'un arc-en-ciel. Elle fit cela pour donner à la planète une leçon de pluralité et d'inclusion, et pour lui rappeler que la couleur de la terre n'est pas une mais multiple, et que toutes, sans cesser d'être ce qu'elles sont, ensemble, elles illuminent la merveille qu'est la vie. Et elle, Ixchel, la femme arc-en-ciel, embrasse toutes ces couleurs et les intègre en elle »².

Le fait d'accoster à Vigo, en Galice, est également un choix symbolique. De ce port atlantique sont partis de nombreux navires coloniaux à destination des Amériques. Ce port est désormais un important port commercial. La charge symbolique attribuée à ce lieu dans les discours, dans les récits médiatiques et interpersonnels, et dans les dispositifs visuels et sonores mis en place (chants, musique traditionnelle galicienne, banderoles, slogans, etc.) construit une relations spécifique entre les militant.es et le lieu. Les militant.es renversent la signification que pourrait avoir le port de Vigo : de port commercial, capitaliste, colonial, il devient un lieu de passage, un lieu de migrations, de relations entre humain et non-humain et avec l'océan, un lieu de mémoire de la colonisation mais aussi le lieu d'une « invasion inversée ». Ces constructions discursives et émotionnelles donnent une légitimité et une force à la présence de représentant.es de peuples indigènes du Mexique, c'est-à-dire permettent leur *empowerment*, dans des lieux qui ont historiquement été des lieux d'oppression pour leurs ancêtres.

1 Ahmed Sarah (2007). « A phenomenology of whiteness », *Feminist Theory*, 8, 149-168.

2 EZLN, « Le parcours d'Ixchel », avril 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/04/28/le-parcours-dixchel/> (consulté le 29 octobre 2021).

Le choix de se rassembler le 13 août 2021 à Madrid, capitale de l'empire espagnol, opère suivant les mêmes modalités. Si ces lieux sont affectés par les discours et dispositifs visant à renverser leur symbolique, ils agissent néanmoins sur les émotions ressenties. L'architecture monumentale du centre de Madrid affecte les manifestations, qui doivent être rejointes par un grand nombre de militant.es pour ne pas paraître dérisoires. Les émotions peuvent être ambivalentes : d'une part, un *empowerment* est produit du fait de réaliser un rassemblement anticapitaliste et décolonial dans ce lieu, et d'autre part, le poids symbolique de ces espaces est tel qu'il peut induire des malaises¹.

Les relations de pouvoir dans les lieux « alternatifs »

Il a été assez rare que les militant.es observé.es investissent des lieux aussi fortement associés à des espaces de pouvoir institutionnels. Iels organisent des rencontres plutôt « internes », c'est-à-dire au sein de l'espace des mouvements sociaux, et s'organisent dans des lieux militants, décrits comme « alternatifs », parfois illégalement occupés, ou tolérés par les institutions étatiques. Or, tout comme les groupes militants sont hétérogènes et plus ou moins privilégiés par rapport à d'autres, ces lieux militants sont associés à des positions tantôt dominantes, tantôt dominées, parmi l'ensemble des lieux militants.

La ZAD de Notre-Dame-des-Landes est un lieu militant reconnu à échelle européenne comme une forme d'occupation qui fonctionne, un mouvement social victorieux et sur lequel s'organisent des formes d'autonomie. Cependant, en son sein existent des tendances et courants différents, plus ou moins privilégiés. Les rencontres en mixité choisie et intergalactiques se sont tenues dans les lieux les moins « dissidents ».

De la même manière, à Paris, l'assemblée d'Île-de-France s'est fréquemment réunie dans des locaux syndicaux, mais n'a pas, à ma connaissance, organisé de rencontres dans des lieux moins institutionnalisés, comme des squats, par exemple, alors même que des personnes investies dans le mouvement des squats participaient à l'assemblée. Les locaux syndicaux restent des espaces de lutte plus privilégiés. Ils concernent des personnes ayant un emploi et un salaire, et par conséquent « insérées » dans la société. Dans les locaux de la CNT, lors d'un temps de travail militant, j'ai observé une remarque relevant d'un racisme ordinaire, qu'a soulignée une militante brésilienne de l'assemblée d'Île-de-France. Il est probable que ces lieux aient une influence différenciée sur les émotions ressenties en fonction des personnes et de leurs différentes positions sociales. Un.e militant.e salarié.e, côtoyant le monde syndical dans la sphère professionnelle, blanc.he et occidental.e se sentira probablement plus à l'aise dans ce lieu qu'un.e militant.e s'étant retiré du salariat, racisé.e, parlant peu le français, par exemple.

¹ Ces deux modalités ont été observées et notées lors de discussions informelles avec des militant.es européen.nes réunis à Madrid autour du 13 août, notes de terrain.

Le choix des lieux de réunions n'a pas été questionné depuis une perspective intersectionnelle, durant ma période d'observation. Les effets de domination n'ont pas été interrogés, en relation avec les lieux. Pourtant, ne pas les prendre en compte peut conduire au désengagement de certaines personnes, provenant de la diversité fonctionnelle, racisées, non francophones, peu alphabétisées, etc.

Faire cohabiter les différences

Dans d'autres cas, des lieux, utilisés diversement par des groupes hétérogènes, sont choisis en vertu de cette pluralité intrinsèque. L'Escadron 421 a été reçu en région parisienne dans les locaux de La Parole Errante. La Parole Errante est un espace ouvert à Montreuil en 1997, à l'initiative du poète dramaturge Armand Gatti. S'y réunissent des associations de quartiers, des syndicats, des Gilets Jaunes, des collectifs en lutte, des fêtes de solidarité, des événements contre les violences policières, les violences d'état, la prison, des permanences d'entraide, des ateliers, des créations théâtrales, un café-librairie associatif, des maisons d'édition, des revues, une cantine, un jardin et un potager autogérés, des collectifs de création ou de diffusion cinématographique¹. L'hétérogénéité des groupes, de leur constitution, de leurs positions politiques et leur coprésence dans un lieu, situé à Montreuil, dans un quartier de banlieue parisienne, font de la Parole Errante un endroit à même de faire cohabiter les différences. Le 10 juillet, plusieurs personnes investies dans ce lieu ont lu un discours, qui le présentait comme un « refuge », pour « échanger, créer, s'organiser », et favoriser la « solidarité ». A la fin du texte, elles sont revenues sur la thématique de l'espace : ce qui semble compter est de « fabriquer un lieu », par l'expérience collective. Le discours s'est achevé sur cette question : « de quel lieu avons-nous besoin pour habiter le monde ? ».

A Madrid, les réunions et rencontres entre militant.es européen.nes, autour du 13 août, se sont tenues dans des lieux autogérés qui regroupent également plusieurs luttes. Le Centre Social Autogéré (CSA) Tres Peces Tres, situé dans le quartier central et populaire de Lavapiés, rassemble de nombreux groupes :

- un groupe de travail sur les affects et le soin ;
- un centre d'archive documentaire et artistique sur le mouvement des Indigné.es qui ont occupé la Puerta del Sol en 2011 ;
- un groupe queer créé dans le sillage du mouvement des Indigné.es ;
- une association en non-mixité féministe pour des femmes sans abri ;
- une association de cinéma documentaire ;
- un groupe de travail, de lecture et écriture politique ;

¹ Ces informations proviennent d'explications d'une personne investie sur le lieu mais aussi d'un tract intitulé « Bienvenu.e.s à la Parole Errante à la maison de l'arbre », récupéré le 10 juillet 2021 sur place.

- un atelier littéraire ;
- une association de citoyen.nes italien.nes contre le fascisme et pour la mémoire de l'histoire italienne et l'internationalisme ;
- un groupe d'activisme politico-culturel galicien ;
- un collectif de soutien et activisme pour les personnes avec des problèmes de santé mentale stigmatisées et pour leur propre empowerment ;
- un collectif de soutien aux 43 étudiant.es victimes de disparition forcée à Ayotzinapa au Mexique ;
- un groupe de la Fondation Psychologique Sans Frontières ;
- un groupe d'accueil de réfugié.es ;
- une plateforme de soutien à la lutte des peuples indigènes du Mexique ;
- un groupe d'affinité queer et féministe de corporalités non-normatives et non-monogames¹.

D'autres lieux sont également investis, comme la place « Esta es una Plaza » (« ceci est une place », littéralement). Au milieu d'immeubles assez hauts du quartier de Lavapiés, ce lieu est une place fermée, publique, organisée de façon communautaire par des personnes du voisinage depuis 2008. L'occupation de la place a d'abord été informelle, sur un terrain en friche depuis plus de trente ans. Cela a conduit la mairie à fermer le lieu, mais le voisinage (y compris lointain) a continué de se mobiliser. Des négociations ont été entamées avec la mairie. En parallèle, des voisin.es se rassemblaient pour prendre les petits-déjeuners ensemble le dimanche, devant la porte fermée. En décembre 2009, la mairie a cédé temporairement la gestion de l'espace pour la réalisation d'un projet communautaire. Sur ce lieu, sont organisées diverses activités : jardinage écologique, jardins verticaux, bioconstruction, ateliers de réparation de vélos, théâtre, lectures, pétanque, concerts, spectacles de danse, ateliers pour enfants, ou encore fresques murales. Cet espace est géré par des personnes organisées en assemblées générales et en diverses commissions de travail. Il est autosuffisant en termes énergétiques et est géré sans intervention monétaire. Il est composé de plusieurs espaces cultivés, d'espaces sauvages, d'une serre géodésique offerte par des sympathisant.es qui sert de pépinière, des espaces pour les enfants, d'un amphithéâtre en matériaux de récupération, d'un four, d'un espace de repas, entre autres².

De tels lieux, dont les usages sont aussi divers, font cohabiter des personnes aux caractéristiques sociales diverses. Le militantisme qui s'y déroule pourrait se trouver plus à même de générer des solidarités politiques qui prennent en compte les différences.

1 Voir le site internet du CSA : <https://3peces3.wordpress.com/> (consulté le 29 octobre 2021).

2 Voir le site internet de ce lieu : <https://estaesunaplaza.blogspot.com/> (consulté le 29 octobre 2021).

Investir les lieux de la domination

Certains lieux sont investis, en compagnie des zapatistes, parce qu'ils sont les lieux de l'oppression étatique. Le 24 juillet 2021, les zapatistes de l'Escadron 421 et les militant.es de l'assemblée d'Île-de-France sont invité.es par le collectif des Sans Papiers de Montreuil à faire le tour des foyers de Sans Papiers de la commune. Ce sont des lieux d'habitations très précaires et souvent menacés d'expulsion. Dans la cour des foyers, des prises de parole se sont improvisées, certain.es militant.es ont joué de la musique, scandé des slogans. Des personnes vendaient du maïs grillé, des boissons au gingembre ou du bissap. De tels lieux mettent mal à l'aise les personnes qui vivent dans des conditions plus privilégiées. Des sensations de culpabilité, de gêne peuvent surgir, et sont exprimées par plusieurs militant.es de l'assemblée d'IDF. Pour les personnes Sans Papiers qui y vivent, ce peuvent être à la fois des lieux de répit, à l'écart des oppressions vécues liées, entre autres, au racisme ou aux inégalités de classe. Ainsi, les dispositifs de sensibilisation mis en œuvre par les différents groupes militants se heurtent aux effets produits par les lieux sur les émotions, ce qui complexifie leur compréhension.

1.3 Qui met en place les dispositifs de sensibilisation ? Des dynamiques de pouvoir à l'œuvre

Tout comme elles ne sont pas indépendantes des lieux de la mobilisation, les émotions dépendent des positions sociales des individu.es et des inégalités structurelles. Les sciences sociales ont montré que les émotions ne sont pas universelles et ne sont pas détachées des rapports de pouvoir.

Les émotions sont mobilisées dans des dispositifs de sensibilisation par certaines personnes, à des fins précises. J'ai décrit plus haut des cérémonies organisées à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes lors des rencontres fin juillet 2021. D'une part, la cérémonie avec le totem, et d'autre part, la cérémonie du lancement des avions en papier, au phare de la Rolandière. Ces cérémonies ont été pensées par les organisateurices des rencontres, qui proviennent de groupes spécifiques de la ZAD ou de leurs soutiens extérieurs. Les effets recherchés peuvent être divers : créer l'unité, susciter l'adhésion et la sensibilisation des personnes présentes mais aussi des personnes absentes, par la médiatisation d'images spectaculaires, entre autres. Pour comprendre les effets de ces dispositifs, il est essentiel de s'interroger sur les personnes qui cherchent à mobiliser des émotions.

A la ZAD de NDDL, les militant.es distinguent des groupes « dominants » et des groupes « dominés ». Cette catégorisation est binaire et schématique, mais elle a une pertinence pour les acteurices. Déjà lors d'une enquête de 2013-2014, Geneviève Pruvost mentionnait l'existence d'un « groupe dominant » :

« L'occupation dans la durée, loin de résorber les conflits, peut les cristalliser du fait même de l'émergence d'un groupe suractif pour le collectif : si aucun leader n'a été désigné sur la ZAD pour incarner cette lutte, il n'en demeure pas moins qu'un groupe occupe une position militante dominante selon les codes en vigueur sur le site (à savoir le cumul de savoir-faire intellectuels et manuels), en menant tout à la fois des expérimentations en agriculture, en écoconstruction, en disposant d'un accès privilégié à des ressources matérielles (outils, niveau de confort, réserves alimentaires), en intervenant sur le plan intellectuel dans des services collectifs (radio, cartographie, interface avec l'extérieur de la ZAD, gestion du site Internet) »¹.

La sociologue Sylvaine Bulle note que les ZAD et autres lieux autonomes en France ne sont pas habités uniquement par des « intellectuel.les précaires » politisé.es, mais que de nombreuses personnes y vivent aussi en situation de grande précarité, avec peu de capital social ou culturel². Elle distingue trois parcours types :

« Les deux postures extrêmes sont celle du sécessionniste, qui est souvent l'aboutissement d'un long processus réflexif, et celle de la personne qui recherche un reclassement social, en rupture avec une ancienne vie socialement dégradée. Entre les deux, se trouvent des individus en quête d'une autonomie alimentaire et énergétique hors du monde moderne fragilisé »³.

Schématiquement, les groupes actuellement dominants à la ZAD de NDDL sont plutôt ceux que Bulle définit comme des « intellectuel.les précaires » politisé.es, et qui, selon Pruvost, « cumulent [des] savoir-faire intellectuels et manuels ». Les groupes dominés, ou « dissidents », au contraire, sont généralement plus précaires et composés plutôt des deux postures extrêmes définies par Bulle. Depuis les expulsions qui ont eu lieu en 2018, cette division s'est exacerbée. L'histoire de la ZAD est complexe et les récits multiples et toujours situés. Je ne souhaite pas la retracer ici, mais simplement relever la division qui s'opère entre les personnes et groupes qui ont choisi de négocier avec l'état, afin de constituer des projets agricoles alternatifs durables, et les personnes et groupes qui ont choisi de rester dans une autonomie hors des limites étatiques, et qui ont subi une violente répression. Cette division interne a également produit des violences entre ces deux groupes⁴. Étant donnée l'histoire conflictuelle entre ces deux groupes idéal-typiques, les groupes « dominés » ont tendance à désaffecter ou à accepter de manière distanciée les événements organisés par le groupe « dominant ».

1 Pruvost Geneviève (2017). « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014) », *Politix*, 117(1), p.60.

2 Bulle Sylvaine (2020). *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à N.-D.-des-Landes*, Grenoble, UGA Éditions, 350 p.

3 Dubiau Antoine (2020). « Sylvaine Bulle, Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à N.-D.-des-Landes », Lectures [En ligne], *Les comptes rendus*, URL : <http://journals.openedition.org.ezproxy.univ-paris3.fr/lectures/44131> consulté le 29 octobre 2021.

4 L'histoire de cette scission est racontée à plusieurs voix dans une série de trois brochures nommées *Zad Dissidences*, publiées après les expulsions de 2018.

En observant la foule assistant à la « cérémonie » du lancement d'avions en papier, le 30 juillet 2021, j'ai noté que ces dispositifs n'avaient pas la même prise sur toutes les personnes. Certain.es semblaient adhérer à l'action collective, en participant activement, prenant des photos, ou chantant. Ce groupe de personnes était le plus important, sur les lieux du rituel. Mais de nombreuses personnes ne s'étaient pas déplacées pour y assister. D'autres étaient restées à l'écart, discutant en petits groupes. L'un de ces groupes était proche de moi. Ces personnes étaient assises au sol, se désintéressaient complètement des prises de parole, chants et autres temps formels. Elles portaient des vêtements plutôt sombres avec des capuches, riaient fort, buvaient des bières, et sont demeurées hermétiques au dispositif rituel. Lorsque j'en ai parlé à une alliée ayant vécu à la ZAD, en lui répétant cette description, elle a identifié une présentation de soi typique des personnes vivant dans la partie plus dissidente de la zone. Les rituels peuvent ainsi être vus comme dépolitisés par les plus « dissidents ». Ils présentent une perspective enchantée et unitaire de la lutte, ce qui est visible dans le choix des références et des récits qui sont faits. Lors des discours accompagnant cette cérémonie, une personne a mentionné les expulsions de 2012, liées à « l'opération César », mais n'a pas cité les expulsions de 2018, qui ont généré d'importants conflits internes. Cet évitement conduit les personnes dissidentes à prendre leurs distances. Cela explique donc que les dispositifs de sensibilisation « prennent » si peu, sur elles. Les événements ayant été organisés par le groupe ayant légalisé sa présence sur la zone, le groupe opposé y a participé de manière distanciée.

Les rapports de domination sont omniprésents dans le militantisme, y compris dans un espace décrit comme anti-autoritaire et autonome, comme la ZAD de NDDL. Revendiquer l'unité au détriment des différences peut conduire à des situations de violences et d'oppressions. A ce piège de « l'unité », de nombreux militant.es préfèrent donc valoriser la « solidarité ». Cette solidarité doit prendre en compte les différentes positions sociales occupées par les militant.es, puisqu'elles déterminent leur bien-être ou malaise, les émotions qu'elles ressentent ou non, selon les contextes sociaux et géographiques. Pour ne pas écraser les différences et suivre les principes décrits comme « zapatistes », une solidarité politique intersectionnelle est valorisée. Comme l'écrit Maria Rodó-Zárate, la solidarité intersectionnelle « implique de reconnaître la différence dans les groupes opprimés et la comprendre comme une force transformatrice (...) mais aussi implique de voir qu'il y a des relations d'inégalité et de domination au sein de ces groupes »¹.

1 « *Hacer política interseccional implica reconocer la diferencia dentro de los grupos oprimidos y entenderla como la fuerza transformadora (...), pero también implica ver que hay relaciones de desigualdad y dominación dentro de los propios grupos* », (traduction libre), Rodó-Zárate Maria, *Op. cit.*, p. 115.

2. Reconnaître les différences et les inégalités : adopter une approche intersectionnelle

Si les rapports de pouvoir ont des effets sur les émotions ressenties mais aussi sur les relations mises en œuvre au sein du militantisme, adopter une politique qui prête attention à ces dynamiques implique de penser la complémentarité des luttes, au lieu de chercher à les mettre en concurrence¹. Pour ce faire, la première étape, selon Maria Rodó-Zárate, est de reconnaître ses propres privilèges, pour entendre les expériences d'oppression vécues par d'autres personnes. La question des privilèges et des oppressions est fréquemment posée, dans les espaces militants qui accueillent les zapatistes. Cela donne lieu à des choix pratiques dans les actions militantes, pour prendre en compte les différences.

2.1 Reconnaître ses propres privilèges

Toute personne est traversée de manière complexe par de nombreux axes d'inégalités qui s'entrecroisent. Toute personne est donc tour à tour plutôt privilégiée ou plutôt opprimée, à divers moments de sa vie, dans tous les contextes sociaux dans lesquels elle évolue. D'après les théories féministes et décoloniales, reconnaître ses privilèges est une première étape nécessaire à une politique prenant en compte les rapports de pouvoir. Ces privilèges peuvent être multiples : traverser facilement les frontières, disposer de capacités rédactionnelles, de contacts, parler les bonnes langues, pouvoir choisir ses vêtements, être accepté socialement pour son orientation sexuelle, etc. Il ne s'agit pas nécessairement de privilèges exercés contre quelqu'un d'autre, comme le précise Rodó-Zárate : « ce sont des privilèges structurels et institutionnalisés, mais ce sont des privilèges desquels nous bénéficions »².

D'abord, pour le comprendre, il est nécessaire d'adopter une posture autocritique sur ses propres privilèges, mais aussi d'écouter sans les questionner les expériences des personnes qui vivent des situations d'oppression. Les reconnaître n'implique pas seulement d'adopter des changements de comportement, mais aussi et surtout de reconnaître « l'oppression structurelle que subissent d'autres personnes »³ :

« Que la douleur ressentie en raison d'une oppression soit reconnue par quelqu'un qui ne la ressent pas est un pas essentiel pour l'établissement d'alliances politiques et pour le changement social en général »⁴.

1 Rodó-Zárate Maria, *Op. cit.*, p. 123.

2 « *son privilegios estructurales e institucionalizados, pero son privilegios de los que nos beneficiamos* » (traduction libre), Rodó-Zárate Maria (2021), *Op. cit.*, p. 118.

3 « *un reconocimiento de la opresión estructural que sufren otras personas* » (traduction libre), *Idem*, p. 119.

4 « *Que el dolor por una opresión sea reconocido por alguien que no lo sufre es un paso esencial para el establecimiento de alianzas políticas y para el cambio social en general* » (traduction libre), *Idem*.

Ensuite, les personnes peuvent recourir à des actions individuelles, renoncer à certains privilèges, et/ou choisir l'action politique organisée et le soutien à d'autres luttes. Soutenir d'autres luttes que celles qui nous concernent implique de « ne pas se mettre en avant, mais plutôt à côté » :

« C'est diffuser les idées, participer aux appels publics, et transformer les espaces dans lesquelles on est privilégié, et justement pas ceux dans lesquels s'organisent les personnes qui subissent les oppressions »¹.

2.2 Désactiver les rapports de domination en réunion par des mécanismes concrets

Pour désactiver des rapports de domination, les coordinations européennes d'accueil des zapatistes ont mis en place, parfois de manière très localisée, des mécanismes très concrets. La question du genre ayant été placée au cœur des problématiques du voyage des zapatistes, de nombreuses militant.es ont été invité.es à réfléchir à cette thématique. J'ai déjà cité l'exemple de Fernando, qui a renoncé à prendre la parole publiquement, afin de laisser la place à des femmes ou personnes dissidentes de genre.

D'autres situations de privilège ont été travaillées dans les assemblées d'accueil des zapatistes. La question des langues parlées dans les assemblées a, par exemple, été posée. Le fait de parler plusieurs langues, mais surtout de parler le français et le castillan, impliquait, dans ces espaces, un privilège. Les personnes qui militaient en France et parlaient castillan se sont probablement senties plus légitimes et à l'aise pour se rendre à Madrid autour du 13 août 2021. Parmi les militant.es francophones que j'y ai rencontré, seul l'un d'eux parlait et comprenait très peu le castillan. Au mois de juillet, à Paris, de nombreuses personnes sont venues de divers pays d'Europe pour contribuer à la préparation de l'accueil des délégations zapatistes. La plupart des personnes qui venaient d'autres pays non francophones ne parlaient pas français. Du fait d'être des militant.es proches de la solidarité avec le Chiapas et le Mexique, le castillan a été la langue commune. Or, à Paris, parmi l'assemblée, de nombreuses personnes n'ont jamais appris le castillan ni visité le Mexique. La communication a donc dû se faire de manière bilingue, avec des dispositifs de traduction. Au début de chaque réunion, l'animatrice de la séance veillait à ce que chaque personne puisse comprendre en détail ce qui se jouait dans la réunion et organisait des équipes de traduction. De cette manière, la langue n'a pas été un facteur d'inégalité trop important.

Les inégalités de capital économique ont également été prises au sérieux. Participer aux assemblées préparatoires de l'accueil des zapatistes n'était pas à la portée économique de toute per-

¹ « *Un apoyo que no es ponerse a delante, sino al lado. Es difundir las ideas, participar en las convocatorias públicas y transformar los espacios donde se tienen privilegios, y no precisamente los espacios donde se organiza la gente que sufre las opresiones* » (traduction libre), *Ibid.*

sonne. Cela impliquait de pouvoir consacrer plusieurs heures par semaine, généralement le soir, à des réunions, des groupes de travail, de lire et traiter de nombreux emails, et souvent, de se déplacer pour se rendre aux réunions. Or, les personnes se trouvant dans des situations de grande précarité, contraintes de travailler ou ayant une famille à charge avaient moins de temps disponible. Pour assister aux réunions des coordinations locales, se déplacer impliquait un coût temporel, mais aussi, parfois, des coûts financiers, en particulier dans les grandes villes, ou à la campagne. Participer à d'autres échelles, régionale, nationale, ou européenne, lorsque les réunions se tenaient de manière physique, requérait un certain nombre de ressources. Les déplacements n'étaient plus à la portée de toutes, et cela pouvait donner des privilèges politiques aux personnes déjà économiquement privilégiées. Pour contrecarrer cela, les coordinations régionales ont porté la volonté de permettre les remboursements de frais de transport pour les personnes mandatées.

Ces exemples de dispositifs simples, peu coûteux, indiquent une certaine reconnaissance de positions privilégiées et la volonté de désactiver certains rapports de pouvoir.

2.3 Ne pas reproduire la domination dans les manifestations publiques

Les militant.es européen.nes qui accueillent les zapatistes se montrent attentif.ves à minimiser les rapports de domination ordinaires qui peuvent s'installer lors de manifestations publiques. Iels prennent garde à placer au centre les minorités, généralement invisibilisées.

Lors de l'organisation de manifestations publiques, les militant.es attribuent une importance politique aux positions occupées dans les cortèges. La manifestation des Sans Papiers du 24 juillet 2021 s'est achevée, au terme de quatre heures de marche, devant la mairie de Montreuil, par des prises de parole sur les marches de l'escalier central. L'Escadron 421 et son cordon de sécurité se sont installé.es à gauche de la mairie. Encadré de banderoles, en guise de cordon, l'Escadron était très visible, tandis que les Sans Papiers étaient moins nombreux. Juana, de la coordination IDF et militante aux Brigades de Solidarité de Montreuil, s'est inquiétée : « j'ai l'impression que nous prenons trop de place ». Elle a demandé si les personnes de la coordination IDF et les zapatistes pouvaient se déplacer légèrement, pour ne pas prédominer. De même, les militant.es français.es prennent garde à ne pas parler au nom d'autres groupes. Lors de cette manifestation, l'Escadron n'a pas souhaité prendre la parole, n'ayant pas de mandat politique de leurs communautés. Une militante de Solidaires a donc pris la parole pour la coordination d'IDF, simplement pour expliquer que l'Escadron ne pourrait pas s'exprimer, en précisant qu'en aucun cas elle ne parlait pour elleux¹. J'ai à nouveau participé à une marche de Sans Papiers le 21 août 2021, en présence de

1 Manifestation du 24 juillet 2021, Montreuil, notes de terrain.

quelques personnes de la coordination d'IDF, mais sans l'Escadron 421, qui se trouvait alors encore à Madrid. Le « bloc zapatiste » s'est à nouveau positionné en fin de cortège, et j'ai encore entendu des militant.es se préoccuper du fait de « prendre trop de place »¹.

Les organisateurices de la manifestation du 13 août à Madrid avaient établi un schéma du cortège de la manifestation, plaçant en tête un bloc de « migrantes et racialisées, non mixte », puis un « bloc LGBTIQ+ », puis des « habitant.es de l'Europe Insoumise » et enfin seulement les « syndicats et allié.es », comme le montre l'image ci-dessous, qui a circulé dans un groupe de communication auquel avaient été convié.es toutes les militant.es venu.es pour la manifestation.

Image 8. Schéma du cortège de la manifestation du 13 août 2021, à Madrid (photographie téléchargée sur un canal Telegram comptant environ 500 abonné.es)



Pour mettre en place une solidarité intersectionnelle, les positions de privilège ou d'oppression doivent être reconnues, afin de ne pas perpétuer l'invisibilisation et la domination. Des mécanismes sont mis en place, dans les coordinations d'accueil des zapatistes et au moment des mobilisations, pour limiter ces rapports de domination. Malgré cela, des dynamiques de pouvoir restent à l'œuvre dans les coordinations.

1 Manifestation du 21 août 2021, Paris, notes de terrain.

3. Les dynamiques de pouvoir dans le fonctionnement des coordinations

Investir une coordination pour le voyage des zapatistes n'ôte pas leurs caractéristiques sociales aux militant.es. Les rapports de domination existants dans d'autres sphères se reproduisent également dans les sphères militantes. Certaines formes de domination sont parfois dénoncées par des militant.es. De plus, la forme même d'organisation des coordinations peut conduire à des dérives paradoxalement autoritaires, contre lesquelles divers.es chercheur.ses ont déjà mis en garde. L'informalité, par exemple, est un terrain propice à la reproduction des inégalités sociales, et peut conduire à des phénomènes de personnalisation des rôles. Enfin, je m'arrête sur la tendance à la désaffection de ces espaces pour montrer qu'elle est liée à ces dérives.

3.1 Dénoncer les dominations

Des formes de domination persistent, qui sont pointées comme telles par des militant.es, à certaines occasions. Je cite ici deux cas de dénonciation de rapports de domination, l'un à Vigo, lors du débarquement de l'Escadron 421, et l'autre lors des journées en mixité choisie à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Sexisme et racisme à Vigo

Lors du débarquement de l'Escadron 421 à Vigo, un discours public a été réalisé par deux personnes, présentées comme des femmes, l'une Mexicaine, l'autre Vénézuélienne. N'ayant pas été présente sur place, je n'ai pas eu accès au contexte dans lequel se déroulaient les faits dénoncés. En revanche, j'ai interrogé plusieurs personnes sur le sujet, qui m'ont toutes rapporté de vives tensions, liées à la désorganisation de l'assemblée galicienne, et au décalage avec les personnes arrivées d'ailleurs pour accueillir l'Escadron 421. Dans leur discours, ces deux femmes disent ne pas se « sentir à l'aise » dans l'assemblée galicienne. Je reproduis ici des extraits de ce discours limpide, qui parle de lui-même.

Tableau 8. Discours public de deux femmes de l'assemblée galicienne, 22 juin, Vigo (écouté et transcrit à partir d'un live Facebook du débarquement à Vigo, par le média Desinformémonos)

« Nous ne sommes pas à l'aise dans cet espace. Parce qu'une de nos *compañeras* n'a plus le droit d'entrer, à cause d'une des personnes participant à la commission de communication. Mais nous tenons à préciser que ce sentiment de malaise existait déjà avant (...).

Nous trouvons regrettable de devoir vous rappeler que notre existence comme personnes migrantes et/ou racialisées dans ces territoires est une résistance continuelle, et que le fait que nos connais-

sances soient mises à l'épreuve, nos expériences délégitimées et nos voix pas entendues, a été normalisé pendant plus de 500 ans. C'est quelque chose que nous ne permettrons pas, ni maintenant, ni jamais (...). Mais nous ne pouvons pas gaspiller notre énergie et nous épuiser émotionnellement en faisant de la pédagogie gratuite.

En tant que personnes indigènes, nous sommes profondément offensées par l'assistancialisme euro-blanc des gouvernements et des organisations non gouvernementales, et par leurs logiques d'appropriation culturelle, comme celle de faire des poupées géantes déguisées avec nos vêtements, nos tresses et notre couleur de peau, afin de gagner la sympathie des citoyens. Tous ces éléments sont des symboles de résistance ancestrale ; vous, vous ne saurez jamais si vous pourriez ressentir les violences et les savoirs qui traversent nos peaux et nos corps. Vous êtes des Galicien.nes, et ici, c'est le lieu où vous parlez votre langue maternelle, puissiez-vous ne jamais l'oublier.

Nous avons également vu comment la fragilité blanche et la dynamique euro-blanche de la politique sont présentes. L'agression de notre camarade a été décrite comme une forme d'auto-exclusion. Vous en avez parlé avec frivolité, comme si rien ni personne... Vous avez beaucoup parlé d'humiliation et de culpabilité, pour vous sentir mieux entre vous... Ces agressions et ce racisme montrent comment vous nous... Vous vivez avec des personnes noires ou racisées, mais vous ne les avez pas respectées, vous les avez jugées, vous n'avez pas écouté, vous n'avez pas appris non plus.

Nous rappelons qu'une chose importante pour nous est de garder en tête que nous ne sommes pas tous les mêmes. Et bien que cela aille à l'encontre de vos logiques, c'est la réalité qui, pendant tant de siècles, a continué à nous tuer. Vous avez affirmé que peu importait à quel point nous étions bruns ou blancs, d'où nous venions, cela n'avait pas d'importance, que la solidarité était la même pour tous, et cela est contraire à ce qui nous amène ici aujourd'hui.

Le racisme avec lequel les compas zapatistes ont toujours vécu, et avec lequel d'autres peuples indigènes ont également vécu, est ce qui les a poussés à chercher l'autogestion et l'autodétermination sur leurs territoires. Regardez votre blancheur, la couleur de notre peau compte, nos origines comptent, le colorisme, les stéréotypes, nos accents et nos nationalités, c'est ce qui nous donne cette qualité de vie au quotidien. Surtout sur ce territoire (...).

Ce qui se passe ici se passe malheureusement dans la majorité des espaces collectivisés euro-blancs, quelle que soit leur idéologie. Nous faisons ce constat, non pas pour le minimiser, mais pour le problématiser, le souligner et le dénoncer. Les changements et transformations euro-blancs ne peuvent plus nous inclure dans leur discours sans connaître nos luttes. Préparation et résistance, tout est encore à faire »¹.

Tensions à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes sur la dissidence de genre

Lors des rencontres en mixité choisie à la ZAD de NDDL, un débat a cristallisé des tensions au sein de la « communauté » des personnes dissidentes de genre. Le 29 juillet, deuxième jour des rencontres, une table-ronde a été organisée par quelques militantes latino-américaines. L'intitulé était lacunaire : « Sorcières ». D'après Paula, militante mexicaine, l'enjeu de cette table-ronde était de faire comprendre aux femmes européennes qu'une spiritualité « féminine » était à découvrir dans

1 Traduction libre. La version originale de la transcription se trouve en annexe.

leurs propres racines européennes, dans la tradition des « sorcières », du tarot de Marseille, ou encore des plantes aromatiques et médicinales endémiques¹. D'après plusieurs militant.es présent.es, la présentation n'a pas pu être menée jusqu'au bout. Une facilitatrice l'a interrompue, après que plusieurs personnes aient manifesté être mal à l'aise avec les propos tenus. L'essentialisation et la biologisation du corps des « femmes » a heurté les personnes non-binaires, intersexes et transgenre de l'assistance. Selon Camille, qui était présente, l'interruption a été assez brutale, mais l'intervenante a pu reprendre son propos en présentant des excuses, affirmant qu'elle était néanmoins contente que le débat soit soulevé à cause d'elle². La présentation a suivi son cours, puis, pendant le moment du déjeuner, les organisateurices de l'événement ont annoncé l'ouverture d'un temps d'échange dans l'après-midi, pour écouter les personnes qui avaient ressenti un malaise durant cette présentation. La plupart des personnes qui s'y sont exprimées ont dit être transgenre ou non-binaires. D'autres personnes ont pris la parole en tant qu'organisateurices. Durant le débat, lea délégué.e Marijosé, de l'Escadron 421, a pris des notes, au fond du chapiteau.

Je ne suis pas en mesure de restituer de manière complète les échanges qui se sont tenus, ayant été sollicitée pour réaliser une traduction du castillan au français durant ce temps d'échange. Malgré plusieurs tentatives, je ne suis pas parvenue à réaliser d'entretien avec l'une des personnes inter, trans ou non-binaire qui aurait pris la parole à ce moment-là. Je retiens néanmoins plusieurs critiques centrales. D'abord, les animatrices de la table-ronde ont souhaité parler exclusivement des personnes nées femmes et qui s'identifient comme femmes, et qui sont nées en Europe, mais ne l'ont pas exprimé clairement, ni posé comme un point de départ. Par conséquent, chaque fois qu'elles parlaient des « femmes » et citaient des problématiques biologiques qui ne concernent qu'une majorité de femmes cisgenre, elles courraient le risque de l'essentialisation et de la biologisation, et excluaient de leur discours les personnes transgenre ou intersexe. De plus, comme les présentatrices évoquaient des spiritualités enracinées dans l'histoire européenne, elles s'adressaient avant tout à des personnes nées en Europe. Or, de nombreuses personnes originaires d'Amérique latine ou d'autres continents étaient présentes. Ne pas avoir situé clairement leur discours a pu conduire à des malentendus et des frustrations. Ensuite, de nombreuses personnes dissidentes de genre qui se sont exprimées dans ce temps d'échange regrettaient qu'aucune activité n'ait porté spécifiquement sur les problématiques liées à la transidentité, l'intersexualité et la non-binarité. Le fait que ces rencontres mentionnent ces identités de genre dans leur titre leur a paru une promesse non tenue, voire une forme d'instrumentalisation. Pour un.e militant.e, tout se passe comme si ces

1 Entretien non enregistré du 20 septembre 2021, notes de terrain.

2 Discussions informelles du 29 juillet 2021, après la table-ronde, à laquelle je n'ai pas pu assister. Notes de terrain.

termes apportaient une caution inclusive dans le titre de l'événement, sans que les organisateurices ne ressentent le besoin de dédier des temps d'échange à ces personnes.

La critique porte également sur le fait que l'équipe organisatrice des rencontres soit uniquement composée de femmes cisgenre. Dans un entretien accordé au média indépendant belge Radiopanik, une militante du collectif Mujeres y Dissidencias de la Sexta Otra Europa y Abya Yala et investie dans l'organisation des rencontres, a raconté le processus d'organisation :

« Je sais que pendant les réunions d'organisation de cet événement, à de nombreuses reprises on s'est fait la réflexion qu'on n'avait pas de représentation de personnes trans, queer, non binaires ; toutes ces personnes-là n'avaient pas de parole au sein de l'organisation pour préparer l'événement. Et donc on a fait des gros efforts pour chercher (...) ces personnes (...) et inclure [leurs] thématiques au-delà du titre de l'événement. On a fait des gros efforts. Ou bien on a trouvé des personnes qui n'étaient pas disponibles, ou des personnes qui n'étaient pas intéressées, mais bon, on n'a pas réussi à connecter avec ces personnes-là. Mais on est très contentes, enfin, je suppose qu'elles [les organisatrices] sont très contentes maintenant de voir que ces personnes-là prennent la parole et parlent de ces sujets qu'iels jugent importants. Mais c'est vrai qu'on aurait adoré qu'iels soient aussi présent.es avant pour les inclure dès le début et avoir peut-être évité des problèmes »¹.

Dans cette même émission, un homme trans originaire du Mexique se dit heureux d'avoir participé à ces rencontres, qui ont malgré tout « inclus la communauté ». En revanche, il souligne la question du racisme, qu'il a observé durant les rencontres :

« C'est un accomplissement d'être ici, de pouvoir partager dans des espaces où la parole peut circuler. C'est un accomplissement pour les personnes qui se sont libérées d'une manière ou d'une autre ici, et pour les personnes qui venons de l'autre continent pour partager également notre énergie et nos paroles. Nous sommes dans une déconstruction constante. L'écoute, voilà ce que je retiens d'ici, nous devons apprendre à écouter. L'une des demandes que j'ai le plus entendues ces derniers temps provient de personnes racisées, ce qui est très difficile, il y a encore beaucoup de racisme, et on suppose, même dans des espaces comme celui-ci, qu'il n'y en a pas, or il y en a, et je le comprends comme juste, comme un processus de déconstruction, que nous sommes tous et toutes dans ce processus et que parfois nous disons des choses qui peuvent affecter les autres »².

A propos des débats sur les dissidences de genre et le racisme, les prises de parole de deux militantes contre les violences policières et membres de la famille proche de personnes racisées

1 Entretien transcrit à partir de l'émission « Voyage pour la vie en direct de la ZAD », 29 Juillet 2021, 117:21, <https://www.radiopanik.org/emissions/emissions-speciales/voyage-pour-la-vie-en-direct-de-la-zad/> (consulté le 2 novembre 2021).

2 *« Es un logro el estar aquí, el poder compartir en espacios donde la palabra puede fluir. Es un logro para las personas que se han liberado de alguna manera aquí, y para las personas que venimos del otro continente a compartir también nuestra energía y palabra. Estamos en una deconstrucción constante. La escucha, es lo que me llevo de aquí, que hay que aprender a escuchar. De las demandas que mas he escuchado últimamente, ha sido por parte de las personas racializadas, que es muy difícil, hay mucho racismo todavía, y se asume hasta en espacios así que no hay, y hay, y lo entiendo como justo, como un proceso de deconstrucción, que todos y todas estamos en este proceso y que a veces decimos cosas que quizás puedan afectar a otros, a otras »* (traduction libre), Ibid.

tuées entre les mains de policiers, sont significatives. Pour la première, la solidarité doit primer, avec les différences et les débats internes :

« Bonjour, hola. Je ne sais pas quoi vous dire, à part que, on est contentes d'être ici, surtout parmi des femmes, des femmes déterminées et, faut que ça soit une rencontre qui se répète chaque année. C'est la première fois pour moi que je participe à une rencontre en mixité choisie. C'est une belle expérience, et la seule chose que je peux dire c'est éventuellement que... force à vous, quoi. Justement, qu'on continue à combattre l'injustice, qu'on continue à combattre les violences, parce que les violences, c'est vrai que c'est les femmes qui les subissent, que ce soit dans le milieu du militantisme ou dans la vie quotidienne. Et ce sont aussi les femmes, toujours les femmes, qui se battent aussi contre cette injustice, et il faut continuer. Qu'on soit beaucoup plus solidaires entre nous, que on soit beaucoup plus tolérantes, aussi, entre nous. C'est vrai que souvent il y a des sujets qu'on aborde qui peuvent heurter telle ou telle personne, mais ça permet d'ouvrir un débat, ça permet de pouvoir justement se questionner sur certaines choses sans pour autant que ça soit autour de la violence, parce qu'on est déjà suffisamment violentées par la vie quotidienne. Il faut vraiment qu'on soit beaucoup plus solidaires et beaucoup plus tolérantes entre nous »¹.

Pour la seconde, les différences ne doivent pas réduire la portée de la lutte commune. D'un ton assuré, malgré que le français ne soit pas sa langue maternelle, la militante sénégalaise a inclus les personnes dissidentes de genre dans son discours de lutte féministe antiraciste et contre les violences policières :

*« Bonsoir à tous, je m'appelle ***, je viens de Rennes. Rennes c'est la Bretagne, en France. Je suis dans le collectif Nous Toutes 35 de Rennes, qui soutient aussi les femmes qui subissent les violences, que ça soit par la police, surtout. Je soutiens toutes les femmes qui sont mortes aussi par la police. Il y en a plein. (...) Et ça c'est pas normal. Je veux que nous toutes et tous, en tant que femmes, en tant que des militantes, non blanches, blanc ou voilà... nous tous on est pareil. Comme j'ai dit hier, le même sang qui coule en nous, c'est le même sang qui coule en vous, donc pour moi on est pareil. Il faut qu'on lutte ensemble, se batte ensemble. On est plus nombreux qu'eux, on est plus fortes, et on en est fières. Pas de justice, pas de paix. Justice pour tout le monde, toutes les femmes, toutes les mères, toutes les mamans, n'importe qui, et celle qui est devenue femme, on est toutes pareil. La Zad vivra ! Et la lutte continue »².*

Le cas des débats qui ont eu lieu à la ZAD mériterait d'être approfondi et étudié en lui-même. En réalisant des entretiens approfondis avec les militant.es trans, inter et non-binaires, les émotions qui se sont jouées pourraient être analysées au prisme des enjeux de pouvoir, sur des axes d'inégalités multiples. Ce qui m'a intéressé était le fait que des rapports de domination soient ouvertement dénoncés, en même temps que la nécessité de créer des solidarités qui prennent en compte ces différences.

1 Prise de parole enregistrée, le 29 juillet 2021, notes de terrain.

2 Prise de parole enregistrée, le 29 juillet 2021, notes de terrain.

3.2 Les pièges de l’informalité

Les modalités d’organisation des coordinations elles-mêmes comportent des limites. Des dérives vers des formes autoritaires d’autogouvernement peuvent surgir, en ce que plusieurs auteu-rices ont nommé les « pièges de l’informalité ».

J’ai montré que les groupes militants qui préparent le voyage des zapatistes valorisent des formes organisationnelles alternatives, qui favorisent l’horizontalité des relations de pouvoir, mais aussi l’expression de l’émotion, de l’empathie et l’attention aux autres. D’après Olivier Fillieule, les groupes de femmes ou féministes peuvent privilégier des modalités d’organisation qui suivent une « logique féminine », au sens où les valeurs promues sont proches des dispositions socialement associées au féminin¹. Selon Irène Pereira, qui a travaillé sur les groupes anarchistes, les réseaux militants d’extrême-gauche sont souvent caractérisés par une forte dimension informelle et l’absence de structuration juridique².

Toutefois, ces modalités d’organisation n’effacent pas forcément les relations de pouvoir. Dans les années 1970, Jo Freeman relevait l’existence d’une forme de « tyrannie de l’absence de structure »³. Cela signifie que l’absence de hiérarchie et de structure donne un très fort poids à l’intimité et aux relations d’amitié. Le risque est donc que toute la vie de l’organisation repose sur un petit groupe de personnes choisies et très soudées. Ainsi, des relations hiérarchiques se créent à nouveau et prédominent grâce au fait qu’elles soient précisément dissimulées et niées. D’après Francesca Polletta, l’amitié entre les « membres historiques » peut former une barrière à l’entrée pour les nouvelles personnes intégrant le groupe. De plus, ces membres historiques partagent souvent les mêmes valeurs et croyances, ainsi que des caractéristiques socio-démographiques similaires. Pour limiter les menaces possibles au réseau d’ami.es initial, la différence est moins acceptée. Et comme les membres du groupe sont des ami.es, les désaccords, débats idéologiques et conflits d’organisation peuvent être vécus comme des trahisons, sur le plan émotionnel, ce qui conduit à une pression à la conformité⁴. En ce sens, d’après Olivier Fillieule :

« le projet antipatriarcal [et anticapitaliste] se retourne en ‘tyrannie de l’amitié’, les conflits idéologiques ou les débats stratégiques sont d’autant plus difficiles à régler qu’ils prennent la forme de conflits personnels et de déchirements affectifs, les relations hiérarchiques sont d’autant plus fortes qu’elles sont dissimulées, un leadership puissant mais peu visible se met en place »⁵.

1 Fillieule Olivier, Roux Patricia (2009). *Op. cit.*, p. 43.

2 Pereira Irène (2013). *Art. cit.*, p. 164.

3 Freeman Jo (1970). « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 151-165.

4 Polletta Francesca (2002). *Freedom is an Endless Meeting : Democracy in American Social Movements*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 294 p.

5 Fillieule Olivier, Roux Patricia (2009). *Op. cit.*, p. 46.

Dans les coordinations européennes organisées pour le voyage des zapatistes, le système des mandats fait ressortir de nombreuses relations de pouvoir. Sont le plus souvent mandatées des personnes dotées en capitaux sociaux et culturels qui les rendent aptes à exercer un leadership, des personnes qui disposent de capitaux économiques qui leur permettent de se déplacer pour participer aux réunions et de temps afin de s'y investir. Les personnes mandatées sont les plus actives. Le fait de disposer de temps, en particulier, est un privilège qui les conduit à multiplier les mandats et à devenir les plus investies. Ce noyau dur des personnes les plus investies est régi par des relations d'amitié, ou du moins des relations interpersonnelles fortes, portées sur le plan émotionnel. Après avoir participé à trois réunions inter-régionales française, j'ai constaté la récurrence de certains visages. De même, le noyau dur des personnes les plus investies à Paris est très connu et identifié personnellement par les autres militant.es. En ayant accès aux listes mails de deux coordinations régionales (Sud-Est de la France et Bourgogne-Franche-Comté), j'ai constaté que certaines personnes parlaient davantage que d'autres, au point de devenir des « références ». Caroline Datchary et Julie Pagis notent même que les listes mails générales sont rapidement court-circuitées par des sous-listes, créées à partir de membres « actif.ves », et affinitaires. De cette manière, les réseaux privés s'imbriquent au réseau militant.

Dans les coordinations européennes, les mêmes logiques s'appliquent. Au niveau de la région française de Bourgogne-Franche-Comté, la liste mail est rapidement saturée d'informations concernant les groupes de la ville de Dijon, si bien que les groupes autour de Besançon créent leur propre canal de communication. Puis, au gré des relations interpersonnelles que le réseau pour l'accueil des zapatistes crée, ou des relations qui pré-existaient, des contacts téléphoniques s'établissent, en particulier lorsque la date de l'arrivée d'une délégation zapatiste dans la région approche. Certaines personnes, identifiées comme étant actives, ayant des contacts, ou une position importante dans leurs groupes locaux, sont plus fréquemment contactées, en-dehors des canaux de communication collectifs. La transparence s'atténue, et un pouvoir plus fort est donné à ces personnes, de fait. Progressivement, se créent des noyaux de personnes « animateurices », qui se connaissent entre elles, partagent des valeurs, connaissent les principes zapatistes valorisés, et partagent des caractéristiques socio-démographiques similaires. Des « logiques exclusives » s'installent, car les informations circulent d'abord et parfois seulement dans ces groupes, de manière quasiment privée¹.

1 Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). *Art. Cit.*

3.3 Risques de personnalisation, professionnalisation et spécialisation

L’informalité peut conduire à la construction de leaderships forts très « personnalisés ». Pour réduire cette personnalisation des organisations, les militant.es ont mis en place certains mécanismes. Cependant, d’autres processus dérivent de l’informalité de l’organisation, comme les processus de professionnalisation et spécialisation de certaines tâches, qui peuvent conduire à d’éventuelles prises de pouvoir.

Risques de personnalisation

L’un des risques lié à l’informalité est la personnalisation du leadership. Des personnes disposant de davantage de capital militant et politique, de capital social et de compétences relationnelles, mais aussi qui proviennent généralement de milieux plus aisés et privilégiés, assument davantage de mandats politiques dans les coordinations. Dans les assemblées, ces personnes sont le plus souvent représentant.es d’organisations, mais sont d’abord identifiées en tant que personnes par les autres militant.es. Par exemple, à Paris, Sonia, une militante syndicaliste, représentante de Solidaires et mandatée par son organisation pour suivre le voyage des zapatistes a eu un leadership important. Elle m’a été présentée par d’autres par son prénom, et je l’ai ensuite reconnue souvent, parce que j’avais vu son nom dans des échanges de mails, et qu’elle a fréquemment animé des réunions. Son mandat pour Solidaires était moins connu.

Ces personnes sont les plus présentes dans les listes mails, ce sont aussi les plus aptes à formuler des propositions d’action, de stratégie ou de cadrage discursif, ou à formuler des oppositions justifiées. Ce sont aussi elles qui structurent les assemblées, gèrent l’animation, les prises de notes, la distribution de la parole. Elles préparent les assemblées, en se réunissant préalablement, se consultant parfois à titre amical, ce qui leur facilite encore davantage la formulation de propositions ou d’oppositions. Les autres ne bénéficiant pas de ce temps de préparation, il leur est plus difficile de s’opposer ou de formuler des contre-propositions. Le rôle des autres militant.es est alors réduit au rang d’observatrices, réceptionnistes de décisions déjà préparées en amont. Leurs oppositions sont plus faciles à délégitimer, pour les militant.es davantage privilégié.es sur le plan des capitaux sociaux, culturels, économiques. D’autres facteurs comme l’âge, la race, la validité peuvent entrer en jeu. Concernant l’axe du genre, il fait l’objet d’une attention prioritaire pour les militant.es observé.es, ce qui tend à réduire les effets des relations de genre.

Mécanismes pour réduire la personnalisation du leadership

Des tentatives pour réduire ces relations de pouvoir et de personnalisation du leadership sont mises en place. Lors d'une réunion de la coordination d'IDF, Sonia a initié la réunion en cherchant à distribuer les rôles : la prise de notes, la gestion du temps, la facilitation et l'animation. Elle a dit ne pas souhaiter animer : « ça a été souvent moi, et ce n'est pas bien ni pour moi ni pour l'assemblée ». Personne d'autre ne s'est proposé. Finalement, Sonia et Clarisse, une autre militante assez investie, ont décidé d'animer la réunion en binôme¹. Cet exemple montre à la fois une forte conscience des dérives autoritaires qui peuvent surgir du leadership exercé par certaines personnes, et le manque de sentiment de légitimité des autres militant.es présent.es. Ces dernier.es se reposent sur les militant.es « dominant.es », ne se privent pas de critiquer leurs « prises de pouvoir », mais ne parviennent pas à prendre leur place.

J'ai aussi noté des tentatives pour dépersonnaliser les prises de décision et remettre le collectif au centre, dans l'organisation des mandats. A plusieurs reprises, des militant.es ont signifié leur refus de retenir les noms des personnes qui assument des charges politiques ou désignées pour des tâches. Iels donnent davantage d'importance aux charges et aux rôles qu'aux personnes qui les remplissent. Lors de la réunion inter-régionale du 30 juillet à la ZAD de NDDL, les militant.es ont mentionné les cinq premières personnes du réseau Europa Zapatista qui avaient été contactées par les zapatistes. Lorsqu'il a été proposé de le raconter, en nommant ces personnes, à la table-ronde de présentation des coordinations européennes le lendemain, des militant.es s'y sont formellement opposé.es : « les gens appelés n'ont pas d'importance »². De même, lorsque des mandats sont distribués, il est souvent répété que les personnes mandatées en représentent d'autres, que leur nom n'est pas important et que prime le collectif qui les soutient.

Professionnalisation et spécialisation

Le processus de personnalisation s'accompagne de celui de la professionnalisation, moins nommé, mais tout aussi présent. Tout comme les tâches de leadership, la plupart des tâches se concentrent rapidement dans les mains des personnes dites les plus « légitimes », initiées, ou disposant de capacités spécifiques. Lors d'une journée de travail militant, qui a réuni une quinzaine de personnes à Paris, la question de la répartition des tâches a été abordée. D'après une militante, il est important de répartir les tâches, « tout le monde ne peut pas tout faire ». Et elle insiste sur le fait de « se sentir bien » dans les tâches réalisées³. Cependant, de nombreuses tâches impliquent une forte spécialisation, voire une certaine « professionnalisation ». J'entends par professionnalisation du tra-

1 Réunion ordinaire de l'assemblée d'IDF du 18 juillet 2021, notes de terrain.

2 Réunion de l'inter-régionale française, 30 juillet 2021, notes de terrain.

3 Journée de travail militant, observations du 19 juillet 2021, notes de terrain.

vail militant plusieurs choses : le recours à des compétences professionnelles acquises par ailleurs, ou l'accroissement du leadership de militant.es aux longues carrières syndicales, associatives ou autres. La spécialisation est le processus qui conduit des militant.es à acquérir des compétences militantes sur des tâches spécifiques ; disposer de ces compétences les pousse ensuite à se charger souvent de ces tâches.

J'ai évoqué la question des mandats représentatifs. Dans ce cas, j'ai observé une faible « professionnalisation », du fait même de la nature de cette charge. Il « suffit » d'être présent.e aux réunions de coordination, de porter ce qui a été décidé dans son groupe local, et ensuite de ramener les décisions prises dans ledit groupe. En revanche, j'ai observé une forte « spécialisation », liée au fait que cette tâche impose de disposer de capital temps et/ou économique pour participer aux réunions des coordinations. Les personnes mandaté.es étaient souvent les mêmes d'une réunion à l'autre. Certaines régions ont mis, quoique tardivement, une rotation en place au sein d'un noyau restreint de personnes « mandatables »¹.

Concernant les tâches dites « administratives » par les enquêté.es, elles sont le plus souvent réalisées par des militant.es quasi professionnel.les. Parmi ces tâches, se trouvent celles qui consistent à « négocier » des rendez-vous, « déclarer » en préfecture, organiser une conférence de presse et inviter des personnalités, organiser concrètement une manifestation ou un rassemblement, entre autres. Ces tâches reviennent le plus souvent à des militant.es qui disposent d'une longue carrière militante, sont mandaté.es par des organisations qui ont un poids dans la société civile, comme des syndicats ou des associations. Au sein de telles organisations, iels ont appris à réaliser ces tâches. Iels disposent de contacts avec des personnalités engagées dans diverses causes, et peuvent compter sur leur organisation pour les soutenir dans les démarches de négociation. Or, ces personnes sont assez peu nombreuses dans les coordinations européennes. Le poids de ces charges « administratives » leur incombe, sans qu'iels puissent facilement les déléguer. Pour une militante syndicaliste, cette charge administrative est assez lourde, « personne n'aime vraiment le faire », mais elle dispose des outils et de l'expérience pour s'en occuper. Le moindre imprévu ou inconvénient suppose une charge émotionnelle forte pour ces militant.es, qui peut être allégée ou accrue par les relations affinitaires liées à l'informalité forte des coordinations.

Les tâches dites « logistiques » tendent également à se professionnaliser et se spécialiser. Pour trouver des logements pour les zapatistes et les représentant.es indigènes, contacter des cantines disponibles, trouver des moyens de transport, faire de la récupération matérielle ou alimentaire, a fortiori à Paris, un carnet d'adresse bien rempli, des compétences militantes acquises et des habitudes

1 Observations à Grenoble, 24 août 2021, et discussions avec les militant.es de l'assemblée de Grenoble et d'Auvergne-Rhône-Alpes, notes de terrain.

sont requises. Les militant.es qui travaillent dans des recycleries, qui connaissent bien le milieu des squats parisiens, qui font des actions de soutien aux personnes sans abri ou sans papiers, ou qui travaillent dans des cantines populaires sont des personnes-ressources dans les coordinations. Iels concentrent ces tâches, en raison de leurs contacts préalables, de leur expérience et de leur disponibilité.

D'autres tâches, comme celles de traduction ou celles de communication sont également professionnalisées. Dans la commissions de traduction européenne, des professeur.es d'espagnol et des interprètes côtoient des personnes migrantes latino-américaines bilingues. De même, le groupe des médias libres et autonomes est composé de documentaristes professionnel.les et reconnu.es, de journalistes qui publient dans des blogs et sites militant.es depuis des années, d'universitaires, d'étudiant.es en cinéma, mais aussi de personnes qui faisaient des vidéos et des photos en amateu.rices et qui peu à peu, aux côtés des professionnel.les, développent des compétences techniques spécifiques. Dans le groupe des médias libres, les processus de professionnalisation sont analysé.es au prisme des enjeux politiques du reportage et de l'esthétique écrite ou audiovisuelle. Les techniques de réalisation documentaire maîtrisées par les documentaristes professionnels sont critiquées par des cinéastes amatrices, qui valorisent des esthétiques plus « réalistes », qui n'atténuent pas tant les tremblements du corps de la personne qui filme, ou qui n'uniformisent pas les couleurs¹. Néanmoins, ce groupe fonctionne par la mise en commun d'images, de son, et de texte, voire la répartition préalable des angles de vue souhaités. Par conséquent, une tendance à l'uniformisation est observée par certain.es militant.es². Cela accentue donc les phénomènes de professionnalisation.

Risques de prises de pouvoir

L'ensemble de ces mécanismes peut conduire à des prises de pouvoir involontaires, dans des réseaux qui se veulent « anti-autoritaires ». Le pouvoir de Sonia, militante syndicaliste en charge de la plupart des tâches « administratives » et qui a contribué à orienter l'action de l'assemblée parisienne vers de la négociation, a été remis en question.

Au sein de la Caravane Intercontinentale de paysan.nes, qui avait été organisée en 1999 (voir chapitre 2), j'ai montré que le pouvoir du leader du syndicat paysan indien avait été dénoncé. En disposant d'un accès privilégié à Internet, il s'est « approprié ces liens globaux », refusant cette place au Comité d'État du syndicat. Cette prépondérance du leader indien a été critiquée dans les processus d'évaluation de la Caravane. Il a imposé la participation d'au moins quatre cents pay-

1 Discussion informelle non enregistrée avec une militante étudiante en cinéma, août 2021, notes de terrain.

2 Réunions du groupe de médias libres, 10 et 13 août 2021, notes de terrain.

san.nes indien.nes, dont trois quarts d'hommes, et évitait toute discussion. Il a également imposé un récit indien-nationaliste au sein de la caravane, ce qui a pu mettre mal à l'aise d'autres militant.es³.

De même, les zapatistes de l'Escadron 421 puis des délégations suivantes ont été fortement encadré.es par le commandement de l'EZLN. Un commandant accompagnait l'Escadron 421, à distance, toujours à l'écart. Il n'était jamais présenté comme tel dans les événements publics ou internes, refusait d'apparaître dans les images ou les textes. Pourtant, sa présence et ses ordres ont fortement influé sur la conduite des sept personnes de l'Escadron 421. Son rôle était d'assurer la sécurité des personnes de l'Escadron, tout comme un groupe de commandants a assuré celle des autres délégations à partir de septembre 2021. Ces commandant.es visitaient les lieux d'hébergement en amont, recevaient des représentant.es de chaque lutte en personne pour valider leur invitation, choisissaient les personnes qui pourraient transporter les zapatistes d'un point à l'autre. Cette organisation verticale propre à l'EZLN a surpris de nombreuses militant.es européen.nes. D'autres, qui connaissaient le fonctionnement de l'EZLN, ont été moins surpris que critiques.

La question du pouvoir hiérarchiques et des rapports de domination a été soulevée au regard du fonctionnement de l'EZLN, mais aussi au sein des groupes européens. Les pièges et les risques des organisations horizontales et informelles ont été souvent nommés, parfois combattus, mais sans toujours beaucoup de succès, comme l'indique la croissante désaffection des coordinations européennes, avant même l'arrivée de la grande délégation de l'EZLN, du CNI et du FPDTA en septembre 2021.

3.4 La croissante désaffection des coordinations européennes

De nombreuses militant.es ont exprimé leur ennui, leur dégoût, ou leur désapprobation vis-à-vis des phénomènes de personnalisation et spécialisation qui s'opéraient. Iels ont dénoncé la persistance de comportements « égoïstes » ou « égotiques », qui plaçaient l'individualité et la recherche de pouvoir et de reconnaissance personnelle avant le travail collectif. La spécialisation et la professionnalisation des tâches ont été analysées comme une forme d'« élitisme », qui se créait dans la bureaucratisation de l'action collective.

Les échelles supra-régionales ont été les plus visées par ces critiques. L'organisation à l'échelle locale ou régionale était souvent très logistique et pratique, ce qui laissait de côté les considérations plus idéologiques. En revanche, à l'échelle inter-régionale, en France, les tensions étaient très fortes. Jusqu'à fin août, la coordination a dû faire face à l'indétermination des temporalités de l'arrivée des délégations du Mexique et à de vives tensions internes. Alors que la coordination regroupait de nombreuses régions et commissions jusqu'alors, la réunion d'août 2021 a regroupé

3 Featherstone David (2003). *Art. cit.*.

uniquement une dizaine de militant.es, dont une poignée de militant.es d'Île-de-France, qui y ont assisté ensemble au retour d'une manifestation auprès des CSP à Paris. La réunion de juillet, qui s'était tenue en présentiel à la ZAD de NDDL, s'était déroulée en quatre sessions de plusieurs heures, avec un nombre toujours plus réduit de participant.es et un degré d'informalité croissant.

Certaines régions ont également été touchées par ces questionnements. L'assemblée parisienne a aussi fait face à la désaffection des militant.es. Cette assemblée regroupait un nombre très élevé de groupes locaux et thématiques, dans toute l'Île-de-France. Son activité a été accrue lorsque l'Escadron 421 est arrivé à Paris, en juillet 2021, et que les militant.es pensaient que la grande délégation allait atterrir à Paris au cours du mois. Mais les délais se sont allongés, ainsi que l'incertitude. Mi-juillet, alors que l'Escadron était installé, logé, nourri, et participait sporadiquement à quelques activités, les commissions franciliennes ont perdu des participant.es et ont fonctionné très difficilement. Lors de la réunion ordinaire du 22 juillet, à Paris, la référente de la commission « événements » a alerté sur le départ de nombreuses personnes. Les référent.es de la commission de communication ont renchéri, disant avoir les mêmes difficultés. Le problème a été qualifié de « général ». En juillet, les militant.es parisiennes les plus actives constituaient le noyau de la commission de « sécurité », garde rapprochée de l'Escadron 421. Les autres commissions fonctionnaient principalement grâce aux personnes qui s'étaient déplacées d'ailleurs. Les charges « administratives » et « logistiques », déjà spécialisées et quasi professionnelles, s'étaient encore davantage concentrées dans les mains d'un nombre restreint de militant.es. La critique de prise de pouvoir a ainsi gagné en légitimité, faisant peser une tension accrue sur les militant.es les plus investi.es. Certain.es ont d'ailleurs décidé de « démissionner » de leurs fonctions, afin de réduire le nombre des sollicitations qui leur étaient adressées.

Tel était l'état de quelques coordinations en France, début septembre 2021. Ensuite, les zapatistes et le CNI ont annoncé leur arrivée à Vienne à la mi-septembre. L'organisation européenne s'est renforcée. Les militant.es qui le pouvaient se sont rendu.es à Vienne, pour accueillir les délégations. L'Escadron 421 a quitté le territoire européen dans le même temps, arrivé au terme des trois mois de séjour autorisés. Le commandant Moisés en charge de la délégation a demandé aux pays européens de se réorganiser en trois zones géographiques, et chaque pays a désigné deux référent.es, qui ont pris en charge toute la logistique supra-nationale. Les groupes locaux et régionaux ont pu se concentrer sur les activités proposées aux délégué.es et sur les considérations pratiques propres à leurs espaces : logement, alimentation, transports, traduction, communication, décoration, contenu des échanges... De nouvelles personnes se sont greffées aux réseaux déjà constitués, et très rapidement les rencontres avec les délégations ont eu lieu. La désaffection aura-t-elle été seulement passagère ? Il me semble que même si tel était le cas, les raisons et émotions qui ont poussé des mili-

tant.es à cesser de s'investir doivent être prises au sérieux comme révélatrices de critiques profondes et d'une nécessité de penser à nouveau la solidarité, au prisme de l'intersectionnalité des rapports de pouvoir.

Dans cette partie, j'ai montré d'abord que les militant.es en Europe profitent du voyage des délégations zapatistes et indigènes pour consolider leurs liens et produire une solidarité entre elleux. J'ai analysé les dispositifs concrets mis en place pour ce faire. Néanmoins, ces dispositifs se heurtent à des relations de pouvoir persistantes dans les réseaux militants. Dans une tentative de bâtir des solidarités politiques, des militant.es ont essayé de dénoncer ces rapports de pouvoir, de les prendre en compte et de les déjouer. Malgré cela, des dynamiques de domination restent à l'œuvre, et certaines sont encore largement impensées, comme celles concernant la diversité fonctionnelle. L'accessibilité des activités militantes reste encore une thématique à creuser pour permettre une solidarité politique. Une telle politique, accessible sans inégalités, est la plus à même de construire des collectifs forts, qui rendent possible la prise de décision au consensus, limitent les dynamiques de prise de pouvoir liées à l'informalité, et font cohabiter les différences.

Conclusion

Le voyage des zapatistes constitue un événement transnational de grande ampleur. Dans le contexte pandémique contemporain si défavorable aux rencontres, réunir tant de militant.es, si divers.es entre elleux, était un pari risqué mais qui a réussi. Réalisé dans l'objectif non pas de transformer et encore moins de « prêcher » une bonne parole, mais de « rencontrer » et d'« écouter », ce voyage a une profonde portée décoloniale. Situé dans une vision historique de long terme, cet événement transnational réaffirme la force des résistances indigènes, depuis la colonisation, revendique l'auto-organisation et autodétermination de ces peuples, et produit une « invasion inversée » du continent colonisateur. S'inscrivant dans le contexte de l'aggravation du dérèglement climatique, de la persistance alarmante des féminicides dans le monde ainsi que d'une déplorable situation des droits humains et des peuples indigènes au Chiapas, ce voyage démontre le sentiment de nécessité de l'organisation collective que partagent de nombreux militant.es, de part et d'autre de l'Atlantique.

Rappelant les mouvements altermondialistes, cette tournée a suscité l'espoir de réunir les militant.es « en bas à gauche », tout en mettant au centre le respect des différences et la capacité d'autocritique. Elle réunit des militant.es et groupes très hétérogènes, dans toute l'Europe, qui luttent pour des causes diverses, selon des modalités multiples. Tous ne connaissaient pas le mouvement zapatiste lorsque la nouvelle du voyage leur est parvenue. Certain.es étaient déjà investi.es dans les réseaux de solidarité avec le Chiapas. Ils se sont organisé.es en coordinations souples conçues pour être les plus horizontales et transparentes possibles, et permettre la participation de toutes les personnes qui adhéreraient à la « Déclaration pour la vie » des zapatistes. Les modalités de cette organisation en coordination ont déjà été expérimentées auparavant, dans des réseaux altermondialistes, ou encore les fédérations anarchistes. Ce qui distingue cette organisation, en revanche, est son attention particulière pour les effets de genre et aux possibles dominations au sein des mouvements.

Les militant.es qui ont composé ces coordinations s'inspirent de leurs connaissances du mouvement et de l'autonomie zapatistes pour lutter contre ces dominations et érigent les zapatistes en modèles, tendant parfois à idéaliser leur fonctionnement. Les connaissances sur le mouvement zapatiste et le CNI se forment aussi à mesure que la préparation du voyage avance, par transmission orale. Le travail conjoint pour réaliser l'événement transnational conduit à partager des références communes, à mobiliser des éléments visuels ou sonores qui constituent un « corpus » militant pro-zapatiste. Une socialisation au mouvement zapatiste et aux diverses luttes qui composent les coordi-

nations s'effectue par le biais de l'apprentissage de slogans, chants, éléments de langage, ou encore d'une certaine esthétique visuelle. Des cadrages discursifs et des dispositifs de sensibilisation sont mobilisés, qui conduisent à l'élaboration d'émotions militantes et qui visent à construire un ethos militant partagé. Il s'agit de « lutter pour la vie » et contre le capitalisme, qui engendre mort et destruction. La référence aux disparu.es rend palpable, aux yeux des militant.es, la mort causée par le capitalisme. Les émotions suscitées doivent permettre l'élaboration de solidarités. La construction d'un ethos militant vise à favoriser le travail conjoint, malgré des positionnements politiques parfois divergents, mais aussi à générer une responsabilisation « éthique » et politique de chacun.e dans les modalités autogérées que prennent les coordinations et le travail militant.

Cependant, la production de solidarités entre les personnes qui s'organisent ensemble dans un même but politique se heurte aux rapports sociaux de pouvoir. Les mécanismes concrets de production des solidarités ne sont pas imperméables aux inégalités structurelles sociales. Les questions de genre ont été identifiées comme la thématique centrale de ce voyage, ce qui a permis de traquer, avec un certain succès, les dominations liées au genre. Certaines dynamiques inégalitaires relevées par des sociologues des mouvements sociaux sont absentes de ce terrain. Malgré tout, les dynamiques de genre restent présentes. La désaffection progressive des coordinations, observée entre juillet et septembre 2021, a laissé temporairement davantage de place aux hommes cisgenre. D'autres axes d'inégalités ont aussi été identifiés. Les effets d'inégalités pouvant surgir du fait de ne pas parler castillan ont été contrés dans l'assemblée d'Île-de-France. Une certaine attention a été portée à tenir compte des différences de capital scolaire et d'alphabétisation dans les relations avec certains mouvements sociaux. Les transports pour assister aux réunions de coordination ont été remboursés aux personnes ne disposant pas suffisamment de ressources économiques.

En revanche, d'autres dimensions restent encore impensées. L'accessibilité pour les personnes de la diversité fonctionnelle a été peu interrogée. Les personnes dissidentes de genre et les personnes racisées ont probablement été plus mal à l'aise que d'autres personnes non concernées par les effets sociaux structurels de ces différences. Les dérives découlant de l'informalité qui prédomine dans les réseaux sont peu déjouées. En effet, la prise en compte de tous ces potentiels effets de domination, imbriqués les uns dans les autres et qui sont toujours des formes de violences, est complexe. Les mécanismes mis en place sont parfois inédits, mais dans l'ensemble encore jugés insuffisants par les militant.es elleux-mêmes. La reproduction des inégalités structurelles limite en effet la création de certaines solidarités. L'absence de personnes dissidentes de genre dans l'organisation des rencontres à la ZAD de NDDL le montre bien.

Ainsi, un événement transnational d'une ampleur telle que le « voyage pour la vie » a pour ambition de générer des solidarités transnationales entre militant.es, dans un but commun, mais sans

imposer de modalités spécifiques. Ces solidarités se constituent autour de l'événement, qui est un prétexte aux rencontres et à créer des liens voués à perdurer. Ces liens se créent dans le travail militant quotidien, dans l'interaction et la socialisation commune, dans les sociabilités informelles, dans la mobilisation d'émotions et de discours communs, et dans la participation à des actions conjointes. Toutefois, la solidarité dépend de l'attention aux inégalités structurelles, afin de permettre l'accès de toutes à l'action politique collective.

La solidité des solidarités créées est à étudier dans un temps long. Le moment préparatoire du « voyage pour la vie » est une lunette trop restreinte pour juger de la solidité de ces liens. Pour élargir le regard, il serait pertinent d'étudier plusieurs temps de rencontres avec les délégué.es zapatistes et du CNI. J'ai assisté à des rencontres qui se sont tenues en Bourgogne-Franche-Comté, alors que j'étais dans la phase rédactionnelle de ce mémoire. Les militant.es rencontré.es ont souvent affirmé avoir fait l'expérience d'un décentrement, en écoutant les récits des zapatistes et du CNI. Ceux qui ont assisté aux rencontres n'avaient pas toujours intégré les coordinations préparatoires, nombreuses étaient celles qui n'avaient quasiment aucune notion du contexte des mouvements sociaux en Amérique latine ni du mouvement zapatiste. Les effets de ces connaissances nouvelles sur leurs cultures et pratiques militantes m'interrogent. Ces événements ont aussi provoqué des rencontres à l'échelle locale, entre militant.es qui ne se connaissaient pas. Un tel événement transnational peut-il avoir un effet sur les cycles de mobilisation, à échelle locale, régionale, voire mondiale ? Les liens interpersonnels et politiques créés perdureront-ils et quels effets auront-ils sur les mobilisations ? Pour compléter cette recherche, l'observation participante pourrait se poursuivre durant les différentes rencontres, en quelques lieux choisis. Puis, des entretiens pourraient être menés, plusieurs mois après les rencontres, avec des militant.es rencontré.es durant la période d'observation participante, afin d'étudier les effets de ces rencontres sur leurs engagements. Par ailleurs, il faudrait compléter ce regard par l'observation de ce qui se passe, en miroir, au sein du mouvement zapatiste et du CNI, pendant et après les rencontres avec les militant.es en Europe. Sans compter que le voyage n'est pas terminé, les zapatistes et le CNI ont annoncé une tournée dans les cinq continents. Tout comme Pascale Dufour et Isabelle Giraud ont étudié en détails, dans une perspective de temps long et multi-située, la Marche Mondiale des Femmes, une analyse longue et complète de cet objet transnational complexe mériterait d'être menée.

Bibliographie

Études du mouvement zapatiste

- Ansotegui Elena (2018). « El discurso zapatista después de Marcos : de la ficción a la realidad o al revés », *Kamchatka. Revista de analisis cultural*, 12, 79-98.
- Baschet Jérôme (2019). *La rébellion zapatiste*, Flammarion, 393 p.
- Bouzouina Mehdi, Bouchier Juliette (2020). « Filières militantes et fixation des prix : une économie qui s'invente dans un circuit court d'importation de café du Chiapas », in Paturel Dominique et al., *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*, Champ social, Acteurs sociaux, 215-224.
- Chatterton Paul (2010). « Autonomy : The Struggle for Survival, Self-Management and the Common. Introduction », *Leeds : Antipode*, 42(4), 897-908.
- Cormier Gilles (2004). « La rébellion des sans-visages. Analyse de l'émergence du mouvement zapatiste au Chiapas (Mexique) », *Sociologie et sociétés*, 36(1), 229-245.
- Darling Victoria Inés (2019). « La singularidad politica del zapatismo », *Politica y Sociedad*, 56(1), 235-251.
- Díaz Polanco Héctor (1997). *La rebelión zapatista y la autonomía*, Siglo Veintiuno Editores, 243 p.
- Duterme Bernard (2006). « Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste », *Mouvements*, 45-46(3), 107-119.
- Guimont Marceau Stéphane (2010). « Autonomie et développement en territoire zapatiste : la participation citoyenne au cœur d'une expérience de résistance », *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 35(70), 85-112.
- Harvey Neil (2016). « Practicando la autonomia : el zapatismo y la liberacion decolonial », *El Cotidiano*, 200, 7-19.
- Hernandez Rosalva Aida (1998). « El zapatismo en la era de la autonomia », *Boletin de Antropologia Americana*, 32, 145-148.
- Holloway John (2002). *Change the World Without Taking Power: The Meaning of Revolution Today*, London and Sterling, VA: Pluto Books, 237 p.
- _____ (2010). *Crack Capitalism*, Pluto Press, 272p.
- Kampwirth Karen (1997). « Inégalité de genre et mouvement zapatiste. Les femmes s'organisent au Chiapas », *Cahiers du genre*, 18, 147- 168.
- _____ (2004). *Feminism and the Legacy of Revolution : Nicaragua, El Salvador, Chiapas*, Ohio University Press, 279 p.
- Leyva Solano Xóchitl, Sonnleitner Willibald (2000). « ¿Qué es el neozapatismo? », *Espiral*, VI(17), 163-201.
- Leyva Solano Xochitl (2005). « Indigenismo, indianismo y ciudadanía étnica de cara a las redes neozapatistas », In Davalos Pablo, Díaz Polanco Héctor, *Pueblos Indigenas, estado y democracia*, Buenos Aires, CLACSO, 279-309.
- Lopez y Rivas Gilberto (2005). *Autonomías indígenas en América Latina: nuevas formas de convivencia política*. México: Plaza y Valdés.
- Martin Arnaud (2019). « L'expérience zapatiste et la question indigène au Mexique », *Pouvoirs*, 171(4), 85-96.
- Mota Diaz Laura (2015). « La alternativa zapatista frente a las politicas hegemonicas de 'equidad de género' », *Oximora, Revista interacional de ética y politica*, 7, 263-275.

Olesen Thomas (2005). *International Zapatismo: The Construction of Solidarity in the Age of Globalization*. New York: Zed Books, p. 107-109.

Théories générales, sociologie et sociologie des mouvements sociaux

Agrikoliansky Éric éd. (2010) *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris: La Découverte, 338 p.

Aït-Aoudia Myriam, Bennani-Chraïbi Mounia, Contamin Jean-Gabriel (2011). « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, 50, 9-20.

Álvarez Sonia E., Dagnino Evelina, Escobar Arturo (dir.) (1998). *Cultures of Politics. Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder: West View Press, 459 p.

Combes Hélènes, Fillieule Olivier (2011). « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 61(6), 1047-1072.

Dormagen Jean-Yves, Mouchard Daniel. (2015). *Introduction à la sociologie politique (4ème édition)*. Deboeck supérieur, 288 p.

Escobar Arturo, Alvarez Sonia E. (1992). *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, strategy and democracy*, New York, Routledge, 383 p.

Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Péchu Cécile (dir.) (2020). *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris: Presses de Sciences Po (2è édition), 624 p.

Fillieule Olivier. (2010). « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action », in Fillieule Olivier, Agrikoliansky Eric, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris : La Découverte, 77-100.

Fox Jonathan (2010). « Coalitions and Networks », *Center for Global, International and Regional Studies*, UC Santa Cruz, 486-492.

Fusulier Bernard (2011). « Le concept d'ethos. De ses usages classiques à un usage renouvelé », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 42(1), 97-109.

Gaxie Daniel. (1977). « Economie des partis et rétributions du militantisme, » *Revue française de science politique*, 27, 123-154.

Goffman Erving (1974). *Les Cadres de l'Expérience*, Munuit, Paris, 1991.

Lagroye Jacques, François Bastien, Sawicki Frédéric (2002). *Sociologie politique*, Paris, Presses de sciences po et Dalloz, 4e ed., p. 313.

McAdam Doug, McCarthy John D., Zald Mayer N. (1996). *Comparative perspective on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge: Cambridge University Press. 426 p.

McAdam Doug, Tarrow Sidney, Tilly Charles (2001). *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 412 p.

Neveu, Erik. (2019). *La sociologie des mouvements sociaux (7ème édition)*, La Découverte, 128 p.

Revillard Anne (2003). « La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisation, opportunités politiques et processus de cadrage », halshs-01141740.

Snow David A., Rochford E. Burke, Worden Steven K., Benford Robert D. (1986). « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, 51(4), 464-481.

- Sommier Isabelle (2012). « Le renouveau de la critique sociale depuis les années 1990. Entre mythe et réalité », *Modern & Contemporary France*, 20(2), 153-168.
- Svampa Maristella (2009). « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, 74, 113-136.
- Weber Max (1964). *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 341 p.

Féminisme, questions de genre et intersectionnalité

- Bargel Lucie (2005). « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant.es », *Nouvelles Questions féministes*, 24(3), 36-49.
- Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2020). *Introduction aux études sur le genre*, de Boeck, 3e édition, Bruxelles, 432 p.
- Charpenel Marion (2016). « Les groupes de parole ou la triple concrétisation de l'utopie féministe », *Éducation et sociétés*, 37(1), 15-31.
- Crenshaw Kimberlé W. (1989). « Demarginalizing the intersection of race and sex: a black feminist critique of antidiscrimination doctrine, feminist theory and antiracist politics », *University of Chicago Legal Forum*, 139-167.
- Curiel Ochy, Masson Sabine, Falquet Jules. (2005). « Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes », *Nouvelles Questions Féministes*, 24(2), 4-13.
- Delphy Christine (2017). « La non-mixité : une nécessité politique », *LMSI*, <https://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite> (consulté le 8 octobre 2021).
- Dupuis-Déri Francis (2014). « Petit guide du 'disempowerment' pour hommes proféministes », *Possibles*, 38(1), 79-96.
- Falquet Jules (2005). « Trois questions aux mouvements sociaux 'progressistes'. Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux », *Nouvelles Questions Féministes*, 24(3), 18-35.
- Fillieule Olivier, Roux Patricia (2009). *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, 361 p.
- Freeman Jo (1970). « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 151-165.
- Jacquemart Alban (2006). « Quand le militantisme trouble l'identité de genre: L'expérience des « groupes d'hommes » dans les années 1970 (entretien) », *Terrains & travaux*, 10, 77-90.
- Kergoat Danièle (2000). « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », in Hirata Helena et al., *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris : PUF, 35-44.
- Kergoat Danièle, Imbert Françoise, Le Doaré Hélène, Senotier Danièle (1992). *Les Infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris, Lamarre, 192 p.
- Lorde Audre (1981). « De l'usage de la colère. La réponse des femmes au racisme », discours d'ouverture prononcé lors de la conférence de l'Association nationale des études femmes à Storrs dans le Connecticut, disponible sur https://infokiosques.net/IMG/pdf/Colere_AudreLordeA4pourA5.pdf (consulté le 29 septembre 2021).
- _____ (2007 [1984]). *Sister Outsider : essays and speeches*, Trumansburg : Crossing Press, 190 p.
- Maruani Margaret (1979). *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 271 p.
- Masson Sabine (2006). « Sexe-genre, classe, race : décoloniser le féminisme dans un contexte mondialisé. Réflexions à partir de la lutte des femmes indiennes au Chiapas », *Nouvelles Questions Féministes*, 25(3), 56-75.
- _____ (2009). « Mexique : pluralité des féminismes », *Nouvelles Questions Féministes*, 28(3), 144-149.
- Mathieu Marie, Mozziconacci Vanina, Ruault Lucile et al. (2020). « Pour un usage fort des épistémologies féministes », *Nouvelles Questions Féministes*, 39(1), 6-15.

- Olivera Mercedes, Falquet Jules-France (1997). « Pratique féministe dans le mouvement zapatiste de libération nationale », *Nouvelles Questions Féministes*, 18(2), 63-78.
- Pérez-Ruiz Maya Lorena (2001). *Tejiendo Historias: Chiapas en la mirada de mujeres*, México: INAH, 390 p.
- Pruvost Geneviève (2018). « Le monde de la naissance alternative : une myriade de points de vue féministes », *Travail, genre et sociétés*, 39(1), 207-213.
- _____ (2021). *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, La Découverte, 394 p.
- Roux Patricia, Perrin Céline, Pannatier Gaël, Cossy Valérie. (2005). « Le militantisme n'échappe pas au patriarcat », *Nouvelles Questions féministes*, 24(3), 4-16.
- Sánchez Néstor Martha (2005). « Construire notre autonomie. Le mouvement des femmes indiennes au Mexique », *Nouvelles Questions Féministes*, 24(2), 50-64.
- Scott Joan (1988). « Genre, une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, « Le Genre de l'histoire », 37-38, 125-153.
- The Combahee Collective (1983). « The Combahee river collective statement », in Barbara Smith (dir.) *Home Girls, A Black Feminist Anthology*, New York, Kitchen Table/Women of Colors Press, 272-282.
- Verschuur Christine (dir.) (2017). *Expertes en genre et connaissances féministes sur le développement : Qui sait ?*, Paris, Genève : Graduate Institute Publications, 262 p.
- Viveros Vigoya Mara (2015). « L'intersectionnalité au prisme du féminisme latino-américain », *Raisons politiques*, 58(2), 39-54.

Théories décoloniales.

- Césaire Aimé (1994). « Lettre à Maurice Thorez [1956] », dans Ngal G., *Lire Le Discours sur le Colonialisme d'Aimé Césaire*, Paris, Présence Africaine.
- Dussel Enrique (1992). 1492. *El encubrimiento del otro: hacia el origen del mito de la modernidad*, La Paz, Plural-CID, 187 p.
- Fals Borda Orlando (2015). *Una sociología sentipensante para América Latina* / Orlando Fals Borda, anthologie et présentation par Víctor Manuel Moncayo, México, D. F. : Siglo XXI Editores, 239 p.
- Grosfoguel Ramón (2006). « Les implications des altérités épistémiques dans la redefinition du capitalisme global. Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale », *Multitudes*, 26(3), 51-74.
- _____ (2010). « 8./ Vers une décolonisation des 'uni-versalismes' occidentaux : le 'pluri-versalisme décolonial', d'Aimé Césaire aux zapatistes », In : Mbembe Achille et al., *Ruptures postcoloniales*, La Découverte, 119-139.
- Hurtado Lopez Fatima (2017). « Universalisme ou pluriversalisme ? Les apports de la philosophie latino-américaine », *Tumultes*, 48(1), p. 43.
- Mignolo Walter (2011). « The Zapatistas Theoretical Revolution », In Mignolo Walter. (ed.), *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*, Duke University Press, 213-251.
- Mohanty Chandra Talpade (2003). *Feminism without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Duke University Press, 312 p.
- Montanaro Mena Ana Marcela (2017). *Una mirada al feminismo decolonial en América Latina*. Dykinson, Madrid.
- Quijano Aníbal (2000). « Coloniality of Power, Ethnocentrism, and Latin America », *Nepantla*, 1(3), 533-580.

Transnationalisation des mouvements sociaux

- Agrikoliansky Eric, Gobille Boris, Ilhame Hajji (2009). « Que savons-nous des militants altermondialistes ? Réflexion sur les conditions d'internationalisation d'un mouvement social », *Politique et Sociétés*, 28(1), 135-166.
- Apostoli Cappello Elena (2017a). « Buissonnière et initiatique : la participation locale à travers les pèlerinages politiques », *Participations*, 19(3), 73-95.
- _____ (2017b). « Autochtonies contraires. Circulations d'idées et de pratiques de résistances indigènes transatlantiques », *Autrepart*, 84(4), 177-195.
- Ayres Jeffrey, Bosia Michael J. (2011). « Beyond global summitry : food sovereignty as localised resistance to globalisation », *Globalizations*, 8(1), 47-63.
- Carvalho Rosa Marcelo (2015). « A Journey with the movimento dos trabalhadores rurais sem terra (MST) across Brazil and on to South Africa », *Etudes rurales*, 196, 43-56.
- Dempsey Sarah E., Parker Patricia S., Krone Kathleen J. (2011). « Navigating socio-spatial difference, constructing counter-space: Insights from transnational feminist praxis », *Journal of International and Intercultural Communication*, 4, 201-220.
- Della Porta Donatella, Mattoni Alice, dir. (2014). *Spreading Protest: Social Movements in Times of Crisis*. Colchester: ECPR Press, 305 p.
- Devin Guillaume (2004). *Les solidarités transnationales*. Paris: L'Harmattan.
- Dufour Pascale, Giraud Isabelle (2010). *Dix ans de solidarité planétaire. Perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Montréal, Les Éditions du Remue-ménage, 245 p.
- Dufour Pascale (2016). « Pour une analyse comparée de la transnationalisation des solidarités. La Marche mondiale des femmes comme 'objet' transnational complexe », *Revue internationale de politique comparée*, 23(2), 145-173.
- Dupont Alexandre, Moine Caroline (2019). « Médiatiser la solidarité internationale : informer, mobiliser et agir au-delà des frontières », *Le Temps des médias*, 33(2), 6-19.
- Featherstone David (2003). « Spatialities of Transnational Resistance to Globalization : The Maps of Grievance of the Inter-Continental Caravan », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28(4), 404-421.
- _____ (2012). *Solidarity : Hidden Histories and Geographies of Internationalism*, London : Zed, 304 p.
- Keck Margaret, Sikkink Katherin (1996). *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell University Press, 228 p.
- Melenotte Sabrina, Marie Dit Chirot Clément (2010). « Entre voyage et militantisme : les ambiguïtés du tourisme politique dans l'État du Chiapas », *RITA, Revue Interdisciplinaire de travaux sur les Amériques*, 3.
- Paternotte David (2013). « Transnationalisation/Mobilisations transnationales », *Dictionnaire. Genre et science politique*, 504-516.
- Routledge Paul (2003). « Convergence space : process geographies of grassroots globalization networks », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28(3), 333-349.
- _____ (2015). « Engendering Gramsci : Gender, the Philosophy of Praxis, and Spaces of Encounter in the Climate Caravan, Bangladesh », *Antipode*, 47(5), 1321-1345.
- Siméant Johanna. (2010). « Chapitre 6./ La transnationalisation de l'action collective », in Agrikoliansky Eric et al., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 121-144.
- Sommier Isabelle. (2010). « Diffusion et circulation des mouvements sociaux ». Dans : Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris: La Découverte, 101-120.

- Tarrow Sidney (2005). *The New Transnational Activism*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Thivet Delphine (2015). « Défense et promotion des ‘droits des paysans’ aux Nations unies : une appropriation oblique de l’advocacy par La Vía Campesina », *Critique internationale*, 67(2), 67-81.
- Zecena Ruben (2019). « Migrating like a queen : visibility and performance in the trans gay caravan », *Women’s Studies Quarterly*, 47(3-4), 99-118.

Emotions et politique

- Ahmed Sarah (2004). *The Cultural Politics of Emotion*, New York, Routledge, 276 p.
- _____ (2007). « A phenomenology of whiteness », *Feminist Theory*, 8, 149-168.
- Bantigny Ludivine, Cohen Déborah et Gobille Boris (2020). « Expériences sensibles du politique », *Sensibilités*, 7(1), 10-21.
- Collectif (2020). « Les vibrations du politique », *Sensibilités*, 7(1), 8-9.
- Cordell Crystal (2017). « Emotions entre théories et pratiques », *Raisons politiques*, 65(1), 5-13.
- Jacquemart Alban (2020). « L’engagement au risque des sentiments. Souffrances et bonheurs dans les trajectoires de militants féministes », *Sensibilités*, 7(1), 40-53.
- Julliard Virginie, Quemener Nelly (2018). « Garder les morts vivants. Dispositifs, pratiques, hommages », *Réseaux*, 210(4), 9-20.
- Rodó-Zárate Maria (2021). *Interseccionalidad. Desigualdades, lugares y emociones*, Bellaterra Edicions, 231 p.
- Sommier Isabelle (2010). « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », in Agrikoliansky Eric, Fillieule Olivier, Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris : La Découverte, 185-202.
- Traïni Christophe (2008). *La musique en colère*, Paris: Presses de Sciences Po, 128 p.
- _____ (2009). *Émotions... Mobilisation !*. Paris: Presses de Sciences Po, 304 p.
- _____ (2017). « Registres émotionnels et processus politiques », *Raisons Politiques*, 65(1), 15-19.

Mouvements sociaux de gauche européens

- Bedock Camille, Bonin Loïc, Liochon Pauline, Schnatterer Tinette (2020). « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets Jaunes », *Participations*, 28, 221-246.
- Bey Hakim (1997). *TAZ - Zone autonome temporaire*, Paris, Éditions de l’Éclat.
- Bulle Sylvaine (2020). *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure à N.-D.-des-Landes*, Grenoble, UGA Editions, 350 p.
- Datchary Caroline, Pagis Julie (2005). « Jeunes altermondialistes en réseau », *Réseaux*, 133(23), 199-228.
- Denis Jean-Michel (2001). *Le Groupe des 10 : un modèle syndical alternatif ?*, Paris, La Documentation française, 244 p.
- Denis Jean-Michel, Thibault Martin (2014). « Des organisations syndicales en quête de renouvellement. Trajectoires militantes et expériences syndicales de jeunes militants de l’union syndicale Solidaires », *Nouvelle revue de psychosociologie*, 18(2), 117-131.
- Dupuis-Déri, Francis (2010). *Les Black-blocs. La liberté et l’égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 360 p.
- Duriez Hélène (2004). « Modèles d’engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, 17(68), 165-199.

- Giraud Baptiste, Yon Karel, Bérout Sophie (2018). *Sociologie politique du syndicalisme. Introduction à l'analyse sociologique des syndicats*, Armand Colin, 224 p.
- Him-Aquilli Manon (2020). « 'Alors que nous on s'acharne à dire que c'est un système' : enjeux militants de la construction d'un locuteur collectif en AG anarchiste », *Mots. Les langages du politique*, 122, p. 93-110.
- Jaumier, S., Picard, H., Islam, G., Germain, O., Farias, C., Hildwein, F. & Le Theule, M. (2019). « Unplugged - The Critical Corner », *M@n@gement*, 1(1), p. 118.
- Pereira Irène (2013). « La fédération libertaire contre le réseau. Des pratiques organisationnelles anarchistes dans le renouveau de la contestation », *Réseaux*, 181(5), 147-176.
- Pruvost Geneviève (2015). « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, 57(1), 81-103.
- _____ (2017). « Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014) », *Politix*, 117(1), 35-62.
- Rousseau Juliette (2018). *Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques*, Cambourakis, 428 p.
- Schifres Sébastien (2004). *La mouvance autonome en France de 1976 à 1984. Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine et en sociologie politique*, Université Paris X.

Sources secondaires

Communiqués zapatistes et documents concernant le mouvement zapatiste

- CIDH, « CIDH y las Oficinas de ONU Derechos Humanos expresan su preocupación por la situación de personas defensoras de derechos humanos en el primer cuatrimestre del año », 30 mai 2019, <https://hchr.org.mx/comunicados/cidh-y-las-oficinas-de-onu-derechos-humanos-expresan-su-preocupacion-por-la-situacion-de-personas-defensoras-de-derechos-humanos-en-el-primer-cuatrimestre-del-ano/>.
- EZLN, « Es común la tierra que nos dio vida y lucha », 20 janvier 1994, http://palabra.ezln.org.mx/comunicados/1994/1994_01_20_a.htm.
- EZLN, Sous-Commandant Marcos, « Segunda Declaración de La Realidad por la Humanidad y contra el Neoliberalismo », 3 août 1996, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/1996/08/03/segunda-declaracion-de-la-realidad-por-la-humanidad-y-contra-el-neoliberalismo/>.
- EZLN, « Comunicado del Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional », 22 août 1997, http://palabra.ezln.org.mx/comunicados/1997/1997_08_22.htm.
- EZLN, « Eux et nous V. La Sexta », janvier 2013, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2013/02/06/eux-et-nous-v-la-sexta/>.
- EZLN, Cuadernos de la Escuelita Zapatista, 2013, <https://www.centrodemedioslibres.org/2017/08/02/libros-en-pdf-de-la-escuelita-zapatista-la-libertad-segun-ls-zapatistas/>.
- EZLN, « Mensaje del Ejército Zapatista de Liberación Nacional en los 100 años del asesinato del General Emiliano Zapata », 10 avril 2019, <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/04/10/comunicado-del-ejercito-zapatista-de-liberacion-nacional-2/>.
- EZLN, « Comunicado del CCRI-CG y del EZLN. Rompimos el cerco », 17 août 2019, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/08/17/comunicado-del-ccri-cg-del-ezln-y-rompimos-el-cerco-subcomandante-insurgente-moises/>.
- EZLN, Commandante Amanda, « Palabras de las mujeres zapatistas en la inauguración del segundo encuentro internacional de mujeres que luchan », 27 décembre 2019, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/12/27/palabras-de-las-mujeres-zapatistas-en-la-inauguracion-del-segundo-encuentro-internacional-de-mujeres-que-luchan/>.
- EZLN, Commandante Yesica, « Palabras de las mujeres zapatistas en la clausura del segundo encuentro internacional de mujeres que luchan », 29 décembre 2019, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2019/12/31/palabras-de-las-mujeres-zapatistas-en-la-clausura-del-segundo-encuentro-internacional-de-mujeres-que-luchan/>.
- EZLN, « Sexta parte: una montaña en alta mar », 5 octobre 2020, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/10/05/sexta-parte-una-montana-en-alta-mar/>.
- EZLN, « Quinta parte: la mirada y la distancia a la puerta », 9 octobre 2020, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/10/09/quinta-parte-la-mirada-y-la-distancia-a-la-puerta/>.
- EZLN, « Cuarta parte : Memoria de lo que vendra », 19 octobre 2020, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/10/19/cuarta-parte-memoria-de-lo-que-vendra/>.
- EZLN, « Tercera parte : la mision », 22 décembre 2020, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/12/22/tercera-parte-la-mision/>.

- EZLN, « Segunda parte: la cantina », 29 décembre 2020, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2020/12/29/segunda-parte-la-cantina/>.
- EZLN, « Première Partie. Une Déclaration... pour la vie », 1er janvier 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/01/01/declaracion-commune-dune-partie-de-leurope-den-bas-et-de-larmee-zapatiste-de-liberation-nationale/>.
- EZLN, « Escadron 421 (La délégation maritime zapatiste) », 18 avril 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/04/18/escadron-421/>.
- EZLN, « Le parcours d'Ixchel », avril 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/04/28/le-parcours-dixchel/>.
- EZLN, « La extemporanea et une Iniciative Nationale », 16 juillet 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/07/19/la-extemporanea-et-une-iniciative-nationale/>.
- EZLN, « Apenas 500 años después », 13 août 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/08/13/apenas-500-anos-despues/>.
- EZLN, « Contra la xenofobia y el racismo, la lucha por la vida », 4 septembre 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/09/04/contra-la-xenofobia-y-el-racismo-la-lucha-por-la-vida/>.
- EZLN, « Après 17 ans. (La Section milicienne Ixchel-Ramona) », 12 septembre 2021, <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/09/12/apres-17-ans-la-section-milicienne-ixchel-ramona/>.
- EZLN, « Chiapas al borde de la guerra civil », 19 septembre 2021, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/09/19/chiapas-al-borde-de-la-guerra-civil/>.
- Frayba, « En Chiapas se criminaliza a quienes defienden el medio ambiente », 16 juillet 2019, <https://frayba.org.mx/en-chiapas-se-criminaliza-a-quienes-defienden-el-medio-ambiente/>.
- Frayba, « Contrainsurgencia a Pueblos Originarios que construyen la vida digna », 27 mai 2019, <https://frayba.org.mx/contrainsurgencia-a-pueblos-originarios-que-construyen-la-vida-digna/>.
- Monica Piceno, « Nous n'avons pas besoin de permission pour être libres. Femmes qui luttent et féminisme », fanzine, diffusé à la ZAD de Notre-Dames-des-Landes, juillet 2021.

CNI et FPDTA

- CNI, site internet : <http://www.congresonacionalindigena.org>.
- « Consejo Nacional Indigena », chronologie du CNI, Subversiones, <https://subversiones.org/cni>.
- FPDTA, « Manifiesto del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra y Agua Puebla Tlaxcala. Con motivo del 199 aniversario de la independencia de México », 15 septembre 2009, Indymedia México, <http://www.mexico.indymedia.org/spip.php?article934>.
- Gloria Muñoz Ramírez, « Derecho de réplica. Hablan los Pueblos », ensemble d'articles coordonnés par la journaliste : https://hablanlospueblos.org/Proyecto_Integral_Morelos.html.

Sites internet et pages de groupes militants en Europe

- Adherentes a la Sexta de Barcelona, site internet : <https://adherentesalasextabcn.wordpress.com/2015/02/28/espacio-de-adherentes-a-la-sexta-en-barcelona-comunicado-de-un-nacimiento/>.
- Adhesiva, site internet : <http://www.adhesiva.org/>
- AMP, site internet : <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/indexfr.htm>.
- Association Ya Basta, site internet : <http://www.yabasta.it/spip.php?article201>.
- Centre Social Autogéré Tres Peces Tres, site internet : <https://3peces3.wordpress.com/>.

Chico Mendes Alemania, page Facebook: <https://www.facebook.com/ChicoMendesAlemania>.

Collectif Vies Volées, site internet : <https://www.viesvolees.org/>.

CSPCL, site internet : <http://cspcl.ouvaton.org>.

Esta Es Una Plaza, site internet : <https://estaesunaplaza.blogspot.com/>.

Europa Zapatista, site internet : <http://www.europazapatista.org/>.

JAD d'Aubervilliers, site internet : <http://www.jardinsaubervilliers.fr>.

Marche des Solidarités, page Facebook : <https://www.facebook.com/marchesolidarites>.

Nodo Solidale, page Facebook : <https://www.facebook.com/nudosolidario/>.

Paliacate Zapatista, site internet : <https://paliacatezapatista.wordpress.com/about/>.

Union Syndicale Solidaires, site internet : <https://solidaires.org>.

Via Campesina, site internet: <https://viacampesina.org>.

ZAD de NDDL, site internet : <https://zad.nadir.org>.

Documents concernant la Caravane Intercontinentale

AMP, Caravane Intercontinentale, site internet : <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/icc/program/index.html>.

« Bulletin d'informations de l'ICC n°1, Caravane Intercontinentale de Solidarité et de Résistance », Archives of global protests, 30 mai 1999, <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/icc/icc-fr/index.html>.

« Le message anti-transgénique », 1 juin 1999, Sud Ouest, 245 mots.

« Le message des Indiens », 31 mai 1999, Sud Ouest, 426 mots.

« Le périple antilibéral de 400 Indiens. Ils sont venus en Europe s'allier à ceux qui luttent contre la mondialisation », David Bornstein, 5 juin 1999, Libération, 657 mots.

Pages et documents sur le « voyage pour la vie »

« Demande D'entrée Sur Le Territoire Français D'une Délégation De Communautés De Peuples Autochtones, en Particulier Zapatiste Du Mexique », Lettre au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, au Ministère de l'Intérieur et à l'Ambassadeur de France au Mexique, 13 juillet 2021, <https://viajeczapatista.eu/fr/demande-dentree-sur-le-territoire-francais-dune-delegation-de-communautes-de-peuples-autochtones-en-particulier-zapatiste-du-mexique/>.

Site internet européen du « voyage pour la vie » : <https://viajeczapatista.eu>.

Site internet français du « voyage pour la vie » : <https://zapatista2021.lebib.org>.

Page Youtube française du « voyage pour la vie » : <https://www.youtube.com/channel/UCIpe3OUciXpYB4JpcQr51EA>.

Site internet des rencontres en mixité choisie à la ZAD de NDDL : <https://muchasluchasparavivir.noblogs.org/>.

Presse militante sur le « voyage pour la vie »

« Flotilla de mujeres y disidencias se encuentran con zapatistas. », ¡Compas Arriba!, Medios libres o como los llamen, vidéo en ligne : <https://vimeo.com/580478544>.

« Mujeres zapatistas participan en concentracion y marcha nocturna contra feminicidios en Austria », Radio Pozol, 17 septembre 2021, <https://radiozapatista.org/?>

[p=39501&fbclid=IwAR3OKf5xkEII6caxh0N8CkkSj4hnGJu6hGYVoh7mPMp1aLMSnBqCeH56D6I&lang=e](#) (consulté le 8 octobre 2021).

- « Protesta internacional #PasoLibreZapatistas en Nantes, Francia, 30 de julio 2021 », ¡Compas Arriba!, Medios libres o como los llamen, vidéo en ligne : https://vimeo.com/582024221?fbclid=IwAR1A19wh0msikTKxA_AbeO8vMp5V6XtvEzHMqOsdgevnvBJLISPKLhQmPVg.
- « Surge la fuerza aérea zadista en Nantes en honor a la fuerza aérea zapatista », Fernanda Fernandez, Pozol Colectivo, 31 juillet 2021, <https://pozol.org/?p=19380>.
- « Voyage pour la vie en direct de la ZAD », 29 Juillet 2021, 117:21, <https://www.radiopanik.org/emissions/emissions-speciales/voyage-pour-la-vie-en-direct-de-la-zad/>
- « Zapatistas toman la calle y caminan preguntando con trabajadores Sin Papeles y zadistas », Bernardo, 26 juillet 2021, Colectivo Pozol, URL : <https://pozol.org/?p=19329>

Index des figures

"Zapatistes envahissez-nous".....	2
Image 1. Organisation pour le voyage des Zapatistes en Europe en 2021.....	76
Image 2. Tract annonçant la manifestation de Sans Papiers du samedi 21 août 2021.....	142
Image 3. Installation et décoration de la salle de la Parole Errante pour l'accueil de l'Escadron 421	143
Image 4. A droite des gradins, plusieurs rangées de chaises débordent sur l'autre partie de la salle	144
Image 5. Événement de rencontre de militant.es européen.nes à Madrid.....	145
Figure 1. Organisation dans l'espace de l'accueil de la flottille de Femmes et Dissidences à Couëron (Loire-Atlantique).....	146
Image 6. Deux militantes, l'une mexicaine et l'autre Mapuche rendent hommage à Marc Tomsin	153
Image 7. L'autel aux disparu.es.....	154
Image 8. Schéma du cortège de la manifestation du 13 août 2021, à Madrid.....	178

Index des tableaux

Tableau 1. Phases de l'observation participante réalisées, selon le degré de formalité des moments considérés.....	32
Tableau 2. La Marche Mondiale des Femmes, un réseau transnational de solidarité.....	57
Tableau 3. La Via Campesina, un mouvement social transnational.....	58
Tableau 4. La Caravane Intercontinentale, un précédent de caravane militante.....	66
Tableau 5. Principes pour tenir des réunions « inclusives ».....	91
Tableau 6. Trois commentaires du live Facebook du débarquement de l'Escadron 421 à Vigo (traduction libre).....	132
Tableau 7. Présentation du rituel « Planter une graine », par un militant de Taller Ahuehuete, 13 août 2021, Madrid (notes de terrain et enregistrement).....	156
Tableau 8. Discours public de deux femmes de l'assemblée galicienne, 22 juin, Vigo (écouté et transcrit à partir d'un live Facebook du débarquement à Vigo, par le média Desinformémonos)...	179

Annexes

Annexe 1. Agressions pendant le festival ZadEnVies 2020 : les faits rapportés

« Pendant le week-end de ZadEnVies 2020 qui a rassemblé environ 4500 personnes, le groupe d'organisation avait mis en place un numéro de téléphone "urgence agressions". Le numéro était visible à plusieurs endroits (bar, accueil, etc.) pour que des personnes dans l'entourage d'une agression sexiste, raciste, homophobe, transphobe, etc. puissent rapporter les faits, demander du soutien... Aussi, dès le vendredi, une équipe de participant.e.s s'est formée pour proposer du soutien direct. Elles arpentaient les parcelles de l'événement avec des brassards jaunes de manière à être facilement repérables.

L'équipe avec des brassards a rapporté plusieurs interventions contre des agresseurs (au moins 10). Certains ont été réglés assez rapidement avec des interventions directes, et en virant 2 personnes du site de l'événement. Dans la nuit du samedi 29, le téléphone a sonné pour signaler qu'un viol venait d'avoir lieu à proximité du site principal. Même si la personne agressée a pu donner quelques informations, le manque de visibilité (pendant la nuit) ne permettait pas une description précise du violeur. D'après ce que nous avons pu recouper, ce n'était pas une personne de notre connaissance et il n'a au final pas pu être identifié.

L'entourage de la victime a cherché du soutien auprès de l'équipe d'organisation et a demandé de ne pas arrêter la soirée. Elles préféraient attendre le lendemain pour visibiliser ce qui s'était passé. Elles ont choisi de faire confiance aux femmes de l'organisation pour porter cette parole. La personne agressée a choisi de partir assez vite de l'événement, mais des membres de l'orga sont restés en contact avec elle et son entourage afin de proposer toutes sortes de soutien (psychologique, recherche d'associations de soutien dans sa ville, pour des démarches de poursuites, etc.).

Il y a donc eu une intervention au micro pendant le déjeuner. Nous avons exprimé notre tristesse, notre colère, et nos pensées pour la personne agressée. Nous avons proposé un moment de discussions pendant l'après-midi, en mixité choisie, sans homme cis. A sa suite, des discussions autour de ce sujet ont eu lieu en mixité. Le soir même, une intervention au micro faisait part des bilans et propositions des deux discussions. (...)

En effet beaucoup d'attitudes sexistes existent encore régulièrement sur zone, que nous devons reconnaître pour y mettre un terme. Pour que ces comportements cessent, de la part des mecs de passage comme habitant.es, il faut que plus de personnes, et notamment des mecs, prennent le sujet à cœur et que des outils et protocoles soient mis en place collectivement. (...)

Suite aux événements de Zadenvies, de nombreuses discussions se sont engagées dans des coins de la zad. L'objet était le suivant : comment éviter que ça ne se reproduise et prendre en main la question du sexisme. Une grande assemblée a eu lieu en octobre, proclamant la volonté de construire concrètement sur zone, une culture collective anti-sexiste. Des idées ont émergé, (certaines sont déjà en route, d'autres cherchent encore des gens pour les concrétiser). Elles ont donné lieu à plusieurs commissions et groupes de réflexion, sur des sujets tels que l'inclusivité des chantiers, l'ac-

compagnement de personnes agressées, la déconstruction de la masculinité...

Un groupe de travail mêlant participant.es aux événements et habitant.e.s de la zad s'est aussi constitué dans la suite de ZadEnvies. Son action dépasse le cadre de ces rencontres. Il initie un chantier de longue haleine visant à la création d'un dispositif pouvant se déployer sur tout événement ouvert, ayant lieu à la zad ou ailleurs »¹.

Annexe 2. Présentation du rituel « Planter une graine », par un militant de Taller Ahuehuete, 13 août 2021, Madrid (notes de terrain et enregistrement), version originale

« La gira nos permite romper con las barreras entre luchas, entrelazar nuestras raíces y dar lugar a nuevas semillas, a nuevos bulbos y rizomas, a nuevos poditos o piecitos. Desde Taller Ahuehuete, queríamos compartir un momento que sale de la individualidad, para presentar las luchas que somos. Conocer las luchas que nos ha dado nacimiento como semillas, o como bulbos, o como poditos, o como piecitos. Queremos también poner en común a nuestros enemigos, aquello que busca impedir sin mucho éxito, aunque no se detenga, que nuestras luchas crezcan. Por último, queremos hacer un compromiso. Que salga de lo abstracto, para que cada lucha presente pueda fortalecer sus lazos, con las demás. Contra los enemigos comunes, y para evitar también convertirnos en plantas invasoras, o parásitas, que terminen por ser aliadas del enemigo, en sus modos y formas.

Entonces, ahora en este primer momento, queremos pedirles, si gustan, compartirnos de que luchas son, es decir, ya no es la presentación como el primer día, de quién soy y de donde vengo, qué problemas hay y qué ventajas. Sino esta vez, es : como la lucha feminista, somos la lucha anticapitalista, la que les llene mas, o la que le hable mas, por el momento. Una lucha, y que nos compartan y nos digan, somos esta lucha.

Vamos a hacer una primera... un primer círculo de palabra, después un segundo diciendo que planta, o que bulbo dio lugar a nuestra lucha. Por ejemplo, anticapitalismo, por ejemplo, somos rizoma, o somos podito, lo que les llame mas la atención, somos semilla, que salio de... el comunismo, o del anarquismo, o del zapatismo, o del... Para recordar y hacer homenaje a las luchas que nos preceden, y que nos hacen que estemos aquí. También alguna persona, a un personaje que se quieren decir : soy podito del ahuehuete Samir Flores, de Morelos, o Chico Mendes, o alguna otra persona, no sé, Angela Davis, otras otras luchas. (...)

Tercera parte es : qué nos esta impidiendo crecer como luchas ? Es decir, si por ejemplo el capitalismo me esta sofocando, el capitalismo sofoca nuestra lucha, el patriarcado sofoca nuestra lucha, el monstruo inmobiliario sofoca, etc, etc, etc. Y después, cuando estemos escuchando las diferentes luchas, y los diferentes enemigos comunes, podemos levantar nuestra flor, diciendo que también es nuestro enemigo, nuestra lucha. Para ir viendo, que estamos otras luchas, de la misma lucha, y que estamos combatiendo a las mismas personas, a los mismos enemigos.

Esa va a ser la primera parte. Y la segunda parte también es : decir, después, vamos en la segun-

¹ « Communiqué suite aux agressions ayant eu lieu pendant ZADenvies », 3 janvier 2021, site internet de la ZAD de NDDL, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6809> (consulté le 11 octobre 2021).

da parte decir, por ejemplo, el capitalismo es mi enemigo, y podemos venir a poner aquí, una de las flores, o un fragmento de su follaje, el capitalismo es mi enemigo, y los ponemos en un lugar. El patriarcado es enemigo y, así vamos a poner diferentes montículos. Y después, el tercer momento es, de estas luchas, con cuales nos comprometemos a combatir, y ahí podemos pasar a tomar otra, que no fue la que dejamos, en otro montoncito, y vamos a ir allá a plantar lo que decidamos plantar, y continuar con el momento de la promesa, que es el compromiso, o el engagement, lo que queremos hacer, con esa otra lucha, con la que nos hemos polinizado, en cruce con nuestra lucha actual ».

Annexe 3. Discours public de deux femmes de l'assemblée galicienne, 22 juin, Vigo (écouté et transcrit à partir d'un live Facebook du débarquement à Vigo, par le média Desinformémonos, 22 juin 2021, <https://fb.watch/6hL5CB6Chi/>), version originale

« No estamos cómodas en este espacio. Ya que una de nuestra compañeras perdió la entrada por una de las personas participantes en la comisión de comunicación. Aunque queremos aclarar que ese sentimiento de incomodidad ya existía desde antes. Pero este fue el evento que nos llevo a tomar esta determinación (...).

Nos parece lamentable tener que recordares que nuestra existencia como personas migrantes y/o racializadas en estos territorios es una resistencia continua y que...nuestros saberes se pongan en juicio, que nuestras experiencias se deslegitimen y que nuestras voces no se escuchen es algo que hace mas de 500 años se ha normalizado y que es algo que nosotras no vamos a consentir, ni ahora, ni nunca (...). Y nosotras no podemos perder energías y desgastarnos emocionalmente dando pedagogía gratuita (...).

Como personas indígenas, nos ofende de sobre manera el asistencialismo euroblanco, tanto de los gobiernos como de organizaciones no gubernamentales, y sus lógicas de apropiación cultural, tales como ser una muñeca gigante disfrazada con nuestras ropas, trenzas y color de piel, para ganarse la simpatía de les ciudadanes. Todos estos elementos son símbolos de resistencia ancestral, ustedes jamas sabrán si podrán sentir las violencias y saberes que atraviesan nuestras pieles y cuerpos. Ustedes son gallegues, y este es vuestro lugar de habla, que jamas se les olvide.

También hemos visto como la fragilidad blanca y las dinámicas euroblancas de hacer política están presentes. Se señalo la agresión de nuestra compañera como una forma de auto-excluirse. Se hablo con frivolidad de ello, afirmando que nada ni nadie ... Se dijo mucho de la humillación y de la culpa, para sentirse mejor entre ustedes ... Estas agresiones y este racismo muestra como nos ... vivir con personas negras o racializadas, no respetaron, nos juzgaron, no escucharon, tampoco aprendieron.

Recordamos, que si algo es importante para nosotres, es que se sepa que no todos somos iguales. Y aunque eso vaya contra sus lógicas, esta es la realidad. Que durante tantos siglos nos ha seguido matando. Se afirmo que daba igual, que tan morenitos o blanquitos fuéramos, de donde viniéramos, que esto no importaba, que la solidaridad era igual para todes, y esto es en contra de lo que hoy nos trae aquí.

El racismo que les compas zapatistas han vivido desde siempre, y que otros pueblos originarios también, es lo que ha hecho que se busque la autogestión y la autodeterminación en sus territorios. Revisen su blanquitud, el color de nuestra piel si importa, nuestros orígenes si importan, el colorismo, los estereotipos, nuestros acentos y nacionalidades, es lo que nos da esta cualidad de vida todos los días. Sobre todo en este territorio (...).

Lo que sucede aquí lamentablemente sucede en la mayoría de espacios colectivizados euroblancos, con independencia de su ideología. Lo señalamos no para minimizarlo sino para problematizarlo, enfatizarlo y denunciarlo. Los cambios y transformaciones euroblancas no pueden seguir incluyéndonos en sus discursos sin conocer nuestras luchas. Preparación y resistencia, falta todo por hacer ».

Résumé

En 2021, le mouvement zapatiste et deux organisations alliées entreprennent un voyage en Europe. Nouvel élément dans le répertoire transnational du mouvement zapatiste, ce voyage s'apparente néanmoins à d'autres caravanes militantes qui ont pu avoir lieu par le passé. Les zapatistes viennent à la rencontre des mouvements sociaux européens, afin de renforcer les apprentissages mutuels et de travailler à l'autonomie, vis-à-vis du capitalisme. Pour les militant.es européen.nes, ce voyage est avant tout un défi organisationnel. Il s'agit de travailler ensemble, à plusieurs échelles, à partir d'une forte hétérogénéité sociale et politique. Le rapport au mouvement zapatiste reste ambivalent, selon les connaissances plus ou moins partagées par les militant.es et un regard plus ou moins idéalisé porté sur le mouvement. Les militant.es d'Europe s'organisent en réseau pour accueillir les zapatistes. Au sein de ces réseaux, iels portent une attention particulière aux relations sociales de domination, comme celles liées au genre, sans parvenir à toutes les déjouer. Iels espèrent ainsi travailler à une solidarité politique, qui passe par des rencontres concrètes mais aussi par une multiplicité de dispositifs visant à rendre les luttes sensibles.

Mots-clés : politique, zapatisme, mouvements sociaux, caravanes militantes, répertoire transnational, dispositifs de sensibilisation, genre, relations de pouvoir, solidarité politique, réseau, autonomie

Abstract

In 2021, the Zapatista movement and two allied organizations set about doing a tour in Europe. This trip is similar to other previous militant caravans but also a new element in the transnational repertoire of the Zapatista movement. They aim at meeting European social movements, to strengthen mutual learning and work towards autonomy out of capitalism. For European activists, this trip is most of all an organizational challenge. They worked together on several levels, in a highly heterogeneous social and political context. They have an ambivalent relationship with the Zapatista movement, depending on their degree of knowledge and on their degree of idealization of the movement. In order to welcome the Zapatistas, activists in Europe organize themselves into networks. Within these networks, they pay particular attention to social relations of domination, such as those linked to gender, without managing to overcome them all. In this way, they hope to develop political solidarity through concrete encounters but also by using multiple mechanisms to involve emotions in the struggle.

Key words : politics, Zapatism, social movements, political caravans, transnational repertoire, emotions and politics, gender, power dynamics, political solidarity, networks, autonomy

Resumen

En 2021, el movimiento zapatista y dos organizaciones aliadas emprendieron un viaje a Europa. Este viaje es similar a otras caravanas militantes que habían tenido lugar en el pasado, pero es un elemento nuevo en el repertorio transnacional del movimiento zapatista. Les zapatistas vienen a conocer los movimientos sociales europeos, para reforzar el aprendizaje mutuo y trabajar por la autonomía frente al capitalismo. Para les militantes europees, este viaje es sobre todo un reto organizativo. Tuvieron que trabajar juntos a varios niveles, en un contexto social y político muy heterogéneo. Su relación con el movimiento zapatista es ambivalente, dependiendo del grado de conocimiento compartido por les activistas y del grado de idealización del movimiento. Para acoger a les zapatistas, les activistas europees se organizan en redes. Dentro de estas redes, prestan especial atención a las relaciones sociales de dominación, como las vinculadas al género, sin conseguir superarlas todas. De este modo, esperan trabajar por la solidaridad política, a través de encuentros concretos pero también de múltiples mecanismos destinados a convertir la lucha en algo sensible.

Palabras claves : política, zapatismo, movimientos sociales, caravanas de activistas, repertorios transnacionales, emociones y política, género, relaciones de poder, solidaridad política, redes, autonomía